



BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI



Rapport
Annuel

2014

CONSEIL D'ADMINISTRATION

CHARLES CASTEL

Gouverneur

GEORGES HENRY FILS

Gouverneur-Adjoint

JEAN BADEN DUBOIS

Directeur Général

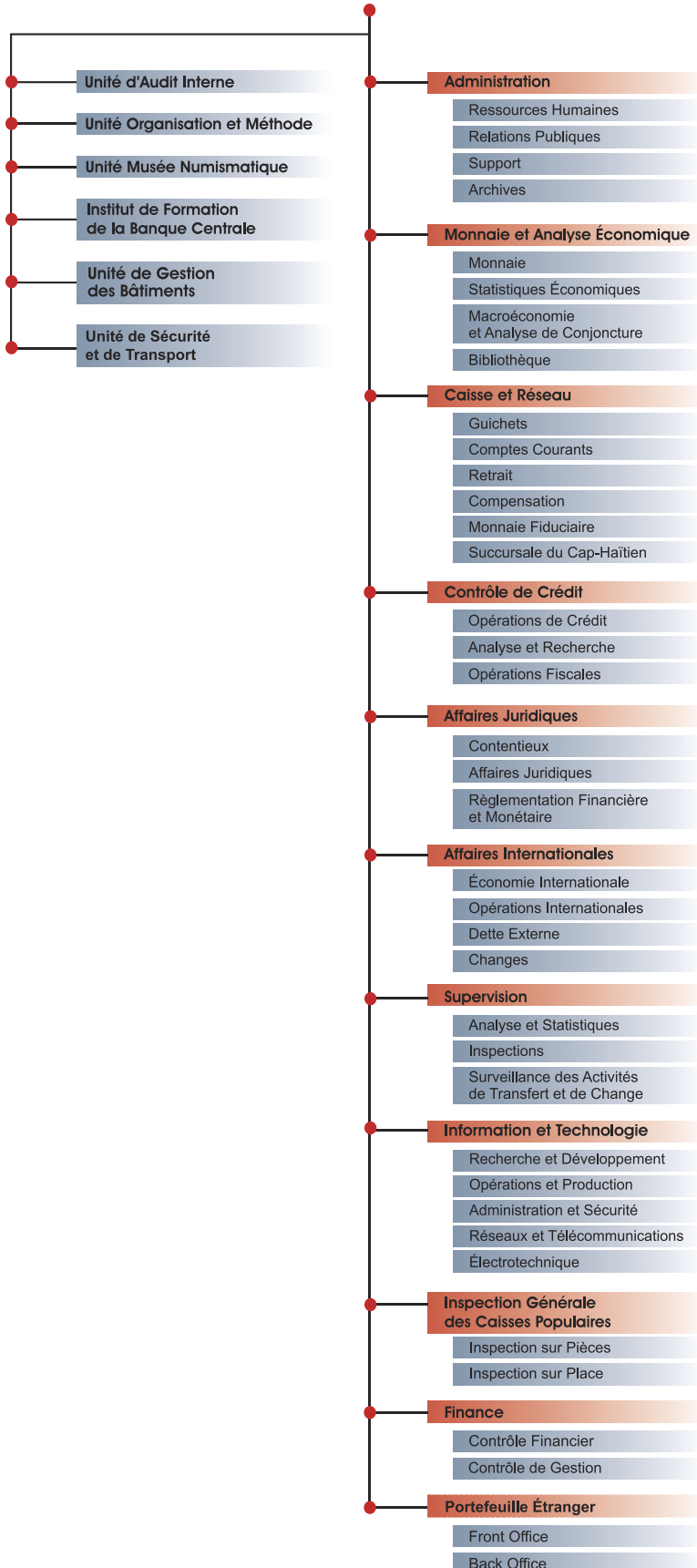
FRITZ DUROSEAU

Membre

GEORGETTE JEAN-LOUIS

Membre

Conseil d'Administration



Organigramme

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS DU GOUVERNEUR	13
----------------------------------	----

A- L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2014

I. SECTEUR RÉEL EN 2014	18
I.1 Valeur ajoutée par secteur d'activité	18
I.2 Évolution des prix à la consommation en 2014	20
I.3 Salaires et situation de l'emploi en Haïti en 2014	21
II. MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE EN 2014	22
II.1 Politique monétaire en 2014	22
II.1.1 Instruments de la politique monétaire en 2014	23
II.1.1.1 Bons BRH	23
II.1.1.2 Taux de réserves obligatoires	24
II.1.1.3 Interventions de la BRH sur le marché des changes	25
II.1.2 Résultats	26
II.1.2.1 Résultats intermédiaires	26
II.1.2.2 Résultats finals	26
II.2 Évolution des agrégats monétaires en 2014	27
II.2.1 Contreparties de M3 et financement de l'économie	28
III. LES FINANCES PUBLIQUES	29
III.1 Recettes	29
III.1.1 Recettes Internes	29
III.1.2 Recettes Douanières	30
III.1.3 Performance Institutionnelle	30
III.1.4 Évolution de la structure des recettes	30
III.2 Dépenses	31
III.2.1 Dépenses Courantes	31
III.2.2 Dépenses d'investissement	31
III.3 Financement de l'Administration Centrale en 2014	33
III.4 Évaluation du programme financier	33
IV. LA BALANCE DES PAIEMENTS	33
IV.1 Solde des transactions courantes	33
IV.1.1 Transferts courants	35
IV.2 Opérations financières	35
IV.3 Financement de la balance des paiements	36

V. ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE EN 2014	36
V.1 Facteurs explicatifs de l'évolution du taux de change en 2014	37
V.2 Évolution des spreads bancaire et informel	37
VI. DETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2014	38
VI.1 Créances bilatérales	38
VI.2 Créances multilatérales	38
VI.3 Structure de l'encours de la dette publique externe par types de devises	38
VI.4 Répartition de l'encours de la dette par secteur économique	39
VI.5 Décaissements, Service de la Dette et Arriérés de Paiement	39
VI.6 Allègement de dette reçu au cours de l'exercice fiscal 2013-2014	41

B. SYSTÈME BANCAIRE EN 2014 : VUE D'ENSEMBLE

VII. ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2014	42
VII.1 Système bancaire : Vue d'ensemble	42
VII.2 Système bancaire : établissements, environnement concurrentiel et taux de bancarisation	43
VII.3 Structure du système bancaire	45
VII.4 Distribution du crédit	46
VII.5 Parts de marché individuelles dans le système bancaire haïtien	49
VII.6 Activités et résultats du système bancaire en 2014	50
VII.6.1 Activités bancaires	50
VII.6.2 Opérations avec la clientèle	53
VII.6.3 Emplois du système et Évolution des actifs productifs	54
VII.6.4 Structure financière et Qualité de l'Actif	57
VII.6.5 Résultats des activités bancaires	59
VII.7 Surveillance des banques	63
VII.7.1 Activités de surveillance	63
VII.7.2 Autres	65
VII.8 Faits marquants du système bancaire au cours de l'exercice 2014	65
VIII. ACTIVITÉS GÉNÉRALES DES CAISSES POPULAIRES	66

C. LA BRH EN 2014

IX. GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA BRH	66
IX.1 Composition des avoirs extérieurs	67
IX.2 Rendement du portefeuille	67
X. MONNAIE FIDUCIAIRE ET MONNAIE SCRIPTURALE	68
X.1 Billets et monnaie divisionnaire	68
X.1.1 Émission, destruction et remplacement de la monnaie	68
X.1.2 Circulation fiduciaire au sens strict	69
X.1.3 Circulation fiduciaire au sens large	69
X.1.4 Composition de l'encours des billets	69
X.1.5 Billets contrefaits retenus aux guichets de la BRH	69
X.2 Chèques	70
X.2.1 Opérations de la chambre de Compensation	70
X.2.2 Évolution des activités du Service de la Compensation	72
X.2.3 Dépôts et tirages des banques commerciales	73
X.3 Services à l'État	74
X.3.1 Chèques émis sur comptes courants traités en compensation	75
X.3.2 Chèques payés aux guichets de la BRH après validation au service des comptes courants	77
X.4 Système de Paiement Interbancaire Haïtien (SPIH)	77

D- ETATS FINANCIERS & ANNEXE JURIDIQUE

ÉTATS FINANCIERS.....	81
LISTE DES CIRCULAIRES	150
ANNEXE JURIDIQUE	153

E- ANNEXE STATISTIQUE

I.1	Produit intérieur brut par branche d'activité économique	164
I.1a	Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel	165
I.1b	Taux de croissance du PIB réel	166
I.2	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants)	167
I.2a	Structure du PIB nominal (en millions de gourdes à prix courants)	167
I.3	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 1986-1987)	168
I.3a	Structure du PIB réel (en millions de gourdes de 1986-1987)	168
I.3b	Compte du produit intérieur brut (variations en pourcentage)	169
I.3c	Structure de la croissance du PIB réel (en pourcentage).....	169
I.3d	Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage).....	170
I.4	Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (Base Août 2004=100).....	170
I.4a	Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays. (Base Août 2004=100.....	171
I.5	Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage)	171
I.5 (suite)	Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage).....	172
I.5a	Taux d'inflation (variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage)	172
I.6	Taux de change à Port-au-Prince (Gourdes/Dollar ÉU).....	173
I.7.	Composantes et contreparties de l'agrégat M3 (en millions de gourdes).....	174
I.8	Base monétaire et ses sources (en millions de gourdes).....	175
I.9	Bilan de la BRH (en millions de gourdes)	176
I.10	Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes)	177
I.11	Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes)	178
I.12	Résumé des opérations financières de l'Administration Centrale	179
I.13	Résumé des opérations financières des administrations publiques	180
I.14	Résumé de la Balance des Paiements d'Haïti (en millions de dollars ÉU)	181
I.15	Position extérieure globale d'Haïti (en millions de dollars ÉU)	182
I.16	Exportations d'Haïti par produits.....	183
I.17	Exportations aux U.S.A (F.O.B) à base de matières premières locales (en milliers de .. dollars ÉU)	184
I.18	Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B) à base de matières premières importées	185
I.19	Importations totales d'Haïti par catégories de produits.....	186
I.20	Importations de produits pétroliers	187
I.21	Dettes externes totales du secteur public	188
I.22	Décaissements effectués sur les prêts (en millions de dollars ÉU)	189
I.23	Paiement du service de la dette (en millions de dollars ÉU)	190
II.1.	Chiffres clés du bilan par banque (en milliers de gourdes).....	191
II.2.	Chiffres clés des résultats par banque (en milliers de gourdes).....	192
II.3	Ratios financiers par banque	193
II.4.	Ratios financiers par banque – ratios de rentabilité.....	194
II.5	Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Bilan par banque (devises et gourdes)..	195
II.6.	Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Résultats cumulatifs par banque...196	196

LISTE DES SIGLES	199
------------------------	-----

TABLEAUX

1.	Évolution du salaire minimum réel	22
2.	Emplois dans la sous-traitance	22
3.	Évolution des recettes internes par institutions.....	30

4.	Structure des recettes	31
5.	Évolution des flux nets du solde des comptes de l'administration centrale (en MG)	33
6.	Allègement de la dette reçue pour l'exercice 2014 (en millions de dollars ÉU)	41
7.	Indicateurs financiers clés (en millions de gourdes)	43
8.	Établissements bancaires fonctionnant en Haïti en 2014	43
9.	Nombre de succursales et agences autorisées	44
10.	Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire	44
10a.	Evolution du nombre de succursales opérationnelles par établissement bancaire	44
11.	Poids des principaux établissements bancaires sur les deux derniers exercices (en %)	45
12.	Poids des différentes catégories d'établissements bancaires (en %)	46
13.	Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman	46
14.	Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité (en MG et en%)	47
15.	Répartition de l'encours des prêts par tranche	48
16.	Répartition du nombre de prêts par emprunteur	49
17.	Parts de marché et rang actif total et portefeuille de prêts bruts.....	49
18.	Parts de marché et rang dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU.....	50
19.	Bilan du système bancaire (en MG).....	51
20.	Variation des principaux postes du bilan du système bancaire (en %)	51
21.	Part des postes du bilan du système bancaire (en %).....	52
22.	Composition des liquidités du système bancaire (en MG et en %)	53
23.	Liquidités du système bancaire en pourcentage de l'actif total	53
24.	Variation des dépôts du système bancaire	54
25.	Composition des dépôts du système bancaire	54
26.	Évolution des dépôts en dollars ÉU du système	54
27.	Actifs productifs.....	55
28.	Respect des normes de suffisance de fonds propres	57
29.	Prêts improductifs du système bancaire (en MG et en %)	57
30.	Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système	58
31.	Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses (en MG)	58
32.	Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres (en MG).....	58
33.	Exposition des banques aux risques de crédit aux apparentés	59
34.	Revenus nets d'intérêt pour l'exercice 2014 (MG)	60
35.	Produit net bancaire	61
36.	Coefficient d'exploitation	61
37.	Rémunération moyenne des dépôts (en MG et en %).....	62
38.	Rendement moyen des prêts (en MG et en %).....	62
39.	Productivité par employé (en milliers de gourdes et en %)	63
40.	Destruction, remplacement et émission de la monnaie	68
41.	Faux billets dollars ÉU retenus aux guichets de la BRH en 2014	69
42.	Faux billets gourdes retenus aux guichets de la BRH en 2014	70
43.	Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par le système bancaire	70
44.	Nombre de chèques en dollars présentés et reçus par le système bancaire	71
45.	Résultat de la compensation manuelle et électronique par banque en gourdes en 2014	71
46.	Résultat de la compensation manuelle et électronique par mois en gourdes en 2014	71
47.	Résultat de la compensation manuelle et électronique par banque en dollars en 2014 ..	72
48.	Résultat de la compensation manuelle et électronique par mois en dollars en 2014	72
49.	Activités de la compensation sur les opérations en gourdes	72
50.	Activités de la compensation sur les opérations en dollars ÉU	73
51.	Dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH en 2014	73
52.	Dépôts en dollars ÉU des banques commerciales à la BRH en 2014	73
53.	Tirage des banques commerciales en 2014 (en milliers de gourdes).....	73
54.	Tirage des banques commerciales en 2014 (en milliers de dollars ÉU).....	74
55.	Recettes du Trésor Public enregistrées dans les guichets de la BRH en 2014	74
56.	Chèques du Trésor Public encaissés aux guichets de la BRH en 2014	74
57.	Chèques imprimés pour l'exercice 2014	75
58.	Nombre de chèques traités en Compensation à la BRH en 2014	75
59.	Chèques certifiés pour l'exercice 2014	76
60.	Chèques retournés pour l'exercice 2014	76
61.	Chèques reçus aux guichets de la BRH pour l'exercice 2014	77

62.	Nombre de dépôts reçus aux guichets de la BRH en 2014	77
63.	Nombre de transactions effectuées via le SPIH par participant pour les 3 derniers exercices	78
64.	Revenus générés par le SPIH pour l'exercice 2014 (en gourdes).....	78
65.	Nombre de messages envoyés et transactions effectuées via le SPIH par la BRH en 2014 .	78

GRAPHIQUES

1.	Évolution des prix des produits de base en 2014	17
2.	Évolution du produit intérieur brut réel (en MG) et de son taux de croissance (en %)	18
3.	Évolution de l'inflation globale et de l'inflation alimentaire	20
4.	Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée à partir de la méthode d'exclusion (en g.a. en %).....	20
5.	Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH de différentes maturités	23
6.	Composition de l'encours des bons BRH en 2014	24
7.	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes (en %	24
8.	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère (en %).....	25
9.	Position moyenne de réserves en MG	25
10.	Composantes de la base monétaire (en milliards de gourdes).....	26
11.	Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en gourdes).....	27
12.	Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en dollars ÉU).....	27
13.	Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes)	28
14.	Contreparties de M3 (en milliards de gourdes)	28
15.	Financement du déficit budgétaire en pourcentage du PIB et en MG	29
16.	Projets et programmes par secteur	32
17.	Évolution du solde des transactions courantes (en millions de dollars ÉU).....	34
18.	Parts relatives des principales exportations (en %)	34
19.	Parts relatives des principales importations (en %)	35
20.	Réserves brutes en mois d'importations de biens et services	36
21.	Taux de référence du dollar par rapport à la gourde (fin de période).....	36
22.	Évolution des spreads bancaire et informel	37
23.	Encours de la dette publique externe par type de créanciers (en millions de dollars ÉU)	
38.		
24.	Structure de l'encours de la dette publique externe par type de devises en 2014 (en %)	39
25.	Répartition de la dette par secteur économique (en millions de dollars ÉU)	39
26.	Répartition de la dette par organisme (en millions de dollars ÉU).....	40
27.	Évolution comparée des décaissements et des arriérés de paiement.....	40
28.	Évolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets (en millions de dollars ÉU)	40
29.	Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus.....	49
30.	Liquidités du système bancaire (en MG).....	52
31.	Évolution des dépôts du système bancaire (en MG)	53
32.	Portefeuille de prêts bruts du système bancaire (en MG).....	55
33.	Volume des achats et ventes de devises (en millions de dollars ÉU).....	56
34.	Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres	56
35.	Évolution des fonds propres du système bancaire (en MG)	57
36.	Évolution du bénéfice net du système bancaire (en MG)	59
37.	Rendement de l'actif (ROA) (en %).....	59
38.	Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) (en %)	60
39.	Évolution des autres revenus (en MG).....	61
40.	Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes (en MG)	61
41.	Évolution du nombre d'employés du système bancaire.....	63
42.	Évolution des intérêts versés sur Bons BRH (en MG)	65
43.	Évolution des réserves brutes de change (en millions de dollars ÉU).....	66
44.	Composition du portefeuille de titres de la BRH	67
45.	Composition de l'encours et remplacement de billets en 2014.....	69

Message du Gouverneur

En vue de répondre à son devoir de transparence et de reddition de compte tel que prévu dans la loi du 17 août 1979 créant la Banque Centrale, le Conseil d'Administration de la Banque de la République d'Haïti (BRH) est heureux de publier le Rapport Annuel de l'exercice fiscal 2013-2014 qui a marqué le trente-cinquième anniversaire de la BRH. Ce rapport qui s'adresse aux différents acteurs de la vie économique nationale passe en revue les évolutions économiques, financières et monétaires en Haïti au cours de l'exercice sous revue. Il présente aussi les différents défis auxquels a été confronté le Conseil d'Administration dans l'accomplissement de ses responsabilités au cours de cet exercice ainsi que les différentes mesures qui ont été prises pour garantir la stabilité des prix en Haïti, d'une part et pour renforcer le développement institutionnel de la BRH, d'autre part.

En 2014, la politique monétaire de la Banque de la République d'Haïti a été conduite dans un environnement international caractérisé, entre autres, par la poursuite de la baisse des prix des produits de base (produits alimentaires et pétroliers) sur le marché international et la faiblesse de l'inflation dans la plupart des pays. De plus, le raffermissement de l'économie américaine qui a progressé à un rythme de 2,4 % en 2014 contre 2,2 % en 2013 a entraîné une baisse du taux de chômage qui est tombé à 6,3 % contre 7,4 % en 2013. Dans la zone euro, l'expansion modérée de l'activité économique s'est poursuivie en liaison avec la baisse des cours du pétrole et le regain de compétitivité lié à la dépréciation de l'euro face au dollar américain. Dans tous les pays émergents, à l'exception de l'Inde, un ralentissement de la croissance économique a été observé en 2014 par rapport à 2013. Sur l'ensemble de l'année 2014, la croissance économique mondiale est ressortie à 3,3 % comme en 2013.

Sur le plan intérieur, l'activité économique a connu un ralentissement en enregistrant un taux de croissance du produit intérieur brut réel de 2,8 % comparativement à 4,2 % en 2013. Toutefois, il convient de souligner que c'est pour la quatrième année consécutive que le pays a réalisé un taux de croissance positif du PIB réel. Cette faible performance de l'économie haïtienne en 2014 est, en grande partie, le résultat de la baisse de la production agricole qui s'est contractée de 1,5 % après une progression de 4,3 % en 2013, à cause des conditions météorologiques défavorables et un manque d'investissements dans le secteur au cours de cet exercice. Les autres secteurs de l'activité économique se sont relativement bien comportés. En effet, le secteur secondaire, tiré par les activités de l'industrie manufacturière, a crû de 5,28 %. Quant au secteur tertiaire, la valeur ajoutée de presque toutes ses branches a évolué à la hausse notamment celle du sous-secteur « Commerce, restaurants et hôtels ». Ayant la plus forte pondération (51,8 %) dans le PIB, ce secteur a pu conserver son dynamisme avec un taux de croissance de 3,6 %, comme en 2013.

Concernant l'évolution des prix à la consommation, l'inflation globale en glissement annuel a atteint 5,3 % en 2014, en hausse de 80 points de base par rapport à septembre 2013, en dépit de la baisse continue des cours des produits de base sur le marché international et la faiblesse de l'inflation chez nos principaux partenaires commerciaux. Les pressions inflationnistes observées en 2014 se sont manifestées dans presque toutes les composantes de l'IPC à l'exception des postes « Alimentation, Boisson et Tabac », « Transport », « Loisirs, Spectacle, Enseignement et culture ». Par ailleurs, l'inflation sous-jacente a suivi le même comportement que l'inflation globale en se portant à 5,9 % en 2014 contre 4,6 % un an plus tôt.

Le déficit courant de la balance des paiements s'est creusé de 2,14 %, mais à un rythme moindre comparé à 2013 (26 %). Il en est de même du déficit commercial qui s'est légèrement aggravé en passant à 2,44 milliards de dollars contre 2,41 milliards en 2013. En dépit d'une progression substantielle des transferts privés sans contrepartie de 11,4 %, le marché des changes a connu des épisodes de volatilité provoquant l'intervention de la BRH à hauteur de 20 millions de dollars sur l'exercice pour conforter l'offre de devises au regard d'une demande vigoureuse. En fin d'exercice, les réserves nettes de change se sont élevées à 1 009 millions de dollars américains et les réserves brutes à 1 919 millions de dollars américains, soit l'équivalent de 5 mois d'importations.

S'agissant des finances publiques, l'exécution de la loi de finances de la République pour l'exercice 2014 a bénéficié de l'application de nouvelles procédures visant à une meilleure perception des recettes par l'État et à une gestion plus rationnelle des dépenses publiques. Les recettes collectées durant l'exercice ont augmenté de 5,4 %, mais elles ont été inférieures de 10,57 % par rapport aux prévisions. Quant aux dépenses publiques qui représentent 17,7 % du PIB, elles ont progressé de 16,2 % en glissement annuel. En raison de la mise en exécution tardive de la loi de finances 2014, elles n'ont représenté que 84 % des montants programmés. La structure des dépenses publiques a révélé que les dépenses courantes ont constitué 92,7 % du total alors que celles d'investissement qui ne représentent que 7,3 %, ont subi une baisse importante de 62 % par rapport à leur niveau de 2013. En dépit d'une exécution prudente de la loi de finances, les opérations financières de l'État se sont soldées par un déficit qui a conduit à une augmentation du financement monétaire pour cet exercice, suite à la baisse du financement externe et au faible volume de bons du Trésor émis.

Parallèlement, tous les agrégats monétaires ont crû au cours de cet exercice, avec une accélération de leur rythme. Leur progression est liée à celle des dépôts en devises convertis en gourdes, de la monnaie en circulation et des disponibilités en termes de monnaie à vue. Toutefois, au niveau des dépôts à terme, une évolution contraire a été enregistrée, compte tenu de la préférence pour la liquidité des agents économiques associée à la faible transmission des taux d'intérêts directeurs sur cette catégorie de dépôts.

En ce qui a trait au système financier, les indicateurs ont témoigné d'un renforcement et d'une évolution favorable des activités au niveau du secteur bancaire. Le rendement de l'Actif (ROA) a augmenté quoique le Rendement de l'avoir des Actionnaires (ROE) s'est légèrement replié. D'une manière générale, le système financier est resté sain, solide et performant.

Dans un tel contexte, les autorités monétaires ont d'abord opté pour un statu quo des taux directeurs, suivi d'un relèvement progressif afin maintenir le taux d'inflation à un niveau inférieur à 10 %. Ainsi, la Banque Centrale a eu à relever de 2 points de pourcentage les taux directeurs à la fin du mois de mars 2014 tout en augmentant l'encours des bons BRH, ce qui a contribué à réduire les liquidités en gourdes dans le système bancaire et à calmer les pressions sur le marché des changes.

En tant que Banque Centrale, la BRH s'est montrée constamment guidée par la nécessité de préserver un environnement macroéconomique stable et un système financier sain. Les décisions qu'elle a prises au cours de l'exercice 2014 se sont orientées vers le renforcement du pouvoir d'achat et de la confiance des agents économiques. Tout en articulant sa politique à celle des autorités fiscales, les résultats obtenus de la mise en œuvre de ses mesures ont témoigné, une fois de plus, de l'objectif de la BRH de poursuivre en 2014, sa mission avec sérénité, compétence et intégrité.



Charles Castel
Gouverneur

A- ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2014

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2014

L'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,3 % en 2014, soit le même niveau qu'en 2013, soutenue notamment par les économies avancées telles la Zone Euro, le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis. Après une contraction en 2013, la reprise a été confirmée dans la Zone Euro, mais, elle a pâti encore des séquelles de la crise de la dette, principalement dans les pays du Sud de la zone. Parmi les pays avancés, les États-Unis et le Royaume-Uni en particulier sont les seuls à avoir enregistré une croissance significative en 2014, même si leur croissance potentielle reste plus faible qu'au début de la première décennie des années 2000. La croissance économique du Royaume-Uni est passée de 1,7 % en 2013 à 3,2 % en 2014 et celle de l'économie américaine de 2,2 % en 2013 à 2,4 % en 2014. Sur le cours de l'exercice fiscal 2014, l'économie américaine a été performante. En effet, au quatrième trimestre 2013, le PIB réel a crû de 3,5 % grâce à la croissance des exportations pour connaître par la suite une contraction de 2,1 % au premier trimestre 2014 en raison des facteurs temporaires, notamment un hiver rude et une correction des stocks. La croissance a rebondi au deuxième trimestre de 2014, et la situation sur le marché du travail a continué à s'améliorer, avec une croissance vigoureuse de l'emploi. L'amélioration a été poursuivie au troisième trimestre 2014 et s'est reflétée dans les dépenses personnelles de consommation, les dépenses du Gouvernement fédéral et les exportations.

L'optimisme des entreprises et des ménages des pays avancés s'est considérablement renforcé au cours de l'exercice fiscal 2014. Ce regain de confiance les a encouragés à investir et à embaucher davantage et soutenir la croissance mondiale. Cependant, au niveau des pays émergents et en développement, la situation suit l'évolution inverse. Depuis que la Réserve Fédérale américaine a annoncé son intention de réduire progressivement son programme d'assouplissement quantitatif, de nombreux pays voient leur monnaie se déprécier et leur croissance fléchir.

À l'exception de l'Inde, la croissance dans les principaux pays émergents a été plus faible en 2014 en comparaison à 2013. En effet, elle a été plus lente en Amérique latine, surtout au Brésil, où l'investissement est resté faible et le PIB s'est contracté aux premier et deuxième trimestres 2014 en dépit de l'organisation de la coupe du monde pour se chiffrer à 0,3 % en 2014 contre 2,5 % en 2013. En Chine, l'activité économique a ralenti au premier trimestre et, conséquemment, les autorités ont réagi en prenant des mesures pour soutenir l'activité, avec pour résultat une croissance de 7,4 % en 2014 contre 7,7 % en 2013. Le ralentissement de la croissance a été également observé en Russie et en Afrique du Sud. Le PIB de la Russie a crû de 0,2 % en 2014 contre 1,3 % en 2013 et celui de l'Afrique du Sud a décéléré de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2013 à 1,4 %.

La performance de l'économie mondiale en 2014 s'est reflétée à travers la lutte contre le chômage. Une amélioration de la situation de l'emploi a été observée dans la majorité des pays développés, avec une légère progression dans certains pays émergents d'Asie et d'Amérique. En effet, pour l'ensemble des pays avancés, le taux de chômage a reculé de 0,6 % de pourcentage en glissement annuel à 7,3 % en 2014 avec une croissance marquée de l'emploi aux États-Unis et au Royaume-Uni. Aux États-Unis, l'amélioration de la demande d'emplois s'est poursuivie tout le long de l'exercice, le taux de chômage s'est abaissé à 6,3 % en 2014 contre 7,4 % un an auparavant. En comparaison à l'année précédente, le taux de chômage a progressé de 0,1 point de pourcentage à la fois au Brésil et en Russie pour se porter à 5,5 et 5,6 % respectivement.

Les conditions de la demande se sont nettement améliorées au cours de l'exercice 2014 en raison de l'évolution du commerce mondial et des dépenses des ménages. Le volume du commerce mondial de biens et services a crû de 3,8 % en 2014 contre 3 % en 2013, soutenue par la hausse des importations et exportations des pays avancés. En effet, les importations et exportations des pays avancés ont augmenté de 3,7 % et 3,6 % respectivement tandis que ceux des pays émergents et en développement ont diminué de 0,9 et 0,4 point de pourcentage à 4,4 % et 3,9 %.

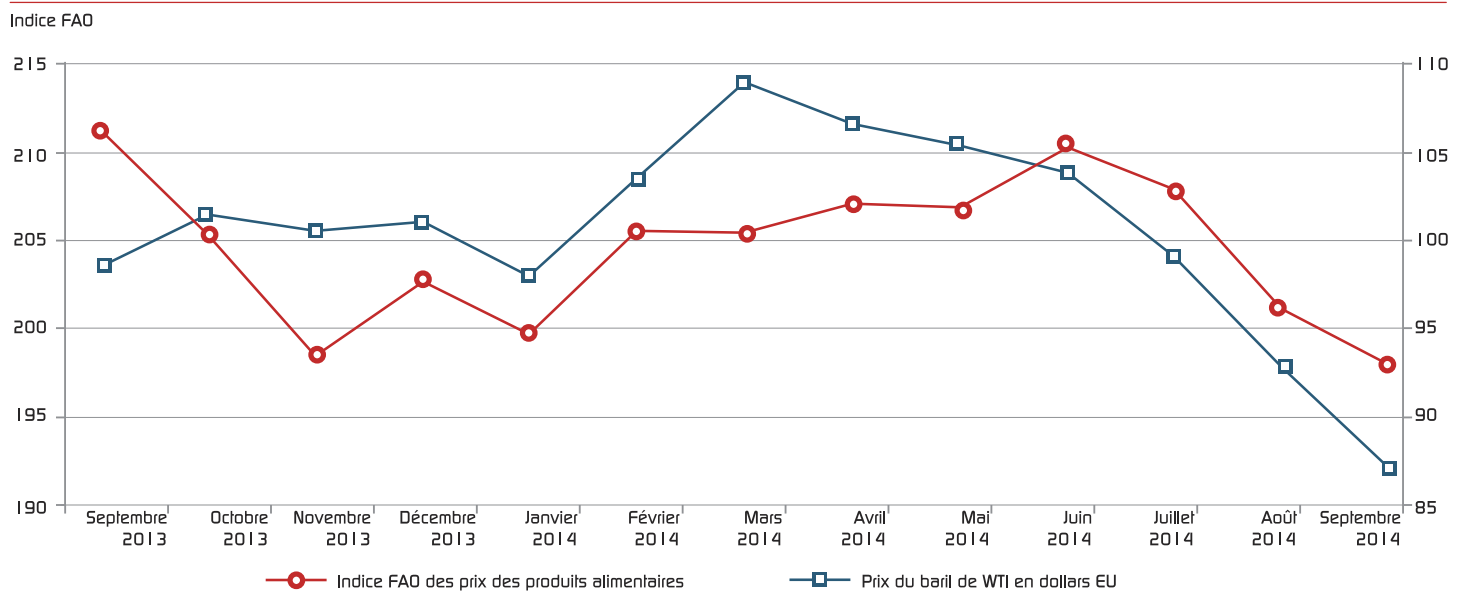
Parallèlement, l'offre s'est renforcée au cours de cette même période, entraînant une baisse significative des prix des produits de base. L'indice FAO des prix des denrées alimentaires a reculé de 6 % en glissement annuel pour se porter à 191,5 en septembre 2014. Cette évolution est imputable notamment à la baisse des prix de tous les produits alimentaires à l'exception de ceux de la viande qui ont évolué à la hausse à cause d'un virus épidémique porcin qui a sensiblement accru la mortalité des porcelets aux États-Unis. De même, les cours du pétrole ont également fléchi sous l'effet de la forte croissance de l'offre résultant particulièrement de l'exploitation des gisements de pétrole de schiste aux États-Unis, du maintien du niveau élevé de la production de certains pays de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) et d'une relative baisse de la demande associée à la faible de la croissance de l'économie mondiale. Conséquemment, le prix du baril du Brent qui était de 111,6 dollars ÉU en septembre 2013 a été ramené à 97,5 dollars ÉU en septembre 2014 et celui du West Texas Index (WTI) est passé de 106,3 dollars ÉU en septembre 2013 à 92,7 dollars ÉU.

Cette évolution des prix des produits de base avec une tendance marquée vers la baisse a conduit à un ralentissement de l'inflation dans la plupart des économies avancées et des pays émergents. En effet, le taux d'inflation moyen a atteint 1,6 % en 2014 aux États-Unis contre 1,7 % en 2013 et 0,5 % en 2014 dans la Zone Euro contre 1,3 % un an auparavant. En Chine, la variation de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a diminué de 0,3 point de pourcentage à 2,3 % en 2014 et celui de l'Inde a décéléré de 170 points de base à 7,8 % en 2014.

La politique monétaire conduite par les différentes Banques Centrales s'est orientée dans le sens de la poursuite de la reprise et l'accélération de la croissance mondiale à long terme. Dans cette optique, les banques centrales ont continué à soutenir la croissance économique en poursuivant leur politique monétaire accommodante en maintenant la tendance baissière des taux d'intérêt directeurs. Ainsi, durant l'exercice 2014, la Fed a, une fois de plus, maintenu son engagement de garder les taux directeurs à leur niveau de décembre 2008, soit dans une fourchette de 0 % et 0,25 %, tout en assurant qu'elle compte réduire progressivement son programme d'assouplissement quantitatif. Dans la Zone Euro, le taux directeur de la Banque Centrale Européenne a été abaissé à 0,15 % en juin 2014 contre 0,25 % en novembre 2013 et 0,50 % en mai 2013, soit son plus bas niveau historique. En République Dominicaine, les autorités monétaires n'ont pas modifié leur taux directeur en 2014. De 4,25 % en mai 2013 à 6,25 % en août 2013, il a été gardé à ce niveau durant tout l'exercice fiscal 2014.

En somme, la croissance de la demande dans les pays avancés n'a pas été très robuste en dépit de la poursuite de l'évolution à la baisse des taux d'intérêt et du relâchement de certains obstacles, notamment des freins liés à l'assainissement des finances publiques. Au regard de la faible reprise de la Zone Euro en 2014, le surendettement des entreprises de cette zone et le rétablissement incomplet de la confiance dans les banques ont constitué de sérieux risques pour la conduite de la politique monétaire dans les pays émergents.

Graphique I. Evolution des prix des produits de base en 2014



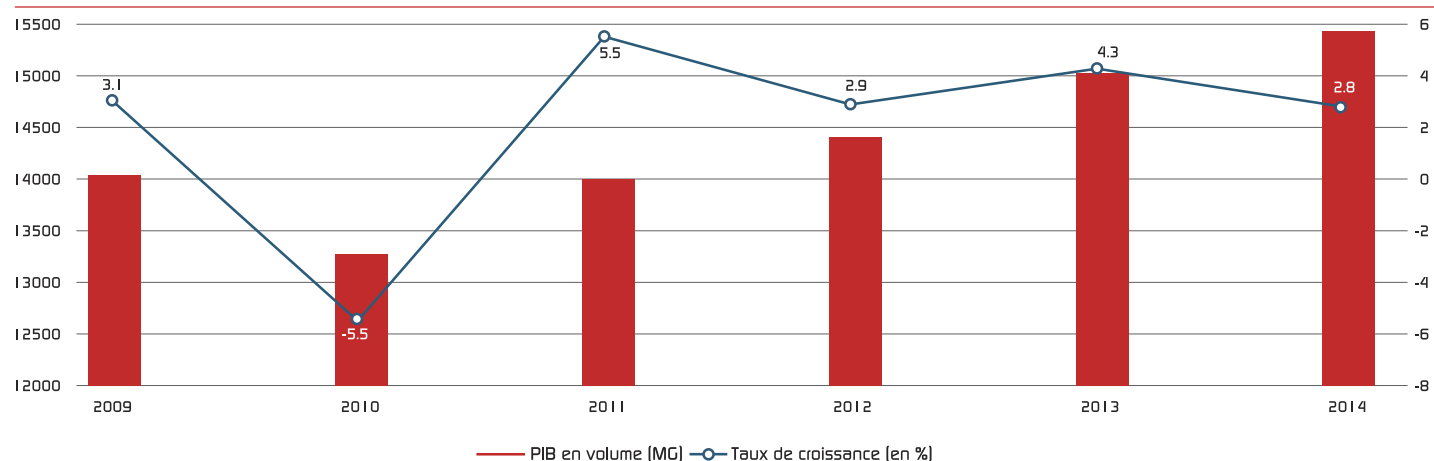
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL EN 2014

Sur l'exercice fiscal 2014, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 2,8 %, soit une décélération de 1,4 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. En 2014, l'évolution du produit intérieur brut réel (PIB), estimé à 15 432 MG, résulte d'une performance modérée des secteurs primaire et secondaire et à une légère augmentation des activités dans le secteur tertiaire. Malgré l'absence de catastrophes naturelles durant l'année, l'agriculture, qui constitue la branche la plus importante du secteur primaire, a enregistré une croissance négative due à une pluviométrie insuffisante et mal distribuée. Ainsi, sa progression est passée à -1,5 % en 2014 contre 4,3 % en 2013. S'agissant du secteur secondaire, l'évolution positive enregistrée a été surtout imputable à l'augmentation des activités des industries manufacturières qui ont crû de 2,2 % en 2014. Le secteur tertiaire, dont la part au PIB a été la plus élevée (51,8 % contre 51,4 % en 2013), a gardé une performance supérieure à 3 %, en enregistrant un taux de croissance de 3,6 %. En effet, la valeur ajoutée de presque toutes les branches de ce secteur a évolué à la hausse notamment celle du sous-secteur « Commerce, restaurants et hôtels » dont la production a augmenté de 40 points de pourcentage d'une année à l'autre.

I. SECTEUR RÉEL EN 2014

Le taux de croissance économique en 2014 a été positif pour la quatrième année consécutive. Toutefois, ce taux de croissance est en deçà de l'intervalle de 3,5 % - 4 % prévu, qui tablait sur la relance des travaux de construction et la bonne performance des secteurs agricole et du commerce pour tirer la croissance économique. Le ralentissement du PIB en 2014 par rapport à 2013 est survenu dans un contexte national caractérisé par un climat d'incertitudes sociopolitiques, lequel n'a pas été favorable aux investissements privés nationaux et étrangers. En effet, les données cumulées du tableau des opérations financières de l'État (TOFE) sur l'exercice ont fait ressortir une chute de 45 % des dépenses d'investissement public contre une progression de 9 % en 2013. Par ailleurs, la production du secteur agricole a pâti de l'arrêt prématuré des pluies dès le mois de juin, ce qui a provoqué une baisse considérable de la récolte de printemps, laquelle représente, sur une année normale, près de 60 % de la production agricole annuelle.

Graphique 2. Évolution du Produit Intérieur Brut réel (en MG) et de son taux de croissance (en %)



I.1. VALEUR AJOUTÉE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'évolution de la croissance économique a été tributaire du comportement des différentes branches d'activités. Les contre-performances du secteur primaire, caractérisées par une variation négative de son niveau de production, ont affecté considérablement le PIB global étant donné que ce secteur dispose d'un apport important en termes de valeur ajoutée. Parallèlement, en dépit d'un ralentissement dans leur rythme de croissance, les secteurs secondaire et tertiaire ont enregistré une augmentation de leur valeur ajoutée.

SECTEUR PRIMAIRE

La reprise du secteur primaire en 2013 s'est suivie d'un déclin en 2014. Malgré l'absence de cyclones ou d'inondations et les accords signés par le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) dans le cadre du projet « appui à la commercialisation des produits fragiles et périssables », le secteur agricole, pilier du secteur primaire, a ralenti à -1,5 %, en baisse de 5,8 % en variation annuelle. La contribution de ce secteur dans la croissance du PIB réel a également reculé de 34,71 points de pourcentage passant de 22,88 % en 2013 à -11,83 % en 2014.

La performance du secteur primaire a été attribuable à celle de la branche «Agriculture, sylviculture et pêche» et à celle des industries extractives. Un déficit de production a été enregistré dans plusieurs zones du pays qui n'ont pas pu bénéficier d'une pluviométrie adéquate depuis le troisième trimestre. En plus d'être en deçà de la norme, la pluviométrie n'a pas été aussi bien distribuée qu'en 2013, particulièrement dans la péninsule du Sud. À cela s'est ajoutée une baisse des investissements à la fois des secteurs privé et public. Selon la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), les producteurs agricoles ont également souligné qu'une faible disponibilité d'intrants (semences) a été enregistrée au cours de cet exercice en comparaison à l'année antérieure, même celles considérées comme étant une subvention du secteur public.

Les activités des industries extractives ont poursuivi leur tendance à la hausse et constituent le deuxième sous-secteur qui a crû le plus en 2014. Leur valeur ajoutée a augmenté de 5,5 %, en hausse de 23 points de base par rapport à l'année 2013. Les activités minières consistant en l'exploitation des carrières de sable pour la fourniture de matériaux de construction, ont contribué à cette situation. Leur contribution à la croissance du PIB réel s'est accrue à 0,27 % contre 0,16 % un an plus tôt.

SECTEUR SECONDAIRE

Pour l'exercice 2014, le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire a légèrement ralenti, avec une variation de 5,3 % contre 5,9 % en 2013. En effet, la hausse du poste Électricité, gaz et eau accompagnée de la progression des Industries manufacturières n'ont pas pu contrebalancer la baisse totale de plus de 1,4 % enregistrée par la branche des Bâtiments et Travaux Publics.

La valeur ajoutée de la branche « Industries Manufacturières » a stagné à 2,2 % en 2014, tandis que sa contribution à la croissance du PIB réel a augmenté à 6,31 % contre 4,08 % en 2013. La production dans ce secteur d'activité est imputable aux accords dont a bénéficié le secteur de la Sous-traitance, en ce qui a trait à la promotion des exportations et à la rénovation du parc Caracol. En effet, les industries textiles ou industries d'assemblage ont une part importante dans la structure des exportations haïtiennes, avec une contribution moyenne de plus de 50 % aux exportations totales au cours des onze dernières années.

En 2014, la valeur ajoutée du secteur « Electricité, gaz et eau » a crû de 1,6 %, s'accompagnant d'une hausse de 27 points de base de sa contribution au PIB réel. Cette progression résulte des ventes importantes des compagnies telles E-Power et Sogener, la production et la consommation électriques en 2014 ont été supérieures à leur niveau de 2013.

Au niveau du secteur des « Bâtiments et Travaux Publics », la tendance a été inversée avec un taux de croissance de 7,9 % contre 9,3 % en 2013. Le ralentissement au niveau des activités de ce secteur est lié à l'arrêt temporaire de certains chantiers, dû à l'augmentation des coûts de construction associés à la dépréciation de la gourde et au retard accumulé dans le paiement des honoraires de certaines firmes de construction pour les travaux relatifs aux bâtiments publics. En dépit de ce ralentissement, ce taux de croissance a été nettement supérieur à celui de 2012. En effet, avec la participation active du secteur privé dans ce secteur pour la promotion de la croissance économique, une fois de plus la contribution à la croissance du PIB réel de cette branche a augmenté pour passer à 28 %, contre 20 % en 2013.

SECTEUR TERTIAIRE

En 2014, le secteur tertiaire a bénéficié de certains investissements dans le secteur touristique qui se sont traduits par une augmentation de la part de ce secteur dans le PIB réel à hauteur de 51,8 % contre 51,4 % en 2013, avec un taux de croissance de 3,6 % contre 3,7 % un an plus tôt. La progression des activités dans ce secteur s'est reflétée dans l'évolution des branches « Commerce, Restaurants et Hôtels » et « Transports et Communications ».

La reprise observée au niveau des activités du sous-secteur des « Transports et Communications » en 2013, s'est maintenue en 2014 avec un taux de croissance de 3,7 % contre 3,6 % en 2013 et une baisse de 1,3 % en 2012. Avec la stabilité des prix des produits pétroliers à la pompe et un mode d'approvisionnement limitant les ruptures de stocks sur le marché, cette branche d'activités a gardé son rythme de progression, en dépit du manque de renforcement du système de transport public. D'un autre côté, la tendance à la hausse a été respectée en 2014 pour la téléphonie mobile, accompagnée d'une relative stabilité des prix de ce secteur.

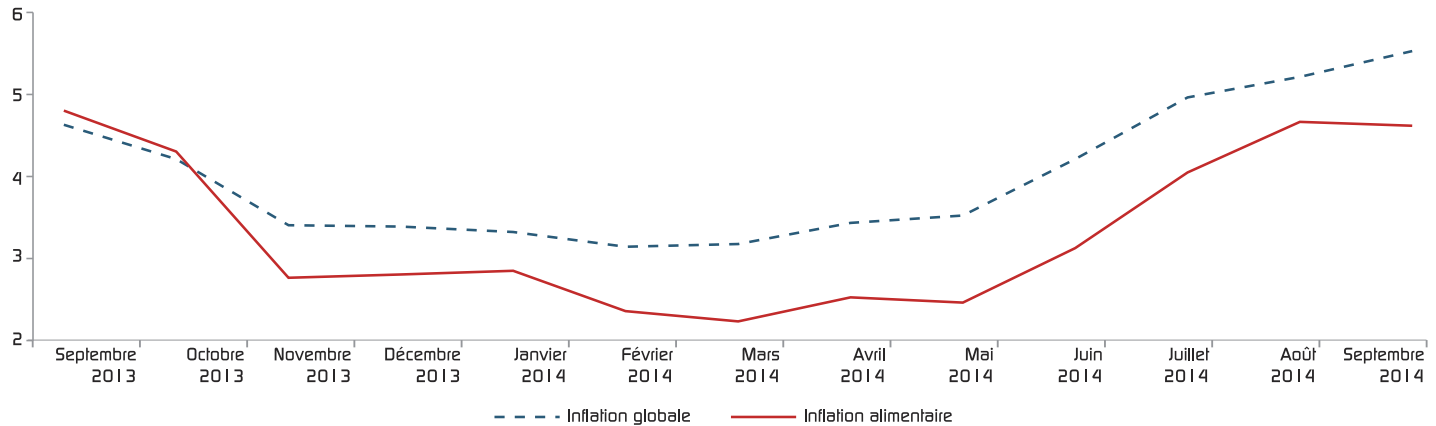
Le taux de croissance de la branche « Commerce, Restaurants et Hôtels » a ralenti, en passant de 4,9% en 2013 à 4,2 % en 2014. Son poids relatif dans le PIB global a, tout de même, augmenté pour passer à 28 %, soit la part la plus importante comparativement aux autres branches. Au cours de l'exercice sous étude, la baisse du rythme de croissance de ce sous-secteur, imputable au retrait des Organisations Non-Gouvernementales et Internationales, s'est traduite par une diminution de la demande au niveau des activités hôtelières et de restauration en Haïti. En effet, les indicateurs de conjoncture fournis par l'IHSI ont montré que le commerce interne a évolué légèrement en dessous de son niveau de performance de l'année 2013, à 13,1 % en moyenne en 2014.

De manière générale, les « autres services marchands » et les « services non-marchands » ont gardé leur évolution modérée autour de 2 % en 2014. La valeur ajoutée des « autres services marchands » a évolué à la hausse à 5,1 % contre 3,3 % un an plus tôt. Les activités des « autres services marchands » ont été influencées par la baisse de performance des agences de voyage, liée au retrait des Organisations Non-Gouvernementales. Parallèlement, la valeur ajoutée de la branche « services non marchands » a progressé de 2 % contre 2,6 % en 2013.

I.2. ÉVOLUTION DES PRIX À LA CONSOMMATION EN 2014

Contrairement à 2013, l'évolution des prix à la consommation au cours de l'exercice fiscal 2013-2014 a été caractérisée par une résurgence des pressions inflationnistes après une période de désinflation qui remonte au mois d'avril 2013. En effet, en septembre 2014, l'inflation mesurée par la variation annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) s'est établie à 5,3 %, soit une accélération de 80 points de base par rapport à son niveau de septembre 2013 (4,5 %). De plus, la même tendance à la hausse est observée pour l'inflation de base ou sous-jacente, ce qui laisse présager que l'inflation a touché tous les secteurs de l'économie.

Graphique 3. Evolution de l'inflation globale et l'inflation alimentaire



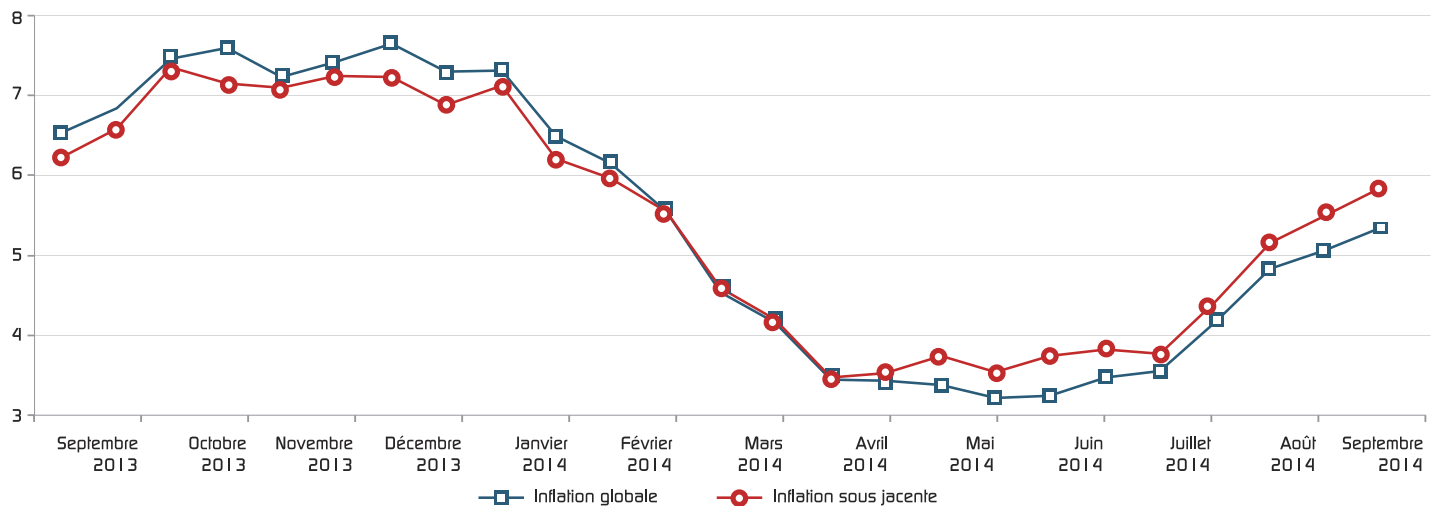
L'accélération du rythme de progression du niveau général des prix s'est manifestée dans presque toutes les composantes de l'IPC à l'exception des postes « Alimentations, boissons et tabac », « Transport » et « Loisirs, spectacles, enseignement et culture » dont les indices ont affiché respectivement un recul de 20, 70 et 50 points de base. En effet, la hausse de l'inflation en septembre 2014 découle notamment de celle de l'indice des prix des postes « Habillement, tissus et chaussures » dont le taux de croissance est passé de 5,5 % en septembre 2013 à 10,9 % en septembre 2014. Elle est également attribuable à celle de la fonction « Loyer du logement, énergie et eau » qui a progressé de 5,7 % en septembre 2014 contre 4,4 % en septembre 2013. À l'inverse, le taux de croissance de l'indice du poste « Alimentation, boisson et tabac », dont la pondération dans l'indice général est de 50,4 %, est passé de 4,7 % en septembre 2013 à 4,5 % en septembre 2014. Celui du poste « Transport » dont le poids dans l'indice général est de 13,7 % a atteint 1,3 % en septembre 2014 contre 1,9 % un an auparavant. Celui du poste « Loisirs, spectacles, enseignement et culture » a décéléré à 8,5 % en septembre 2014 contre 9,1 % en septembre 2013.

L'inflation mensuelle a évolué en dents de scie dans une fourchette allant de 0,1 % à 0,7 % avec une tendance à la hausse par rapport à l'exercice précédent. Le plus faible taux d'inflation mensuelle a été enregistré au mois de novembre 2013 (0,1 %) et le plus fort en juillet 2014 (0,7 %). Le taux d'inflation mensuel moyen pour l'année s'est établi à 0,4 % en 2014, soit le même que l'exercice précédent tandis que l'inflation cumulée a atteint 5,2 % en 2014 contre 4,4 % pour l'exercice 2013.

De l'analyse de l'inflation en glissement annuel, il est ressorti que les pressions inflationnistes ont débuté notamment à partir du deuxième semestre 2014. En effet, après avoir atteint 4,2 % en octobre 2013, l'inflation a diminué à 3,4 % en novembre 2013 pour maintenir ce rythme de croissance jusqu'en mars 2014 où elle s'est établie à 3,2 %. En avril 2014, la tendance s'est renversée et l'inflation a continuellement augmenté pour terminer l'exercice à un taux de 5,3 %.

D'octobre 2013 à septembre 2014, l'inflation sous-jacente est demeurée au dessus de l'inflation globale hormis le premier mois de l'exercice fiscal où elle a été similaire à l'inflation globale en se chiffrant à 4,2 %. Ce comportement a montré que l'évolution et la persistance de l'inflation au cours de l'exercice n'est directement liée à l'évolution des composantes volatiles du panier alimentaire de la ménagère. S'inscrivant à 4,6 % en octobre 2013, l'inflation sous-jacente a atteint 5,9 % en septembre 2014.

Graphique 4. Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée par la méthode d'exclusion (en glissement annuel et en %)



Le renchérissement des biens et services a eu comme principale source, les éléments ayant affecté l'offre de biens locaux sur le marché intérieur puisque les prix des produits de base sur le marché international ont poursuivi leur évolution à la baisse entamée depuis 2012. En effet, les prix mondiaux du blé et du riz sont passés respectivement à 243,70 et 436,5 dollars américains la tonne métrique en septembre 2014 contre 307,5 et 470 dollars américains en septembre 2013. Pour sa part, le Brent, qui se vendait à 111,6 dollars ÉU, s'est échangé à 97,34 dollars ÉU en septembre 2014. En dépit de la diminution des prix des produits alimentaires et énergétiques sur le marché international qui affecte généralement l'évolution des prix des produits composant la fonction « Alimentation, boissons et tabac », la remontée des pressions inflationnistes s'est fait sentir dans l'économie haïtienne en 2014.

I.3. SALAIRES ET SITUATION DE L'EMPLOI EN HAÏTI EN 2014

Au cours de l'exercice 2014, les salaires distribués dans l'économie ont subi l'effet de la hausse du salaire minimum, lequel est considéré comme baromètre pour la fixation des salaires journaliers dans les secteurs autres que la sous-traitance en Haïti. Après avoir été maintenu à 200 gourdes pour une journée de travail de 8 heures pendant ces quatre (4) dernières années, le salaire minimum de référence a été revu à la hausse à partir du 1^{er} mai 2014 pour tous les secteurs. Il est passé à 225 gourdes pour les établissements industriels tournés exclusivement vers la réexportation (sous-traitance). La révision du salaire minimum a permis aux ouvriers travaillant dans le domaine de la sous-traitance de disposer d'un salaire se rapprochant de celui perçu par les travailleurs des autres secteurs de l'économie. En effet, le salaire journalier payé dans les autres secteurs est calqué sur le salaire minimum fixé par le Gouvernement pour les industries d'assemblage, mais il est généralement plus élevé que ce dernier.

Avec cette augmentation, une hausse du salaire minimum réel a été observée en dépit d'une accélération du rythme de croissance de l'inflation¹, permettant ainsi aux agents économiques concernés de bénéficier d'une capacité accrue de consommation de biens et de services au cours de l'exercice sous étude. En effet, le salaire minimum réel a crû de 6,79 % en 2014 après avoir baissé de 9,4 %, 6,13 % et 4,34 % respectivement en 2011, 2012 et 2013. Parallèlement, le taux de croissance a enregistré une progression de 80 points de base par rapport à l'exercice précédent pour se porter à 5,3 % en septembre 2014.

¹ Le salaire réel est un indicateur qui exprime le pouvoir d'achat effectif en termes de biens et services que le salaire nominal permet de se procurer. Obtenu en divisant le salaire nominal par l'indice des prix à la consommation (ratio (Salaire nominal / IPC)*100), le salaire réel évolue en fonction de la variation du salaire nominal et de celle de l'indice des prix à la consommation.

Tableau 1. Évolution du salaire Réel en 2014

	Indice des prix à la consommation	Taux d'inflation (en %)	Salaire nominal (Gdes)	Salaire réel (Gdes d'août 2004)	Taux de croissance salaire réel (%)
2004	102.40	22.50	70	68.36	-17.82
2005	117.60	14.80	70	59.52	-12.93
2006	132.20	12.40	70	52.95	-11.04
2007	142.60	7.90	70	49.09	-7.29
2008	170.90	19.90	70	40.96	-16.56
2009	162.90	-4.70	70	42.97	4.91
2010	170.50	4.70	200	117.3	172.98
2011	188.20	10.40	200	106.27	-9.4
2012	200.50	6.50	200	99.75	-6.13
2013	209.60	4.50	200	95.42	-4.34
2014	220,8	5,3	225	101,90	6,8

Sources: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique, BRH/ Direction Monnaie et Analyse Économique (MAE)
N.B.: Le salaire réel est calculé par le ratio (Salaire minimum / IPC * 100)

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR DE LA SOUS-TRAITANCE ET L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Malgré un ralentissement des activités économiques dans le pays, l'emploi a évolué de manière favorable notamment dans les secteurs de la sous-traitance et de la fonction publique. En effet, au niveau du secteur de la sous-traitance, les investissements consentis par les autorités publiques et certaines agences internationales dans les infrastructures portuaires et l'établissement de nouveaux parcs industriels, ont entraîné le recrutement de nouveaux ouvriers. Cela a également été favorisé par les possibilités de marché offertes par la loi HELP pour les entreprises évoluant dans le secteur de la sous-traitance en Haïti. Ainsi, sur l'exercice, de nouveaux emplois durables ont été créés, portant le nombre de travailleurs dans ce secteur à 36 340, soit une augmentation de 18,51 % par rapport à l'année fiscale précédente. Il s'agit de la plus forte progression enregistrée depuis plus de dix (10) ans.

Tableau 2. Emplois dans la sous-traitance

	Emplois sous-traitance	Taux de croissance (%)	Nouveaux emplois créés
2009	25 791	3,31	826
2010	27 983	8,50	2 192
2011	27 858	-0,45	-125
2012	28 726	3,12	868
2013	30 663	6,74	1937
2014	36 340	18,51	5 677

Source : données ADIH et calculs de la MAE/BRH

Au niveau de l'Administration publique, le dynamisme observé depuis l'exercice 2011 par rapport à l'effectif des fonctionnaires, a été maintenu en 2014 mais le rythme de progression a ralenti. Le nombre de fonctionnaires est passé de 75 430 à 73 772, soit une augmentation de 2,25 % en 2014 contre 8,96 % un an plus tôt. De même, considérant les autres secteurs, les emplois ont subi l'effet défavorable du ralentissement des investissements privés caractérisé par une baisse de celui du crédit au secteur privé et celui des investissements directs étrangers dans l'économie.

II. MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Au cours de l'exercice fiscal 2014, la BRH a poursuivi sa mission dans un contexte marqué par la persistance de la dégradation de la situation des finances publiques, un recul important des flux d'aide externe et des incertitudes liées à la conjoncture sociopolitique. En dépit de la dépréciation continue du taux de change, l'inflation a été contenue à 5,3 %, grâce, en partie, à un environnement international plutôt favorable².

II.1. POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2014

La politique monétaire est passée d'une posture accommodante au premier trimestre de l'exercice 2013-2014 à un certain resserrement au deuxième trimestre, puis à un durcissement des conditions monétaires durant les deux derniers trimestres. En effet, confortées par un environnement faiblement inflationniste, les autorités monétaires ont gardé les taux d'intérêt stables au premier trimestre. La détérioration de la situation des finances publiques au deuxième trimestre, a conduit à une élévation du niveau du financement monétaire et conséquemment de la liquidité dans le système bancaire. Pour assécher ce surplus de liquidité, la Banque Centrale a augmenté les coefficients des réserves obligatoires ainsi que les taux sur les bons BRH. De même la BRH est intervenue sur le marché des changes en fin d'exercice, avec une vente nette de 20 millions de dollars.

² Du point de vue de l'évolution des prix sur les marchés internationaux et du comportement de l'inflation chez les partenaires commerciaux d'Haïti.

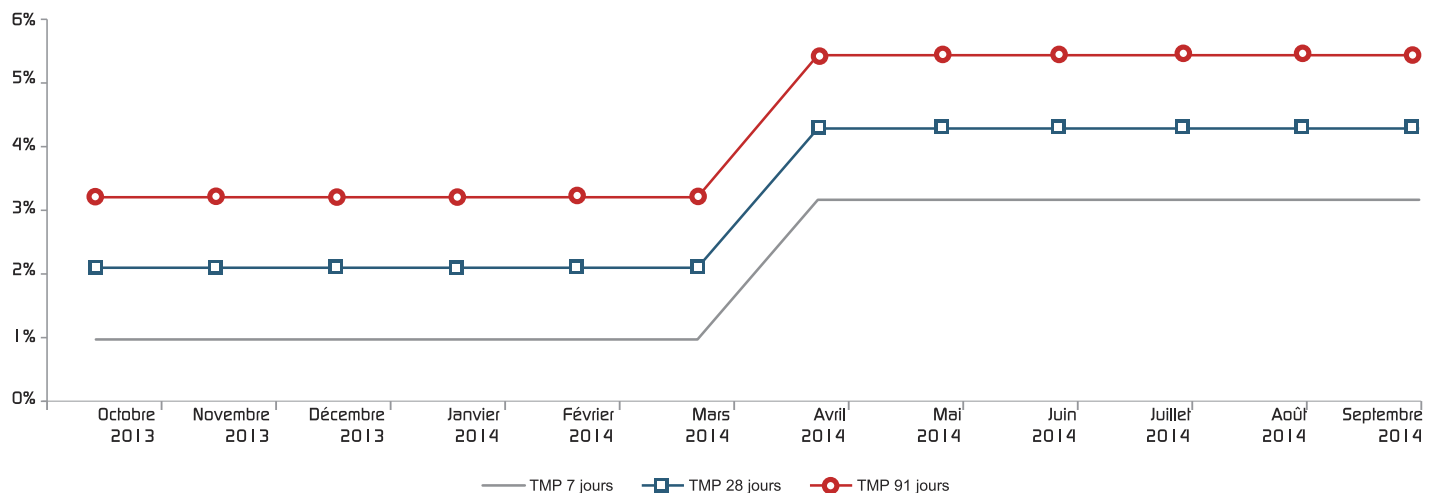
II.1.1. INSTRUMENTS DE POLITIQUE MONÉTAIRE

La Banque Centrale a, pour la première fois depuis 4 ans, relevé les taux d'intérêt sur les bons BRH des différentes maturités ainsi que les taux de réserves obligatoires sur les passifs des BCM. Ces mesures ont eu pour effet de contenir le rythme d'accroissement des prix, avec une moyenne annuelle bien en deçà de celle de l'exercice passé, en dépit de la persistance des perturbations sur le marché des changes jusqu'à la fin de l'exercice sous-étude. Les autorités monétaires ont modulé leurs interventions sur le marché des changes de manière à maintenir un coussin de réserves brutes équivalent à 5 mois d'importations.

II.1.1.1. BONS BRH

Après avoir affiché une nette stabilité tout au long du premier semestre de l'année fiscale sous étude, les taux moyens pondérés sur les bons BRH ont été ajustés à la hausse en avril 2014, puis maintenus inchangés jusqu'au terme de l'exercice. En effet, établis à 3,02 % d'octobre 2013 à mars 2014, les taux moyens pondérés pour les bons de 91 jours ont été fixés à 5,06 % sur les deux derniers trimestres. Cette augmentation de 2 points de pourcentage s'est inscrite dans une optique de durcissement monétaire face à une potentielle accélération de l'inflation, dans un contexte de dépréciation continue de la gourde et de dégradation de la situation des finances publiques.

Graphique 5. Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH des différentes maturités

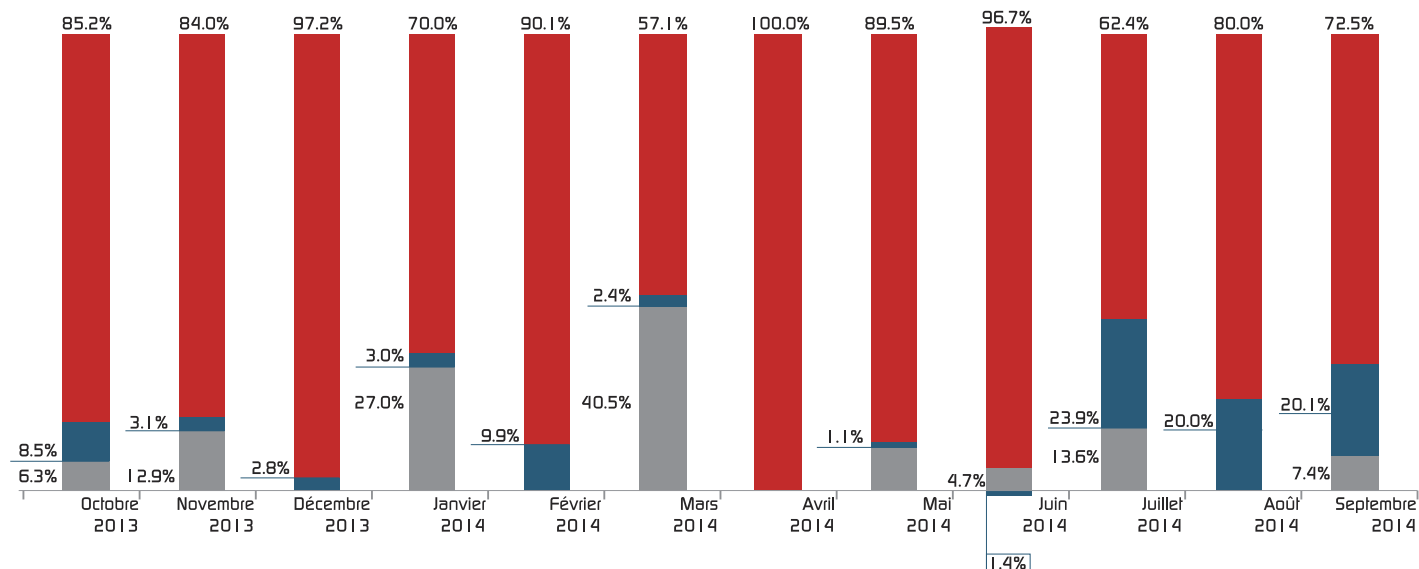


L'analyse de l'évolution des taux d'intérêt réels a fait ressortir deux tendances au cours de l'exercice fiscal 2014. Dans un premier temps, une tendance à la hausse a été observée, en rapport avec la décélération de l'inflation annuelle d'octobre à mars 2014 et la hausse des taux directeurs vers la fin du premier semestre. Les taux d'intérêt réels sur les bons de 91 jours sont ainsi passés de -1,20 % en octobre à 1,80 % en mars 2014. Au troisième trimestre, la tendance s'est inversée avec la reprise des tensions inflationnistes. Aussi, les taux d'intérêts réels sont-ils passés de 1,50 % en avril 2013 à -0,30 % au 30 septembre 2014.

En dépit du relèvement de deux points de pourcentage des taux d'intérêt nominaux, l'encours des bons BRH a enregistré une baisse significative en 2014, parallèlement à un recours plus intensif du gouvernement au financement via l'émission³ de billets de trésorerie dont l'encours a atteint 5 530 MG au terme de l'exercice. Le stock des bons BRH s'est replié de 21,93 % pour se fixer à 4 857 millions de gourdes, après une progression de 2,72 % en 2013. En ce qui a trait à la structure de l'encours, le poids des bons de 91 jours s'est atténué au cours de l'exercice, passant de 97 % en décembre 2013 à 96 % en juin et 72 % en septembre 2014. Ce recul s'est réalisé en faveur des bons de 28 jours, favorisant ainsi une récupération plus rapide de la partie de la liquidité du système bancaire gelée auprès des autorités monétaires.

³ Appel public à l'épargne privée mais seules les banques commerciales y ont accès.

Graphique 6. Composition de l'encours des bons BRH en 2014

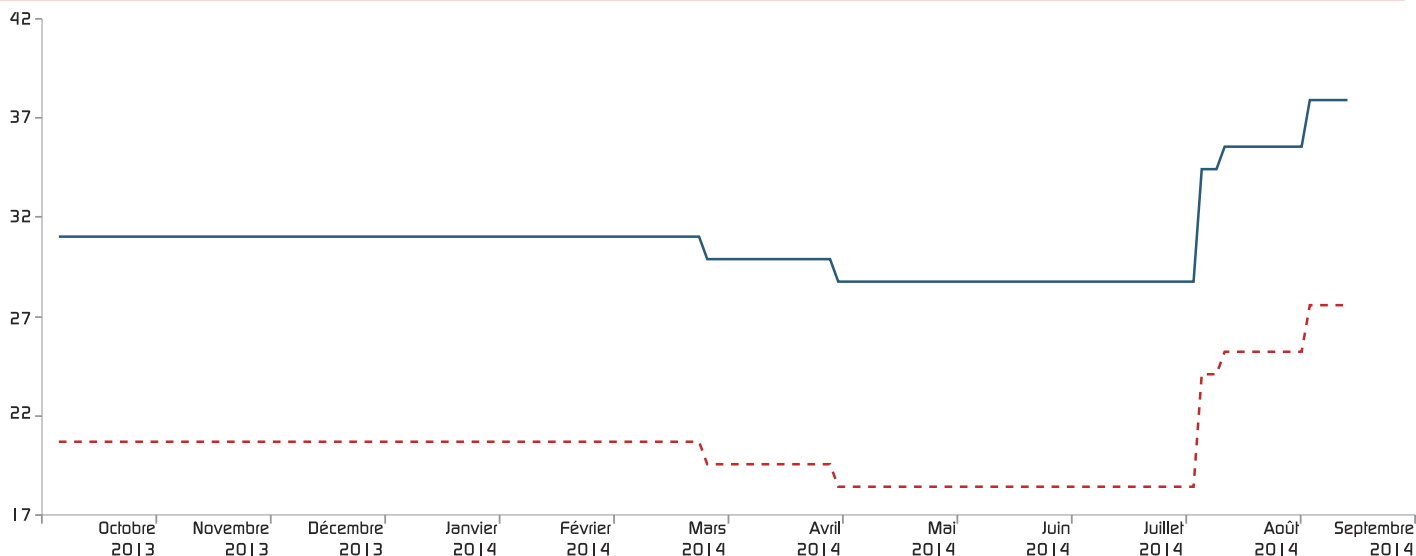


II.1.1.2. TAUX DE RÉSERVES OBLIGATOIRES

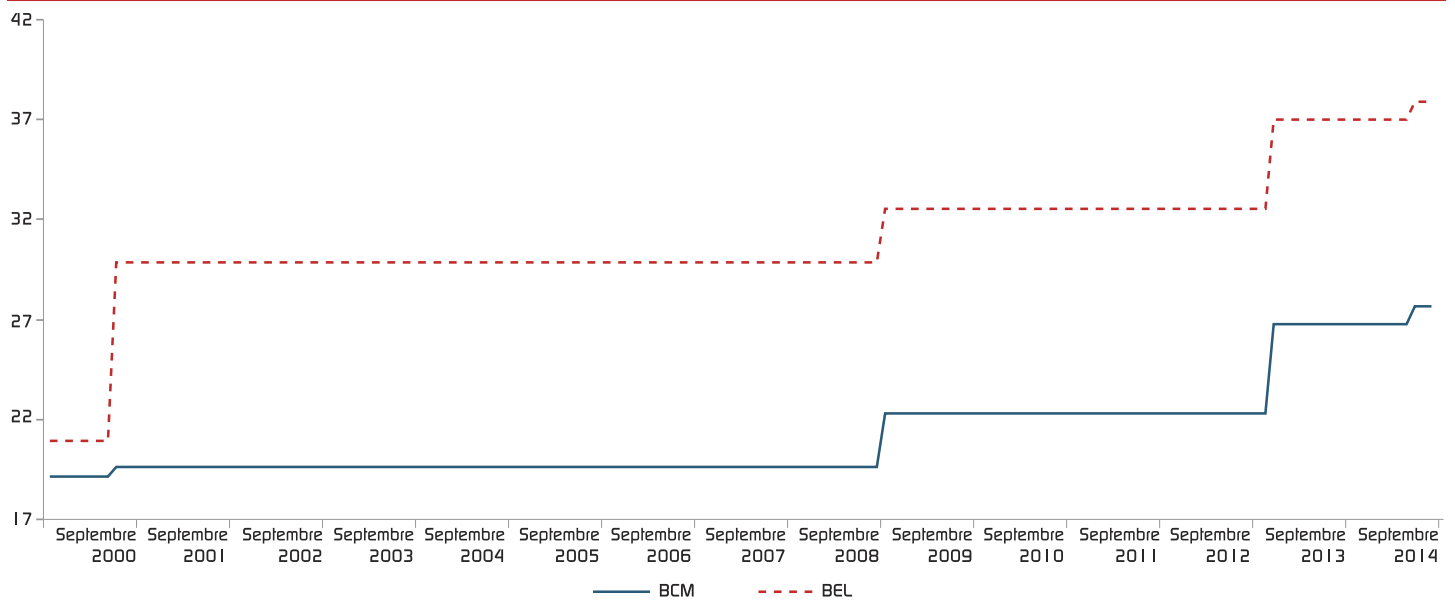
L'utilisation des taux de réserves obligatoires, entamée depuis le deuxième trimestre de l'exercice 2013, s'est poursuivie en 2014. Après les relèvements de 6 et 5 points de pourcentage des coefficients de réserves respectivement sur les passifs en gourdes et en dollars en 2013, la Banque Centrale a, une fois de plus, réduit l'offre de monnaie en augmentant de 2 points le taux de réserves sur les passifs en gourdes en avril 2014. Ce dernier a été fixé à 37 % pour les banques commerciales et les filiales non bancaires et 25,5 % pour les banques d'épargne et de logement. Dans le même temps, le mode de constitution des réserves sur les passifs en devises établi à 100 % en monnaies étrangères depuis mai 2012 a été modifié à 10 % en gourdes et 90 % en devises.

Afin de limiter l'intensification de la dollarisation du crédit, la BRH a donc augmenté le coefficient de réserves sur les passifs en devises à 40 % et ramené le mode de constitution de ces réserves à 100 % en monnaie étrangère à compter du 16 juillet 2014.

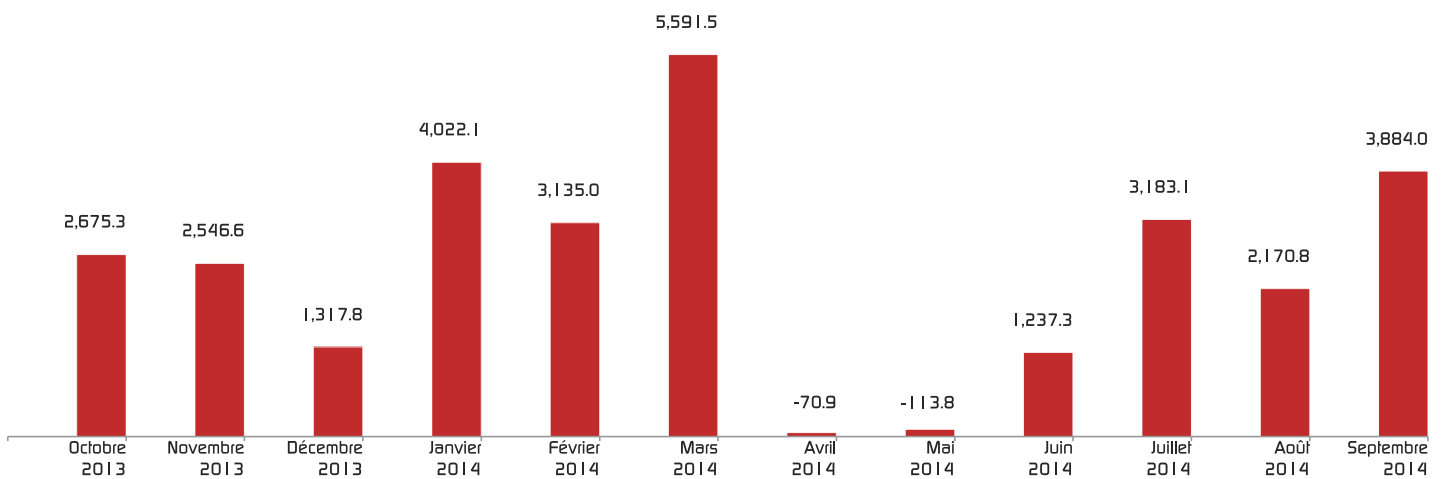
Graphique 7. Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes (en %)



Graphique 8. Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère (en %)



Graphique 9. Position moyenne de réserves en MG



II.1 I.3. INTERVENTIONS DE LA BRH SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

La BRH a opté pour des interventions modérées en 2014 après avoir été très active sur le marché des changes en 2013, combinant les ventes régulières aux opérations de swap de devises⁴. En réaction à la dépréciation de la gourde enregistrée au cours de l'exercice sous étude, elle est intervenue sur le marché du côté de la vente pour un montant net de l'ordre de 20 millions de dollars EU.

Parallèlement, les dispositions prises en 2013, visant à réduire les pressions sur la demande de devises ont été maintenues. Ces dernières ont concerné le versement de 60 % du montant des commandes pétrolières en gourdes et le règlement en gourdes de toutes les opérations effectuées sur le territoire national par cartes de crédit émises en Haïti.

⁴ Opération qui consiste à mettre des devises au service des banques commerciales contre des gourdes pour une période donnée. A la fin de la période, ces devises sont rétrocédées à la BRH.

II.1.2. RÉSULTATS

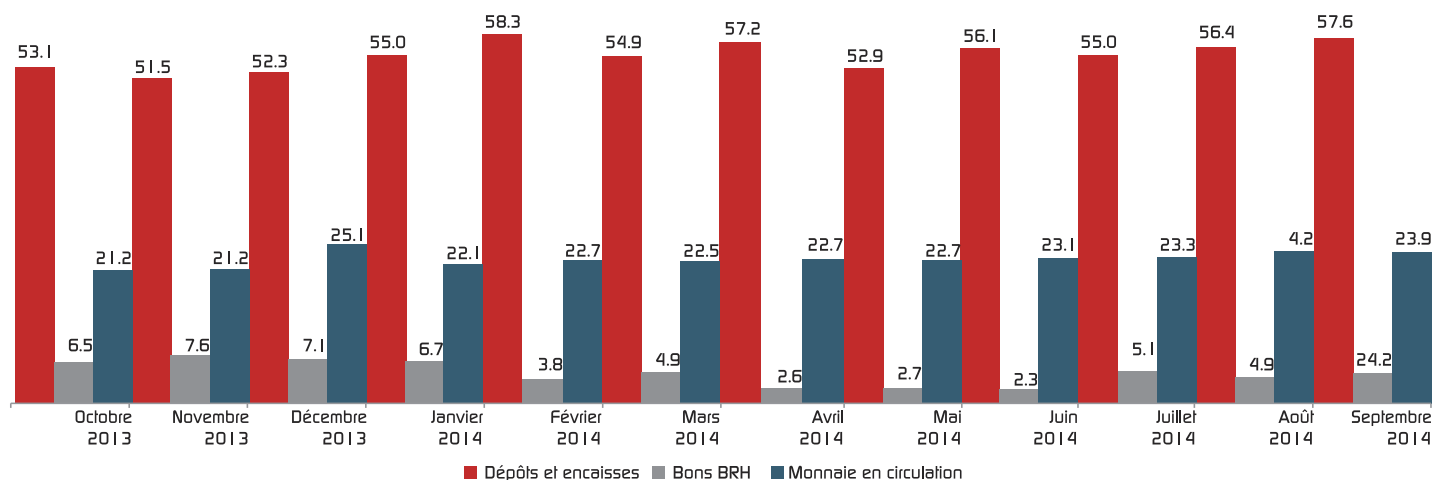
En réaction aux mesures de politique monétaire mises en œuvre par la BRH au cours de l'exercice 2013-2014, les taux d'intérêts nominaux, particulièrement ceux appliqués aux opérations en gourdes, ont globalement affiché une évolution à la hausse. La croissance du crédit au secteur privé a connu un ralentissement de plus de 5 points de pourcentage, reflétant la posture restrictive de la politique monétaire ainsi que la tendance à la décélération de sa progression entamée en 2013. Toutefois, ce ralentissement a été attribuable principalement à la baisse du rythme de croissance du crédit en gourdes (+5,51 % contre 19,84 % en 2013) alors que le crédit en dollars a vu sa progression se renforcer de près de 8 points de pourcentage sur l'exercice.

II.1.2.1. RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

La base monétaire a affiché des hausses de 0,79 % et 0,56 % respectivement au sens large et au sens du programme. Cette stabilité a reflété globalement l'évolution négative (-5,25 %) des avoirs extérieurs nets qui a contrebalancé une hausse de 48,18 % des créances de la BRH sur le gouvernement central, en raison de leur poids au niveau de l'actif du bilan des autorités monétaires.

Au niveau du passif du bilan de la banque centrale, les dépôts des banques commerciales en gourdes et en dollars à la BRH ont également affiché des tendances contraires, les premiers diminuant de 11,79 % et les seconds progressant de 5,77 %. Quant à la monnaie en circulation, elle s'est accrue de 11,77 %, affichant ainsi une accélération significative par rapport à l'exercice précédent où elle avait affiché une hausse de 5,54 %.

Graphique 10. Composantes de la base monétaire (en milliards de gourdes)



II.1.2.2. RÉSULTATS FINALS

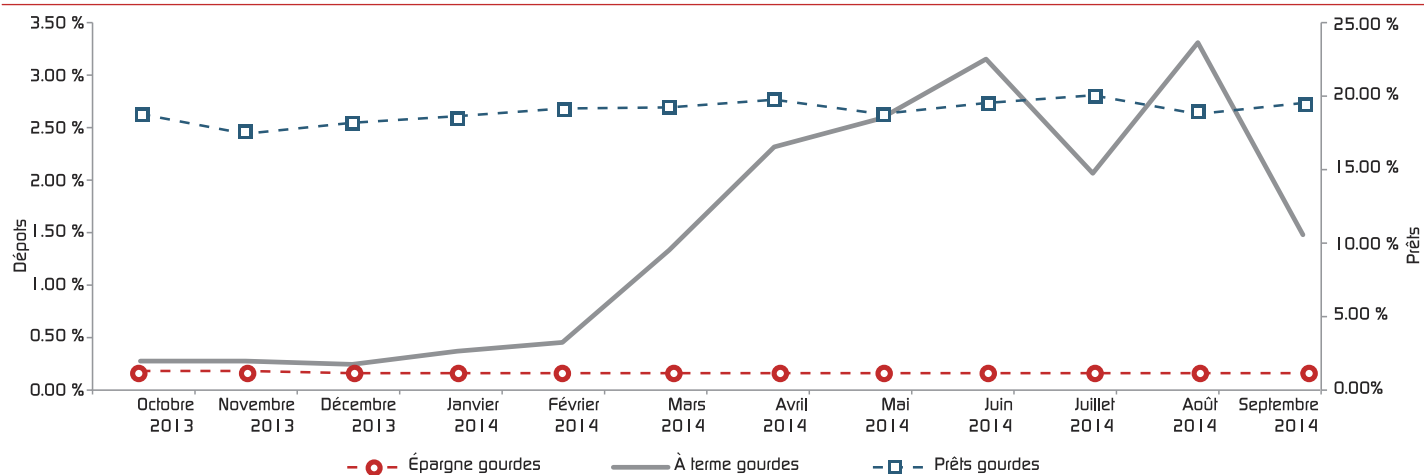
La poursuite des prélèvements au niveau de la remise de dette accordée antérieurement par le FMI et la contre-performance des finances publiques, ont été à la base de l'évolution enregistrée au niveau de la base monétaire. Les prélèvements ont ainsi conduit à une baisse des réserves internationales nettes de 209,7 millions de dollars alors que la situation des finances publiques a conduit à un financement monétaire de 5 325,9 MG. Conséquemment, une hausse du multiplicateur monétaire a été aussi observée, lequel a clôturé l'exercice à 1,81 contre 1,66 en septembre 2013.

OPÉRATIONS EN GOURDES

Les taux d'intérêts sur les dépôts à termes, et surtout ceux sur les prêts, ont globalement reflété les hausses respectives de la rémunération des bons BRH ainsi que les hausses successives des taux de réserves obligatoires⁵. Ainsi, les taux d'intérêt moyens sur les dépôts à terme sont passés de 0,20 % en octobre 2013 à 1,43 % en septembre 2014 alors qu'au niveau des prêts, les taux moyens ont été inscrits à 19,30 % contre 18,50 % un an plus tôt.

⁵ Avec une très forte corrélation.

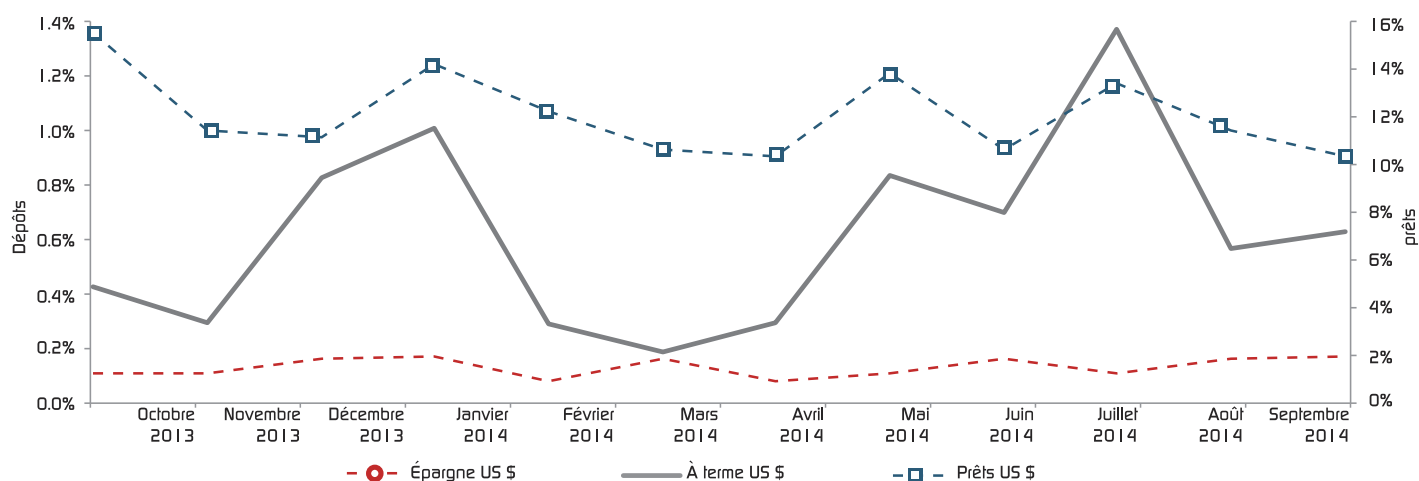
Graphique I 1. Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en gourdes)



OPÉRATIONS EN DEVICES

L'évolution des taux sur les opérations en dollars a toutefois été plus contrastée. Ainsi, une baisse significative a été observée au niveau des taux sur les prêts, lesquels sont passés d'un niveau moyen de 14,30 % en octobre 2013 à 9,50 % à la fin de l'exercice. Quant aux taux moyens sur les dépôts d'épargne et les dépôts à terme, ils ont tous évolué en dessous de 1 % sur la même période. De façon générale, les variations des taux sur les opérations en devises ont été plus importantes que les fluctuations de ceux sur les opérations en gourdes.

Graphique I 2. Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (Opérations en dollars EU)

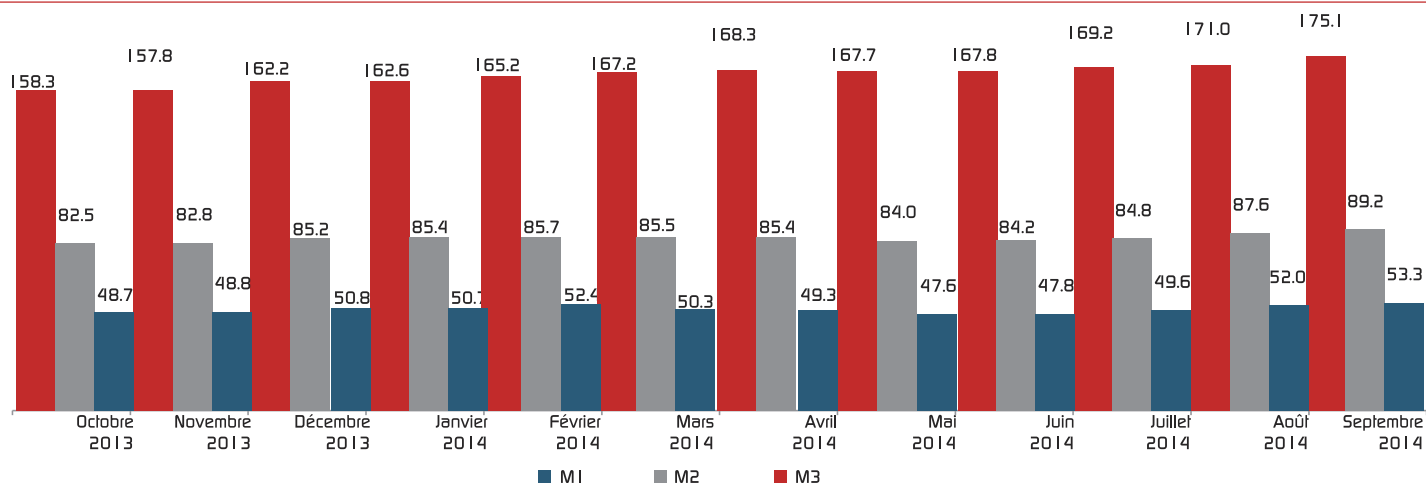


II.2. ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES EN 2014

En 2014, la masse monétaire au sens la large, M3, a connu un taux de croissance plus important comparativement aux deux dernières années. En effet, après une croissance de 5,46 %, et 7,76 % respectivement en 2013 et 2012, cet agrégat a progressé à un rythme accéléré pour atteindre 175,04 milliards de gourdes, marquant ainsi un accroissement de 9,98 %. Toutefois, le taux d'inflation a été contenu à 5,3 %, en raison notamment d'une évolution favorable des prix des principaux produits sur le marché international.

Le comportement de M3 s'est reflété dans l'accélération du rythme d'accroissement de l'agrégat M1 (+ 10,39 % en 2014 contre 3,92% un an auparavant) et des dépôts en dollars convertis en gourdes (+11,27 % en 2014 contre 4,57 % un an plus tôt). L'évolution de l'agrégat M1 a trouvé son origine, d'une part, dans la croissance de 11,77 % de la monnaie en circulation contre 5,54 % en 2013 et d'autre part, dans celle des disponibilités en monnaie à vue (de 2,68 % en 2013 à 9,30 % en 2014). La quasi-monnaie, pour sa part, a connu une décélération de son rythme de progression (de 9,9 % en 2013 à 6,44 % pour l'exercice sous-étude) liée essentiellement à celle des dépôts à terme, affichant un taux de croissance de 9,71 % en 2014 contre une forte progression de 35,41 % un an auparavant. Ce ralentissement de la progression des dépôts à terme a traduit une certaine préférence pour la liquidité de la part des agents économiques, laquelle a été alimentée par des anticipations négatives liées aux incertitudes sociopolitiques.

Graphique 13. Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes)



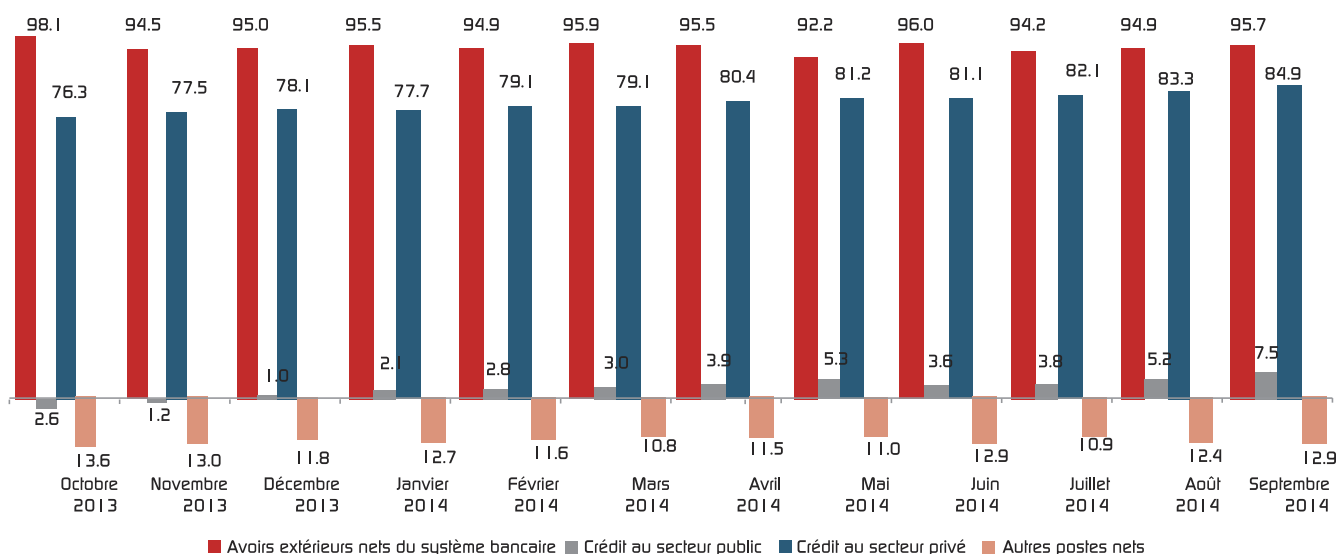
Les dépôts en devises se sont élevés à 1 883,5 millions de dollars ÉU en 2014, indiquant ainsi une nette progression de 6,8 % par rapport à 2013. Cette croissance a été soutenue davantage par la hausse de 12,78 % des dépôts à vue libellés en dollars, lesquels représentent 48,55 % des dépôts totaux en devises en 2014 contre 45,97 % un an auparavant.

L'utilisation croissante des dollars comme moyen de paiement dans les transactions a expliqué, en grande partie, la hausse de la part des comptes courants dans les dépôts en devises du système. Les dépôts à terme, libellés en dollars, ont crû de 15,73 % contre 2,28 % en 2013, affichant ainsi une nette accélération par rapport à leur progression de l'an dernier. S'agissant des dépôts d'épargne en dollars, ils ont augmenté de 7,01 % en 2014 contre une hausse de 3,91 % un an plus tôt. Globalement, la progression des dépôts en devises a confirmé davantage le rôle du dollar ÉU comme monnaie de refuge ainsi que le souci des agents de constituer des encaisses de transaction et de précaution dans une monnaie forte. Par ailleurs, la dollarisation, mesurée par le ratio des dépôts en dollars ÉU sur l'ensemble des dépôts du système bancaire, s'est accentuée, en passant de 56 % en 2013 à 56,92 % en 2014.

II.2.1. CONTREPARTIES DE M3 ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Au niveau de l'actif du bilan du système bancaire, la croissance de la masse monétaire a été financée essentiellement par la forte expansion du crédit intérieur net qui a contrebalancé la contraction des avoirs extérieurs nets. En effet, au 30 septembre 2014, porté par la hausse conjuguée du crédit au secteur privé et des créances sur l'État, le crédit intérieur net s'est accru de 29,76 %. Toutefois, un ralentissement du rythme de croissance a été observé (20,62 points de pourcentage).

Graphique 14. Contreparties de M3 (en milliards de gourdes)



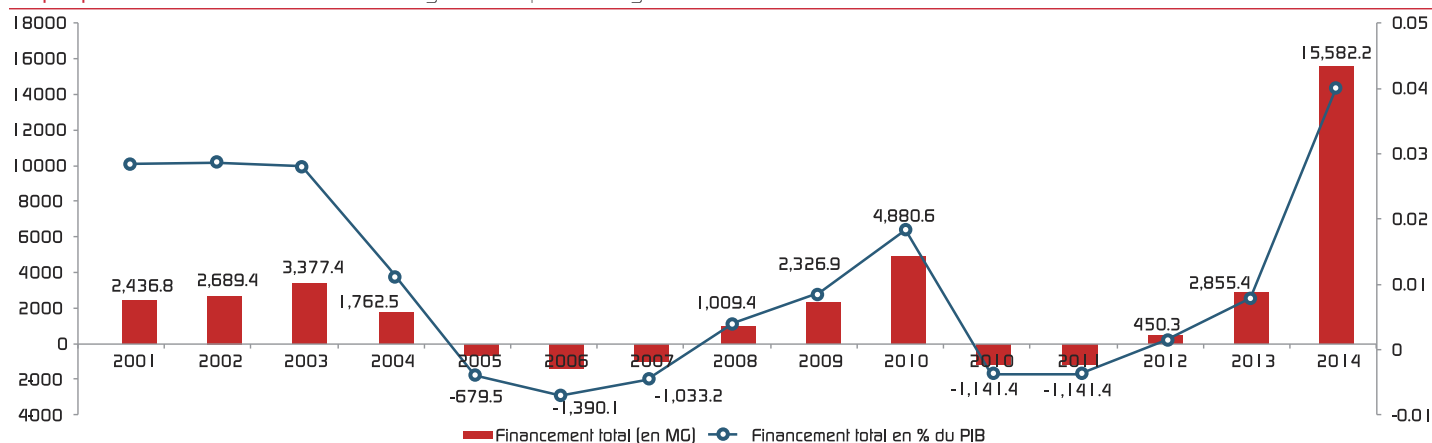
III. FINANCES PUBLIQUES EN 2014

Au cours de l'exercice 2013-2014, la gestion des finances publiques a été réalisée selon les grandes lignes du budget de la République voté et en accord avec le programme de Facilité Élargie de Crédit (FEC). Elle s'est déroulée dans un contexte socio-économique relativement difficile, marqué par un ralentissement de l'activité économique provoquant ainsi un taux de réalisation des recettes inférieur aux prévisions.

En effet, les recettes collectées durant l'exercice sous-étude ont représenté 89,4 % des prévisions, ce qui a fait ressortir une contre-performance de celles-ci. Ce résultat a été enregistré principalement sous l'effet de la baisse des recettes pétrolières liée notamment au recul des prix internationaux et de certaines taxes internes dont la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA) et les droits d'accises. Quant aux dépenses totales, elles ont été contenues à 84,1 % du niveau ciblé, soit une progression annuelle de 16,2 %. Ce ralentissement observé au niveau des dépenses est le résultat d'une gestion des ressources disponibles à travers une meilleure harmonisation entre les crédits de fonctionnement et ceux alloués aux investissements. L'adoption tardive du budget de l'exercice et la réduction des appuis budgétaires sont, entre autres, les éléments ayant contribué à ralentir le rythme d'expansion des dépenses d'investissement.

En dépit d'un meilleur contrôle des dépenses publiques, la situation financière de l'Etat, quoique reflétant les objectifs du programme financier, s'est détériorée par rapport à l'année fiscale précédente. En effet, les opérations du Gouvernement central pour l'exercice 2014, se sont soldées par un financement global de 15 582,2 MG contre 2 855,4 MG en 2013. De ce montant, le financement monétaire représente 34,2 % et s'est porté à 5 325,9 MG, dépassant de 2,4 % la cible de 5 200 MG du programme. Ce dépassement s'est expliqué, entre autres, par le retard dans le placement des bons du Trésor, entraînant un retrait plus important sur les dépôts de l'État.

Graphique I 5. Financement du déficit budgétaire en pourcentage du PIB et en MG



III. I. RECETTES

En 2014, les recettes totales se sont élevées à 47 103 MG contre 44 751,3 MG l'exercice antérieur, en hausse de 5,3 %. Cette progression est imputable essentiellement à la croissance des recettes internes (10,30 %). Portant la pression fiscale à 12 %, ce résultat a découlé de la mise en œuvre de diverses mesures administratives et fiscales telles : l'émission de vignettes pour les véhicules, l'extension de l'application des retenues à la source sur les contrats entre l'Etat haïtien et les institutions internationales, le renforcement du contrôle et de la vérification au niveau de la Direction Générale des Impôts (DGI) et de la Direction de l'Inspection Fiscale (DIF). Toutefois, les recettes fiscales de l'exercice ont été inférieures de 10,57 % par rapport aux prévisions du programme financier établi. Elles ont perdu 0,5 point de pourcentage en rythme annuel, passant de 5,7 % en 2013 à 5,2 % en 2014. Du côté des recettes douanières et celles non-classées, elles ont respectivement reculé de 1,26 % et de 47 % par rapport à l'exercice précédent.

III. I. I. RECETTES INTERNES

Les recettes internes de l'exercice 2014 ont atteint 32 443 MG, soit 68,9 % des recettes courantes et en hausse de 10,3 % en glissement annuel. Cet accroissement a tiré son explication principalement dans la progression de 19,4 % de l'impôt sur le revenu (IRS), en dépit du fléchissement des recettes perçues au titre de la TCA et des droits d'accises de 2,14 % et de 4,67 % respectivement.

En effet, la performance de 19,4 % de l'impôt sur le revenu s'est distingué par rapport au recul de 4,67 % observé en 2013. Le montant total collecté est passé de 9 449,2 MG à 11 278,1 MG. Ce renversement de tendance est dû aux différentes mesures adoptées par l'administration fiscale visant à renforcer le processus de mobilisation et de recouvrement de l'impôt.

Au 30 septembre 2014, les taxes perçues au titre de la TCA ont constitué la part la plus importante des recettes internes (40,5 %). Toutefois, elles ont diminué de 2,14 % durant l'exercice, passant à 13 148,0 MG contre 13 435,5 MG un an auparavant.

Quant aux droits d'accises, ils ont totalisé 869 MG durant l'exercice 2014 contre 911,6 MG en 2013, soit une diminution de 4,67 %. Leur part dans les recettes internes totales s'est établie à 2,7 %, représentant la plus faible composante de ces recettes. Cette tendance à la baisse a été attribuée à l'adoption tardive de la Loi de Finances 2013-2014, ralentissant ainsi la mise en œuvre de certaines mesures fiscales dont l'ajustement des droits d'accises sur les boissons alcoolisées de fabrication locale et importées.

III.1.2. RECETTES DOUANIÈRES

Les recettes perçues par l'Administration Générale des Douanes (AGD) se sont élevées à 14 109,5 MG au 30 septembre 2014 contre 14 290,2 MG au 30 septembre 2013. Ces dernières ont connu un léger recul de 1,3 % attribuable à la baisse conjuguée de ses différentes composantes. En effet, en dépit des mesures de renforcement de l'administration douanière et de lutte contre la contrebande, les droits de douane et les frais de vérification ont eu des croissances négatives respectivement de 1,61 % et de 1,53 %, dues, entre autres, à la baisse de la valeur des importations attribuable au recul des prix des principales composantes.

III.1.3. PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE

Les efforts entrepris par la Direction Générale des Impôts au cours de l'exercice fiscal 2013-2014 ont porté les recettes internes à 32 443,10 MG, en hausse de 10,3 % par rapport à l'exercice écoulé. En effet, les ressources collectées par la DGI pour le compte du Trésor ont atteint 22 853,41 MG et représentent 70,44 % des recettes internes. Cette performance résulte de l'apport de ses différents points de perception, notamment de la Direction des Grands Contribuables, communément appelée UGCF (42,84 %) et considérée comme le plus important point de perception; du bureau central (8,45 %) et des autres points de perception/recettes diverses (19,15 %). A noter que le résultat de cette dernière catégorie regroupe, entre autres, la performance de la Direction des Petites et Moyennes Entreprises (DPME) et de celle des ONG et des Entreprises Exonérées (DOEE) nouvellement créées. Bien que l'apport de l'Administration Générale des Douanes constitue 29,56 %, ce point de perception a connu une performance négative de ses activités de 12,63 %, par rapport à l'exercice précédent, passant à 9 589,7 MG contre 10 975,9 MG.

Tableau 3. Évolution des recettes internes par institutions

	Encours 2012-2013	Poids dans le total	Encours 2013-2014	Poids dans le total	Variation en pourcentage
DGI	18,436.68	62.68%	22,853.41	70.44%	23.96%
Bureau Central	4,321.74	14.70%	2,741.06	8.45%	-36.58%
UGCF	12,251.58	41.65%	13,899.09	42.84%	13.45%
Autres points de perception	1,863.36	6.33%	6,213.26	19.15%	233.44%
Douane	10,975.92	37.32%	9,589.69	29.56%	-12.63%
Total	29,412.6	100%	32,443.1	100%	0.103

Source : données Direction Contrôle de Crédit / BRH

III.1.4. ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES RECETTES

Au 30 septembre 2014, l'analyse de la structure des recettes a montré que les impôts indirects à la consommation ont constitué la principale source de revenus de l'Administration Centrale. En effet, les impôts indirects à la consommation ont contribué à 59,7 % au total des recettes et sont ainsi répartis: 29,95 % de recettes douanières, 27,91 % au titre de la TCA et 1,84 % de droits d'accises. Par ailleurs, les impôts directs sur le revenu et les bénéfices ont connu une hausse de 2,65 points de pourcentage, due à l'évolution conjuguée des impôts sur les personnes physiques (15,7 %) et de ceux sur les sociétés et autres personnes morales (9,24 %). Quant aux recettes diverses, elles ont également enregistré une légère hausse de 1,6 point de pourcentage, soit une part de 15,37 % des recettes totales.

Tableau 4. Structure des recettes

	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Recettes totales	100.00%	100.00%	100.00%
Impôts directs sur le revenu et les bénéfices	20.98%	22.37%	24.92%
Sociétés et autres personnes morales	7.86%	6.67%	9.24%
Personnes physiques	13.12%	15.71%	15.68%
Impôts indirects à la consommation	63.67%	64.29%	59.71%
TCA	28.30%	30.16%	27.91%
Accises	2.65%	2.05%	1.84%
Recettes douanières	32.72%	32.08%	29.95%
Autres	15.35%	13.34%	13.34%

Source : données Direction Contrôle de Crédit / BRH

III.2. DEPENSES PUBLIQUES

En 2014, l'exécution des dépenses a été réalisée dans le cadre des prévisions établies par la loi de finances rectificative adoptée en mai 2014. Sur l'ensemble de l'exercice, elles se sont élevées à 70 378,3 MG contre 60 582,2 MG précédemment, soit une progression de 16,2 % en glissement annuel. Elles ont représenté 84 % des dépenses programmées (83 724 MG) et correspondent à 17,7 % du PIB⁶ annuel. L'écart entre les dépenses ciblées et réalisées a été attribué à l'adoption tardive de la loi de finances, limitant ainsi le Gouvernement dans la mise en oeuvre de son programme d'investissements pour l'exercice.

Par ailleurs, la structure des dépenses n'a pas connu de modification par rapport à celle de l'exercice précédent. Du total des crédits budgétaires, la majeure partie (92,7 %) a été allouée aux dépenses courantes et 7,3 % aux projets d'investissement contre des pourcentages respectifs de 77,8 % et de 22,2 % en 2013.

III.2.1. DÉPENSES COURANTES

Au cours de l'exercice 2014, les dépenses courantes ont atteint 62 974,3 MG contre 47 133,2 MG pour l'exercice précédent, soit une progression de 38,4 % en glissement annuel. Cette augmentation est attribuable surtout à l'accroissement des dépenses de fonctionnement (39,9 %) et à celui des subventions et transferts courants (39,4 %). Quant aux paiements d'intérêts, ils ont affiché une tendance négative de 22,6 %, due principalement à des arriérés.

Totalisant 56 786,5 MG, les dépenses sur biens et services ont crû de 39,9 % par rapport à l'exercice 2013. Cet accroissement provient des hausses respectives de 4,5 % des dépenses liées aux traitements et salaires et de 75,4 % des autres achats de biens et services. Passant de 21 185,8 MG à 22 140 MG, l'augmentation de la masse salariale est liée aux ajustements appliqués au bénéfice de certaines catégories de fonctionnaires (particulièrement les enseignants et les policiers) et aux débours effectués dans le cadre des recrutements au sein de la fonction publique. En effet, de 73 772 employés en 2013, l'effectif a crû de 2,2 % pour se porter à 75 430 en 2014.

De son côté, le poste « Subventions et transferts » a affiché une hausse de 39,4 % passant de 3 819,9 MG durant l'exercice précédent à 5 323,7 MG. De ces dépenses, la majeure partie a financé le paiement des services fournis à l'EDH et la différence, à des ministères dans le cadre de leurs activités sous forme d'œuvres humanitaires, de frais aux étudiants boursiers et comme dotations accordées pour les fêtes patronales.

Les dépenses d'intérêts sur la dette publique, pour l'exercice en cours, ont connu une régression de 22,6 % contre une progression de 7,7 % un an auparavant. En effet, de 1 059,2 MG en 2013, elles ont atteint 864,1 MG pour l'exercice en cours, réparties de la façon suivante: 641,7 MG de paiements d'intérêt au titre de la dette interne et 178,3 MG au titre de la dette externe.

III.2.2. DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses exécutées par le Gouvernement Central dans le cadre du programme d'investissement public sur fonds locaux au cours de l'exercice 2014 ont représenté 7,3 % des dépenses totales. Elles ont enregistré une baisse importante de 61,9 % par rapport à l'exercice précédent, pour se chiffrer à 7 404 MG, ce qui a entraîné une allocation moins importante aux différents secteurs bénéficiaires. La baisse de ces dépenses d'investissement est associée non seulement à la contraction des appuis budgétaires (30,17 MG contre 41,4 MG en 2013) en financement de programmes et projets, mais également au manque à gagner sur les recettes pétrolières du fait de la non-application de l'ajustement automatique des prix à la pompe.

⁶ PIB nominal estimé pour l'exercice 2013-2014 : 395 902 millions de gourdes

Au Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, seulement 19,4 % des fonds d'investissement ont été alloués contre 59,64 % durant l'exercice précédent, pour faire face aux interventions d'urgence post-Sandy, aux projets de réhabilitation des routes et d'aménagement du territoire. Cette sous-dotation s'est inscrite dans le cadre des mesures prises par le gouvernement visant à allouer des fonds moins importants à certaines catégories de dépenses, afin de mettre l'accent sur les problèmes précis justifiés par les besoins des secteurs.

Au Ministère de l'Economie et des Finances, les investissements ont représenté 2,6 % des dépenses totales. Ce montant a été affecté principalement à la mise en œuvre de mesures fiscales dans un cadre de renforcement institutionnel et de promotion des recettes internes.

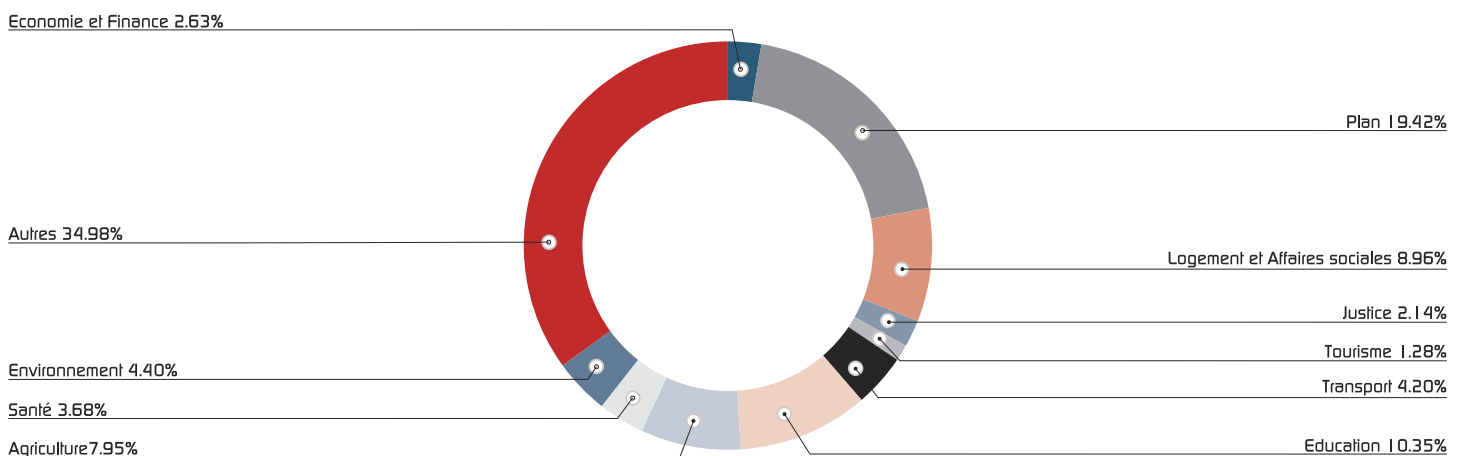
Au Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, 7,9 % du montant du programme d'investissement public ont été alloués pour dynamiser les secteurs productifs. Les dépenses visaient, entre autres, la poursuite des subventions sous formes d'engrais et de semences au profit des agriculteurs, ainsi que le développement du secteur de la pêche, avec un accent particulier sur la sécurité alimentaire.

Au Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, 10,4 % des dépenses de capital ont été consenties pour la scolarisation des enfants et l'amélioration de l'éducation.

Et finalement, le montant restant a été réparti dans les proportions suivantes :

- 9 % au Ministère des affaires Sociales et du Travail pour le renforcement des capacités d'intervention des entités du ministère, la mise en œuvre de centres de transit pour mineurs et de programmes de cantine communautaire ;
- 4,4 % au Ministère de l'Environnement dans le but d'assurer la gestion, l'aménagement et la protection des bassins versants du Morne de l'Hôpital ainsi que l'amélioration de la couverture forestière du pays ;
- 2,1 % au Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique dans le but de renforcer les capacités de la Police Nationale, d'améliorer l'Etat Civil et de renforcer les services publics de base;
- 4,2 % au Ministère des Travaux Publics pour l'entretien des routes urbaines et rurales, la réalisation de travaux de construction du réseau électrique et de bâtiments logeant les services et les directions départementales ainsi que la réhabilitation de l'infrastructure routière pour l'intégration du territoire ;
- 3,7 % au Ministère de la Santé Publique et de la Population pour la lutte contre le choléra, la mise en place de programmes de prévention d'autres maladies virales et la construction de centres de santé locaux ;
- 1,3 % au Ministère du Tourisme pour la promotion du tourisme et la mise en place de circuits touristiques dans les régions prioritaires ;
- 35,0 % aux autres institutions pour le renforcement de leurs structures et l'appui aux projets de développement.

Graphique 16. Projets et programmes par secteur



III.3. FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE EN 2014

Au 30 septembre 2014, les opérations financières du Gouvernement Central se sont soldées par un financement global, de 15 582,2 MG contre 2 855,4 MG un an plus tôt. Ce montant représente 2 % du PIB⁷, contre 1,5 % en 2013. Ce déficit, accumulé en grande partie au cours du premier semestre, est dû, entre autres, aux retards accumulés dans le placement des bons du Trésor.

Par ailleurs, le financement externe a enregistré un solde négatif de 569 MG, traduisant un remboursement à des emprunts externes de l'État. En effet, une augmentation des amortissements de la dette a été observée, en raison de la fin de la période de grâce du PetroCaribe.

Quant au financement interne, il s'est chiffré à 11 240,7 MG dont 3 914,8 MG proviennent des banques commerciales; 2 000 MG, des sources internes diverses et 5 325,9 MG des autorités monétaires. Ainsi, au 30 septembre 2014, l'État s'est retrouvé avec une augmentation nette de ses engagements envers la Banque Centrale résultant :

- d'une diminution de créances de l'ordre de 205,3 MG ;
- d'une baisse des dépôts de l'Etat auprès de la Banque Centrale de 1 505,7 MG ;
- d'une hausse des arriérés d'intérêts de 183,3 MG ;
- d'une augmentation des autres créances à consolider d'un montant de 3 658,1 MG ;
- d'une hausse du solde des comptes spéciaux du gouvernement central de 145,2 MG.

Tableau 5. Évolution des flux nets du solde des comptes de l'Administration Centrale (en MG)

Rubriques/Exercices	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2012/2014
Position nette du Trésor	1,000.6	1,412.1	-625.7	-205.3
Dépôts de l'État	4,025.9	1,663.6	-2,902.0	-1,505.7
Arriérés d'intérêts	91.6	0.0	0.0	183.3
Autres créances	0.0	0.0	0.0	3,658.1
Comptes spéciaux	23.7	-17.4	-5.7	145.2
Financement monétaire	-2,910.1	-268.9	2,270.5	5,280.0

Source : données Direction Contrôle de Crédit / BRH

III.4. ÉVALUATION DU PROGRAMME FINANCIER

Au terme de l'exercice 2013-2014, la situation des finances publiques, quoique préoccupante, est restée dans les limites du programme financier négocié entre le Gouvernement haïtien et le Fonds Monétaire International. En effet, la performance budgétaire dénote des écarts respectifs de -10,6 % et de -16 % des recettes et des dépenses, par rapport aux prévisions du programme. Quant au financement monétaire, il a accusé un dépassement de 1,7 % par rapport à un plafond de 5 200 MG exigé dans le cadre de la FEC.

IV. BALANCE DES PAIEMENTS EN 2014

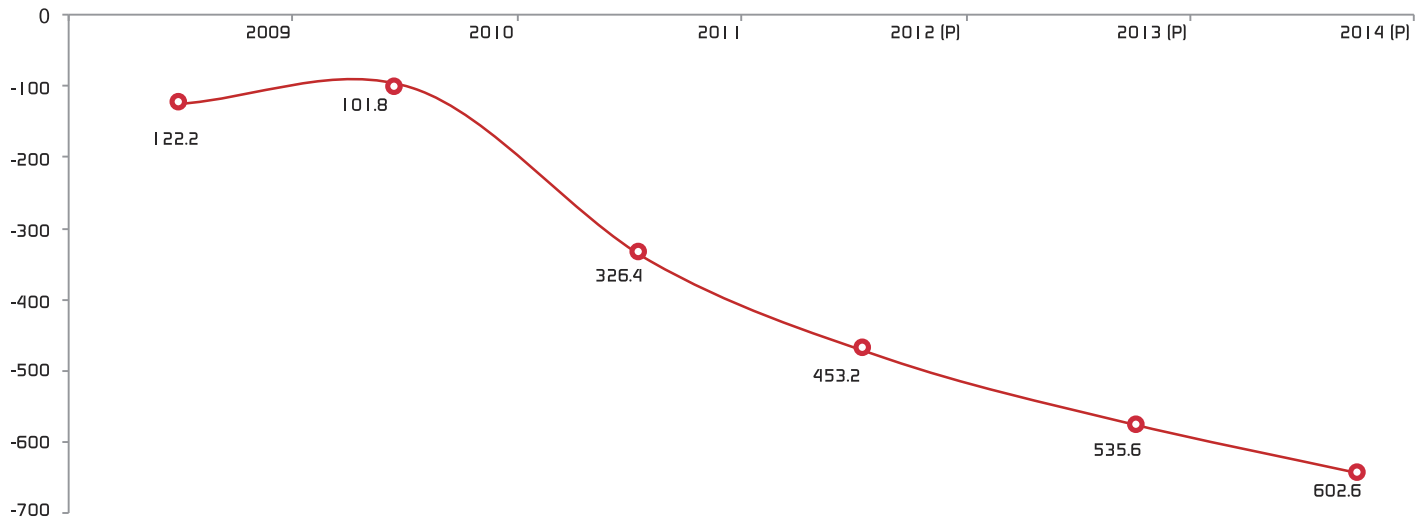
En 2014, la balance des paiements d'Haïti a affiché un solde global de -77,89 millions de dollars reflétant une hausse équivalente des engagements de l'économie par rapport au reste du monde. Ce solde global résulte d'un déficit courant de 546 millions de dollars en augmentation de 2,14 % et d'une entrée nette de capitaux de 624 millions de dollars en progression de 2 % par rapport à l'exercice passé. Cette évolution de la balance des paiements s'est réalisée dans un contexte international caractérisé par un repli des cours du pétrole vers la fin de l'exercice fiscal, une amélioration du niveau de l'emploi aux États-Unis et une baisse des cours mondiaux des principaux produits alimentaires céréaliers.

IV.1. SOLDE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est creusé de 2,14 % en 2014. Cependant, par rapport à l'année fiscale précédente où une accélération de plus de 26 % du déficit courant a été enregistrée, un ralentissement a été observé. Ce résultat a été attribué à une croissance modérée de 2 % de la valeur des importations de biens et services et un accroissement de 5,63 % des exportations de biens et services et de 11 % des transferts privés. Le ratio déficit courant sur PIB nominal est passé de 6,32 % à 6,13 %.

⁷ PIB nominal estimé pour l'exercice 2013-2014 : 395 902 MG

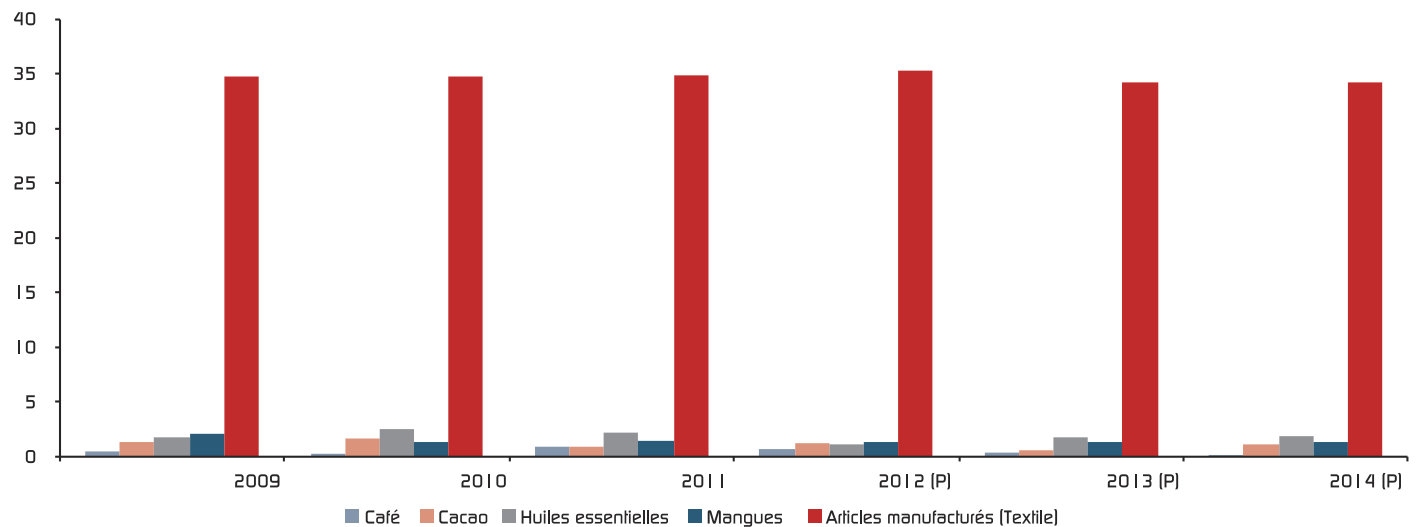
Graphique I 7. Évolution du solde des transactions courantes (en millions de dollars ÉU)



EXPORTATIONS DE BIENS

Les exportations de biens, représentées par les produits de la sous-traitance (textile) à plus 90 %, ont connu une hausse de 4,26 % alors que les prévisions tablaient sur une augmentation de plus de 10 %. La faible performance des exportations est liée à la concentration des exportations de textiles sur des articles dont la valeur ajoutée a chuté au cours de l'exercice. En glissement annuel, la valeur des autres biens exportés a ainsi progressé : les mangues (+ 2,9 %) ; les langoustes (- 9,49 %) ; les huiles essentielles (- 6 %) et le cacao (+ 79 %) dont le prix a bénéficié d'une forte augmentation sur le marché international en raison des problèmes en Côte d'Ivoire qui est le premier producteur mondial. Par ailleurs, les exportations de biens et services ont constitué près de 40 % des entrées du compte courant en 2014.

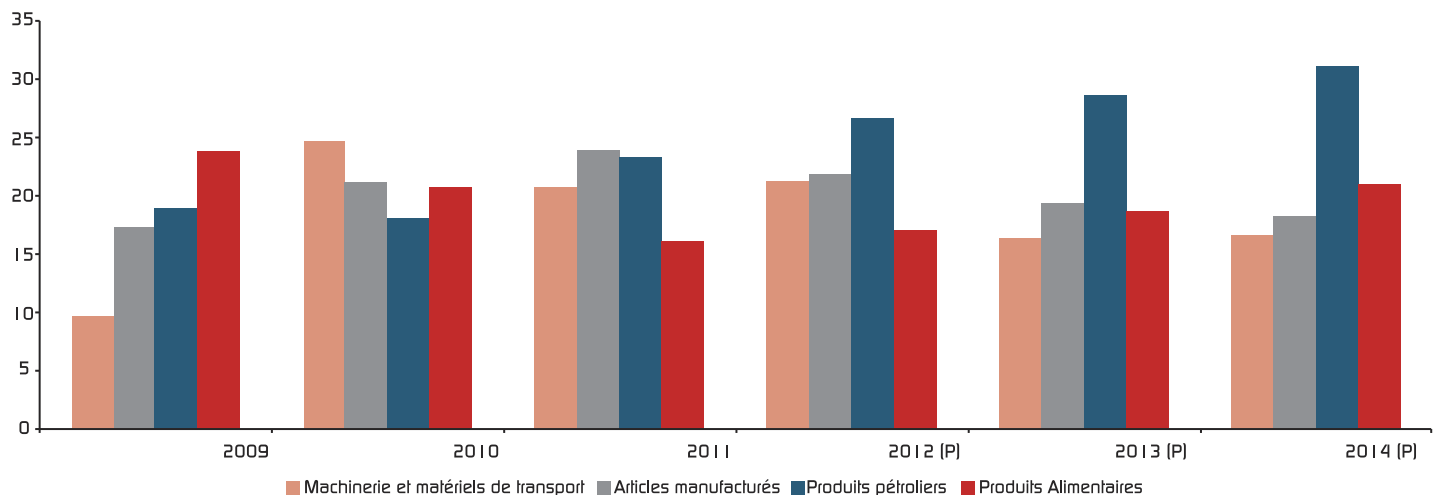
Graphique I 8. Parts relatives des principales exportations (en %)



IMPORTATIONS DE BIENS

Évaluées à 3,4 milliards de dollars ÉU, les importations de marchandises ont crû de 1,87 % et 5,24 % respectivement en valeur et en volume. La progression des importations de biens a été soutenue par les produits alimentaires, les combustibles minéraux, la machinerie. En effet, les produits alimentaires ont accusé une hausse de 5,66 %, les combustibles et minéraux de 1,66 %, les machinerie et matériels de transport de 9,25 % tandis que la valeur des articles manufacturés a baissé de 1 %. Les importations de produits pétroliers, dont les prix internationaux ont commencé à chuter au troisième trimestre, ont affiché pour l'exercice 2013-2014 une augmentation de 1,78 % à la fois en valeur et en volume. Les importations ont représenté plus de 71 % des paiements au niveau du compte courant.

Graphique I 9. Parts relatives des principales importations (en %)



DÉPENSES DE SERVICES

D'une valeur de près de 1,1 milliard de dollars ÉU, les dépenses de services sont constituées du fret maritime et aérien, du transport aérien de passagers et des services divers payés à partir de dons reçus. En 2014, elles ont crû de 1,82 %. Le fret, représentant près de 25 % des paiements externes de services, a évolué dans le même sens que la valeur des importations. Les services de transport aérien de passagers résidents par des compagnies non résidentes, comptant pour 37 % dans les paiements, ont accusé une hausse de 9,8 % due à une augmentation du nombre de voyageurs.

RECETTES DE SERVICES

Avec une valeur de 701 millions de dollars ÉU, les recettes de services ont affiché une croissance de 7,54 %. Elles sont constituées des services de voyage (plus de 70 %), de communication et des dépenses de fonctionnement de l'ensemble des missions diplomatiques et consulaires dans le pays. Les services de voyage, représentés par l'ensemble des dépenses des touristes dans l'économie, ont progressé de 7 %. Les services de communication sont rattachés aux revenus gagnés par les compagnies de téléphones résidentes sur les appels entrants en Haïti.

IV.I. TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants ont relativement stagné avec un taux de croissance de 0,36 %. Les transferts constitués par les envois de fonds de la diaspora pour soutenir financièrement les membres de leurs familles en Haïti, se sont accrus de 11 % avec un flux de 1,97 milliard de dollars ÉU. Les flux de transferts expédiés par les résidents ont quasiment stagné par rapport à 2013, à environ 248 millions de dollars. Ces fonds ont augmenté en moyenne de 1 % de 2012 à 2014 après une hausse exceptionnelle post séisme de 44 % en 2011.

REVENUS NETS

Les revenus nets ont enregistré une chute de près 60 %, passant de 30,21 millions à 12,38 millions de dollars ÉU. Les entrées de revenus, constituées par les intérêts reçus sur les placements externes des résidents, ont reculé de 40 % en 2014 en raison de la réduction des placements. Les sorties de revenus sont constituées des intérêts versés dans le cadre de service de la dette. Elles ont affiché une croissance de 12 % suite à l'augmentation des paiements d'intérêts sur la dette publique externe liée au programme PetroCaribe.

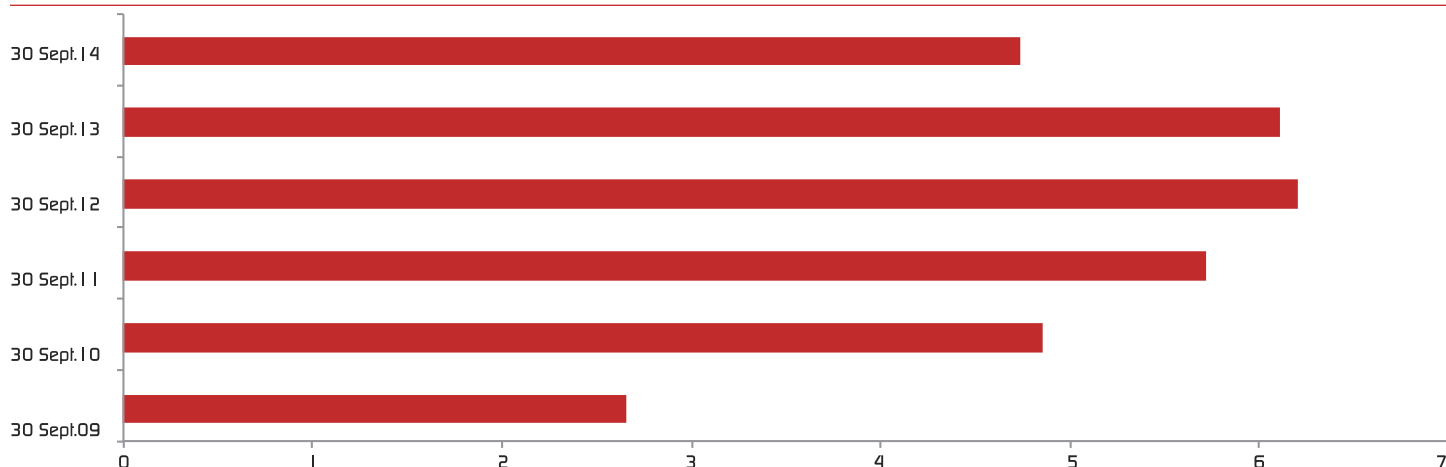
IV.2. OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Les opérations financières ont enregistré, par rapport à 2013, une baisse de 18 % à 495 millions de dollars en termes d'entrée nette de capitaux. Les flux d'investissements directs, évalués à 99 millions de dollars, ont diminué de 38 % en glissement annuel. Les principaux secteurs qui ont reçu les investissements demeurent inchangés. Il s'agit des télécommunications avec 62 %, l'industrie des boissons (15 %), le tourisme via les investissements dans l'hôtellerie (7 %) et l'industrie textile (5 %). Les flux financiers nets liés à l'endettement public externe ont baissé de 15 % passant de 393 millions à 347 millions de dollars ÉU. La variation des avoirs extérieurs nets du secteur bancaire a montré une entrée nette de capitaux due à une augmentation de 55 % des engagements et une diminution des avoirs de 3 %.

IV.3. FINANCEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

En 2014, la balance des paiements s'est soldée par des engagements externes de l'économie vis à vis du reste du monde d'un montant de 75 millions de dollars. Les réserves brutes de change ont diminué de 455 millions de dollars dont 396 millions ont été utilisés pour rembourser un emprunt lié à une opération de mise en pension de titres réalisée par les autorités monétaires en 2013. Par ailleurs, au 30 septembre 2014, la Banque Centrale détenait des réserves brutes équivalant à 4,74 mois d'importations de biens et services.

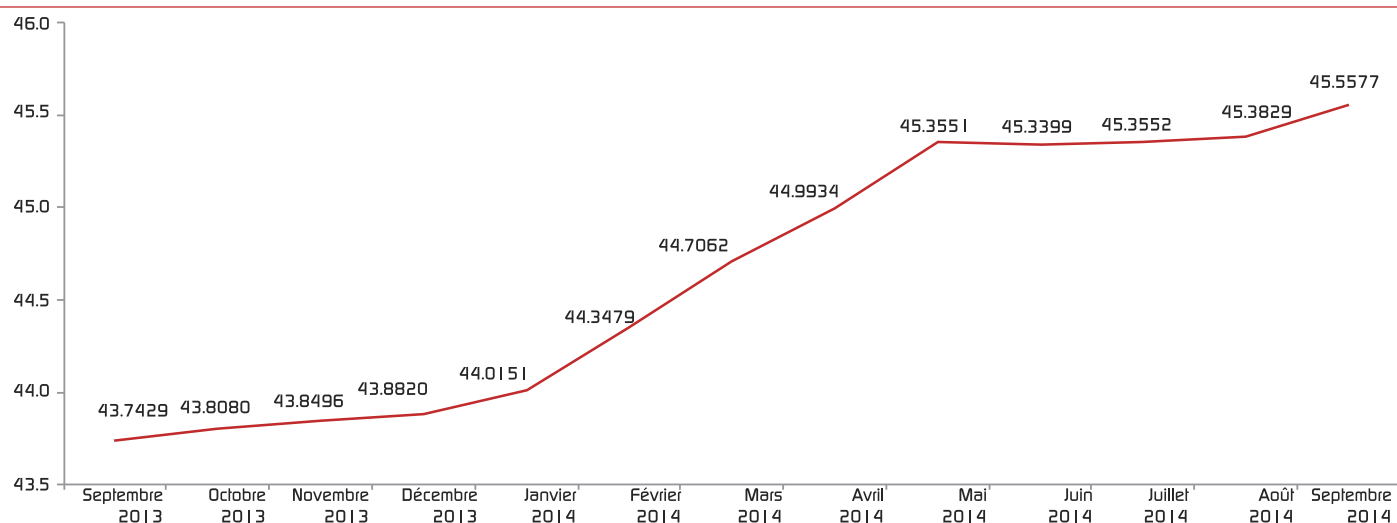
Graphique 20. Réserves brutes en mois d'importations de biens et services



V. ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE EN 2014

Trois périodes principales ont été décelées en ce qui a trait à l'analyse de l'évolution du taux de change au cours de l'exercice fiscal 2014. La première, s'étendant d'octobre 2013 à janvier 2014, a été marquée par une nette stabilité de la gourde par rapport au dollar américain. En effet, au cours de ladite période le taux de change est passé de 43,7429 à 44,0151. La deuxième période qui s'étend de février à juin 2014 a été marquée par une forte dépréciation de la gourde par rapport à la devise américaine, la monnaie locale perdant en moyenne près de 25 centimes par mois. La troisième période qui s'étale de juillet à septembre 2014 a été caractérisée par une relative stabilité du marché et concédé en moyenne mensuelle 6 centimes contre le dollar ÉU. Sur l'année, la gourde est passée de 43,7429 gourdes à 45,5577 gourdes pour un dollar ÉU d'octobre 2013 à septembre 2014, soit une dépréciation de 4,15 %.

Graphique 21. Taux de référence du dollar par rapport à la gourde (fin de période)



V.I. FACTEURS EXPLICATIFS DE L'ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE EN 2014

Plusieurs facteurs ont expliqué la dépréciation de la gourde enregistrée durant l'exercice sous étude :

L'aggravation du déficit commercial : En dépit d'une légère hausse des exportations de biens et services (0,96 milliard de dollars ÉU contre 0,92 milliard pour l'exercice antérieur, le solde commercial s'est fixé à -2,44 milliards de dollars contre -2,41 milliards en 2013. Ce résultat a été surtout tributaire de la progression des importations (3,39 milliards de dollars ÉU contre 3,33 milliards de dollars ÉU l'exercice antérieur). Conséquemment, cette détérioration du solde externe a eu pour effet d'augmenter la demande de dollars américains tout au cours de l'exercice, ce qui a contribué à augmenter les pressions sur le change.

Le déficit budgétaire : Au 30 septembre 2014, le déficit budgétaire est estimé à 15,6 milliards de gourdes. Ce déficit a été l'objet d'un financement monétaire estimé à 5,33 milliards de gourdes.

La baisse des décaissements externes: Les décaissements à titre d'aide publique externe constituent une composante importante de l'offre de devises sur le marché local. Ces flux ont régressé de 24,9 % entre 2013 et 2014 pour se chiffrer à 563 millions de dollars ÉU en fin d'exercice. De même, les flux de devises associés aux décaissements sur les prêts ont atteint 375,34 millions de dollars ÉU en baisse de 7,13 % par rapport à 2013. La baisse du décaissement a induit des pressions supplémentaires sur une offre de devises structurellement atone comparativement à une demande qui devient de plus en plus importante considérant le niveau du solde commercial.

Le seuil élevé du coefficient de la dollarisation⁸: Le coefficient de dollarisation a évolué autour des 56 %. Pour l'exercice fiscal 2014, il a atteint en moyenne 56,44 % contre une moyenne de 56,15 % l'exercice antérieur. À ce seuil, la pression sur la demande de devises s'est exacerbée et le risque de dépréciation s'est renforcé.

D'autres facteurs ont toutefois contribué à contenir l'évolution à la hausse du taux de change.

Une nette progression des transferts privés: Pour l'exercice 2013-2014, ils ont été estimés à 1,44 milliard de dollars ÉU contre 1,29 milliard pour l'exercice antérieur, soit une hausse de 11,04 %.

Un taux d'inflation à un chiffre: Après avoir débuté l'exercice avec un taux de 4,2 % et atteint un creux de 3,2 % en février et mars 2014, l'inflation en rythme annuel a clôturé l'exercice à 5,3 %.

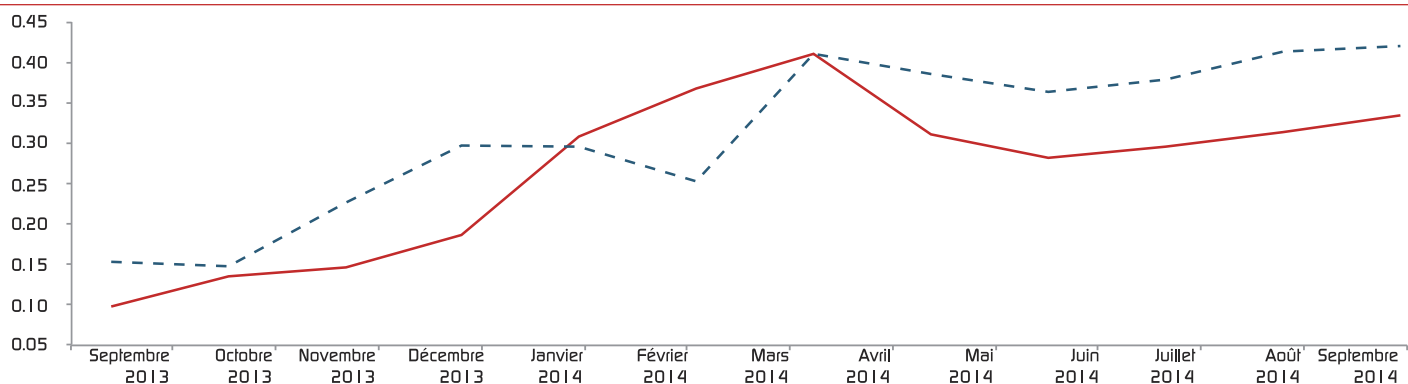
Les interventions de la BRH : La BRH a injecté 20,9 millions de dollars ÉU sur le marché des changes. Ceci a permis d'augmenter l'offre de dollars sur le marché et de combler partiellement le déficit structurel de devises.

Le resserrement de la politique monétaire : Les autorités monétaires ont relevé de 2 points de pourcentage les taux directeurs sur les bons BRH à la fin du mois de mars 2014 tout en augmentant l'encours de ces derniers. Cette décision a contribué à réduire les liquidités en gourdes dans le système bancaire et conséquemment, les pressions sur le marché des changes.

V.2. ÉVOLUTION DES SPREADS BANCAIRE ET INFORMEL

Une relative stabilité a été observée quant à l'évolution du spread bancaire tout au long de l'exercice 2014. En effet, la marge de profit générée sur les opérations cambiales s'est chiffrée à 27 centimes en moyenne mensuelle. Au niveau du marché informel, le spread moyen réalisé sur chaque dollar transigé a été estimé à 31 centimes.

Graphique 22. Évolution des spreads bancaire et informel

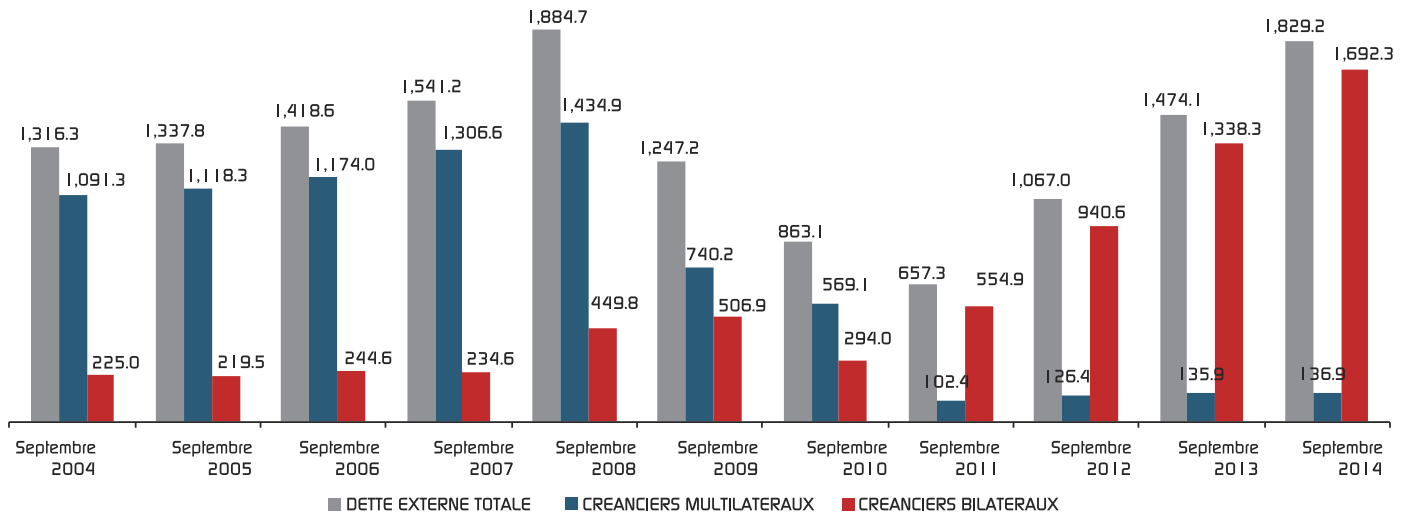


⁸ Dépôt en dollar ÉU divisé par le total des dépôts.

VI. DETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2014

L'encours de la dette publique externe a clôturé l'exercice fiscal 2014, en hausse de 24,09 % par rapport à 2013. Cette évolution du stock de la dette reflète essentiellement la progression de 26,45 % des créances bilatérales au cours de la période considérée. Les créances multilatérales, pour leur part, ont enregistré une légère variation de 0,76 % contre 7,52 % un an plus tôt.

Graphique 23. Encours de la dette publique externe par type de créanciers (en millions de dollars ÉU)



VI.1. CRÉANCES BILATÉRALES

Au 30 septembre 2014, les créances bilatérales constituaient 93 % de l'encours total de la dette publique externe, chiffrées à 1 692,30 millions de dollars ÉU, contre 1 338,27 millions de dollars ÉU en 2013. Cette augmentation est imputable en grande partie aux décaissements effectués par le Venezuela au titre de l'accord PetroCaribe. En effet, l'encours total des prêts accordés par Petroleos de Venezuela S.A (PDVSA) est passé de 1 234,97 millions de dollars ÉU en 2013 à 1 576,29 millions de dollars ÉU en 2014, soit une croissance de 27,64 %.

VI.2. CRÉANCES MULTILATÉRALES

La dette multilatérale a enregistré une légère hausse de 0,76 % au terme de l'exercice fiscal 2014. En effet, de 135,87 millions de dollars ÉU à la fin de l'exercice précédent, elle est passée à 136,90 millions de dollars ÉU en 2014. Les décaissements effectués par le FMI dans le cadre de la Facilité élargie de crédit ainsi que les anciens prêts d'OPEP et de FIDA sont les principaux facteurs explicatifs de l'évolution constatée au niveau des créances multilatérales.

VI.3. STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE PAR TYPES DE DEVISES

S'agissant des types de devises qui caractérisent l'encours de la dette externe, la plus grande partie du portefeuille, soit 93,55 %, a été constituée dollars ÉU. La part relative des droits de tirage spéciaux (DTS) a représenté 6,45 % du stock total⁹.

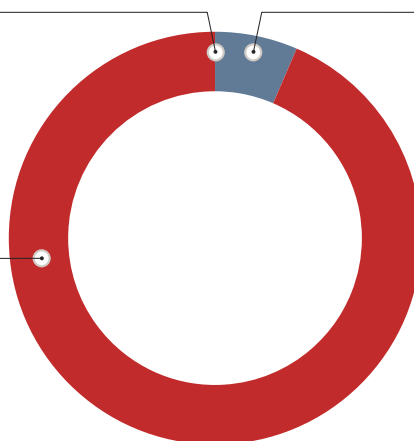
⁹ Le DTS, instrument de réserve international, utilisé comme unité de compte par certains organismes internationaux, est composé de quatre principales monnaies, soit le dollar à 41.9%, l'Euro 37.4%, la livre sterling 11.3% et le yen japonais 9.4%. Ainsi, toute fluctuation de ces devises par rapport au dollar EU entraîne une variation plus ou moins significative de l'encours de la dette publique externe d'Haïti.

Graphique 24. Structure de l'encours de la dette publique externe par type de devises en 2014 (en %)

HTG, 0.00023%

DTS, 6.5%

USD, 93.5%

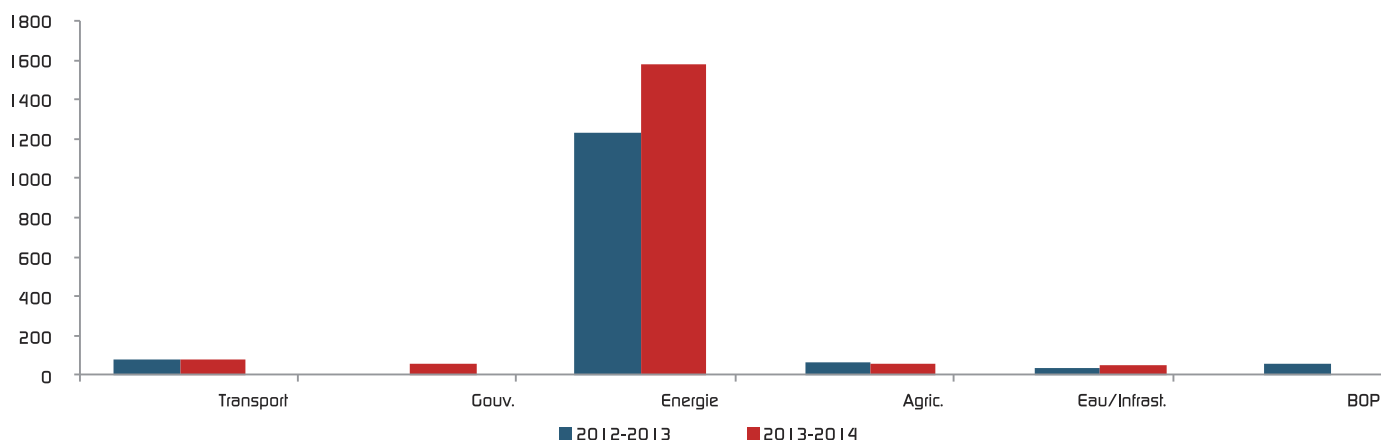


VI.4. RÉPARTITION DE L'ENCOURS DE LA DETTE PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Au cours de l'exercice fiscal 2013-2014, la répartition sectorielle de l'encours de la dette externe a été ainsi effectuée : Infrastructures (55,6 %) ; Gouvernement (21,7 %) ; Agriculture (4,9 %) ; Eau et Assainissement (2,3 %) ; Energie (4,6 %) et Balance des Paiements (3,1 %). Les secteurs : Éducation, Environnement, Santé et autres ont partagé les 7,8 % restant.

Les allocations accordées à ces secteurs économiques ont été financées principalement à partir des fonds PetroCaribe. Le secteur des infrastructures, englobant la réhabilitation et la construction de réseaux routiers, de bâtiments et de logements, a bénéficié de l'enveloppe la plus importante. Il est suivi du secteur gouvernemental pour les programmes sociaux, puis des secteurs agricole et énergétiques, lesquels ont reçu un appui financier non négligeable contrairement aux autres secteurs, tels l'eau et l'assainissement, l'environnement et la santé.

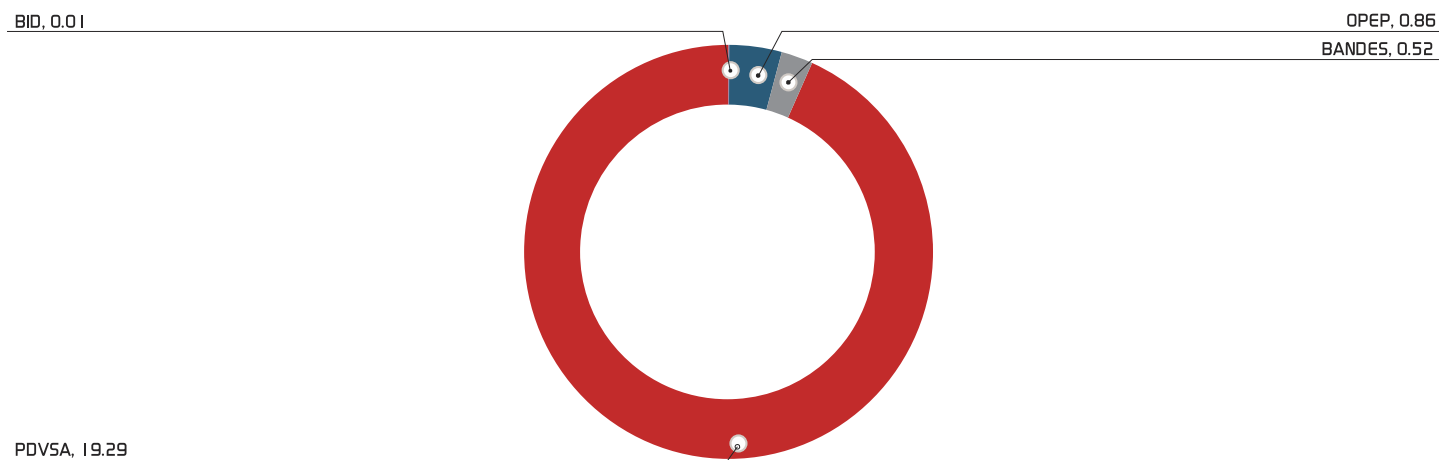
Graphique 25. Répartition de la dette par secteur économique (en millions de dollars ÉU)



VI.5. DÉCAISSEMENT, SERVICE DE LA DETTE ET ARRIÉRÉS DE PAIEMENT

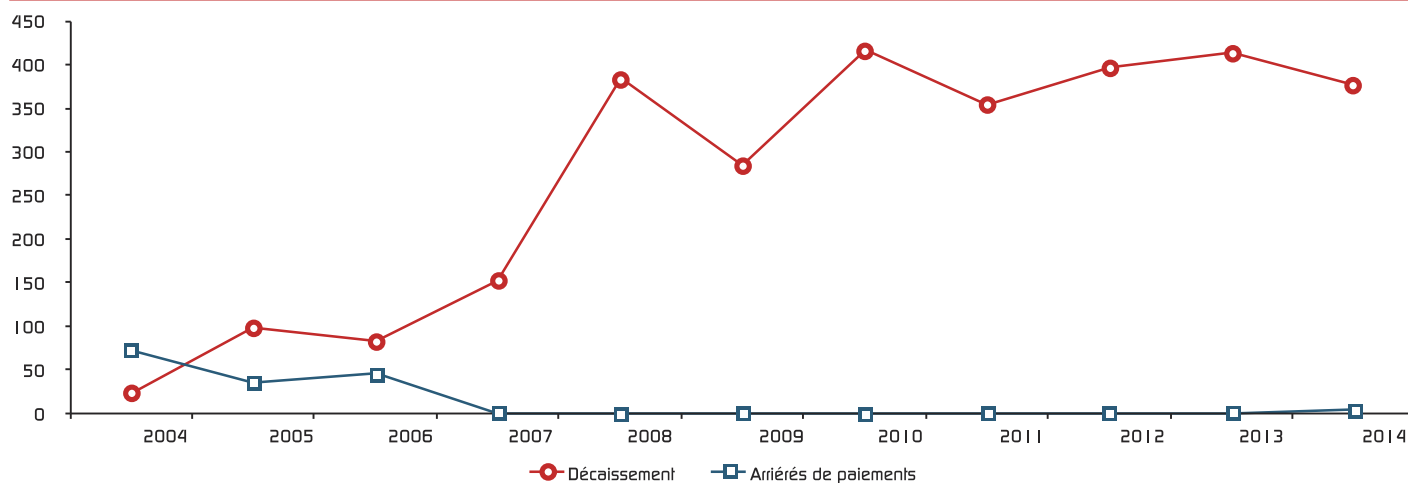
Les décaissements enregistrés au cours de l'année fiscale 2014 ont diminué de 7,13 % sur un an, passant de 404,2 millions de dollars ÉU à 375,34 millions de dollars ÉU. Cette évolution à la baisse est surtout liée au repli de 10 % des décaissements du Venezuela au titre de l'accord PetroCaribe, lesquels constituent 94,41 % du montant total. De même, les décaissements des organismes multilatéraux ont décliné de 32,69 % pour se chiffrer à 8,40 millions de dollars ÉU, en raison de la baisse des débours du FMI dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit dont la mise en œuvre a atteint sa phase terminale.

Graphique 26. Répartition de la dette par organisme (en millions de dollars EU)

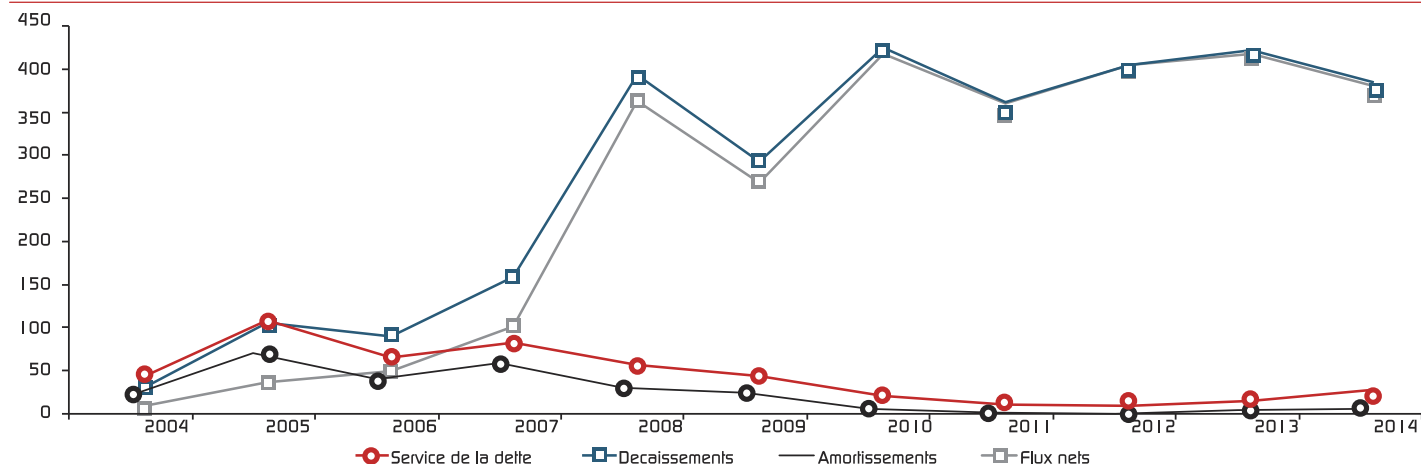


Parallèlement, les débours consentis par le Trésor Public pour honorer les échéances au titre du service de la dette ont augmenté au cours de la période, passant de 6,35 millions de dollars EU en 2013 à 20,68 millions de dollars EU au 30 septembre 2014. Cette progression est due aux paiements des prêts PetroCaribe arrivés à échéance au terme de la période de grâce, lesquels constituent 93,30 % des remboursements effectués au titre du service de la dette pour l'exercice, soit 19,29 millions de dollars EU. Le reste, soit 6,70 % a été réparti entre l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), la Banque de Développement Économique et Social du Venezuela (BANDES) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

Graphique 27. Evolution comparée des décaissements et des arriérés de paiements



Graphique 28. Evolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets (en millions de dollars EU)



Au cours de l'exercice fiscal 2014, le service de la dette évalué en termes d'exportations de biens et de services s'est accentué à 1,25 % contre 0,40 % un an plus tôt, impulsé par les remboursements des prêts PetroCaribe. Toutefois, les flux nets ont enregistré une baisse de 9,1 % pour se chiffrer à 372,15 millions de dollars ÉU, sous l'effet conjugué de la hausse des amortissements et de la baisse des décaissements.

VI.6. ALLÈGEMENT DE LA DETTE REÇU AU COURS DE L'EXERCICE FISCAL 2013-2014

Au cours de l'exercice fiscal 2013-2014, Haïti a bénéficié d'un allègement de 10,62 millions de dollars ÉU, dont 5,35 millions de dollars ÉU en réduction du service de la dette et 5,27 millions en rééchelonnement. L'allègement reçu en réduction du service de la dette et provenant en grande partie du FIDA (créancier multilatéral), y a contribué à hauteur de 55,12 % puis des créanciers bilatéraux LANDBANK OF TAIWAN et EXIMBANK de Chine avec des contributions respectives de 28,11 % et de 16,77 %. Ces deux dernières institutions ont conditionné le rééchelonnement des 5,27 millions de dollars ÉU enregistré pour l'exercice.

Tableau 6. Allègement de la dette reçu pour l'exercice 2014 (en millions de dollars ÉU)

	Bilatéraux	Multilatéraux	Total
Réduction/Service de la dette	2.40	2.95	5.35
Réduction/Stock			0.00
Total (I)	2.40	2.95	5.35
Rééchelonnement/Serv.dette	5.27		5.27
Total (II)	5.27	0.00	5.27
Total (I & II)	7.67	2.95	10.62

Source : données Direction Affaires Internationales / BRH

B. SYSTÈME BANCAIRE EN 2014 : VUE D'ENSEMBLE

VII. ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2014

VII.I. SYSTÈME BANCAIRE: VUE D'ENSEMBLE

L'année fiscale 2013-2014 a été marquée par un resserrement des conditions monétaires suite à l'accélération de l'inflation à partir d'avril 2014 et à la dépréciation continue de la gourde. Cependant, l'orientation imprimée à la politique monétaire n'a pas empêché au système bancaire d'avoir des résultats satisfaisants sur l'exercice sous étude au regard des indicateurs-clés. En effet, l'actif total du secteur bancaire a enregistré une croissance de 10,6 % (+18,57 MMG) pour atteindre 194,5 milliards de gourdes (MMG) au 30 septembre 2014. L'effet-change a expliqué, en grande partie, cette évolution puisque, comparativement au 30 septembre 2013, l'actif en devises converties a progressé de 14,76 % (+13,2 MMG) alors que celui, détenu en monnaie nationale, n'a crû que de 6,21 % (+5,37 MMG). La dépréciation de 4,15 % de la gourde face à la devise américaine sur la période (45,5577 HTG/ÉU au 30 septembre 2014 contre 43,7429 HTG/ÉU au 30 septembre 2013) a aussi fait progresser le taux de dollarisation du bilan des banques (52,77 % en 2014 contre 50,84 % en 2013) suite à l'augmentation de 10,18 % du volume d'actifs en dollar.

Une légère intensification de l'activité d'intermédiation des banques a conduit à une amélioration de 78 points de base du ratio prêts/dépôts (44,23 % en 2014). Par rapport au 30 septembre 2013, le volume de prêts bruts octroyés a progressé de 10,1 % (+6,4 MMG) avec l'ouverture de 8 204 comptes de prêts additionnels durant l'exercice, dans un contexte de renchérissement du coût du crédit en conséquence du relèvement des coefficients sur les réserves obligatoires et des taux d'intérêt sur les bons BRH. Par ailleurs, la fermeture de 193 449 comptes de dépôts a ralenti la croissance en volume (+8,2 %; +11,9 MMG) des dépôts captés. Ainsi, le financement de l'actif par les dépôts se retrouve réduit de 1,78 point de pourcentage (81 % en 2014 contre 82,79 % en 2013), ce qui confère au secteur une meilleure assise financière.

En dépit de la légère détérioration de la qualité du portefeuille des banques (hausse de 57 points de base du coefficient d'arréage et baisse de 11 points de base du taux de couverture), le secteur a pu générer des revenus d'intérêt sur prêts de 5,29 MMG, en hausse de 17,8 % en glissement annuel. La progression parallèle des Autres revenus (+14,5 %; +687,67 MG) a permis au système de consolider son Produit Net Bancaire (+12,7 %; +1,22 MMG) pour atteindre un bénéfice additionnel de 231,37 millions de gourdes malgré la hausse des charges de dotation (+52,9 %) et d'exploitation (+11,6 %).

En outre, le taux de profit¹⁰ du secteur (24,82 % en 2014 contre 26,26 % en 2013) a reculé de 1,44 point de pourcentage suite à l'accumulation des charges. Toutefois, influencé positivement par la hausse de 45 points de base de la productivité de l'actif¹¹ (6,21 %), le Rendement de l'Actif (ROA)¹² s'est élargi de 3 points de base pour se fixer à 1,54 % en 2014. Le Rendement de l'avoir des Actionnaires (ROE)¹³ s'est, par contre, replié de 1,35 point de pourcentage, conséquemment au recul du levier financier¹⁴ sur la période (13,32 % contre 14,45 % en 2013) pour atteindre 20,51 % contre 21,86 % en 2013.

¹⁰ Le taux de profit est le rapport entre le bénéfice net et les revenus totaux

¹¹ Productivité de l'actif = Revenus totaux / Actif moyen

¹² ROA = Taux de profit * Productivité de l'actif

¹³ ROE = ROA * Levier financier

¹⁴ Levier financier = Actif moyen / Avoir des actionnaires moyen

Tableau 7. Indicateurs financiers clés au 30 septembre 2014

(En millions de gourdes)	2014	2013	2012	2011	2010
BILAN					
Actif	194,501.7	175,932.0	170,555.7	153,995.3	137,937.4
Bons BRH	4,508.6	5,945.0	6,269.5	6,327.9	9,249.1
Prêts nets	68,178.3	62,166.0	51,860.2	38,697.3	29,430.7
Dépôts	157,549.1	145,645.9	146,838.1	135,549.0	119,252.7
Avoir des actionnaires	14,750.5	13,063.9	10,917.2	9,504.4	8,617.1
RÉSULTATS					
Revenus nets d'intérêt	5,504.8	4,872.3	3,987.4	3,493.0	3,474.3
Autres revenus	5,424.6	4,737.0	4,243.5	4,055.3	3,608.4
Dotation à la provision pour Créances douteuses	640.3	418.8	391.8	226.7	644.5
Frais d'exploitation	6,977.3	6,251.5	5,491.8	5,114.1	4,901.6
Bénéfice net (perte nette)	2,852.0	2,620.7	2,239.5	2,008.0	1,462.8
(En pourcentage)					
STRUCTURE FINANCIÈRE					
Avoir des actionnaires en % de l'actif	7.6	7.4	6.4	6.2	6.3
Dépôts en % de l'actif	81.0	82.8	86.1	88.0	86.5
QUALITÉ DE L'ACTIF					
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts	3.0	2.4	2.4	3.7	5.7
Provisions pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts	72.1	72.2	96.7	93.1	84.1
Prêts improductifs nets en % de l'actif	4.0	3.3	0.4	1.1	3.2
RENTABILITÉ					
Rendement de l'actif (ROA)	1.5	1.5	1.4	1.4	1.2
Rendement de l'actif des actionnaires (ROE)	20.5	21.9	21.9	22.2	18.4
Revenus nets d'intérêts en % des revenus d'intérêt	89.1	93.0	92.4	91.4	87.4
Rendement moyen des prêts	8.0	7.7	8.1	9.2	10.1
Rémunération moyenne des dépôts ^{a)}	0.4	0.3	0.2	0.3	0.5
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire	64.4	65.1	66.7	67.8	69.2
Produit net bancaire par employé (en milliers de gourdes)	2619.9	2457.6	2223.4	2166.9	1936.8
Nombre d'employés	4279.0	3988.0	3832.0	3572.0	3395.0

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH
 a) Dépôts moyens de la période, y compris les dépôts à vue.

VII.2. SYSTÈME BANCAIRE: ÉTABLISSEMENTS, ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL ET TAUX DE BANCARISATION

Au 30 septembre 2014, neuf (9) établissements bancaires composent le paysage bancaire haïtien. Ils sont répartis, selon l'origine de leurs capitaux et leurs activités principales¹⁵ : deux (2) banques commerciales d'État, deux (2) succursales de banques étrangères, cinq (5) banques commerciales à capitaux privés haïtiens dont une (1) banque d'Épargne et de Logement.

Tableau 8. Établissements bancaires fonctionnant en Haïti au 30 septembre 2014

Banques commerciales d'État	Banque Nationale de Crédit (BNC) Banque Populaire Haïtienne (BPH)
Succursales de banques commerciales étrangères	Bank of Nova Scotia (Scotiabank) Citibank N.A. (CBNA)
Banques commerciales à capitaux privés haïtiens	Banque de l'Union Haïtienne (BUH) Capital Bank Société Générale Haïtienne de Banque (Sogebank) Unibank
Banques d'épargne et de logement à capitaux privés haïtiens	Société Générale Haïtienne de Banque d'Épargne et de Logement (Sogebel)

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

¹⁵ L'article 3 de la loi bancaire du 20 juillet 2012 définit les banques commerciales comme des personnes morales dont la profession habituelle est de recevoir des fonds du public sous forme de dépôts ou d'autres fonds remboursables qu'elles emploient pour leur propre compte en opérations d'escompte, de crédit ou financières. La loi du 28 août 1984 portant création et fonctionnement des banques d'épargne et de logement (BEL) définit ces dernières comme des établissements dont les activités principales consistent à mobiliser l'épargne privée et publique, nationale ou étrangère, en vue de l'octroi de prêts hypothécaires à moyen et long terme devant servir à l'acquisition, à la construction ou à la restauration d'immeubles à usage résidentiel, commercial, industriel ou à caractère social.

ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Parmi les cinq (5) succursales et agences autorisées par la BRH en 2013-2014 (4 pour la Unibank et une pour la BNC), trois (3) sont déjà opérationnelles. Il s'agit de trois nouvelles succursales de la Unibank : Laboule-Thomassin, Léogâne et la deuxième succursale ouverte aux Gonaïves baptisée « Jacques Stephen Alexis ». Ainsi, le nombre total de succursales et agences opérant sur toute l'étendue du territoire national est passé à 178 dont une forte concentration dans la région métropolitaine de Port-au-Prince (65, 17%). Les villes de province sont desservies maintenant par 62 succursales de banques (contre 60 en 2013).

Tableau 9. Tableau 9. Nombre de succursales et agences autorisées

	2014	2013	2012	2011	2010
Succursales et agences autorisées	5	3	3	0	3

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Tableau 10. Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire

Etablissements	2014		2013		Variation	
	P-AU-P & environs ^b	Villes de province	P-AU-P & environs ^b	Villes de province	P-AU-P & environs ^b	Villes de province
BNC	22	19	22	19	0	0
BPH	6	0	6	0	0	0
BUH	5	7	5	7	0	0
Capital Bank	14	4	14	4	0	0
Citibank	1	0	1	0	0	0
Scofiabank	4	0	4	0	0	0
Sogebank	27	14	27	14	0	0
Sogebel	3	0	3	0	0	0
Unibank	34	18	33	16	1	2
Total	116	62	115	60	1	2

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

a) Par agence, on entend une unité qui offre des services bancaires limités et qui ne jouit pas d'une autonomie de fonctionnement.

b) Englobe la ville de Port-au-Prince et les régions périphériques : Pétion-ville, Laboule, Delmas, Carrefour, la Plaine du Cul-de-sac et Croix-des-bouquets.

Le processus de réparation ou de relocalisation des succursales et agences bancaires non opérationnelles depuis le 12 janvier 2010 s'est poursuivi en 2014. Ainsi, la Sogebank a rouvert les portes de sa succursale de Turgeau et la BNC a reçu l'autorisation de relocaliser la succursale de la rue Grégoire de Pétion-ville sur la route de Frères. Au 30 septembre 2014, environ 90 % du réseau bancaire, dont la totalité des banques desservant les villes de provinces, était opérationnel.

Tableau 10a. Évolution du nombre de succursales opérationnelles par établissement bancaire

Etablissements	2014		2013		Variation	
	P-AU-P & environs ^b	Villes de province	P-AU-P & environs ^b	Villes de province	P-AU-P & environs ^b	Villes de province
BNC	17	19	5	0	22	19
BPH	6	0	0	0	6	0
BUH	4	7	1	0	5	7
Capital Bank	13	4	1	0	14	4
Citibank	1	0	0	0	1	0
Scofiabank	4	0	0	0	4	0
Sogebank	21	14	6	0	27	14
Sogebel	3	0	0	0	3	0
Unibank	29	18	5	0	34	18
Total	98	62	18	0	116	62

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

a) Par agence, on entend une unité qui offre des services bancaires limités et qui ne jouit pas d'une autonomie de fonctionnement.

b) Englobe la ville de Port-au-Prince et les régions périphériques : Pétion-ville, Laboule, Delmas, Carrefour, la Plaine du Cul-de-sac et Croix-des-bouquets.

VII.3. STRUCTURE DU SYSTEME BANCAIRE

Quoique restant fortement concentré, le système bancaire affiche un niveau de concentration en baisse par rapport au 30 septembre 2013. Le recul du poids des trois plus grandes banques constitue le principal facteur qui explique cette évolution, laquelle s'est traduite par le repli de l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman sur tous les segments de marché.

POIDS DES TROIS PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Les parts de marché des trois principaux établissements bancaires continuent de baisser. Après avoir perdu respectivement 1,44, 1,2 et 2 points de pourcentage sur les segments de l'actif, des prêts bruts et des dépôts totaux, la Sogebank, la Unibank et la BNC ont détenu ensemble, au 30 septembre 2014, 80,1 % de l'actif du système, ont octroyé 76,95 % du portefeuille de crédit global et ont capté 79,92 % des dépôts totaux. Cette tendance à la baisse s'observe depuis tantôt deux exercices.

Tableau 11. Poids des principaux établissements bancaires sur les deux derniers exercices (en %)

	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars EU
2014 (9 établissements)				
Les trois premiers établissements	80.1	76.95	79.92	78.48
2013 (9 établissements)				
Les trois premiers établissements	81.54	78.15	81.92	80.45
Variation 2014/2013				
Les trois premiers établissements	-1.44	-1.2	-2	-1.97

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

POIDS DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Le recul des parts de marché des trois plus grandes banques du secteur a profité principalement à la Sogebel, l'unique banque d'épargne et de logement du système, qui a augmenté ses parts sur tous les segments de marché. En effet, comparativement au 30 septembre 2013, elle a gagné 51 points de base en termes d'actif, 56 points sur le marché du crédit et respectivement 68 et 76 points de base en termes de dépôts totaux et de dépôts en dollars EU collectés.

Dans la foulée, les deux succursales de banques étrangères ont également consolidé leurs parts sur tous les segments à l'exception du marché du crédit sur lequel elles ont perdu 44 points de base. Avec 5,29 % de crédit octroyé, la Scotiabank et la Citibank ont à peine dépassé la Sogebel qui occupe à elle seule 4,66 % du marché. Ces deux banques ont affiché une meilleure performance en matière de captation de dépôts en dollars EU en attirant ensemble 6,64 % des dépôts en dollars contre 5,84 % en septembre 2013.

Subissant l'influence négative des deux plus grandes banques du système, les parts de marché détenues par les quatre (4) banques commerciales privées haïtiennes ont régressé sur les segments des prêts bruts de 17 points de base, des dépôts totaux de 26 points de base et des dépôts en dollars EU de 3,58 points de pourcentage. Les banques appartenant à cette catégorie ont gagné par contre 34 points de base sur le segment de l'actif portant à 65,85 % leurs parts d'actifs détenus au 30 septembre 2014.

Les banques d'État, de leur côté, ont réussi à consolider leurs parts sur les segments du crédit (+5 points de base) et des dépôts en dollars EU (+2,03 points de pourcentage). De plus, elles contrôlent environ le quart du marché de l'actif et des dépôts totaux au 30 septembre 2014.

Tableau 12. Poids des différentes catégories d'établissements bancaires (en %)

Catégories de banques	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts totaux	Dépôts en dollars EU
2014				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	65.85	71.54	66.12	70.84
2 Succursales de banques étrangères	6.69	5.29	6.71	6.64
2 Banques d'État	24.55	18.51	24.57	19.12
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.91	4.66	2.6	3.4
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2013				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	65.51	71.71	66.38	74.43
2 Succursales de banques étrangères	6.36	5.73	6.12	5.84
2 Banques d'État	25.73	18.46	25.58	17.09
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.4	4.1	1.92	2.64
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2012				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	65.69	74.05	65.52	64.62
2 Succursales de banques étrangères	6.17	7.3	6.06	5.21
2 Banques d'État	25.61	14.58	26.19	27.36
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.53	4.07	2.23	2.81
Le système bancaire hormis BRH			100.00	100.00
2011				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	66.57	74.05	67.40	66.84
2 Succursales de banques étrangères	6.31	9.41	5.83	5.15
2 Banques d'État	24.51	12.06	24.51	25.13
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.61	4.48	2.26	2.88
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2010				
5 Banques commerciales privées haïtiennes	67.76	68.51	68.45	68.22
2 Succursales de banques étrangères	6.33	10.49	6.14	5.93
2 Banques d'État	23.15	16.33	23.00	22.63
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.76	4.67	2.41	3.22
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

INDICATEUR DE CONCENTRATION HERFINDHAL-HIRSCHMAN¹⁶

Comparativement au 30 septembre 2013, l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman est en baisse sur tous les segments de marché. Il a surtout reculé sur le marché des dépôts de dollars EU (-174,67 points) et celui des dépôts totaux (-91,15 points). Toutefois, en dépit de ce recul, les valeurs de l'indice ont toujours témoigné d'une très forte concentration au niveau du secteur bancaire haïtien.

Tableau 13. Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman

	Actif total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux
2014	2304.21	2283.45	2332.29
2013	2304.21	2283.45	2332.29
2012	2361.46	2289.48	2373.28
2011	2365.85	2223.22	2401.55
2010	2371.45	2007.52	2402.33

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

VII.4. DISTRIBUTION DU CRÉDIT

Au cours de l'exercice financier 2013-2014, la part de crédit allouée aux secteurs d'activités «Electricité, Gaz et Eau» et «Transport, Entrepôt et Communication» a reculé substantiellement alors que les secteurs «Prêts aux particuliers», « Industries manufacturières » et «Commerce de gros et de détail » ont pu bénéficier d'une meilleure allocation de crédit. Parallèlement, à la fin de septembre 2014, les prêts à très longue échéance occupaient la plus forte part du portefeuille de crédit du système bancaire, soit 40,8 %.

¹⁶ Cet indicateur est donné par la somme des carrés des parts de marché de l'ensemble des banques. Une diminution de l'indice traduit une baisse du degré de concentration. En général, pour un marché donné, une valeur inférieure à 1,000 témoigne d'une faible concentration, une valeur comprise entre 1 000 et 1 800 montre une concentration modérée et pour une valeur supérieure à 1 800, il y a une forte concentration.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

Par rapport au 30 septembre 2013, les quatre (4) secteurs d'activités déjà privilégiés en termes de répartition de crédit, ont encore gagné en importance. En effet, les poids du crédit alloué aux secteurs «Commerce de gros et de détail», «Immobilier résidentiel et commercial», «Industries manufacturières» et «Services et autres» ont respectivement augmenté de 1,23, 1,07, 1,70 et 0,26 point de pourcentage pour atteindre un total de 71,7 % en 2014 (contre 67,5 % en 2013).

Suite à une progression annuelle de 35,8 % de leur encours, les «Prêts aux particuliers» ont vu également leur importance dans le portefeuille de crédit global augmenter de 2,13 points de pourcentage, soit la plus notable augmentation parmi les segments de prêts. Au 30 septembre 2014, 12,36 % du portefeuille de crédit global du système a été alloué à des particuliers à des fins de consommation.

Au cours de l'année fiscale 2014, une relation négative a été observée entre l'allocation de crédit aux secteurs «Électricité, gaz et eau» (6,7 %) et «Transport, entrepôt et communications» et leur valeur ajoutée. En effet, le niveau du crédit qui leur a été accordé, a baissé de 3,95 et 2,2 points de pourcentage après une diminution de 29,4 % et 29,6 % respectivement au cours de l'exercice passé. Parallèlement, la valeur ajoutée de ces deux secteurs a connu une progression respective de 1,44 % et 3,67 %.

Par ailleurs, le secteur «Agriculture, sylviculture et pêche» auquel est alloué seulement 0,13 % du portefeuille de crédit bancaire, a encore vu sa part diminuer de 35 points de base. La faiblesse du crédit accordé à cette branche a, entre autres, contribué à la baisse de 1,5 % de sa valeur ajoutée enregistrée au cours de l'exercice sous revue.

Tableau 14. Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité (en MG et en %)

Secteurs d'activité	2014		2013		Variation
	Montant a	%	Montant a	%	
Commerce de Gros et Détail	18,316.90	24.52%	15,475.88	23.29%	1.23%
Services et autres	10,914.20	14.61%	9,533.99	14.35%	0.26%
Industries manufacturières	12,047.01	16.12%	9,586.07	14.42%	1.70%
Prêts aux particuliers	9,237.62	12.36%	6,802.02	10.24%	2.13%
Immobilier résidentiel et commercial	12,312.33	16.48%	10,243.31	15.41%	1.07%
Transport, Entrepôt et Communication	2,708.44	3.63%	3,848.33	5.79%	-2.17%
Bâtiments et Travaux publics	4,097.43	5.48%	3,593.75	5.41%	0.08%
Électricité, Gaz et Eau	4,978.22	6.66%	7,052.95	10.61%	-3.95%
Agriculture, Sylviculture et Pêche	100.39	0.13%	321.90	0.48%	-0.35%
Total	74,712.53	100.00	66,458.19	100.00	

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH
a) a: Comprend aussi des engagements hors-bilan.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR TRANCHE¹⁷

Au 30 septembre 2014, une très faible part (5,25 %) des emprunteurs du système détient des prêts dont l'encours est supérieur à 5 millions de gourdes mais bénéficie de la plus forte proportion (85,4 %) du crédit octroyé, soit 52,5 milliards de gourdes. Comparativement à septembre 2013, le poids des emprunteurs de cette catégorie a reculé de 1,01 point de pourcentage de même que la part de crédit qui leur est allouée (1,27 point de pourcentage). Par ailleurs, à la majorité des emprunteurs (69,37 %) ont été attribués des prêts à plus faible encours (entre 75 et 250 mille gourdes) totalisant dans l'ensemble 2,6 milliards de gourdes, soit seulement 4,0 % du portefeuille de crédit global du système.

Comparativement à l'exercice antérieur, le nombre des emprunteurs au niveau de toutes les tranches de crédit a augmenté. Toutefois, la tranche 2,5-5 millions de gourdes a détenu, comme pour les exercices passés, le nombre le moins élevé d'emprunteurs (667), soit 2,6 % de l'ensemble tandis que les 1,422 emprunteurs (5,47 % du total des emprunteurs) de la catégorie 500 000 - 1 millions de gourdes ont reçu la plus faible part du portefeuille global de crédit, soit seulement 1,65 % (1 017,73 millions de gourdes).

¹⁷ Ce tableau porte sur les prêts dont l'encours global est supérieur à 75 000 gourdes. Il indique le taux de concentration par tranche d'emprunteurs pour la population considérée.¹⁷

Tableau 15. Répartition de l'encours des prêts par tranche

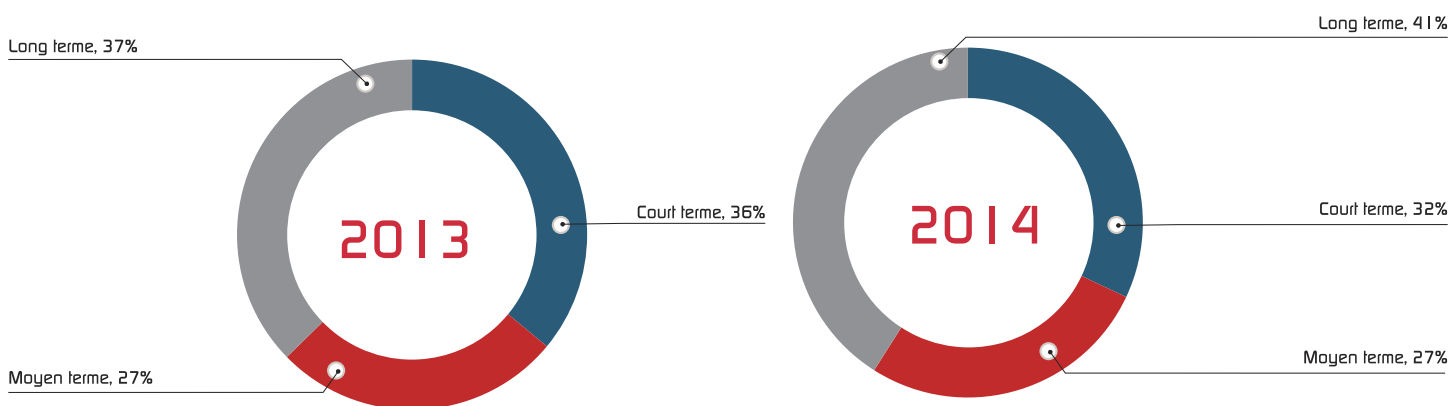
	Nombre d'emprunteurs	Nombre d'emprunteurs en %	Encours prêts en millions de gourdes	Encours des prêts en %
2014				
75 000 à 249 999	18021	69.37	2464.80	4.00
250 000 à 499 999	3047	11.73	1041.15	1.69
500 000 à 999 999	1422	5.47	1017.73	1.65
1 000 000 à 2 499 999	1448	5.57	2273.58	3.69
2 500 000 à 4 999 999	667	2.57	2378.06	3.86
5 000 000 ou plus	1374	5.29	52491.86	85.12
Total	25979	100.00	61667.18	100.00
2013				
75 000 à 249 999	13238	66.71	1820.15	3.25
250 000 à 499 999	2402	12.10	851.26	1.52
500 000 à 999 999	1150	5.80	827.21	1.48
1 000 000 à 2 499 999	1154	5.82	1831.02	3.27
2 500 000 à 4 999 999	649	3.27	2291.57	4.09
5 000 000 ou plus	1251	6.30	48391.15	86.39
Total	19844	100.00	56012.36	100.00
2012				
75 000 à 249 999	8584	61.42	1037.39	2.13
250 000 à 499 999	1381	9.88	478.50	0.98
500 000 à 999 999	1187	8.49	866.93	1.78
1 000 000 à 2 499 999	1149	8.22	1798.09	3.69
2 500 000 à 4 999 999	574	4.11	2022.33	4.15
5 000 000 ou plus	1102	7.88	42479.48	87.26
Total	13977	100.00	48682.72	100.00
2011				
75 000 à 249 999	7013	60.54	874.54	2.45
250 000 à 499 999	1262	10.89	437.30	1.23
500 000 à 999 999	954	8.23	692.78	1.94
1 000 000 à 2 499 999	970	8.37	1534.97	4.30
2 500 000 à 4 999 999	479	4.13	1704.02	4.77
5 000 000 ou plus	907	7.83	30448.45	85.31
Total	11585	100	35692.06	100
2010				
75 000 à 249 999	7246	62.48	886.939	3.27
250 000 à 499 999	1352	11.66	468.2678	1.72
500 000 à 999 999	924	7.97	652.6813	2.4
1 000 000 à 2 499 999	829	7.15	1337.9878	4.92
2 500 000 à 4 999 999	451	3.89	1578.0982	5.81
5 000 000 ou plus	795	6.85	22246.458	81.88
Total	11597	100	27170.43	100

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR ÉCHÉANCE¹⁸

Au 30 septembre 2014, des changements significatifs ont été constatés au niveau de la structure de maturité du crédit bancaire. En effet, par rapport au 30 septembre 2013, le poids des prêts à court terme a reculé de 4 points de pourcentage, passant de 36 % à 32 % dans l'encours total. Ceci a permis aux prêts à long terme de devenir majoritaires avec une proportion de 41 % dans le portefeuille de crédit global (contre 37 % en septembre 2013). Le poids des prêts à moyen terme est resté quasiment stable autour de 27 % avec une légère hausse de 48 points de base. Cette évolution des crédits de long terme a été le résultat des mesures prises par la BRH pour élargir l'accès des agents économiques haïtiens aux prêts hypothécaires notamment dans le cadre des programmes « Kay Pam » et le support aux infrastructures touristiques à travers la construction et la rénovation d'hôtels.

¹⁸ Court terme : prêts ayant une échéance initiale comprise entre 0 et 12 mois ; moyen terme : prêts ayant une échéance initiale comprise entre 13 et 48 mois ; long terme : prêts ayant une échéance initiale supérieure à 48 mois.



RÉPARTITION DU NOMBRE DE PRÊTS PAR EMPRUNTEUR

Par rapport au 30 septembre 2013, le nombre d'emprunteurs a connu une croissance (+31,3 %) plus rapide que le nombre de prêts octroyés (+8,1 %) dans le système bancaire. Cette tendance, observée depuis 2012, s'est expliquée par l'augmentation des comptes joints et les comptes en indivision dans le système. Aussi, a-t-on observé un léger repli du ratio «nombre de prêts/emprunteur» (4 au 30 septembre 2014 contre 5 au 30 septembre 2013).

Tableau 16. Répartition du nombre de prêts par emprunteur

	2014	2013	2012	2011	2010
Nombre de prêts	108989	100785	91310	76900	69772
Nombre d'emprunteurs	26134	19905	14061	11681	11734
Nombre de prêts/nombre d'emprunteurs	4	5	6	7	6

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

VII.5. PARTS DE MARCHÉ INDIVIDUELLES DANS LE SYSTÈME BANCAIRE HAÏTIEN

Par rapport au 30 septembre 2013, les trois (3) plus grandes banques du système, de par la taille de leur bilan, ont toutes perdu des parts de marché en termes d'actifs détenus. En effet, tout en conservant leurs places respectives, la Unibank (30,37 %), la Sogebank (26,76 %) et la BNC (22,97 %) ont concédé respectivement 12, 9 et 122 points de base sur le segment de l'actif. Ceci a le plus bénéficié à la Capital Bank (6,16 %; 4^{ème}) et à la Citibank (3,65 %; 5^{ème}) qui ont vu leurs parts progresser respectivement de 28 et 62 points de base. Cette dernière en a profité pour récupérer le cinquième rang perdu en 2013 au profit de la Scotiabank (3,04 %; 6^{ème}) dont les parts se sont repliées de 28 points de base. Par ailleurs, les autres banques du système ont continué à garder une position inchangée : Sogebel (2,9 %; 7^{ème}), BUH (2,56 %; 8^{ème}) et la BPH (1,58 %; 9^{ème}).

Tableau 17. Parts de marché et rang Actif total et portefeuille de prêts bruts

	Actif Total						Prêts Bruts					
	2014		2013		2012		2014		2013		2012	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Unibank	30.37	1	30.49	1	31.34	1	32.41	1	31.82	1	32.45	1
Sogebank	26.76	2	26.85	2	26.89	2	28.01	2	30.11	2	31.11	2
BNC	22.97	3	24.19	3	24.39	3	16.53	3	16.22	3	12.32	3
Capital Bank	6.16	4	5.88	4	5.53	4	7.82	4	7.5	4	7.79	4
Scotiabank	3.65	5	3.03	6	3.27	5	2.08	8	2.11	9	3.05	7
Citibank	3.04	6	3.32	5	2.9	6	3.21	7	3.62	6	4.25	5
Sogebel	2.91	7	2.4	7	2.53	7	4.66	5	4.1	5	4.07	6
BUH	2.56	8	2.3	8	1.92	8	3.3	6	2.27	7	2.7	8
BPH	1.58	9	1.54	9	1.23	9	1.98	9	2.25	8	2.26	9
	100		100		100		100		100		100	

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Deux changements de position ont été enregistrés sur le marché du crédit au 30 septembre 2014 : La BUH (3,3 %) a ravi la 6^{ème} place à la Scotiabank, gagnant ainsi deux rangs depuis septembre 2012 et la Citibank (2,08 %) est remontée à la 8^{ème} place au détriment de la BPH (1,98 %), classée cette année en 9^{ème} position. À l'instar du segment de l'actif, le marché du crédit est dominé au 30 septembre 2014 par la Unibank (32,41 %; 1^{ère}), la Sogebank (28,01 %; 2^{ème}) et la BNC (16,53 %; 3^{ème}). Avec des parts de marché en hausse respectivement de 32 et 56 points de base, la Capital Bank (7,82 %) et la Sogebel (4,66 %) occupent le 4^{ème} et le 5^{ème} rang sur ledit segment.

Sur le marché des dépôts totaux, les données ont montré un certain dynamisme des banques ayant une faible part de marché. En effet, les trois premières banques, en l'occurrence la Unibank (30,78%; 1^{ère}), la Sogebank (26,31 %; 2^{ème}) et la BNC (22,83 %; 3^{ème}), ont perdu respectivement 61, 23 et 116 points de base par rapport au 30 septembre 2013. La Citibank (3,52 %) et la Sogebel (2,6 %), avec des gains respectifs de 64 et 68 points de base, en ont profité pour reprendre respectivement la 5^{ème} et la 7^{ème} place aux dépens de la Scotiabank (3,18 %; 6^{ème}) et de la BUH (2,59 %; 8^{ème}). De leur côté, la Capital Bank (6,44 %) et la BPH (1,75 %) stagnent respectivement au 4^{ème} et au 9^{ème} rang, quoique leurs parts de marché aient augmenté de 43 et 16 points de base.

Tableau 18. Parts de marché et rang selon les dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU

	Dépôts totaux						Dépôts en dollars ÉU					
	2014		2013		2012		2014		2013		2012	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Unibank	30.78	1	31.39	1	31.65	1	34.21	1	36.68	1	32.43	1
Sogebank	26.31	2	26.54	2	26.29	2	27.15	2	28.35	2	24.70	3
BNC	22.83	3	23.99	3	24.94	3	17.12	3	15.42	3	26.41	2
Capital Bank	6.44	4	6.01	4	5.39	4	7.14	4	7.11	4	5.81	4
Citibank	3.52	5	2.88	6	3.23	5	3.75	5	3	5	3.21	5
Scotiabank	3.18	6	3.24	5	2.84	6	2.89	7	2.84	6	2.00	7
Sogebel	2.6	7	1.92	8	2.23	7	3.4	6	2.64	7	2.81	6
BUH	2.59	8	2.44	7	2.20	8	2.34	8	2.29	8	1.68	8
BPH	1.75	9	1.59	9	1.25	9	2.0	9	1.67	9	0.95	9
	100.00		100.00		100.00		100.00		100.00		100.00	

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Sur le segment des dépôts en dollars ÉU, la Sogebel (3,4 %), avec des parts en hausse de 76 points de base, a ravi la 6^{ème} place à la Scotiabank (2,9 %; 7^{ème}). À part cela, toutes les autres banques ont conservé la même place que celle de septembre 2013. Toutefois, les deux premières banques ont concédé des parts au niveau de ce marché : la Unibank (34,21 %; 1^{ère}) a perdu 2,47 points de pourcentage et la Sogebank (27,15 %; 2^{ème}) dont les parts ont reculé de 1,2 point de pourcentage. Il convient de souligner également la progression appréciable (+1,7 point de pourcentage) des parts détenues par la BNC (17,12 %; 3^{ème}) sur ce segment.

VII.6. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2014

VII.6. ACTIVITÉS BANCAIRES

ÉVOLUTION DU BILAN

La taille du bilan du système bancaire a atteint 194,50 MMG au 30 septembre 2014 après une croissance de 10,60 % (+18,56 MMG) par rapport au 30 septembre 2013 (175,93 MMG). A l'exception des Bons BRH qui ont reculé de 24,20 % (-1,43MMG), tous les autres postes d'actif ont augmenté. Ce sont respectivement : les Disponibilités (+9,20 %, 6,15 MMG), les Autres Placements (+7,60%; +2,30 MMG), le Portefeuille de crédit net (+9,70 %; +6,01 MMG), les Immobilisations (+15,40 % ; +0,83 MMG) et les Autres actifs (+17,40 %, 0,81 MMG). Le portefeuille de crédit net reste le poste d'actif productif le plus important avec un poids de 35 % (contre 35,10 % en 2013). Toutefois, son rythme de croissance (+9,7 %) a grandement reculé comparativement à celui de l'année dernière (+19,9 %).

Tableau 19. Bilan du système bancaire (en MMG)

	2014	2013	2012	2011	2010
Disponibilités	73,324.35	67,166.14	71,284.12	69,961.86	61,161.64
Bons BRH	4,508.55	5,944.99	6,269.46	6,327.92	9,249.06
Autres placements	36,734.96	30,551.97	30,318.72	29,666.56	28,488.08
Prêts nets	68,178.24	62,165.98	51,860.17	38,697.30	29,430.72
Immobilisations	6,250.54	5,415.18	4,948.84	4,365.83	4,435.86
Autres actifs	5,505.03	4,687.77	5,874.40	4,975.82	5,172.02
Actif total	194,501.67	175,932.03	170,555.71	153,995.30	137,937.39
Dépôts	157,549.12	145,645.95	146,838.10	135,549.00	119,252.74
Obligations à vue	7,342.63	5,696.75	5,030.18	4,318.10	4,026.26
Obligations à terme	10,490.43	7,407.27	4,772.74	2,342.25	3,380.85
Autres passifs	4,369.01	4,118.15	2,997.48	2,281.52	2,660.41
Passif total	179,751.19	162,868.12	159,638.50	144,490.87	129,320.27
Avoir des actionnaires	14,750.48	13,063.91	10,917.21	9,504.43	8,617.12
Passif et avoir des actionnaires	194,501.67	175,932.03	170,555.71	153,995.30	137,937.39

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Durant l'exercice 2013-2014, l'expansion de la taille du bilan a été financée par celle des dépôts totaux (+8,20 %; +11,90 MMG), des obligations à vue (+28,90 %; +1,64 MMG), des obligations à terme (+41,60%; +3,08 MMG), des autres passifs (+6,10 %; +0,25 MMG) et de l'avoir des actionnaires (+12,90 %; +1,68 MMG). Durant la même période, le volume des dépôts captés auprès de la clientèle a totalisé 157,54 MMG et a contribué au financement de l'actif à hauteur de 81 % au 30 septembre 2014. Par ailleurs, le total du passif, composé à hauteur de 87,60 % par les dépôts, a crû de 10,40 % (+16,88 MMG) par rapport au 30 septembre 2013 (162,86 MMG).

Tableau 20. Variation des principaux postes du bilan du système bancaire (en %)

	2014	2013	2012	2011	2010
Disponibilités	9.2	-5.8	1.9	14.4	48.9
Bons BRH	-24.2	-5.2	-0.9	-31.6	-3.2
Autres placements	20	0.8	2.2	4.1	74.6
Prêts nets	9.7	19.9	30.4	31.5	-11.7
Immobilisations	15.4	9.4	13.4	-1.6	8
Autres actifs	17.4	-20.2	18.1	-3.8	45.9
Actif total	10.6	3.2	10.8	11.6	27.8
Dépôts	8.2	-0.8	8.3	13.7	29
Obligations à vue	28.9	13.3	16.5	7.2	42.4
Obligations à terme	41.6	55.2	103.8	-30.7	-5.4
Autres passifs	6.1	37.4	31.4	-14.2	47.3
Passif total	10.4	2	10.5	11.7	28.5
Avoir des actionnaires	12.9	19.9	14.9	10.3	18.9
Passif et avoir des actionnaires	10.6	3.2	10.8	11.6	27.8

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

L'avoir des actionnaires du système, a connu une progression de 12,9 % (+1,68 MMG) par rapport à l'année antérieure où il a crû de 19,90 %. Son renforcement au cours de cet exercice résulte de l'accroissement du capital versé (+2,50 %; +0,15 MMG), de celui des réserves (+18,60 %; +0,45 MMG) et des bénéfices non répartis (+24,40 %; 1,10 MMG) en dépit de la baisse du surplus d'apport (-7,30 %; -0,16 MMG).

L'accroissement des fonds propres comptables (+12,9 %), plus soutenu que celui de l'actif total (+10,60 %) a conduit au renforcement de l'assise financière du système passant de 7,43 % en septembre 2013 à 7,58 % à la fin de l'exercice 2013-2014. Par ailleurs, le levier financier du système s'est établi à 13,62 % en 2014 contre 14,45 % en 2013.

Tableau 2 I. Part des postes du bilan du système bancaire (en %)

	2014	2013	2012	2011	2010
Disponibilités	37.7	38.2	41.8	45.4	44.3
Bons BRH	2.3	3.4	3.7	4.1	6.7
Autres placements	18.9	17.4	17.8	19.3	20.7
Prêts nets	35.1	35.3	30.4	25.1	21.3
Immobilisations	3.2	3.1	2.9	2.8	3.2
Autres actifs	2.8	2.7	3.4	3.2	3.7
Actif total	100.0	100	100	100	100
Dépôts	81.0	82.8	86.1	88	86.5
Obligations à vue	3.8	3.2	2.9	2.8	2.9
Obligations à terme	5.4	4.2	2.8	1.5	2.5
Autres passifs	2.2	2.3	1.8	1.5	1.9
Passif total	92.4	92.6	93.8	93.8	93.8
Avoir des actionnaires	7.6	7.4	6.4	6.2	6.2
Passif et avoir des actionnaires	100	100	100	100	100

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

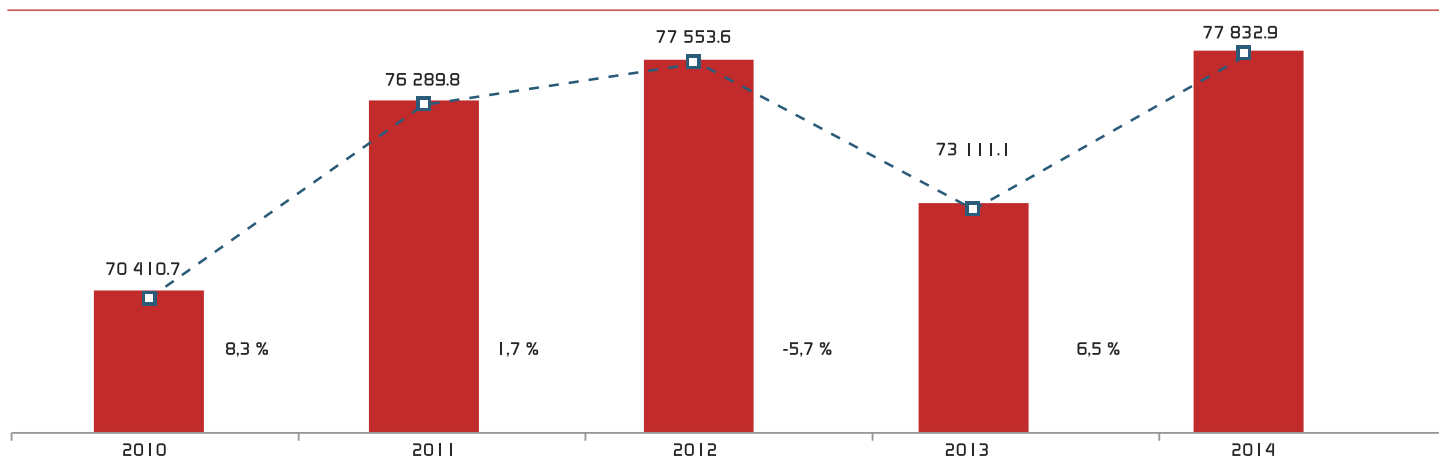
En ce qui concerne la composition de l'actif bancaire, les Disponibilités ont perdu en importance (-0,5 point de pourcentage) à l'instar des prêts nets (-0,2 point de pourcentage). En effet, au 30 septembre 2014, les Disponibilités ont représenté 37,7 % de l'actif contre 38,2 % au 30 septembre 2013 tandis que la part du portefeuille de crédit net dans l'actif total a été de 35,1 % en 2014 contre 35,3 % en 2013. Quant aux autres placements, leur poids relatif a connu une légère hausse (+1,5 point de pourcentage), passant de 17,4 % en 2013 pour s'établir à 16,9 % en 2014.

Les Immobilisations nettes ont progressé faiblement de 10 points de base dans la structure de l'actif pour s'établir à 3,2 % au 30 septembre 2014. Le poids des Autres actifs est passé de 2,7 % en 2013 à 2,8 % en 2014. S'agissant des placements en Bons BRH, leur part relative a également diminué de 1,1 point de pourcentage pour se porter à 2,3 % au 30 septembre 2014.

LIQUIDITÉS

Les liquidités du système bancaire ont augmenté durant l'exercice, s'établissant à 77 832,91 MG au 30 septembre 2014 contre 73 111,12 MG au 30 septembre 2013, soit une progression de 6,5 % (+4,72 MMG) contre une baisse de 5,7 % (-4,44 MMG) à la fin de 2013. Cette hausse des liquidités découle principalement de celle des Disponibilités (+9,2 % ; +6,15 MMG) en dépit de la baisse des Bons BRH (-24,2 % ; -1,43 MMG). Par ailleurs, la hausse des Disponibilités du système est essentiellement due à celle de l'Encaisse (+28,4 % ; +1,76 MMG), des Avoirs à la BRH (+5,9 % ; +3,05 MMG), des Avoirs à l'étranger (+16,6 % ; +1,03 MG) et de celles des Avoirs dans les banques locales (+43,7 % ; +0,50 MMG) considérant la baisse des Autres liquidités (-14,0 % ; -2,20 MG).

Graphique 30. Liquidités du système bancaire (en MG)



Au 30 septembre 2014, le poids des Disponibilités dans la composition des liquidités a augmenté par rapport au 30 septembre 2013 pour y représenter 94,21 %. Par contre, celui des Bons BRH s'est inscrit en baisse passant de 8,13 % en 2013 à 5,97 % à la fin de septembre 2014. Les Avoirs à la BRH, composante majoritaire des Disponibilités, ont représenté, à eux seuls, 71 % des liquidités. L'encaisse, deuxième composante des Disponibilités, a gagné en importance (+6,77 points de pourcentage), pour représenter 10,27 % des liquidités contre 3,5 % au 30 septembre 2013.

Tableau 22. Composition des liquidités du système bancaire

	2014		2013		2012	
	MG	%	MG	%	MG	%
Encaisse	7,997.28	10.27%	6,230.35	3.50%	5,061.57	3.50%
Avoirs à la BRH	55,151.41	70.86%	52,101.13	29.60%	54,214.41	29.60%
Avoirs à l'étranger	7,258.93	9.33%	6,223.83	3.50%	8,130.94	3.50%
Avoirs dans les banques locales	1,671.05	2.15%	1,162.87	0.70%	1,749.38	0.70%
Autres	1,245.65	1.60%	1,447.96	0.80%	2,127.82	0.80%
Disponibilités	73,324.32	94.21%	67,166.14	91.87%	71,284.12	91.92%
Bons BRH	4,508.55	5.79%	5,944.99	8.13%	6,269.46	8.08%
Liquidités	77,832.87	100.00%	73,111.13	100.00%	77,553.58	100.00%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Au 30 septembre 2014, les liquidités ont représenté 40 % de l'actif total du système contre 41,6 % en septembre 2013, soit un repli de 1,6 point de pourcentage. Cette contraction du ratio est due à l'accroissement plus important de l'actif total (+10,6 %) que celui des liquidités (+6,5 %).

Tableau 23. Liquidités du système bancaire en pourcentage de l'actif total

	2014	2013	2012	2011	2010
Disponibilités	37.7	38.2	41.8	45.4	44.3
Bons BRH	2.3	3.4	3.7	4.1	6.7
Liquidités	40	41.6	45.5	49.5	51.0

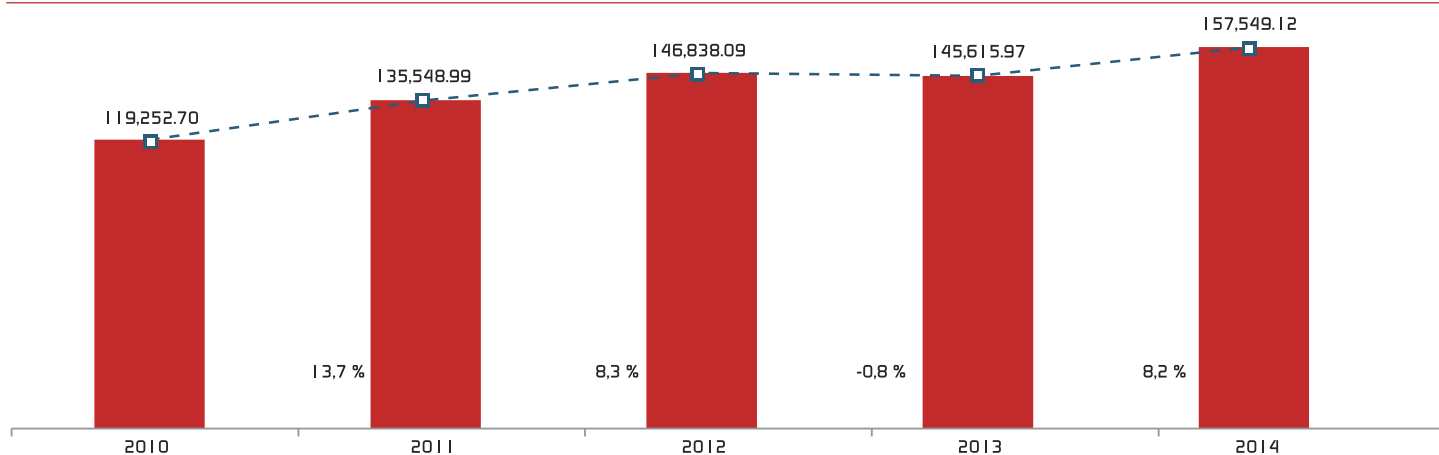
Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

VII.6.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

DÉPÔTS

Au terme de l'exercice, les dépôts totaux du système bancaire se sont élevés à 157,54 MMG contre 145,61 MMG au 30 septembre 2013, soit une hausse de 8,2 % (+11,90 MMG). Cette progression a constitué une forte accélération comparativement à la fin de l'exercice précédent où le volume des dépôts captés a régressé de 0,8 % en glissement annuel.

Graphique 31. Evolution des dépôts du système bancaire (en MMG)



Les dépôts à vue sont demeurés plus importants dans la composition des dépôts totaux et y ont représenté 48,14 % (+75,84 MMG) contre, respectivement, 35,07 % (+55,25 MMG) et 15,79 % (+26,45 MMG) pour les dépôts d'épargne et les dépôts à terme. Le poids des dépôts à vue dans la composition des dépôts totaux résulte du fait que ce type de dépôts est non seulement moins coûteux pour les banques mais aussi offre plus de facilités aux transactions des clients (utilisation de chéquier). Toutefois, durant l'exercice, le volume des dépôts à vue a progressé de 6,1 % (+4,38 MMG) contre des hausses respectives de 6,3 % (+3,20 MMG) et 19,2 % (+4,26 MMG) pour les deux autres composantes des dépôts totaux.

Tableau 24. Variation des dépôts du système bancaire

Catégorie	2014	2013	2012	2011	2010
Dépôts à vue	6.10%	-6.80%	12.00%	17.30%	57.90%
Dépôts d'épargne	6.30%	3.20%	5.00%	13.40%	20.90%
Dépôts à terme	19.20%	12.10%	3.60%	2.90%	-9.30%
Dépôts totaux	8.20%	-0.80%	8.30%	13.70%	29.00%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Le poids des dépôts à vue et des dépôts d'épargne dans le total des dépôts ont respectivement régressé de 0,71 et de 0,64 point de pourcentage pour s'établir à 48,14 % et 35,07 % alors que les dépôts à terme ont progressé de 1,55 point de pourcentage par rapport à la fin de l'exercice antérieur.

Tableau 25. Composition des dépôts du système bancaire

Catégorie	2014		2013		2012		2011		2010	
Dépôts à vue	75,847.9	48.1%	71,430.3	49.1%	76,669.2	52.2%	68,461.4	50.5%	58,360.1	48.9%
Dépôts d'épargne	55,250.8	35.1%	52,000.4	35.7%	50,385.4	34.3%	47,996.9	35.4%	42,333.5	35.5%
Dépôts à terme	26,450.4	16.8%	22,185.2	15.2%	19,783.5	13.5%	19,090.8	14.1%	18,559.1	15.6%
Dépôts totaux	157,549.1	100.0%	145,616.0	100.0%	146,838.1	100.0%	135,549.0	100.0%	119,252.7	100.0%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Au 30 septembre 2014, les dépôts en devises converties ont enregistré une hausse de 12,5 % (+10,03 MMG) pour totaliser 90,35 MMG. Leur poids dans les dépôts totaux s'est chiffré à 57,35 % contre 55,16 % au 30 septembre 2013, soit une hausse de 2,2 points de pourcentage. Cette progression du niveau de dollarisation des dépôts totaux a été une conséquence, d'une part, de la hausse de 8 % des dépôts en dollars américains et, d'autre part, de la dépréciation de 4,15 % de la gourde par rapport au dollar américain sur la période (45,5577 gourdes pour 1 dollar au 30 septembre 2014 contre 43,7429 gourdes pour un dollar au 30 septembre 2013). Cependant, les dépôts totaux en gourdes ont crû seulement de 2,9 % (+1,9 MMG).

Tableau 26. Évolution des dépôts en dollars EU et en MG convertis du système

Catégorie	2014				2013			
	Dépôts Dollars EU	Dépôts dollars EU convertis ^{a)}	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis/ Dépôts totaux	Dépôts Dollars EU	Dépôts dollars EU convertis ^{a)}	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis/ Dépôts totaux
Dépôts à vue	968.58	44,126.45	75,847.92	58.18%	885.34	38,727.27	71,430.32	54.22%
Dépôts d'épargne	651.14	29,664.63	55,250.78	53.69%	632.92	27,685.54	52,000.43	53.24%
Dépôts à terme	363.45	16,557.86	26,450.41	62.60%	317.89	13,905.22	22,185.22	62.68%
	1,983.18	90,348.94	157,549.11	57.35%	1,836.14	80,318.03	145,615.97	55.16%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

a) Taux de change: 45.5577 et 43.7429 gourdes pour un dollar EU aux 30 septembre 2014 et 2013 respectivement.

VII.6.3. EMPLOIS DU SYSTÈME ET ÉVOLUTION DES ACTIFS PRODUCTIFS

La part des ressources allouées à des emplois productifs a reculé par rapport à septembre 2013. En effet, le poids de l'actif productif dans l'actif total a connu un recul de 1,42 point de pourcentage pour se fixer à 58,86 % au 30 septembre 2014 alors qu'il s'est élevé à 60,28 % au 30 septembre 2013.

Les prêts nets, composant majoritairement les actifs productifs (59,56 % en 2014 contre 58,62 % en 2013), constituent le poste d'emploi le plus achalandé du secteur bancaire. Leur poids dans l'actif productif a été en légère augmentation (+0,94 point de pourcentage) par rapport au 30 septembre 2013, se situant au dessus de leur niveau d'avant le séisme du 12 janvier 2010 (soit 37,52 % en 2010). Toutefois, leur poids dans l'actif total a régressé pour afficher 35,1 % contre 35,30 % en 2013.

ACTIFS PRODUCTIFS

Au cours de l'exercice 2013-2014, le niveau du crédit octroyé par le système bancaire a continué son ascension mais avec un rythme de croissance déceléré. En effet, totalisant 69,68 MMG au 30 septembre 2014 (contre 63,27 MMG au 30 septembre 2013), le portefeuille de crédit brut a crû de 10,1 % (+6,42 MMG) par rapport à septembre 2013 où le taux de croissance était de 19,2 %. Antérieurement, en septembre 2012, le crédit brut avait augmenté de 32,5 %.

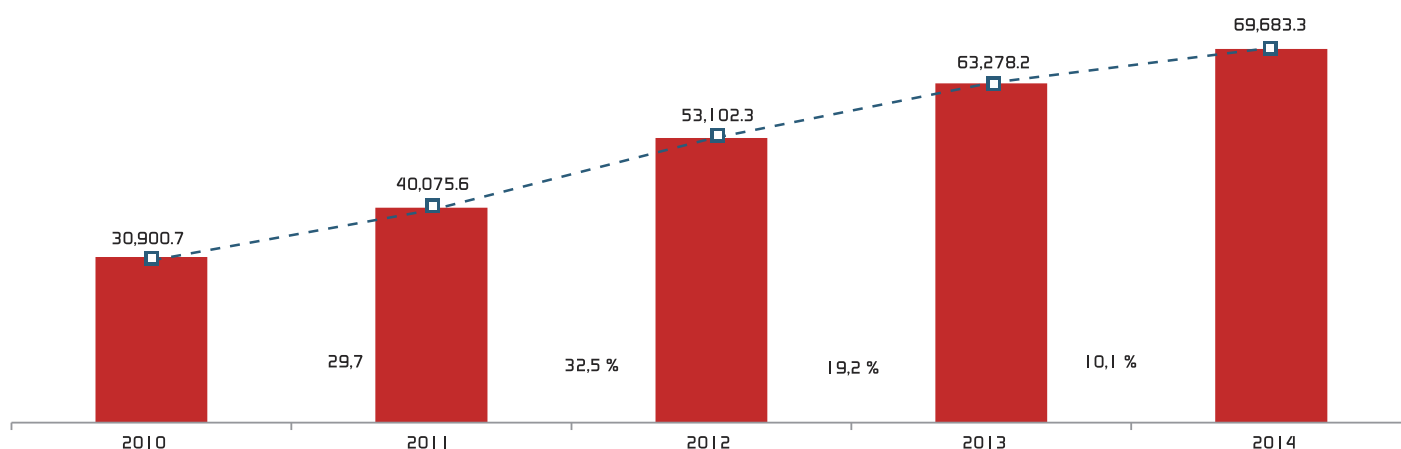
Tableau 27. Actifs productifs*

	2014	2013	2012	2011	2010
Actif productif/Actif total	60.28%	57.65%	57.16%	56.87%	61.49%
Prêt net en % d'actif total	35.3%	30.4%	25.1%	21.3%	30.9%
Prêt net en % d'actif productif	58.62%	52.74%	43.96%	37.52%	50.20%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

*Actifs productifs = Avoirs à l'étranger + Avoirs dans les banques locales + Prêts + Bons BRH + Autres placements

Parallèlement, le portefeuille de prêts nets a progressé de 9,7 % (+6 MMG) pour s'élever à 68,2 MMG au 30 septembre 2014. Son évolution a été attribuée davantage à l'accroissement de la composante en dollars (+19,2 % ; +5,76 MMG) qu'à celui de la composante en gourdes (+0,8 % ; +0,25 MG). Au 30 septembre 2014, le niveau de dollarisation du portefeuille de crédit net s'est renforcé de 4,2 points de pourcentage pour atteindre 52,4 % (contre 48,7 % en septembre 2013).

Graphique 32. Portefeuille de prêts bruts du système bancaire (en MG)

OPÉRATIONS SUR TITRES

Les opérations sur titres englobent les transactions du système bancaire se rapportant aux bons BRH, aux bons du trésor et aux placements.

BONS BRH

Les placements des banques en termes de bons BRH ont encore décliné de 24,2 % (-1,43 MMG) au cours de l'exercice 2013-2014 contre -5,2 % (-324,47 MG) en 2013. En effet, durant les cinq dernières années, le volume de ces placements a chuté de plus de moitié (-51 %, -4,74 MMG), passant de 9,24 MMG en septembre 2010 à 4,50 MMG en septembre 2014 avec une forte baisse en 2011 (31,6 %). Cette évolution des placements en bons BRH est associée, en grande partie, à l'acquisition par les banques de billets de trésorerie émis par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) au cours de l'exercice, lesquels ont constitué, pour ces dernières, des alternatives en termes de produits financiers. En effet, après leur mise en circulation au cours de l'exercice sous étude, les billets de trésorerie détenus par les banques du système ont totalisé 3,87 MMG au 30 septembre 2014.

AUTRES PLACEMENTS

Les Autres placements ont totalisé 32,85 MMG au 30 septembre 2014 après avoir enregistré une hausse de 7,6 % (+2,3 MMG) par rapport à son niveau en 2013 (30,55 MMG), confirmant une préférence des banques pour ces types de placements au détriment des bons BRH. Cette progression a résulté de l'accroissement de +14,7 % (+1,81 MMG) de leur composante en gourdes contre +2,7 % (+489,79 MG) pour les devises converties. Au 30 septembre 2014, les Autres placements sont dollarisés à hauteur de 56,89 % (contre 59,58 % en septembre 2013).

OPÉRATIONS DE CHANGE

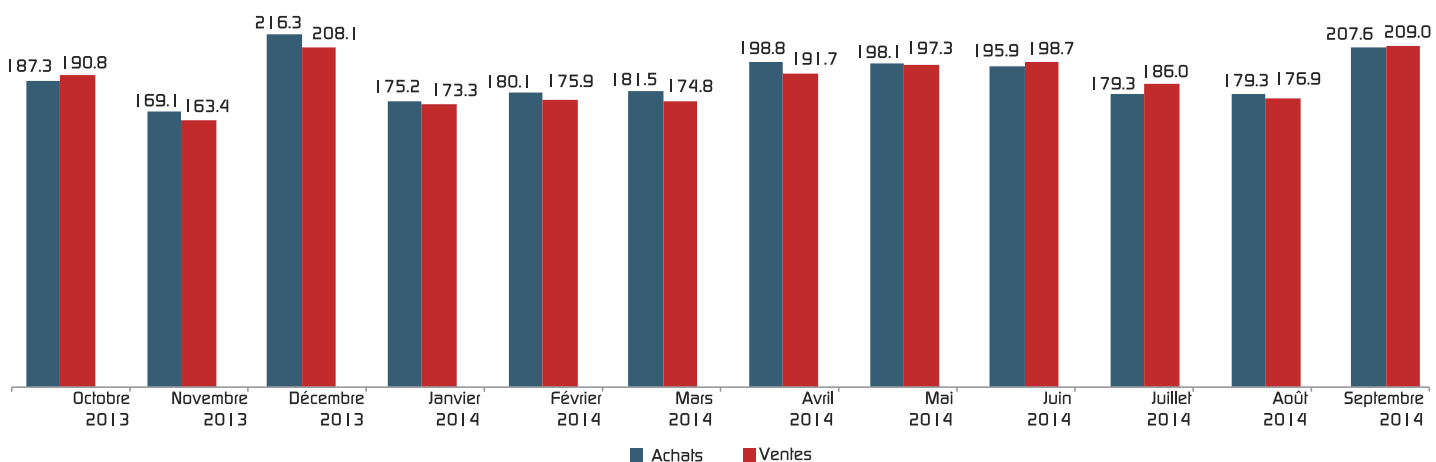
De manière générale, les établissements bancaires interviennent sur le marché des changes tant pour satisfaire les besoins de leurs clients que pour effectuer des transactions pour leur propre compte.

TRANSACTIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Au cours de l'exercice 2013-2014, les opérations de change du système bancaire ont connu un recul par rapport à celles de l'année précédente. Les achats de devises se sont repliés de 4,5 % (-106,86 millions de dollars ÉU) par rapport à septembre 2013 ainsi que les ventes en devises (-5,9 % ; -141,46 MD.ÉU). Ceci est lié aux différents facteurs qui ont affecté l'offre de devises dans l'économie notamment la baisse de flux des décaissements à la fois sous forme de dons publics et de prêts, lesquels ont reculé respectivement de 24,9 % et 7,13 %.

Les opérations de change avec la clientèle ont été plus intenses au mois de décembre 2013 où les achats ont atteint 216,32 millions de dollars et les ventes 208,14 millions de dollars ÉU. Ceci a été dû à l'augmentation saisonnière des transferts et à l'intensification des revenus distribués dans l'économie caractérisée par le paiement du boni au cours du dernier mois de l'année civile. Par ailleurs, sur l'ensemble de l'exercice, les achats ont totalisé 2 268,65 millions de dollars ÉU et les ventes 2 245,85 millions de dollars ÉU. Aussi, le solde cambiste s'est-il quelque peu amélioré (soit +22,8 millions en 2014 contre -11,8 millions de dollars ÉU en 2013).

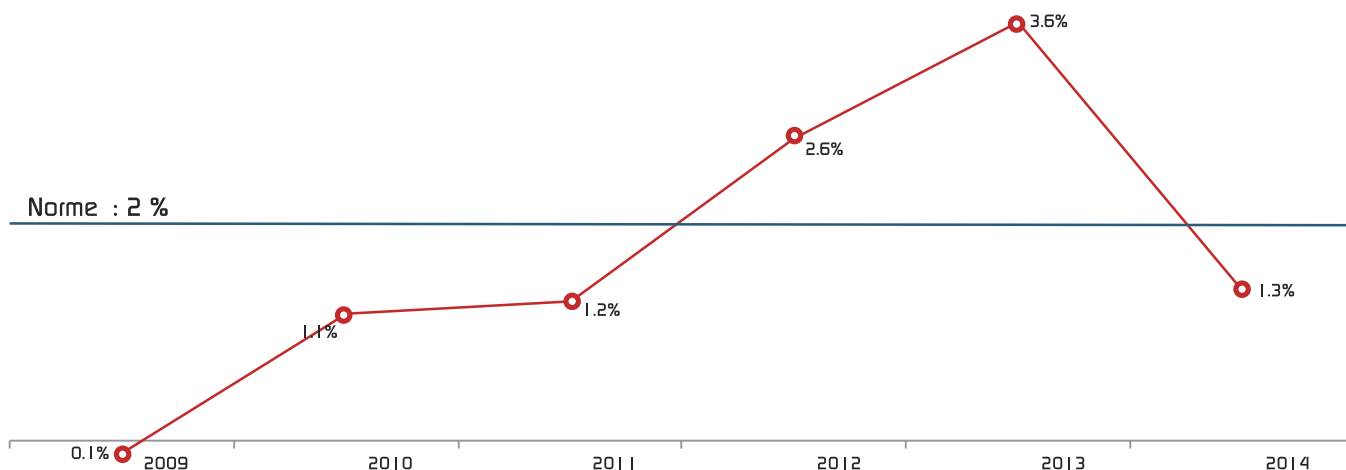
Graphique 33. Volume des achats et des ventes de devises (en millions de dollars ÉU)



TRANSACTIONS DES BANQUES POUR LEUR PROPRE COMPTE

Au terme de l'exercice 2013-2014, la position nette de change du système bancaire exprimée en pourcentage de ses fonds propres s'est inscrite à 1,3 % contre 3,6 % à la fin de l'année 2012-2013. Cette position a été conforme à l'exigence réglementaire de 2 % imposée par le régulateur en dépit de la signature de plusieurs contrats de swaps de devises entre la BRH et diverses banques du secteur, susceptibles d'amplifier la position nette de change de ces dernières.

Graphique 34. Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres



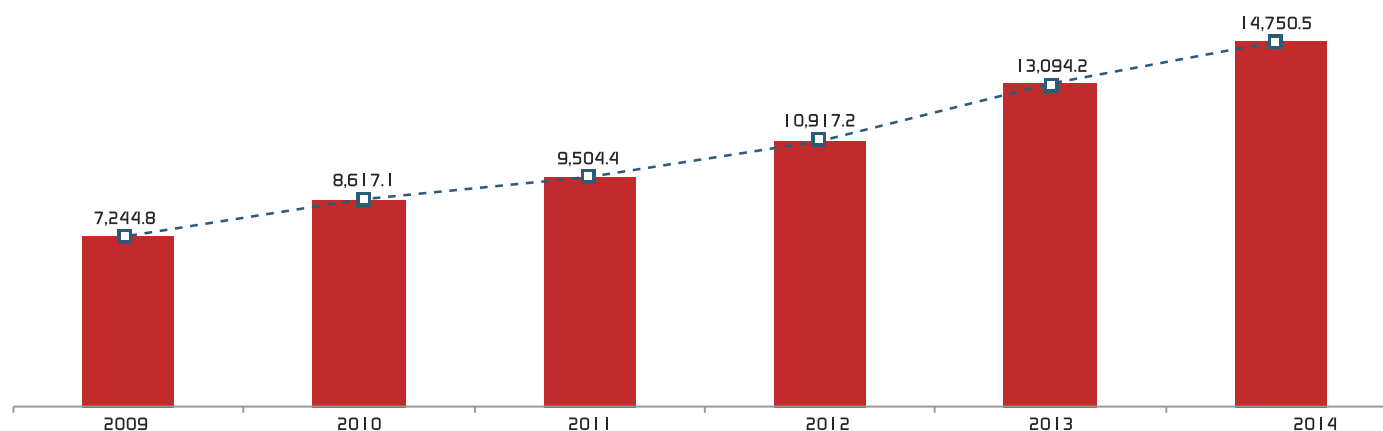
VII.6.4. STRUCTURE FINANCIERE ET QUALITÉ DE L'ACTIF

ASSISE FINANCIÈRE ET FONDS PROPRES

Au terme de l'exercice fiscal 2013-2014, les fonds propres comptables du système bancaire ont enregistré une croissance annuelle de 12,65 % (+1 656,27 MG) pour s'établir à 14 750,49 MG. Cette augmentation est essentiellement causée par la hausse des bénéfices non répartis (+24,4 % ; 1 102,22 MG) et des réserves (+18,6 % ; +452,96 MG).

Toutefois, le rythme de croissance annuelle des fonds propres s'est ralenti de 7,29 points de pourcentage comparativement à celui de l'exercice 2012-2013 où il était de 19,4 %. Par contre, en dépit de sa décélération, le taux de croissance des fonds propres est supérieur à celui de l'actif bancaire (+10,6 %). Conséquemment, le ratio Avoir des actionnaires/Actif total s'est renforcé de 16 points de base, pour s'établir à 7,58 % au 30 septembre 2014.

Graphique 35. Évolution des fonds propres du système bancaire (en MG)



Du point de vue réglementaire, la situation des fonds propres s'est aussi renforcée. En effet, passant de 17,32 % au 30 septembre 2013 à 17,77 % au 30 septembre 2014, le ratio fonds propres réglementaires sur actifs à risque du système bancaire, est situé nettement au-dessus du minimum de 12 % requis par la Circulaire 88 traitant de la suffisance des fonds propres des banques.

Tableau 28. Respect des normes de suffisance de fonds propres

	Fonds propres / actif à risque	
	2014	2013
Limite réglementaire*		Min: 12 %
Ratio du système bancaire	17.77%	17.32%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

*Constitue un instrument de mesure de la suffisance des fonds propres compte tenu du risque de contrepartie de chacun des éléments d'actif au bilan et des hors bilan.

QUALITÉ DE L'ACTIF

Quoique le taux d'improductifs du crédit bancaire ait connu une légère hausse de 57 points de base par rapport à la fin de septembre 2013, on peut dire que, globalement, le portefeuille de prêt du système jouit d'une bonne qualité avec un taux d'improductifs de 3 % au 30 septembre 2014 (contre 2,43 % au 30 septembre 2013). Cette légère hausse du taux d'improductifs résulte du fait que le volume des prêts improductifs a crû beaucoup plus vite (+35,5 %) que celui des prêts bruts (10,1 %) entre la fin de l'exercice 2012-2013 et celle de 2013-2014.

Tableau 29. Prêts improductifs du système bancaire (en MG)

	2014	Variation	2013	Variation	2012	Variation
Prêts improductifs bruts	2,087.9	35.5%	1,540.7	19.9%	1,285.1	-13.2%
Prêts bruts totaux	69,683.3	10.1%	63,278.2	19.2%	53,102.3	32.5%
Taux d'improductifs	3.0%		2.4%		2.4%	

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

L'analyse de la qualité du portefeuille de crédit bancaire (incluant les hors bilan) par catégorie a montré que les prêts commerciaux ont été relativement les plus déficients avec un taux d'improductifs de 5,9 % suite à une détérioration de 49 points de base par rapport à la fin de l'exercice antérieur. Cette catégorie est la seule responsable de la baisse de la qualité du portefeuille global du système bancaire au cours de l'exercice 2013-2104 comme indiquée dans le paragraphe précédent. En effet, les taux d'improductif des prêts à la consommation et au logement se sont améliorés pour atteindre respectivement 2,73 % (contre 3,5 % en 2013) et 5,9 % (contre 6,9 % en 2013).

Par ailleurs, tenant compte des crédits hors bilan et considérant le niveau de la concentration du portefeuille bancaire dans la catégorie des prêts commerciaux (79,11 % du portefeuille global, 85 % des improductifs totaux), il est de toute évidence que l'exposition du système au risque de crédit provient essentiellement des improductifs relatifs à cette catégorie.

Tableau 30. Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système en 2014

	Consommation	Logement	Commerciaux
Taux d'improductifs (en % du total des prêts de la catégorie)	5.89%	2.73%	5.89%
Poids dans le crédit bancaire total	12.88%	8.01%	79.11%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Face à la hausse des prêts improductifs bruts au cours de l'exercice, le système bancaire a augmenté son niveau de provisionnement de 35,32 % (+392,8 MG) pour atteindre 1 505,03 MG correspondant ainsi à un taux de couverture de 72,1 % des improductifs bruts au 30 septembre 2014. Ce taux de couverture était de 65,48 % au terme de l'exercice précédent.

Tableau 31. Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses (en MG)

	2014		2013		2012	
Provisions pour créances douteuses	1,505.03	35.32%	1,112.23	-10.46%	1,242.14	-9.88%
Prêts improductifs bruts	2,087.95	22.93%	1,698.48	32.17%	1,285.09	-13.19%
Taux de couverture	72.08%		65.48%		96.66%	

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Au cours de l'exercice, les provisions pour créances douteuses ont crû à un rythme plus soutenu que les prêts improductifs, soit 32,32 % contre 22,93 %. De ce fait, les improductifs nets ont baissé de 586,25 MG en septembre 2013 à 582,91 MG en septembre 2014. Par conséquent, vu que les fonds propres comptables ont augmenté (+12,65 %; +1 656,27 MG), le taux d'exposition des fonds propres comptables du système bancaire au risque de crédit a connu une baisse de 53 points de base, à 3,95 % (contre 4,48 % à la fin de septembre 2013) au 30 septembre 2014.

Tableau 32. Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres (en MG)

	2014	2013	2012	2011	2010
Prêts improductifs bruts	2,087.95	1,698.48	1,285.09	1,480.36	1,748.53
moins : provisions pour créances douteuses	1,505.03	1,112.23	1,242.14	1,378.29	1,470.00
Prêts improductifs nets	582.91	586.25	42.95	102.07	278.53
Fonds Propres Comptables	14,750.49	13,094.22	10,917.21	9,504.43	8,617.12
Proportion des prêts improductifs nets par rapport aux fonds propres	3.95%	4.48%	0.39%	1.07%	3.23%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

En ce qui a trait au risque de concentration du portefeuille de crédit par rapport aux apparentés, bien qu'il y ait eu une augmentation du taux d'exposition au cours de l'exercice, les banques sont conformes aux prescrits de la réglementation en vigueur. Le ratio prêts aux apparentés/fonds propres réglementaires est passé de 20,9 % en septembre 2013 à 24,06 % au terme de l'exercice. L'exigence réglementaire en matière de concentration des risques de crédit aux apparentés impose une limite cumulative maximale de 200 % au ratio exposition nette de crédit aux apparentés sur fonds propres réglementaires. Au 30 septembre 2014, les banques commerciales privées haïtiennes ont 30 % (26,2 % en 2013) de leurs fonds propres réglementaires exposés au risque lié aux apparentés; les succursales des banques étrangères suivent avec un taux d'exposition de 15,97 % (13,1 % l'année précédente); la banque d'épargne et de logement vient en troisième position avec un taux de 12 %. Les banques commerciales d'Etat ont été les moins exposées avec un taux de 2,8 % de leurs fonds propres au risque de crédit aux apparentés.

Tableau 33. Exposition des banques aux risques de crédit aux apparentés

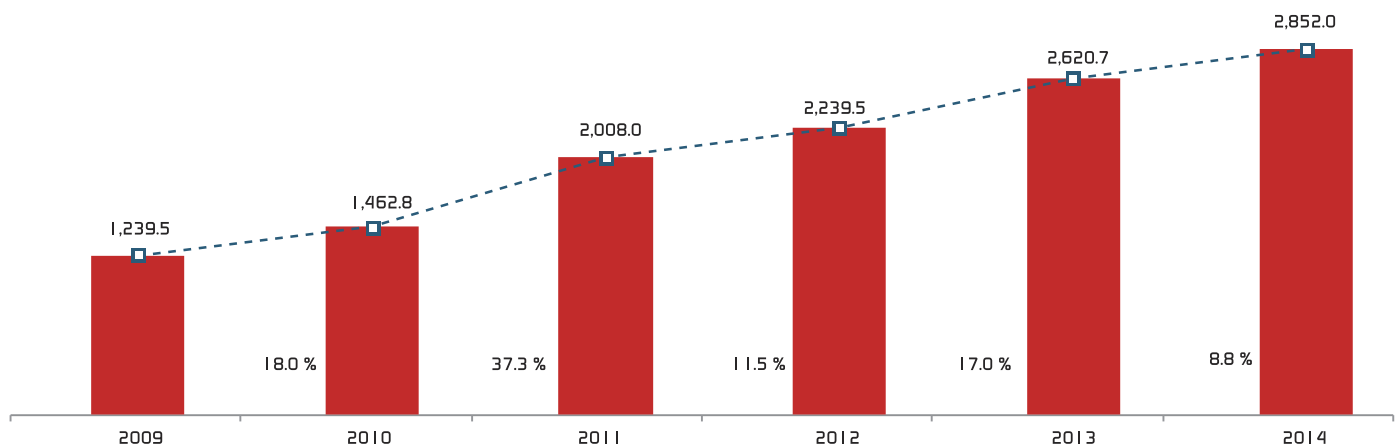
	Banques commerciales d'État	Banques commerciales Privées	Banques d'épargne et de logement	Succursales de banques étrangères	Système
Risques apparentés (MG)	66.88	3,167.42	54.40	119.65	3,408.36
Fonds propres réglementaires (MG)	2,409.54	10,553.37	451.56	749.00	14,163.46
Risques apparentés en % Fonds propres réglementaires	2.78%	30.0%	12.0%	15.97%	24.06%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

VII.6.5. RÉSULTATS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

Le système bancaire a engrangé un profit net de 2 852,03 MG pour l'exercice 2013-2014, soit une augmentation de 231,37 MG (+8,83 %) par rapport à celui de l'exercice antérieur. Toutefois, la croissance du profit bancaire a ralenti par rapport à l'exercice précédent où une progression de 17,2 % a été enregistrée.

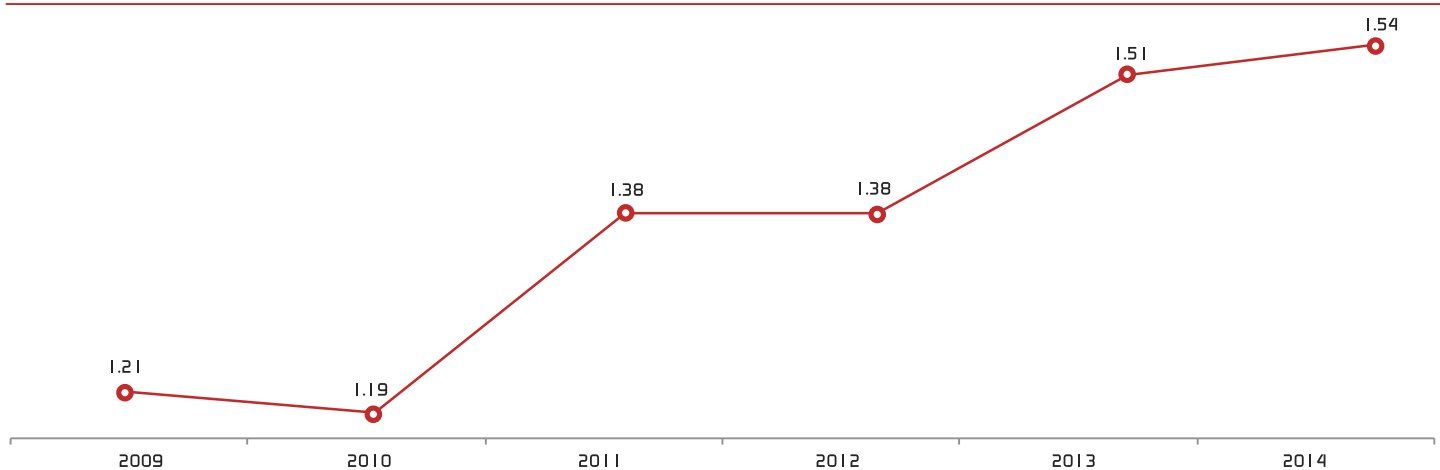
Graphique 36. Évolution du bénéfice net du système bancaire (en MG)



La croissance plus soutenue du produit net bancaire (+12,7 % ; +1 220,12 MG) que les dépenses d'exploitation (+11,6 % ; +725,72 MG), a été à la base de la hausse annuelle du profit net du système.

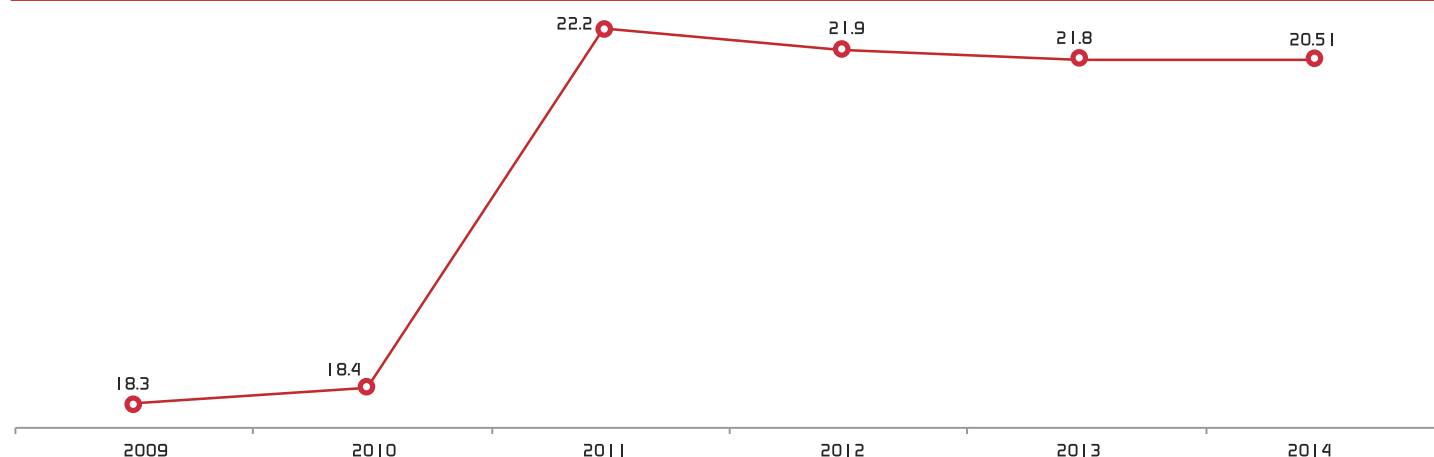
Par ailleurs, l'évolution positive de la situation bénéficiaire du système à un rythme plus accéléré que celle de 6,91 % de l'actif moyen au cours de l'exercice a conduit à une légère augmentation de 3 points de base du taux de rendement de l'actif (ROA), à 1,54 % à la fin de septembre 2014.

Graphique 37. Rendement de l'actif (ROA) (en %)



L'indicateur de rendement de l'avoir des actionnaires du système, le ROE, a perdu 1,32 point de pourcentage en glissement annuel pour s'établir à 20,51 % en 2014 (contre 21,83 % en 2013). La baisse du ROE s'est expliquée par le recul du levier financier moyen, passant de 14,43 à 13,3 au cours de l'exercice précédent, en raison de la plus forte hausse annuelle (+16 %) de l'avoir des actionnaires moyen comparativement à celle de 6,91 % de l'actif moyen bancaire pour la même période. Cette évolution a traduit la tendance à la consolidation de l'assise financière du système bancaire haïtien.

Graphique 38. Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) (en %)



REVENUS NETS D'INTÉRÊT

Comparativement à l'exercice antérieur, la part du revenu d'intérêt allouée à la rémunération des fonds captés a augmenté, en témoigne la baisse du ratio Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt passant de 92,96 % en septembre 2013 à 89,1 % en septembre 2014. Ceci est lié à la croissance plus soutenue (+79,8 %) des dépenses d'intérêt (663,8 MG) par rapport à celle de 15,8 % des revenus d'intérêt (6 068,54 MG).

Tableau 34. Revenus nets d'intérêt pour l'exercice terminé (en MG)

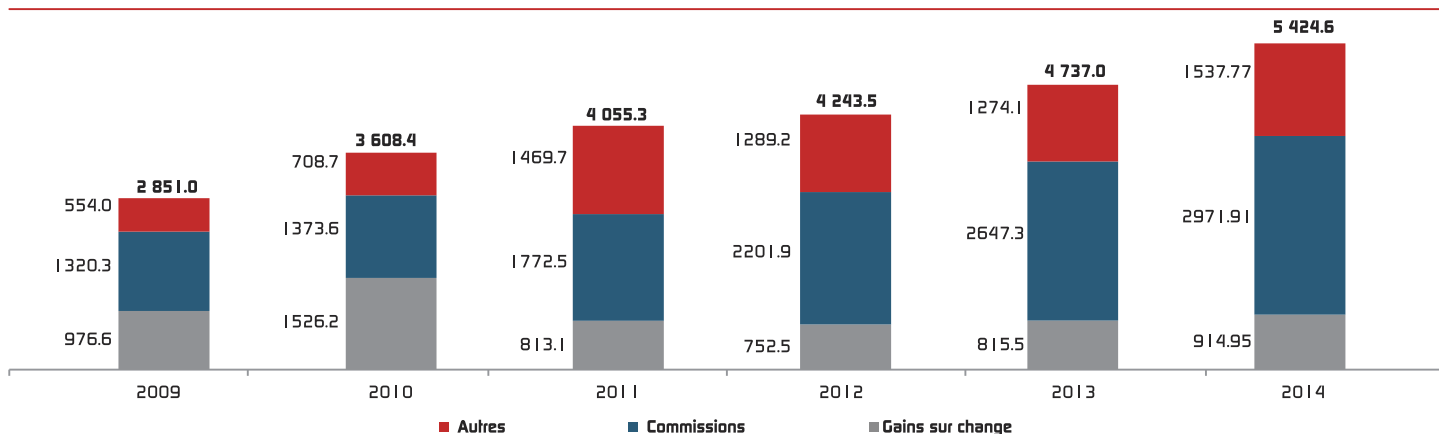
	2014	2013	2012	2011	2010
Revenus d'intérêt					
Prêts	5,289.54	4,489.01	3,760.15	3,248.82	3,346.23
Intérêts sur bons BRH	154.53	185.59	43.71	58.79	209.47
Autres	624.47	566.91	509.72	515.93	418.97
Dépenses d'intérêt	6,068.54	5,241.51	4,313.58	3,823.54	3,974.67
	663.79	369.21	326.19	330.54	500.33
Revenus nets d'intérêt	5,404.75	4,872.30	3,987.39	3,493.00	3,474.34
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt	89.06%	92.96%	92.44%	91.36%	87.41%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

AUTRES REVENUS

Les Autres revenus (5 424,62 MG) ont crû à un rythme annuel de 14,5 % plus élevé que celui de 11,6 % enregistré l'exercice antérieur. Ils ont représenté 47,2 % des revenus totaux générés par le système bancaire pour l'exercice (contre 47,5 % au 30 septembre 2013). Dans la structure de ces revenus, le poste « Commissions » (2 971,91 MG) a detenu la plus grande part, soit 54,8 %, et a crû de 12,3 %. Les postes « Gains sur change (914,45 MG) » et « Autres (1 537,77 MG) » ont respectivement augmenté de 12,2% et de 20,7%.

Graphique 39. Évolution des autres revenus (en MG)



PRODUIT NET BANCAIRE ET PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Suite à la croissance de 10,93 % des revenus d'intérêt et celle de 14,52 % des Autres Revenus, le Produit net bancaire a atteint 10 829,37 MG pour cet exercice, soit une croissance de 12,7 % (+1 223,12 MG) par rapport à l'exercice précédent. Les Autres revenus ont contribué à hauteur de 50,1 % (contre 49,3 % pour l'exercice dernier) dans la formation du produit net bancaire.

Comparativement à la fin de l'exercice précédent, la dotation à la provision pour créances douteuses a connu une forte augmentation relative de 52,87 % (+221,44 MG) à 640,3 MG pour l'exercice 2013-2014. En dépit de cette évolution de la dotation pour créances douteuses, les résultats avant dépenses d'exploitation, ont crû de 24,8 % pour atteindre 11 469,67 MG au terme de cet exercice fiscal (contre 17,23 % pour l'exercice antérieur).

Tableau 35. Produit net bancaire

	2014		2013		2012	
	MG	%	MG	%	MG	%
Revenus nets						
Revenus d'intérêt	5,404.75	49.9%	4,872.30	50.70%	3,987.39	48.44%
Autres revenus	5,424.62	50.1%	4,736.95	49.30%	4,243.48	51.56%
Produit net bancaire	10,829.37	100.0%	9,609.25	100.00%	8,230.87	100.00%
Dotation à la Provision pour créances douteuses	640.29		418.85		391.76	
Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts	11,469.67		9,190.40		7,839.10	

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Suite à une croissance annuelle de 11,6 % (+725,72 MG), les dépenses d'exploitation du système bancaire se sont établies à 6 977,26 MG au 30 septembre 2014. A l'intérieur de ce poste, les salaires et avantages sociaux (30 500,32 MG) ont augmenté de 12,7 %, les Autres dépenses d'exploitation (2 936,26 MG) ont crû de 8,5 %, les frais locaux (466,19 MG) de 21,3 % et les amortissements (524,49 MG) de 15,4 %.

Tableau 36. Coefficient d'exploitation

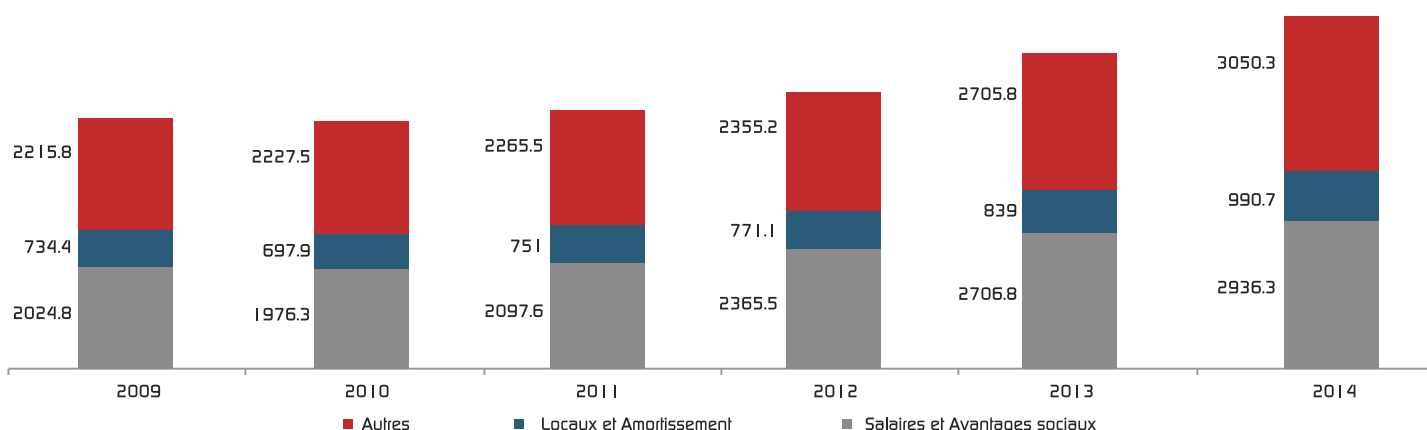
	2014	2013	2012	2011	2010
Coefficient brut d'exploitation (Dépenses d'exploitation/produit net bancaire)	64.43%	65.06%	66.72%	67.75%	69.21%
Ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus d'intérêts	86.98%	83.84%	78.55%	74.76%	81.09%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

En dépit de la hausse des dépenses d'exploitation, l'efficacité du système en termes de maîtrise des coûts d'exploitation par rapport aux revenus générés s'est légèrement améliorée en témoigne la baisse de 63 points de base du coefficient brut d'exploitation, passant de 65,1 % en 2013 à 64,43 % en 2014. La hausse plus rapide du produit net bancaire (+12,7 %) que celle des dépenses d'exploitation (+11,6 %) a été essentiellement à la base de l'amélioration de cet indicateur d'efficacité.

Par ailleurs, le ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus d'intérêt a gardé son rythme de croissance durant l'exercice en gagnant 3,14 points de pourcentage pour s'établir à 86,98 % en 2014.

Graphique 40. Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes (en MG)



TAUX DE RÉMUNÉRATION MOYENNE DES DÉPÔTS ET DE RENDEMENT MOYEN DES PRÊTS

La tendance à la hausse du taux de rémunération moyenne des dépôts amorcée au cours de l'exercice antérieur s'est maintenue durant cet exercice. En effet, le coût moyen des fonds a gagné 34 points de base pour s'établir à 0,85 % au 30 septembre 2014.

Tableau 37. Rémunération moyenne des dépôts (en MG et en %)

	Dépôts Moyens ^a	Depenses d'intérêt	Rémunération moyenne des dépôts	Variation (point)
2010	58192.01	500.33	0.86%	-0.05%
2011	63990.10	330.54	0.52%	-0.34%
2012	68628.26	326.19	0.23%	-0.29%
2013	72177.28	369.21	0.51%	0.28%
2014	77943.43	663.79	0.85%	0.34%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

^a Les dépôts moyens représentent la moyenne arithmétique des dépôts de fin et de début période. Les dépôts à vue ne sont pas considérés.

Parallèlement, la tendance baissière observée au niveau du rendement moyen des prêts depuis quelques années s'est renversée. Ce rendement est passé de 7,7 % au 30 septembre 2013 à 8 % au 30 septembre 2014. La reprise à la hausse a été associée à la croissance moins soutenue des prêts bruts moyens (+ 14,25 %) par rapport à celle des revenus d'intérêts (+ 17,83 %).

Tableau 38. Rendement moyen des prêts (en MG et en %)

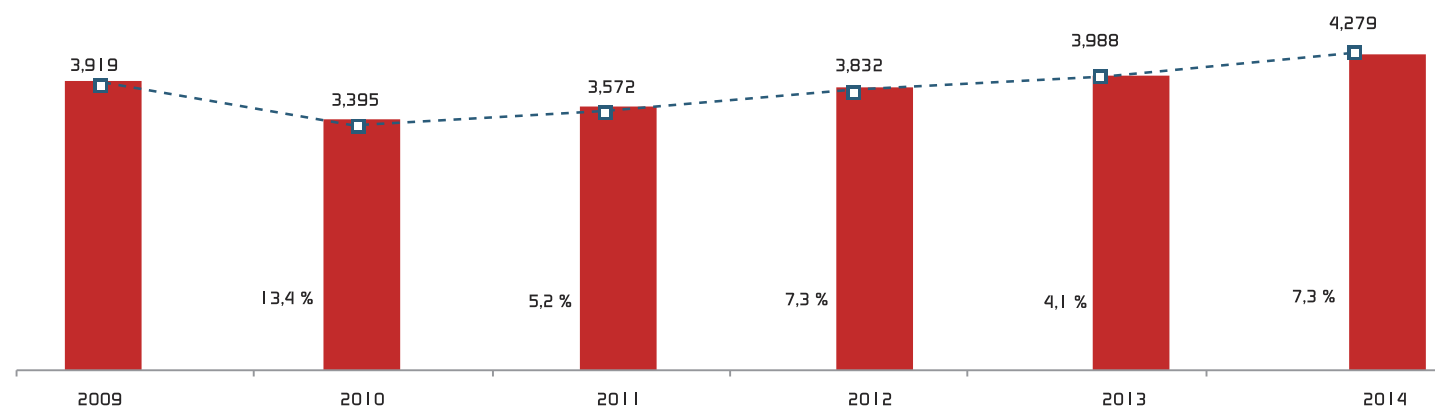
	Prêts bruts Moyens	Revenus d'intérêt sur prêts	Rendement moyen des prêts	Variation
2010	33,153.11	3,346.23	10.1%	-0.9
2011	35,488.15	3,248.82	9.2%	-0.9
2012	46,588.95	3,760.15	8.1%	-1
2013	58,190.26	4,489.01	7.7%	-1
2014	66,480.74	5,289.54	8.0%	0.3

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

EFFECTIF DES BANQUES ET PRODUCTIVITÉ

L'évolution à la hausse de l'emploi dans le secteur bancaire observée durant les trois dernières années a continué son cours durant cet exercice. Suite à une augmentation nette de 291 employés (contre 156 en 2013), l'effectif du système est passé de 3 988 en septembre 2013, à 4 279 une année plus tard.

Graphique 41. Évolution du nombre d'employés du système bancaire



Parallèlement à l'augmentation du nombre d'employés du système bancaire, certains ratios de productivité ont progressé au cours de l'exercice : le ratio prêts bruts/employé a crû de 2,63 % à 16,28 MG au 30 septembre 2014 ; celui de PNB/employé est passé de 2,41 MG à 2,53 MG au cours de la même période. Le ratio Bénéfice/employé a haussé de 1,43 % pour s'établir à 0,67 MG en fin de l'exercice. Quant aux ratios Actif/employé (45,45 MG) et Dépôts totaux/employé (36,82 MG), ils ont accusé respectivement une hausse de 4,22 % et de 0,84 %.

Tableau 39. Productivité par employé (en milliers de gourdes et en %)

	2014	Variation	2013	Variation	2012	Variation
Actif/employé ^a	45,454.94	4.22%	43,613.85	-2.01%	44,508.27	3.24%
Prêts bruts/employé	16,284.90	2.63%	15,867.15	14.5%	13,857.60	23.51%
Dépôts/employé	36,819.10	0.84%	36,513.53	-4.7%	38,318.92	0.98%
PNB/employé	2,530.80	5.03%	2,409.54	12.2%	2,147.93	1.64%
Bénéfice net/employé	666.52	1.43%	657.14	12.44%	584.41	1.39%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH
a) Nombre d'employés au 30 septembre uniquement.

VII.7. SURVEILLANCE DES BANQUES

VII.7.1. ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE

Dans le but d'évaluer, sur une base régulière, la solidité du système financier, la BRH a poursuivi ses activités de surveillance au sein du système bancaire et des autres institutions financières au cours de l'exercice 2013-2014, conformément aux modes de contrôle en vigueur : inspection sur place et contrôle sur pièces. Ainsi, elle a finalisé deux inspections générales à la Unibank et à la Citibank¹⁹. De même, la BRH a réalisé six (6) missions d'inspection ponctuelle sur le portefeuille de crédit au niveau des banques suivantes : Sogebank, Banque Nationale de Crédit, Scotiabank, Capital Bank, Sogebel, Banque Populaire Haïtienne.

S'agissant de la surveillance des activités de transferts et de change²⁰, la BRH a procédé à une mission d'inspection sur la problématique de la lutte contre le blanchiment des avoirs à la Unibank Moneygram. Pour ces deux catégories d'institutions (banques et maisons de transferts et de change), la BRH a tenu également des contrôles sur pièces²¹.

¹⁹ Les inspections générales ont été toutes accompagnées d'une mission axée sur la problématique de la lutte contre le blanchiment.

²⁰ La BRH produit des rapports hebdomadaires sur les frais de 1,50 dollar ÉU perçus sur les transferts internationaux et un rapport mensuel sur les chèques émis par les banques et les maisons de transfert pour la remise des frais de 1,50 dollar ÉU collectés pour le compte du Trésor Public.

²¹ Il s'agit d'un processus permettant de suivre de façon permanente l'évolution du système bancaire, à travers des rapports soumis par les banques, consiste à analyser l'évolution des ratios prudentiels et à déceler des facteurs de vulnérabilité. De même, il permet de formuler des interrogations qui permettront de planifier des entretiens avec les responsables d'un établissement et/ou diligenter un contrôle sur place communément appelé inspection ponctuelle.

Encadré

Assistance technique

La Direction de la Supervision continue d'offrir son assistance technique à la Banque Populaire Haïtienne dans la mise en place des procédures sur la problématique de la lutte contre le blanchiment des avoirs. Elle a aussi exercé son contrôle à la Banque de l'Union Haïtienne en vue de s'assurer du respect des normes prudentielles et de limiter les risques. En ce contexte, un séminaire de formation a été réalisé, du 4 au 7 février 2014, au bénéfice des cadres et employés de la BUH autour de la problématique du blanchiment d'argent.

La Direction de la supervision a également participé aux travaux de la commission chargée de la révision et de l'élaboration de circulaires (en cours) suite à la publication de la nouvelle loi sur les banques et autres institutions financières.

Des efforts se sont poursuivis, au cours de l'exercice 2013-2014, dans le cadre des efforts de la BRH pour maintenir l'efficacité, l'intégrité, la fiabilité des informations, la sécurité du système de paiements ainsi que la problématique de la lutte contre le blanchiment des avoirs. On peut citer, entre autres :

- la mise en place, le 14 janvier 2014, d'un comité de travail sur la profession d'agents de change ;
- des séances de travail avec les experts du Trésor Américain, Mme Aaron Fox, MM Douglas Randolph et Michael Looney, en vue d'élaborer la stratégie à mettre en place pour la régularisation de la situation des Agents de change ;
- l'organisation de deux journées de mobilisation, les 23 et 24 septembre 2014, avec la participation du Trésor américain représenté par Randolph Douglas, en vue de recevoir les inscriptions des Agents de change du système.

Production de rapports techniques

Les rapports d'inspection, les contrôles sur pièces et les états financiers des banques sont utilisés la BRH pour la production de rapports techniques et formulaires. Parmi ces derniers, il y a :

- les « Rapports statistiques et indicateurs financiers » produits sur une base trimestrielle et distribués à l'ensemble des décideurs du système financier ;
- ceux internes à la BRH et constituant des études analytiques des tendances observées tant au niveau du système bancaire en général et pour chaque entité le composant en particulier.

VII.7.2. AUTRES

PÉNALISATION

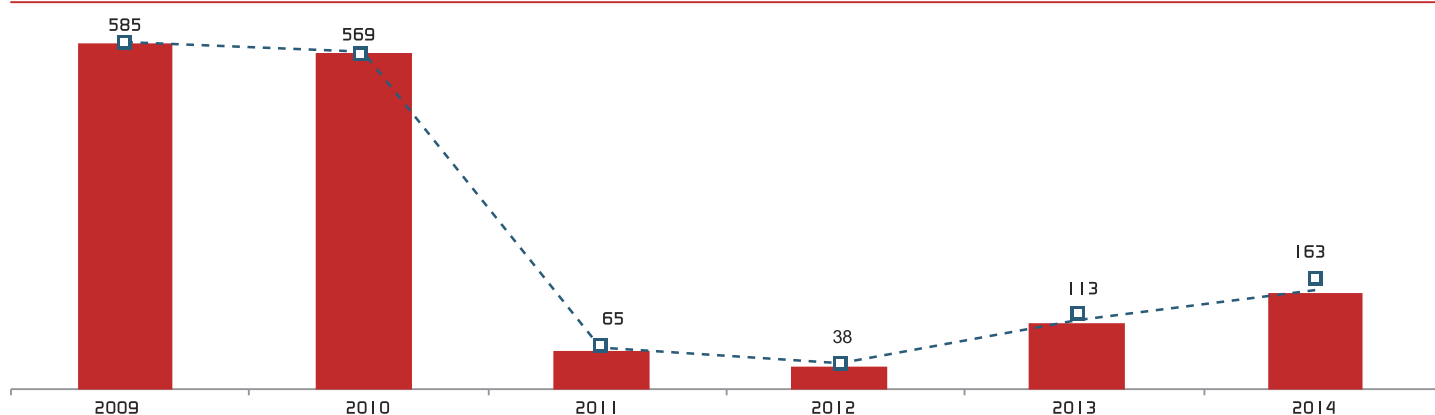
Les revenus de pénalités encourues par les banques commerciales du système bancaire se sont élevés à 696 841 gourdes pour l'exercice 2013-2014. Ces pénalités ont concerné :

- les dépassements de la limite de 2 % de la position nette de change ((43 341,05 gourdes) et;
- les retards dans la soumission des différents rapports à la Banque de la République d'Haïti (653 500,00 gourdes).

INTÉRÊTS PAYÉS²²

Les intérêts payés sur les bons BRH ont augmenté de 44,4 % par rapport à l'exercice précédent pour totaliser 162,6 millions de gourdes au 30 septembre 2014, soit une progression expliquée par la combinaison de l'augmentation des encours des bons BRH et des taux d'intérêt y afférents.

Graphique 42. Évolution des intérêts versés sur Bons BRH (en MG)



VII.8. FAITS MARQUANTS DU SYSTÈME BANCAIRE AU COURS DE L'EXERCICE 2013-2014

RÉGLEMENTATION

Au cours de l'exercice fiscal 2013-2014, la BRH a publié la Circulaire 105 du 28 novembre 2013 relative à la transmission d'informations sur les crédits octroyés aux clients des Institutions Financières au Bureau d'information sur le crédit (BIC).

De manière globale, le système financier a été performant et solide au cours de l'exercice 2013-2014 en dépit du ralentissement de rythme de progression des activités économiques au cours de l'exercice 2014. La taille du bilan des banques a enregistré un élargissement de 10,6 %. Parallèlement, avec l'augmentation des taux d'intérêt et une relative détérioration du climat d'affaires, le taux d'improductifs a atteint 3 %, ce qui a motivé les banques à relever leur niveau de provisionnement pour créances douteuses de plus de 35 %.

En termes de rendement, une croissance soutenue (12,7 %) du produit net bancaire été observée, permettant ainsi une progression du ROA de 3 points de base à 1,54 %. Toutefois, le ROE a baissé pour s'établir à 20,51 % en raison du recul du levier financier dû à l'augmentation plus importante de l'avoir des actionnaires par rapport à l'actif moyen du système. D'où une consolidation de l'assise financière.

S'agissant des concours à l'économie, l'émission de billets de trésorerie par le MEF a permis au système bancaire de contribuer au financement d'activités au niveau du secteur public. Compte tenu du resserrement des conditions monétaires, caractérisé par l'augmentation des taux directeurs et le relèvement des coefficients de réserves obligatoires, le crédit octroyé par les banques au secteur privé, a ralenti par rapport à l'exercice antérieur pour atteindre une croissance de près de 11 % contre 19,2 % un an plus tôt. Toutefois, une légère intensification de l'activité d'intermédiation des banques a été enregistrée tenant compte du ratio prêts/dépôts qui s'est amélioré de 78 points de base en 2014.

²² Un écart comptable peut exister entre le montant des intérêts sur Bons BRH calculés à la BRH et celui reporté par les banques dans leurs états financiers

Au niveau du passif, la baisse des flux de devises en provenance de l'aide publique externe et des prêts ainsi que le désengagement progressif de la MINUSTAH, a, quelque peu, atténué la progression des dépôts en dollars ÉU dans le système. En dépit de cette situation, les dépôts totaux (gourdes et dollars) au niveau des banques ont connu une progression de 8,2 %, ce qui représente une amélioration de 9 points de pourcentage par rapport à l'exercice fiscal précédent.

VIII. ACTIVITÉS GÉNÉRALES D'INSPECTION DES CAISSES POPULAIRES

L'activité du secteur des Coopératives d'Épargne et de Crédit (CEC) s'est encore intensifiée en 2014. À la fin de l'exercice, le volume des dépôts totaux captés a progressé de 12,44 % pour atteindre 3 553 milliards de gourdes (MG). Sur l'exercice fiscal 2013-2014, les activités d'intermédiation au niveau du secteur ont progressé. Le portefeuille de crédit octroyé en 2014 a atteint 3 045 MG en hausse de 6,3 %.

En dépit de l'augmentation (20 %) des frais d'exploitation, le bénéfice net du secteur des CEC a atteint plus de 233 MG, accusant ainsi une progression de 59,3 % par rapport à l'année précédente. Ce résultat découle de la hausse respective de 15,3 % et 10,4 % des Revenus nets d'intérêt et des Autres revenus conjuguée à la baisse de la Dotation à la Provision pour Créances Douteuses (10,5 %).

Sur la période sous étude, l'assise financière du système s'est renforcée, grâce à la croissance de l'avoir des membres (15,6 %) et celle de l'actif (2,7 %). En effet, les ratios «Avoir des membres en pourcentage de l'actif » et celui des « Dépôts en pourcentage de l'actif » ont gagné respectivement 1,05 et 1,10 point de base pour terminer l'exercice à 23,6 % et 62,85 %.

Par ailleurs, les ratios de rentabilité rendent aussi compte de l'amélioration de l'activité des Coopératives d'Épargne et de Crédit. Après avoir connu un ralentissement en 2013, le Rendement de l'actif (ROA) et le Rendement de l'avoir des membres (ROE) sont passés à 4,33 % et 17,47 % chacun, en hausse de 1,02 et 4,8 points de base.

Sur l'exercice 2013-2014, le secteur des CEC compte 720 745 membres, le sociétariat affichant ainsi une augmentation de 12,8 %. Parallèlement, les débiteurs, qui sont essentiellement des membres des coopératives d'épargne et de crédit, ont augmenté cette année, passant de 59 196 au 30 septembre 2013 à 61 090 à la même date en 2014.

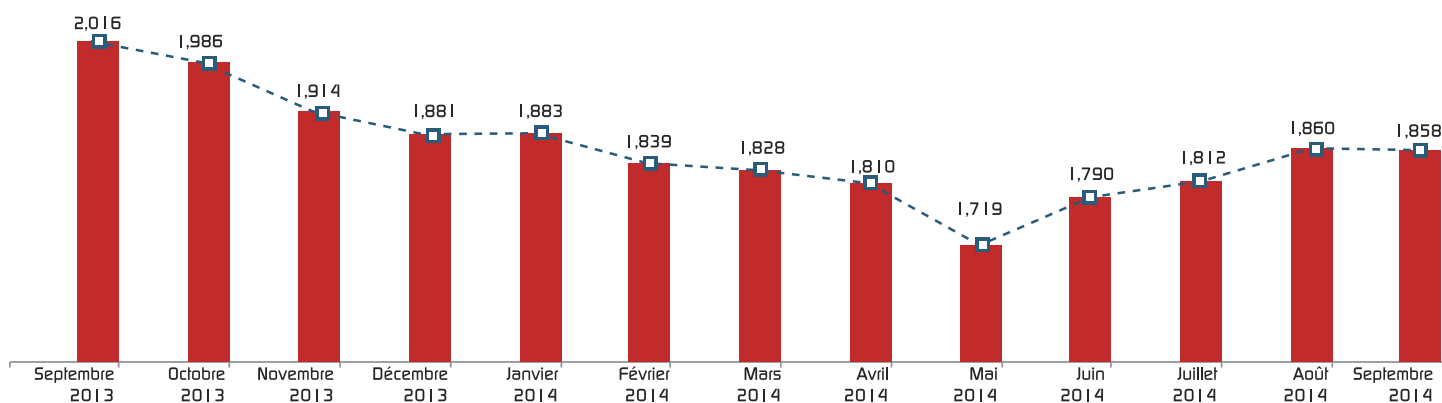
A la fin de l'exercice, le nombre des Coopératives d'Épargne et de Crédit est passé à 90. Cependant, il convient de faire remarquer que les 30 plus importantes représentent à elles seules pour la période sous-étude: 86 % de l'actif total, 84 % des dépôts et 89 % du portefeuille de crédit du secteur.

C – LA BRH EN 2014

IX. GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA BRH

Les avoirs extérieurs de la Banque de la République d'Haïti (BRH) ont enregistré un repli de 7,84 %, par rapport à leur niveau de l'année antérieure, pour s'établir à 1 858 millions de dollars ÉU au 30 septembre 2014. Cette baisse de 158 millions de dollars ÉU a été attribuable aux dépenses récurrentes de l'état, aux investissements publics et aux interventions de la BRH sur le marché des changes afin de contenir la dépréciation de la gourde vis-à-vis du dollar américain. Au cours de l'exercice 2014, la Banque Centrale est intervenue sur le marché des changes en vendant 33,2 millions de dollars ÉU afin de renforcer l'offre de devises.

Graphique 43. Évolution des réserves brutes de change (en millions de dollars EU)



En outre, la diminution des réserves brutes de change de la BRH a été moins importante du fait des acquisitions de devises qu'elle a effectuées sur le marché des changes, totalisant 12,75 millions de dollars ÉU, des décaissements de la communauté internationale qui ont atteint un niveau de 264,7 millions de dollars ÉU et des revenus d'intérêt sur les placements à court et moyen terme d'environ 75,9 millions de dollars ÉU.

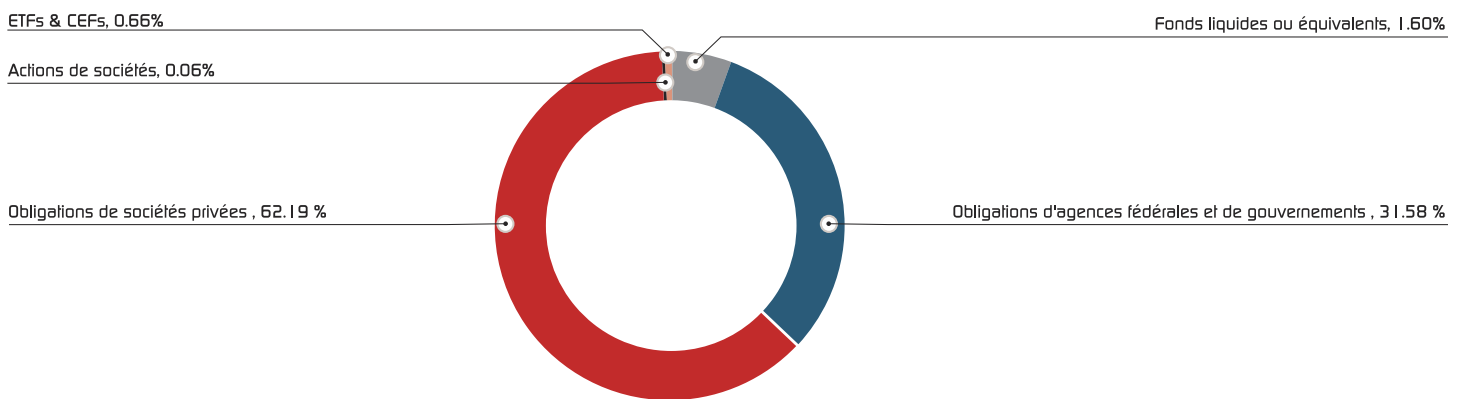
IX.1. COMPOSITION DES AVOIRS EXTÉRIEURS

Au 30 septembre 2014, les réserves internationales de la BRH étaient constituées principalement de titres de court et moyen terme, soit 82,13 %. Parallèlement, les placements sur le marché du loyer de l'argent au jour le jour²³ ont représenté 6,85 %, les fonds en attente de placement à l'étranger²⁴ : 1,76 % et le reste, soit 9,26 %, était constitué d'or et de DTS.

L'allocation du portefeuille de titres de la BRH au 30 septembre 2014 a été ainsi répartie :

- 31,58 % d'obligations d'agences fédérales et de gouvernements locaux des États-Unis contre 15,31 % en 2013 ;
- 62,19 % d'obligations de sociétés privées contre 83,09 % durant l'exercice 2012-2013 ;
- 5,50 % en fonds liquides ou équivalents, contre 1,60 % l'année dernière ;
- 0,66 % en ETFs & CEFs²⁵ ;
- 0,06 % en actions de sociétés.

Graphique 44. Composition du portefeuille de titres de la BRH



L'allocation du portefeuille de la BRH entre des titres à faible niveau de risque et de notation AAA²⁶ à A-, selon la notation de la firme S&P, a reflété essentiellement l'optique d'optimisation de la rentabilité sous les contraintes de faible niveau de risque et de disponibilité élevée imposées par le statut d'une banque centrale. Elle a été conforme aux termes des contrats de gestion convenus entre la BRH et ses gérants de portefeuille. En effet, cette année, ces derniers ont été autorisés à placer jusqu'à 75 % des fonds qui leur ont été confiés dans des titres émis par des sociétés privées, en raison de l'environnement de taux très bas maintenu dans le secteur gouvernemental.

IX.2. RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Le portefeuille de titres de la BRH a dégagé un rendement moyen de 3,29 % en 2014 alors qu'il avait généré 1,29 % au cours de l'exercice précédent. Ce taux de rendement a été inférieur à la performance du repère retenu par la BRH pour le portefeuille de titres, le Barclays Capital US Aggregate Bond Index, qui a affiché un rendement annuel de 3,96 % au 30 septembre 2014, soit 67 points de base de plus.

²³ repos market, ou repurchase agreement. Vente avec accord de rachat à terme

²⁴ Étant donné le délai lié au transport de billets à l'étranger

²⁵ Exchange-Traded Funds and Closed-end funds : fonds cotés en bourse et fonds de placement dont le nombre de titres émis ne varient pas au fil du temps

²⁶ Les obligations de classe BBB-, par Standard & Poor, sont des titres présentant les caractéristiques d'un placement à long terme de qualité moyenne inférieure. Celles de classe AAA présentent le plus haut degré de protection du capital et génèrent un rendement équitable.

RENDEMENT DES FONDS PLACÉS SUR LE MARCHÉ DU LOYER AU JOUR LE JOUR (REPOS)

Les flux nets de trésorerie disponibles sur les comptes de transaction de la BRH ont été investis à chaque fin de journée, puis les jours fériés, sur le marché monétaire. Ces fonds ont généré un rendement moyen de 0,025 % au cours de l'exercice 2014, tandis qu'ils avaient produit 0,072 % au cours de l'exercice antérieur.

X. MONNAIE FIDUCIAIRE ET MONNAIE SCRIPTURALE

X. I. BILLETS ET MONNAIE DIVISIONNAIRE

X. I. I. EMISSION, DESTRUCTION ET REMPLACEMENT DE LA MONNAIE

L'exercice fiscal 2013-2014 a été caractérisé par une nette amélioration au niveau de l'approvisionnement du stock de monnaie fiduciaire, due en grande partie à la livraison au début de l'exercice des billets de 20 gourdes. En effet, les autorités brésiliennes ont financé l'impression et la livraison des coupures de 20 gourdes. Ceci a été considéré comme de dons à l'Etat haïtien. De plus, la livraison des commandes placées auprès des fournisseurs a également augmenté le stock de billets en circulation.

Ainsi, au titre de l'émission monétaire, 21,9 millions de billets de banque ont été mis en circulation, soit une hausse de 26 %. Le stock des coupures de 20 gourdes a augmenté de 10 millions d'unités. Les stocks de billets de 100 gourdes, de 50 gourdes, de 1 000 gourdes mise en circulation ont également enregistré des taux de progression à deux chiffres, soit de 18 %, de 14 % et de 11 % respectivement.

Les billets de banque détruits ont augmenté de manière significative passant de 55,12 millions d'unités en 2013 à 76 millions d'unités au cours de l'exercice sous étude, soit une hausse de plus de 37 %. Les grosses coupures ont le plus contribué à cette situation (billets de 250 gourdes, (95 %); billets de 500 gourdes, (88 %) et billets de 1 000 gourdes, (61 %)) et à un degré moindre, les billets de 100 et 50 gourdes. Les billets de banque mis en circulation au titre de remplacement des billets mutilés détruits ont connu une croissance de 62 % par rapport à l'exercice précédent. La disponibilité des différentes dénominations en quantités suffisantes au cours de la période, a expliqué en grande partie cette évolution.

Les opérations de destruction et de remplacement de billets réalisées au cours de l'exercice, se sont soldées par une augmentation en volume de 18 % de l'encours de billets par rapport à l'exercice précédent, passant de 160 440 à 189 707 unités en circulation. Parallèlement, une progression en valeur de 19 % a été observée, passant de 25,3 à 30,1 milliards de gourdes.

Tableau 40. Destruction, remplacement et émission de monnaie

Coupure (en milliers d'unités) Billets gourdes	Destruction	%	Remplacement	%	Emission	%
1	20	0%	-	-	-	-
2	-	-	-	-	-	-
5	2	0%	-	-	-	-
10	10 231	13%	11 003	13%	0	0%
20	3 844	5%	30 007	35%	10 000	46%
25	17 568	23%	12 083	14%	0	0%
50	11 934	16%	8 002	9%	3 000	14%
100	19 985	26%	14 483	17%	4 000	18%
250	5 847	8%	2 641	3%	1 200	5%
500	4 303	6%	1 400	2%	1 400	6%
1 000	2 269	3%	5 501	6%	2 300	11%
Total billets	76 003	100%	85 120	100%	21 900	100%
Pièces						
0,05	-	-	-	-	-	-
0,10	-	-	-	-	-	-
0,20	-	-	802	4%	-	-
0,50	-	-	1 547	8%	-	-
1	-	-	7 737	42%	-	-
5	-	-	8 176	45%	-	-
Total pièces			18 262	100%	-	-

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.1.2. CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS STRICT

En 2014, le rythme de croissance de la monnaie en circulation au sens strict s'est accéléré, passant de 7,4 % en 2013 à 15,6 % un an plus tard. En valeur, les billets et les pièces de monnaie en dehors de la BRH et des coffres-forts des banques commerciales ont totalisé 26,7 milliards de gourdes, soit une hausse de 15,58 % par rapport à l'exercice précédent.

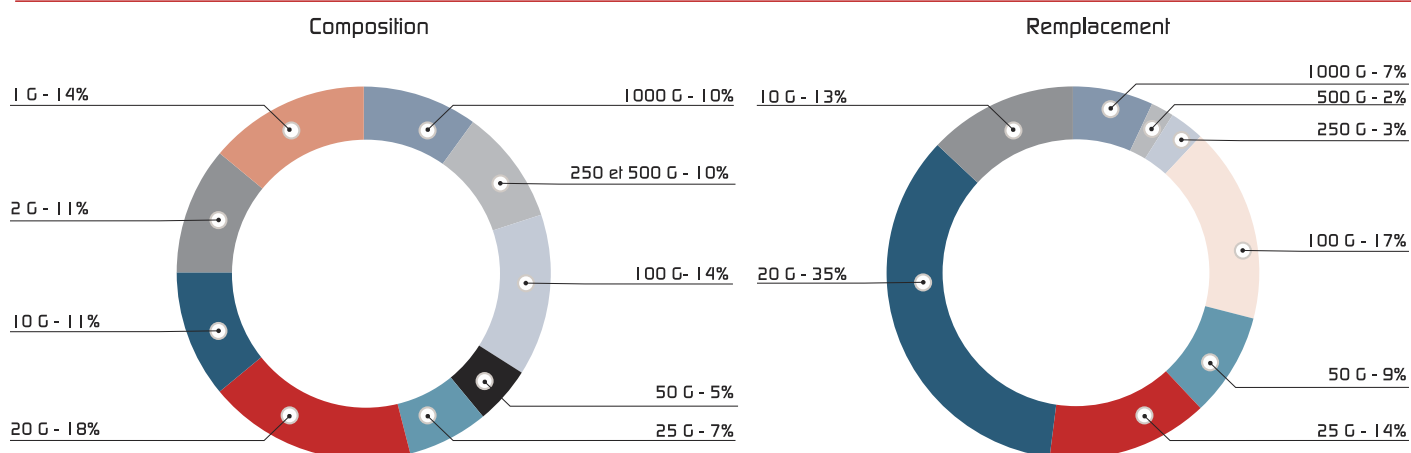
X.1.3. CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS LARGE

La valeur globale des billets de banque et pièces de monnaie en circulation en dehors de la BRH est passée de 20,3 milliards de gourdes en 2013 à 30,1 milliards de gourdes en 2014, soit une augmentation de 6,8%.

X.1.4. COMPOSITION DE L'ENCOURS DES BILLETS

L'importance relative des coupures est répartie dans un intervalle allant de 5 % à 35 % de l'encours des billets. Les billets de 20 gourdes ont constitué la plus grande part, suite à la forte augmentation de leur disponibilité dans l'économie.

Graphique 45. Composition de l'encours et remplacement de billets en 2014



X.1.5. BILLETS CONTREFAITS RETENUS AUX GUICHETS DE LA BRH

Le nombre de faux billets de gourdes saisis en 2014, au niveau des intermédiaires financiers monétaires, s'est élevé à 1 566 unités contre 901 pour l'exercice fiscal antérieur. Par contre, une évolution contraire a été observée pour ceux libellés en dollars, lesquels ont connu une baisse de 327 unités par rapport à l'année précédente.

Les coupures de 1000 gourdes ont été privilégiées par les faussaires, soit 72 % du total alors que celles de 100 dollars ÉU ont représenté 92 % du total des billets contrefaits selon les statistiques collectées.

Tableau 41. Faux billets en dollars ÉU retenus au Service des Guichets en 2014

	5	10	20	50	100	Total
Octobre-2013					4	4
Novembre-2013					2	2
Décembre-2013		1	1		5	7
Janvier-2014			1		13	14
Février-2014					8	8
Mars-2014			1		4	5
Avril-2014					4	4
Mai-2014		1		1	103	105
Juin-2014	1		4	2	35	42
Juillet-2014				2	1	3
Août-2014					3	3
Septembre-2014					1	1
Total	1	2	7	5	183	198

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 42. Faux billets en gourdes retenus au Service des Guichets en 2014

	10	20	25	50	100	250	500	1000	Total
Octobre-2013					1	9	3	37	50
Novembre-2013						4	1	12	17
Décembre-2013					4	7	4	26	41
Janvier-2014			1		4	88	4	176	273
Février-2014			3		7	14	4	16	44
Mars-2014			1		3	6	5	28	43
Avril-2014					8	2	1	11	22
Mai-2014						1	2	417	420
Juin-2014			3		19	21	16	322	381
Juillet-2014			1		4	153	9	19	186
Août-2014					4	4	6	8	22
Septembre-2014	1				7	3	4	52	67
Total	1	0	9	0	61	312	59	1124	1566

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.2. CHÈQUES

X.2.1. OPÉRATIONS DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

Au cours de l'exercice fiscal 2014, le nombre de chèques libellés en gourdes compensés par la BRH s'est élevé à 2 466 604 unités dont 99,6 % ont été traités électroniquement et 0,4 % manuellement. Le solde final de la compensation en gourdes s'est établi à 229,6 milliards de gourdes de gourdes. Une augmentation du volume des chèques de 4,1 %, jointe à un accroissement en valeur des opérations, a été enregistrée par rapport à l'exercice antérieur.

Le nombre de chèques libellés en dollars ÉU compensés par la BRH a été 643 144 unités dont 99,3 % en système électronique et 0,7 % en manuel pour un montant de 2 762,1 millions de dollars. Le solde final de la compensation consolidée en dollars a atteint un montant de 2 762,1 millions contre 2 607,4 millions l'année précédente. En termes de frais, la BRH a prélevé sur les chèques compensés 2 466,6 milliers de gourdes et 643,1 milliers de dollars ÉU.

Tableau 43. Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par le système bancaire en 2014

	Chèques présentés			Chèques reçus			Frais prélevés en Gourdes
	Electronique	Manuel	Total	Electronique	Manuel	Total	
Banque de la République d'Haïti (BRH)	161,342	1,196	162,538	1,116,537	1,394	1,117,931	1,117,931.0
Banque Nationale de Crédit (BNC)	676,321	3,270	679,591	217,455	2,195	219,650	219,650.0
Sogebank	508,035	3,357	511,392	370,952	1,703	372,655	372,655.0
Banque Populaire Haïtienne (BPH)	110,329	186	110,515	29,565	69	29,634	29,634.0
Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	54,331	20	54,351	49,778	447	50,225	50,225.0
Soctiabank	62,545	65	62,610	70,199	98	70,297	70,297.0
Citibank	49,972	60	50,032	34,333	320	34,653	34,653.0
Capital Bank	211,337	345	211,682	167,333	1,218	168,551	168,551.0
Sogebel	28,571	657	29,228	37,004	359	37,363	37,363.0
Unibank	594,289	376	594,665	363,916	1,729	365,645	365,645.0
TOTAL	2,457,072	9,532	2,466,604	2,457,072	9,532	2,466,604	2,466,604.0

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 44. Nombre de chèques en dollars EU présentés et reçus par le système bancaire en 2014

	Chèques présentés			Chèques reçus			Frais prélevés en dollars
	Electronique	Manuel	Total	Electronique	Manuel	Total	
Banque de la République d'Haïti (BRH)	2617	38	2655	8723	19	8742	8,742.0
Banque Nationale de Crédit (BNC)	38268	1379	39647	59773	420	60193	60,193.0
Sogebank	191469	1577	193046	174750	1522	176272	176,272.0
Banque Populaire Haïtienne (BPH)	15332	96	15428	16722	43	16765	16,765.0
Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	28027	4	28031	21314	187	21501	21,501.0
Sociabank	24243	50	24293	43946	72	44018	44,018.0
Citibank	22522	128	22650	18323	125	18448	18,448.0
Capital Bank	91329	455	91784	93432	749	94181	94,181.0
Sogebel	13335	339	13674	20538	201	20739	20,739.0
Unibank	211713	223	211936	181334	951	182285	182,285.0
TOTAL	638855	4289	643144	638855	4289	643144	643,144.0

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 45. Résultat de la compensation manuelle et électronique par banque en gourdes en 2014

	Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
Banque de la République d'Haïti (BRH)	37,489,320,310.23	53,516,720,511.14		16,027,400,200.91
Banque Nationale de Crédit (BNC)	34,050,122,267.76	23,674,522,785.87	10,375,599,481.99	
Sogebank	59,009,504,887.84	31,645,486,179.39	27,364,018,708.45	
Banque Populaire Haïtienne (BPH)	5,667,595,981.95	5,197,314,338.91	470,281,642.94	
Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	8,639,912,283.30	4,354,979,310.69	4,284,932,972.61	
Sociabank	5,386,978,234.76	5,604,261,740.10		217,283,505.34
Citibank	10,489,904,471.25	22,604,679,059.28		12,114,774,588.03
Capital Bank	16,712,702,594.63	20,830,114,535.66		4117411941.03
Sogebel	1,391,752,670.81	2,284,204,510.43		892,451,839.62
Unibank	50,757,559,384.50	59,883,070,115.56		9,125,510,731.06
TOTAL	229,595,353,087.03	229,595,353,087.03	42,494,832,805.99	42,494,832,805.99

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 46. Résultat de la Compensation manuelle et électronique par mois en gourdes en 2014

	Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
Octobre-2013	18,505,775,511.40	18,505,775,511.40	3,408,320,711.76	3,408,320,711.76
Novembre-2013	16,592,049,719.60	16,592,049,719.60	3,842,214,842.61	3,842,214,842.61
Décembre-2013	34,849,027,927.83	34,849,027,927.83	6,971,376,071.57	6,971,376,071.57
Janvier-2014	19,093,704,580.30	1,093,704,580.30	4,336,795,394.97	4,336,795,394.97
Février-2014	17,117,632,077.88	17,117,632,077.88	2,882,349,212.26	2,882,349,212.26
Mars-2014	17,131,254,611.85	17,131,254,611.85	3,510,963,658.84	3,510,963,658.84
Avril-2014	17,280,037,768.09	17,280,037,768.09	3,248,902,542.49	3,248,902,542.49
Mai-2014	17,029,243,631.51	17,029,243,631.51	4,246,354,203.91	4,246,354,203.91
Juin-2014	17,154,027,393.12	17,154,027,393.12	3,698,372,810.45	3,698,372,810.45
Juillet-2014	17,691,768,523.68	17,691,768,523.68	3,273,037,221.23	3,273,037,221.23
Août-2014	17,746,404,795.76	17,746,404,795.76	3,465,485,492.28	3,465,485,492.28
Septembre-2014	19,404,426,546.01	19,404,426,546.01	3,501,597,236.90	3,501,597,236.90
Total	229,595,353,087.03	229,595,353,087.03	46,385,769,399.27	46,385,769,399.27

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 47. Résultat de la compensation manuelle et électronique par banque en dollars ÉU en 2014

	Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
Banque de la République d'Haïti (BRH)	44,518,291.44	81,531,581.07		37,013,289.63
Banque Nationale de Crédit (BNC)	357,606,873.44	184,671,680.82	172,935,192.62	
Sogebank	744,389,743.00	603,724,215.26	140,665,527.74	
Banque Populaire Haïtienne (BPH)	127,334,610.44	77,582,130.69	49,752,479.75	
Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	130,020,701.97	154,092,849.31		24,072,147.34
Sociabank	192,126,558.85	112,007,227.92	80,119,330.93	
Citibank	158,231,725.51	256,131,407.97		97,899,682.46
Capital Bank	312,642,814.72	371,205,593.27		58,562,778.55
Sogebel	44,747,449.45	55,944,150.59		11,196,701.14
Unibank	650,502,167.06	865,230,098.98		214,727,931.92
TOTAL	2,762,120,935.88	2,762,120,935.88	443,472,531.04	443,472,531.04

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 48. Résultat de la Compensation manuelle et électronique par mois en dollars ÉU en 2014

	Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
Octobre-2013	225,118,314.50	225,118,314.50	38,458,448.74	38,458,448.74
Novembre-2013	198,088,019.22	198,088,019.22	36,780,703.15	36,780,703.15
Décembre-2013	257,049,278.14	257,049,278.14	41,359,135.58	41,359,135.58
Janvier-2014	227,108,675.83	227,108,675.83	45,528,673.03	45,528,673.03
Février-2014	225,121,733.88	225,121,733.88	31,990,417.58	31,990,417.58
Mars-2014	223,234,653.81	223,234,653.81	42,950,354.33	42,950,354.33
Avril-2014	237,571,040.87	237,571,040.87	36,493,201.55	36,493,201.55
Mai-2014	237,342,072.71	237,342,072.71	41,420,509.61	41,420,509.61
Juin-2014	215,233,751.00	215,233,751.00	45,573,884.32	45,573,884.32
Juillet-2014	252,629,972.78	252,629,972.78	42,237,945.14	42,237,945.14
Août-2014	213,533,403.45	213,533,403.45	36,753,251.46	36,753,251.46
Septembre-2014	250,090,019.69	250,090,019.69	25,663,998.96	25,663,998.96
Total	2,762,120,935.88	2,762,120,935.88	465,210,523.45	465,210,523.45

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.2.2. ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS DU SERVICE DE LA COMPENSATION

Au cours des cinq dernières années, le nombre de chèques en gourdes compensés a connu un accroissement moyen de 6,4 %, traduisant ainsi une amélioration de l'utilisation de la monnaie scripturale par les agents économiques. En valeur, les chèques en gourdes compensés ont totalisé à 229 595,3 MG en 2014 contre 130 596,5 MG en 2010 soit une hausse de 75,8 %.

Toutefois, l'évolution des chèques en dollars compensés à la BRH a été mitigée. En 2010, ils ont connu une hausse de 29,5 % en 2011, liée à de nombreux ordres de paiement émanant notamment des ONG en raison de l'augmentation de l'offre de dollars résultant des flux d'aide liés au séisme. De 2012 à 2014, les chèques en dollars compensés ont évolué en dents de scie, soit de 8 %, de -1,2 % et 2,6 % en 2012, 2013 et 2014 respectivement.

Tableau 49. Activités de compensation pour les opérations en gourdes

Exercice fiscal	Nombre de chèques compensés	Valeur des chèques compensés en MG
2009/2010	1872653	130596.50
2010/2011	2129717	161438.00
2011/2012	2196625	172333.20
2012/2013	2369215	204128.30
2013/2014	2466604	229595.30

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 50. Activités de la compensation pour les opérations en dollars

Exercice fiscal	Nombre de chèques compensés	Valeur des chèques compensés en millions de dollars
2009/2010	455,403	2,384.30
2010/2011	589,663	2,866.50
2011/2012	636,758	2,791.60
2012/2013	627,061	2,607.40
2013/2014	643,144	2,762.20

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.2.3. DÉPÔTS ET TIRAGES DES BANQUES COMMERCIALES

Le montant total des dépôts en gourdes et en dollars effectués par les intermédiaires financiers à la BRH s'est établi respectivement à 20 984,62 MG et 113,34 millions de dollars ÉU en 2014, soit une hausse 2,98 % et de 2,7 % respectivement par rapport à l'exercice précédent.

Les prélèvements de ces derniers sur leurs comptes en gourdes et en dollars EU à la BRH se sont chiffrés à 17 063,07 MG et 56 millions de dollars ÉU respectivement.

Tableau 51. Dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH en 2014 (en MG)

Sogebank	13,351.12
Unibank	2,425.80
BUH	1,218.42
CAPITAL BANK	523.43
SOGEBEL	-
BPH	592.82
CITIBANK	2,123.04
SCOTIABANK	145.02
BNC	594.97
TOTAL	20,974.62

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 52. Dépôts en dollars ÉU des banques commerciales à la BRH en 2014

Sogebank	-
Unibank	26,162,000.00
BUH	28,326,000.00
CAPITAL BANK	5,427,000.00
SOGEBEL	-
BPH	26,619,000.00
CITIBANK	6,353,000.00
SCOTIABANK	800,000.00
BNC	19,651,000.00
TOTAL	113,338,000.00

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 53. Tirages des banques commerciales en 2014 (en milliers de gourdes)

Unibank	5,797.90
Sogebank	220
BNC	5,815.30
Scotiabank	1,012.50
BUH	30
Capitalbank	2,784.20
Citibank	288.8
BPH	1,109.40
Total	17,063.10

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 54. Tirages des banques commerciales en 2014 en milliers de dollars EU

Unibank	11,000.00
Sogebank	5,500.00
BNC	-
Scoliabank	8,670.00
BUH	-
Capitalbank	29,850.00
Citibank	200.00
BPH	800.00
Total	56,020.00

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.3. SERVICES À L'ÉTAT

Dans le cadre des services fournis à l'État, la Direction de la Caisse et du Réseau de la BRH, à travers ses guichets, a honoré pour l'exercice fiscal 2014, 540 985 bordereaux, avis de cotisation et reçus de caisse pour un montant de 43 689,60 MG, soit 22 940,6 MG de recettes douanières et 20 748,98 MG de recettes internes.

Le nombre de chèques honorés aux guichets de la BRH a augmenté de 3,52 % passant de 226 308 unités à 234 265 en 2014, pour un montant 17 040,76 MG contre 15 771,6 MG en 2013

Tableau 55. Recettes du Trésor Public enregistrées dans les Guichets de la BRH en 2014

Institution	Nombre de bordereaux	Montant en gourdes
Centre d'Impôt de Pétiyon Ville	108,493	1,216,160,750.62
Direction Générale des Impôts	297,793	2,937,877,566.23
Direction des Grands Contribuables	48,557	14,851,556,635.97
Direction des PME	23,295	491,492,483.04
Douane du Port	33,296	20,431,133,495.95
Douane de l'Aéroport	25,671	563,211,068.22
Douane de malpasse	458	1,946,277,899.03
Guichets Internes	1,042	1,125,841,866.53
Direction de l'Emm. Et de l'Imm.	225	9,523,500.00
Direction des ONG et des EE	2,155	13,341,000.00
Total	540,985	43,689,600,229.64

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 56. Chèques du Trésor Public encaissés aux guichets de la BRH en 2014

	Nombre de chèques	Montant en gourdes
Octobre-2013	18,927	2,330,387,282.90
Novembre-2013	18,800	1,349,049,679.46
Décembre-2013	33,670	1,473,015,615.38
Janvier-2014	18,000	1,129,785,451.17
Février-2014	16,073	1,753,660,185.62
Mars-2014	15,613	941,997,650.98
Avril-2014	18,711	754,827,932.10
Mai-2014	15,748	1,436,534,439.92
Juin-2014	18,898	956,049,906.23
Juillet-2014	19,017	2,325,855,223.85
Août-2014	20,277	1,309,094,067.83
Septembre-2014	20,531	1,280,512,464.44
Total	234,265	17,040,769,900

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

CHÈQUES IMPRIMÉS

Pour l'exercice 2013-2014, une diminution²⁷ de 24 % du nombre de chèques imprimés a été constatée par rapport à l'exercice antérieur. 421 788 chèques ont été imprimés durant l'exercice sous étude contre 504 015 en 2013. En effet, plusieurs facteurs ont été à la base de cette baisse, notamment l'évolution du Système de Paiement Interbancaire (SPIH). En effet, de nombreuses institutions publiques effectuent le paiement de leurs employés à partir des virements bancaires. De même, il importe de considérer le lancement de la nouvelle standardisation qui avait entraîné en 2013, la réimpression de chèques pour l'ensemble des détenteurs de compte à vue dans le système financier.

Tableau 57. Chèques imprimés pour l'exercice 2014

	Chèques Imprimés		80 colonnes		Chèques de direction
	Chèques personnels	Chèques commerciaux	Gourdes	Dollars ÉU	
Octobre-2013	4 804	26 108	4 650	2 586	-
Novembre-2013	5 528	28 802	12 300	1 400	-
Décembre-2013	6 328	32 376	11 650	1 600	-
Janvier-2014	4680	17 820	11 000	1 250	-
Février-2014	1 830	16 080	10 400	1 090	-
Mars-2014	3 300	22 150	-	1 620	-
Avril-2014	3 480	11 628	7 500	1 050	3 000
Mai-2014	5 040	20 748	6 800	1 500	-
Juin-2014	4 140	23 902	8 300	700	-
Juillet-2014	6 600	22 764	9 000	756	-
Août-2014	5 580	16 334	13 410	600	-
Septembre-2014	5 716	11 738	1 600	550	-
Total	57 026	250 450	96 610	14 702	3 000

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.3.1. CHÈQUES EMIS SUR COMPTES COURANTS TRAITÉS À LA COMPENSATION

Dans le cadre de la modernisation du système de paiement en Haïti, la Banque de la République d'Haïti a mis en place la compensation électronique des chèques qui a permis la compensation des chèques en deux (2) jours sur tout le territoire national.

Ainsi, pour l'exercice 2013-2014, elle a traité 207 781 chèques libellés en gourdes et 9 414 chèques en dollars américains pour des montants respectifs de 9 1554,40 MG et 45,08 millions de dollars ÉU.

Tableau 58. Nombre de chèques traités en Compensation à la BRH en 2014

PÉRIODE	Gourdes		Dollars ÉU	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Octobre-2013	10,220	1,733.49	895	5.08
Novembre-2013	7,040	1,303.82	872	4.58
Décembre-2013	20,780	1,778.79	1,608	4.45
Janvier-2014	19,625	1,322.40	785	3.96
Février-2014	19,505	1,407.34	893	6.19
Mars-2014	18,207	1,275.58	913	4.11
Avril-2014	17,393	1,122.87	878	4.30
Mai-2014	18,697	905.62	700	3.25
Juin-2014	16,892	987.04	526	1.97
Juillet-2014	21,965	44,492.76	502	3.07
Août-2014	16,644	33,444.92	414	1.87
Septembre-2014	20,813	1,779.76	428	2.26
Total	207,781	91 554.39	9,414	45.09

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

²⁷ Il est important de noter que cette diminution affirme la rapidité et la fiabilité du mode de paiement par SPIH. (Réf. tableaux 9 et 10)

CHÈQUES CERTIFIÉS

Depuis l'implémentation de la compensation électronique des chèques, la certification de chèques ne se fait plus dans le système bancaire haïtien. Cependant, un décret-loi sur la fonction publique datant de 2001 a exigé que les paiements inter-institutionnels soient effectués par chèques certifiés et ainsi, la BRH a continué de certifier les chèques émis à l'ordre des institutions publiques.

Paradoxalement, une appréciable augmentation du nombre de chèques certifiés au cours de l'exercice 2013-2014 a été constatée. En effet, 9 922 chèques gourdes et 1 345 chèques dollars contre 9 418 et 924 pour l'exercice 2012-2013 ont été respectivement certifiés.

Tableau 59. Chèques certifiés pour l'exercice 2014

PÉRIODE	Gourdes		Dollars ÉU	
	Quantité	Montant	Quantité	Montant
Octobre-2013	961	74,141,014.40	132	451,819.52
Novembre-2013	1,271	121,490,047.96	133	283,194.13
Décembre-2013	562	69,756,547.70	138	299,277.15
Janvier-2014	670	86,258,527.89	78	213,709.60
Février-2014	586	74,410,542.61	115	136,068.73
Mars-2014	1,102	71,277,851.90	195	464,383.50
Avril-2014	588	67,230,444.84	153	670,083.53
Mai-2014	534	62,458,993.65	192	155,235.61
Juin-2014	572	88,141,250.74	46	42,970.40
Juillet-2014	943	88,036,242.81	27	17,050.98
Août-2014	919	80,250,077.15	90	81,720.14
Septembre-2014	1,214	132,481,551.84	46	47,440.81
Total	9,922	1,015,933,093.49	1,345	2,862,954.10

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

CHÈQUES RETOURNÉS

En référence aux normes de forme, de fonds et de transmission (endossement), un nombre de chèques, présentés en compensation, ont été retournés. En effet, pour l'exercice 2013-2014, la quantité de chèques retournés a été de 2 589 en monnaie locale contre 226 en devise américaine pour les motifs suivants:

- Insuffisance de fonds ;
- Non endossement par le bénéficiaire ;
- Signature incomplète ;
- Signature contrefaite;
- Absence de signature;

Tableau 60. Chèques retournés pour l'exercice 2014

PÉRIODE	Gourdes		Dollars ÉU	
	Quantité	Montant	Quantité	Montant
Octobre-2013	525	26,663,671.47	46	242,006.36
Novembre-2013	104	22,700,044.69	15	27,332.31
Décembre-2013	214	8,777,101.44	22	280,262.67
Janvier-2014	139	29,582,074.52	13	34,223.04
Février-2014	209	9,909,190.75	12	23,130.95
Mars-2014	153	23,162,524.08	12	73,328.50
Avril-2014	198	16,211,194.18	26	163,791.62
Mai-2014	144	17,736,252.25	18	84,344.72
Juin-2014	111	17,799,700.73	12	49,721.11
Juillet-2014	398	147,768,583.75	15	41,829.38
Août-2014	200	32,616,710.97	28	83,581.91
Septembre-2014	194	64,173,760.57	7	57,319.36
Total	2,589	417,100,809.40	226	1,160,871.93

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.3.2. CHÈQUES PAYÉS AUX GUICHETS APRÈS VALIDATION AU SERVICE DES COMPTES COURANTS

Pour l'exercice 2013-2014, le nombre de chèques honorés en gourdes a été de 160 092 pour un montant total de 10 047 169 992,04 gourdes et de 2 925 en dollars ÉU pour un montant total de 18 913 831,83 dollars.

Au niveau des dépôts, 11 946 chèques en gourdes et 741 chèques en dollars ÉU ont été traités pour des montants respectifs de 19 103 308 808,23 gourdes et 80 814 772,99 dollars américains.

Tableau 61. Chèques reçus aux Guichets de la BRH pour l'exercice 2014

PÉRIODE	Gourdes		Dollars ÉU	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Octobre-2013	15,485	986,399,464.04	287	1,401,475.09
Novembre-2013	11,411	784,258,495.01	222	314,076.88
Décembre-2013	14,770	897,596,628.76	229	700,331.92
Janvier-2014	14,155	911,241,187.29	318	10,360,330.87
Février-2014	13,464	1,029,967,267.82	217	687,997.58
Mars-2014	12,439	827,668,482.91	251	1,789,881.37
Avril-2014	12,100	807,816,557.55	266	1,295,991.19
Mai-2014	10,344	605,399,592.86	310	821,924.06
Juin-2014	12,988	671,813,312.58	172	288,079.00
Juillet-2014	13,645	734,221,163.18	167	265,524.76
Août-2014	13,323	793,926,936.36	261	652,040.74
Septembre-2014	15,968	996,860,903.68	225	336,178.37
Total	160,092	10,047,169,992.04	2,925	18,913,831.83

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 62. Quantité de dépôts par chèque reçus aux Guichets de la BRH en 2014

PÉRIODE	Gourdes		Dollars ÉU	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Octobre-2013	1,111	2,418,865,907.29	79	5,816,483.57
Novembre-2013	1,031	1,492,720,294.97	55	5,035,233.41
Décembre-2013	938	1,330,100,248.86	48	1,325,334.54
Janvier-2014	1,067	1,548,299,529.68	42	3,473,466.31
Février-2014	1,000	1,725,649,173.07	74	5,071,102.83
Mars-2014	1,081	1,518,123,629.09	71	29,477,102.63
Avril-2014	924	1,328,890,802.58	68	5,592,106.76
Mai-2014	909	1,469,183,594.07	63	4,980,420.53
Juin-2014	958	1,633,149,665.01	54	4,306,029.07
Juillet-2014	987	1,746,718,304.00	56	4,884,578.30
Août-2014	839	1,232,463,028.62	61	4,689,901.97
Septembre-2014	1,101	1,659,144,630.99	70	6,163,013.07
Total	11,946	19,103,308,808.23	741	80,814,772.99

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.4. SYSTÈME DE PAIEMENT INTERBANCAIRE HAÏTIEN (SPIH)

Établi depuis octobre 2007, le système de paiement interbancaire haïtien (SPIH) permet aux Particuliers d'échanger des transactions en toute sécurité à partir de leurs banques. Chacune d'entre elles est inscrite sous le nom de participants et obtient, du même coup, le droit d'émettre des messages de paiement et d'en recevoir à partir d'un compte de règlement ouvert dans le système en gourdes et en dollars américains.

Le SPIH est aussi utilisé par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) pour lancer, depuis juillet 2008, le programme de CREDIT DIRECT²⁸ à travers lequel les employés de l'Administration Publique reçoivent leurs salaires par crédit sur leurs comptes ouverts dans les livres des différents « Participants ». Ce programme qui visait la totalité des cadres de l'Etat, continue encore, à cette date, de faire son parcours s'approchant de plus en plus de son objectif.

Le SPIH a continué, à date, sa pleine croissance, ce qui traduit la confiance des utilisateurs dans cette facilité de paiement.

²⁸Le MEF est aussi un participant avec la seule différence qu'il ne peut pas recevoir de messages de paiement.

Tableau 63. Nombre de transactions effectuées via le SPIH pour les trois derniers exercices par participant

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Banque de la République d'Haïti (BRH)	33,943	49,719	64,249
Banque Nationale d'Haïti (BNC)	5,861	11,053	14,659
Banque Populaire Haïtienne (BPH)	846	1,628	2,202
Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	1,654	2,586	7,691
Capital Bank	7,537	9,000	9,692
Citibank	49,637	54,552	85,839
Scotiabank	18,614	17,895	22,888
Sogebank	18,549	21,566	24,541
Sogebel	848	1,226	1,787
Unibank	16,634	21,352	24,930
CREDIT DIRECT			
MEF	190,830	221,372	182,524
TOTAL	344,953	411,949	441,002

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 64. Revenus générés par le SPIH pour l'exercice 2014 (en gourdes)

PERIODE	BRH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBANK	CITIBANK	SCOTIA BANK	SOGEBANK	SOGEBEL	UNIBANK
Octobre-2013	141,645	38,430	7,805	9,030	29,575	189,140	56,140	66,500	6,230	69,860
Novembre-2013	111,545	35,000	5,670	19,530	24,290	216,965	53,795	63,140	5,040	61,005
Décembre-2013	310,380	49,525	8,960	19,985	34,650	416,220	75,705	84,105	8,750	81,375
Janvier-2014	197,260	36,400	6,195	19,425	29,400	137,725	53,725	66,115	3,920	65,625
Février-2014	165,165	41,335	8,890	21,945	26,740	295,645	65,590	66,745	4,095	69,545
Mars-2014	153,475	37,135	8,365	22,050	26,110	210,980	61,180	72,240	4,410	67,760
Avril-2014	202,825	42,035	5,285	22,470	28,980	248,395	59,955	72,800	4,655	72,065
Mai-2014	151,515	37,730	3,815	21,875	25,340	293,020	67,620	68,075	5,075	70,665
Juin-2014	161,910	42,945	3,990	21,945	26,810	273,350	67,480	68,600	4,550	71,995
Juillet-2014	178,185	45,045	4,655	28,280	28,525	213,920	85,715	80,290	5,075	74,025
Août-2014	188,825	48,650	5,460	29,190	28,525	254,205	74,375	72,730	5,180	77,560
Septembre-2014	285,985	58,835	7,980	33,460	30,275	254,800	79,800	77,595	5,565	91,070
Total	2,248,715	563,065	127,070	319,185	389,220	3,054,365	851,080	908,935	112,545	922,550

Tableau 65. Nombre de messages envoyés et transactions effectuées via le SPIH par la BRH en 2014

PERIODE	Quantité de messages	Transactions en gourdes
Octobre-2013	17,553	756,000
Novembre-2013	17,028	595,980
Décembre-2013	31,133	1,089,655
Janvier-2014	17,594	615,790
Février-2014	21,877	765,695
Mars-2014	18,963	663,705
Avril-2014	21,699	759,465
Mai-2014	21,278	744,730
Juin-2014	21,245	743,575
Juillet-2014	21,249	743,715
Août-2014	22,420	784,700
Septembre-2014	26,439	925,365
Total	258,478	9,188,375

L'effort consenti par la BRH et les autres participants (Banques Commerciales) pour assurer la bonne marche du SPIH et renforcer la confiance de la Population dans le système s'est traduite dans l'utilisation de plus en plus fréquente de ce moyen de paiement par les agents économiques haïtiens.

ÉTATS

FINANCIERS

FIRME TURNIER
60, Rue Mérisier
Delmas 48, Port-au-Prince
République d'Haïti

ERNST & YOUNG (RACINE)
22, Rue Ramez Bourgi
BP 545 - Dakar
République du Sénégal

**Banque de la République d'Haïti
(BRH)**

Rapport des auditeurs indépendants

Etats financiers annuels

Exercice clos le 30 septembre 2014

**Banque de la République d'Haïti
(BRH)**

Rapport des auditeurs indépendants

Etats financiers annuels

Exercice clos le 30 septembre 2014

Mesdames, Messieurs les Administrateurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2014, sur l'audit des états financiers de la Banque de la République d'Haïti (BRH).

I. Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque de la République d'Haïti (BRH) comprenant le bilan au 30 septembre 2014, ainsi que le compte de pertes et profits, l'état de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et les notes annexes (ci-après désignés « les états financiers »). Ces états financiers ont été établis par le Management conformément aux principes et méthodes comptables édictés par la BRH qui sont décrits dans les notes annexes.

Responsabilité du Management dans l'établissement et la présentation des états financiers

Le Management de la BRH est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par la BRH, ainsi que d'un contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à cette évaluation du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Justification de l'opinion avec réserves

- **Comptes d'engagements (dépôts)**

Suite à notre demande d'informations, nous n'avons pas reçu de réponse des titulaires des comptes de dépôts suivants :

En millions de Gourdes	
Libellé	Montant
Gouvernement Central	30,854
Institutions locales	31
Total	30,085

En l'absence de ces réponses, nous n'avons pas pu obtenir les informations suivantes :

- éventuel désaccord sur les soldes comptabilisés par la BRH,
- liste des éventuels prêts et avances consenties par la BRH,
- liste des éventuels engagements hors bilan,
- liste des personnes habilitées à faire fonctionner les comptes.

Par ailleurs, le rapprochement entre la situation auxiliaire dans GCC des comptes d'engagement et la balance générale (CODA) a mis en évidence des soldes des comptes du Trésor Public que nous n'avons pas pu rapprocher avec la balance générale. Les soldes de ces comptes dans GCC s'établissent à 87 milliards de gourdes (crédoiteurs).

- **Participation TELECO**

La quote-part de la BRH dans les résultats annuels enregistrés par la TELECO s'élève à un montant cumulé de G.1.900 millions au 30 septembre 2014. En l'absence d'états financiers récents et audités

de la TELECO, nous n'avons pas été en mesure de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés pour justifier, d'une part, la valeur comptable de la participation dans la société TELECO au 30 septembre 2014 et, d'autre part, la quote-part du résultat net de cette société revenant à la BRH à cette date.

Opinion avec réserves

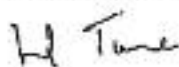
A notre avis, sous réserve des incidences éventuelles des points décrits dans les paragraphes ci-dessus, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de la BRH au 30 septembre 2014, de son patrimoine, de ses résultats et de la variation de la situation financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans les notes annexes.

Principes comptables

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur les points suivants :


1. Les notes 1 et 2 annexées aux états financiers qui décrivent les principes comptables suivis. Les états financiers ont été établis pour satisfaire aux obligations issues de la loi organique du 17 août 1979 relatives à la présentation d'informations financières sur la BRH.
2. Les états financiers ci-joints ne comprennent pas les engagements hors bilan de la BRH.
3. Selon l'article 59 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH, « les profits nets de la BRH seront distribués de la façon suivante : 25 % au Trésor Public, 10 % à la réserve légale et le reste à des réserves spéciales destinés aux fins d'investissement, de placement, d'extension qui seront fixés par le Conseil d'Administration ». Sur l'exercice 2012-2013, la BRH a réalisé un profit 6,629 millions. En février 2016, sur autorisation du Gouverneur, la quote-part revenant au Trésor Public a fait l'objet de paiement. Toutefois, le Conseil d'Administration n'a pas autorisé l'affectation de ce résultat au titre des réserves légales et spéciales.

FIRME TURNIER



Antoine Lionel TURNIER
Associé

ERNST & YOUNG (RACINE)



Makha SY
Associé

Le 29 février 2016

Sommaire

Etats financiers au 30 septembre 2014	5-8
Bilan	5
Comptes de pertes et profits	6
Etat de variation des capitaux propres	7
Tableau des flux de trésorerie	8
Notes annexes aux états financiers	9-19
Informations sur le bilan	20-57
Informations sur le compte de pertes et profits	58-63
Divers	64

Etats financiers au 30 septembre 2014

Bilan

(En milliers de Gourdes)

	Notes	30/09/2014	30/09/2013	Variation	
				Valeur	%
ACTIF					
Avoirs en or	4	3 197 200	3 348 820	(151 620)	-5%
Avoirs sur le Fonds Monétaire International	5	4 652 294	4 622 406	29 888	1%
Avoirs en monnaies étrangères	6	76 619 690	93 560 800	(16 941 110)	-18%
Participations dans les organismes internationaux	7	2 764 344	2 632 801	131 543	5%
Placements locaux	8	3 143 750	275 000	2 868 750	1043%
Prêts et avances au gouvernement et aux collectivités	9	46 637 150	46 431 966	205 164	0%
Prêts et avances aux particuliers et aux autres institutions	10	2 733 749	2 464 006	269 743	11%
Prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires	11	806 776	620 803	185 973	30%
Immobilisations	12	4 729 225	4 231 918	497 307	12%
Autres actifs	13	2 347 978	2 189 793	158 185	7%
TOTAL		147 632 156	160 378 333	(12 746 177)	-8%
PASSIF					
Billets et monnaies en circulation	14	27 269 017	24 092 405	3 186 612	13%
Comptes d'engagements	15	94 652 752	110 913 871	(16 261 119)	-15%
Engagements envers le FMI	16	7 958 013	7 795 833	162 180	2%
Contributions et engagements de l'Etat haïtien sur participation au capital des organismes financiers internationaux	17	3 565 580	3 423 065	142 515	4%
Autres passifs	18	11 114 591	11 791 132	(676 541)	-6%
Réserves de réévaluation de change	19	6 350 777	5 404 464	946 313	18%
Réserves générales	20	(3 657 049)	(2 533 885)	(1 123 164)	44%
Réserva de réévaluation de l'or	21	246 389	105 297	141 092	134%
Réserva allocation spéciale retraite	22	367 674	272 933	94 741	35%
Capital et réserves	23	1 256 282	1 256 282	-	0%
Résultat des exercices antérieurs	24	(2 126 556)	(2 761 758)	635 202	23%
Résultat		634 686	620 694	5 992	1%
TOTAL		147 632 156	160 378 333	(12 746 177)	-8%

Comptes de pertes et profits

(En milliers de Gourdes)

	Notes	30/09/2014	30/09/2013	Variation	
				Valeur	%
Produits des opérations avec l'étranger : intérêts		2 735 155	2 616 122	119 033	5%
		1 099 890	1 099 842	48	0%
Produits de placements, prêts et avances à l'Etat Haïtien					
Produits des opérations de crédit		125 555	112 639	12 916	11%
Intérêts débiteurs et frais financiers		(275 658)	(444 347)	168 679	38%
Autres dépenses d'intérêts		(44 058)	(144 075)	100 017	69%
Résultat net d'intérêts	25	3 640 874	3 240 181	400 693	12%
Dividendes		6 918	5 954	964	16%
Gains sur ventes des valeurs mobilières		511 693	590 907	(79 214)	-13%
Pertes sur ventes des valeurs mobilières		(11 308)	-	(11 308)	100%
Résultats sur ventes de valeurs mobilières	26	500 385	590 907	-90 522	-15%
Produit net bancaire		4 148 177	3 837 042	311 135	8%
Autres produits	27	210 939	232 327	-21 388	-9%
Gain extraordinaire		410	367	43	12%
Résultat opérationnel		4 359 526	4 069 736	289 790	7%
Entretien de la circulation fiduciaire		301 390	263 578	37 812	14%
Rémunérations et charges sociales		2 520 255	2 350 724	169 531	7%
Dépenses administratives		552 029	522 005	30 024	6%
Dotations aux amortissements		196 638	180 617	16 021	9%
Dépenses relatives à la gestion des actifs		69 663	60 682	8 981	15%
Dons		57 752	46 439	11 313	24%
Autres dépenses		-	4 354	-4 354	-100%
Pertes nettes dues au séisme		-	108	-108	-100%
Dotations pour mauvaises créances		27 113	12 097	15 016	124%
Dotations pour risques et charges		-	438	-438	-100%
Charges d'exploitation générale	28	3 724 840	3 441 042	283 798	8%
Revenus nets de l'exercice		634 686	628 694	5 992	1%

Etat de variation des capitaux propres

(En milliers de Gourdes)

	Capital	Réserves légales	Réserves spéciales	Réserve pour réévaluation d'immeubles	Total capitaux propres
Solde au 30/09/2013	-50 000	-74 454	- 412 825	-719 003	1 256 282
Affectations	-	-	-	-	-
Prélèvements	-	-	-	-	-
Réévaluation	-	-	-	-	-
Solde au 30/09/2014	-50 000	-74 454	-412 825	-719 003	-1 256 282

Tableau des flux de trésorerie

	(En milliers de Gourdes)	
	2014	2013
Activités d'exploitation		
Revenu net de l'exercice	634 686	628 694
Éléments de conciliation du revenu net aux liquidités résultant des activités d'exploitation		
Dotations aux amortissements	179 547	320 791
Provisions pour pertes de valeur sur prêts	26 182	10 367
Effet de change suite à la réévaluation de la participation des organismes financiers Inter	919 512	408 179
Changements dans les éléments d'actif et de passif résultant des activités d'exploitation		
Augmentations des prêts et avances, net	4 518 531	(157 459)
Billets en monnaies en circulation	3 205 866	1 364 253
Engagements en devises	2 162 744	(6 763 284)
Contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux	341 017	965 492
Engagements envers les banques créatrices de monnaie	(4 515 998)	5 582 700
Dépôts du Gouvernement Central	(4 794 410)	(1 640 582)
Engagements envers les autres institutions	(1 474 689)	593 875
Changements dans les autres éléments d'actif, de passif et de réserves	(14 439 519)	8 261 604
Liquidités provenant des activités d'exploitation	(13 236 531)	9 574 830
Activités d'investissement		
Augmentation des placements étrangers	13 233 424	(27 905 779)
(Augmentation) diminution des placements locaux	(1 806 116)	382 638
Acquisitions d'immobilisations nettes	(641 519)	(568 599)
Liquidités utilisées dans des activités d'investissement	10 785 789	(28 091 740)
Augmentation (Diminution) nette des liquidités	(2 450 742)	(18 516 910)
Liquidités au début de l'exercice	8 950 776	27 467 686
Liquidité à la fin de l'exercice	6 500 034	8 950 776

Notes annexes aux états financiers

Règles et méthodes comptables de la BRH

Note 1 - Cadre juridique et activités

La Banque de la République d'Haïti (BRH), dont le Siège est sis à la rue du Quai à Port-au-Prince (Haïti), est un organisme public autonome, constitué par l'Etat Haïtien, par la loi du 17 août 1979, modifié en ses articles 9 et 17 par le décret du 28 mars 1985. Son capital social n'est pas divisé en actions. Il est détenu par l'Etat Haïtien et peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

La loi du 17 août 1979 portant création de la BRH stipule en son article 6 que celle-ci est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

La BRH est une Banque Centrale et, à ce titre, a pour objet de :

- promouvoir dans le domaine de la monnaie, du crédit et des changes, les conditions les plus favorables au développement de l'économie nationale ;
- encourager le développement et l'utilisation la plus complète et la plus efficace des ressources productives du pays ;
- adapter les moyens de paiement et la politique de crédit aux besoins légitimes de l'économie haïtienne et, en particulier, à la croissance de la production nationale ;
- aider à éviter toutes tendances inflationnistes, spéculatives et déflationnistes qui seraient nuisibles aux intérêts permanents de la nation ;
- conseiller le Gouvernement en matière de politique monétaire, dans le but principal de maintenir, à l'intérieur du pays, la stabilité relative des prix et à l'extérieur, la croissance des échanges ;
- faciliter l'expansion du commerce intérieur et extérieur en vue de contribuer à l'instauration et au maintien d'un niveau élevé de l'emploi et du revenu réel ;
- assurer l'administration et la gestion des réserves de changes, veiller à l'application des dispositions légales et réglementaires relatives aux institutions financières ;
- contrôler et orienter la circulation et la distribution du crédit ;
- émettre des billets de banque, frapper des pièces métalliques et créer de la monnaie scripturale ;
- exercer toutes les activités de banquier de l'Etat, d'agent financier et fiscal pour toutes ses opérations de caisse et de crédit.

La BRH utilise divers instruments dans la mise en œuvre de la politique monétaire, dont l'objectif fondamental demeure la stabilité des prix. Son principal canal de gestion monétaire est, depuis 1996, la vente aux banques de la place des bons qu'elle émet.

La BRH mène des négociations avec le Ministère de l'Economie et des Finances en ce qui a trait au niveau et aux conditions de financement du déficit budgétaire. Ces ententes se matérialisent, en général, par des accords signés entre le Gouverneur de la BRH et le Ministre de l'Economie et des Finances.

Au plan de la réglementation et de la supervision bancaires, la BRH, conformément aux articles 29 à 32 de sa loi organique et à l'article 43 du décret du 14 novembre 1980 réglementant le fonctionnement des banques, a le pouvoir d'inspecter celles-ci et de les soumettre à un régime de normes prudentielles.

En sa qualité de banquier de l'Etat (article 37 de la loi organique), la BRH tient le compte courant de toutes les institutions et collectivités publiques. Elle se charge de la collecte des recettes de l'Etat et encaisse directement pour le compte de celui-ci les taxes internes et les droits de douane. Elle fait aussi fonction de gardienne des titres appartenant à ces entités (article 38 de la loi organique).

Pour l'exécution de ces opérations, la BRH est organisée en un réseau comportant un Siège et une succursale au Cap-Haïtien. La BRH s'est orientée vers une organisation interne destinée à faciliter la mise en œuvre de sa stratégie de modernisation.

Note 2 - Principes et méthodes comptables

2.1 - Référentiel comptable en vigueur au 30 septembre 2014

Les états financiers de la Banque de la République d'Haïti ont été élaborés conformément aux dispositions de la loi organique du 17 août 1979 et suivant la méthode de comptabilité d'exercice. Ils sont libellés en Gourde qui est la monnaie nationale Haïtienne.

2.2 - Exercice

La durée de l'exercice est de douze mois, l'exercice débute le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

2.3 - Principes comptables

Les principes comptables suivants sont appliqués :

- comptabilité d'engagement,
- intelligibilité,
- pertinence,
- fiabilité,
- comparabilité.

2.4 - Méthode d'évaluation

Les états financiers sont préparés sur la base de la valeur de marché pour l'or, des titres et des éléments d'actif et de passif libellés en devises inscrits au bilan, ainsi que du coût historique pour les autres rubriques.

2.5 - Estimations et jugements

Lors de la préparation de ces états financiers, la Direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui affectent l'application des normes comptables et les montants des éléments d'actif et de passif déclarés et la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers ainsi que les résultats de l'exercice. Les résultats actuels peuvent être différents de ces estimations.

La BRH établit une provision pour pertes de valeur sur prêts en fin d'exercice qui représente une estimation de la perte de valeur réelle sur le portefeuille de prêts à cette date. Cette provision est établie en prenant en considération les éléments probants spécifiques tels que les arriérés de remboursement, la valeur des garanties, les possibilités de recouvrement futur, et la situation économique de l'emprunteur qui ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés d'un prêt spécifique ou d'un groupe de prêts avec un risque similaire.

2.6 - Effets des transactions et événements

Les effets des transactions et autres événements sont pris en compte dès que ces transactions et événements se produisent.

Par ailleurs, en raison du découpage de l'activité en exercices comptables, les transactions et autres événements sont rattachés à l'exercice qu'ils concernent effectivement et à celui-ci seulement. Dans ce cadre, les produits sont comptabilisés dès qu'ils sont acquis et les charges au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

2.7 - Opérations en devises

Les transactions en devises étrangères sont initialement comptabilisées aux cours de change en vigueur à la date de transaction. En fin de mois, les actifs et passifs en monnaies étrangères sont convertis au cours de change en vigueur en fin de période. Les gains ou pertes de change, qui en découlent, sont enregistrés dans un compte de réserve « Réserve de réévaluation de change », conformément à l'article 56 de la loi organique.

2.8 - Impôts et taxes

Conformément à l'article 63 de la loi organique, la BRH est exonérée du paiement des droits et taxes de l'Etat ou des communes à l'occasion de toutes opérations qui lui sont propres. De même, elle bénéficie de l'exemption des droits à l'occasion de ses importations y compris matériels, équipements, lubrifiants, carburants.

2.9 - Avoirs en or

L'or est valorisé au cours en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes résultant de cette valorisation sont inscrits à la réserve de réévaluation. Le stock d'or n'est pas porteur d'intérêts. L'avoir en or fait partie des réserves nettes de change en accord avec l'article 52 de la loi organique de la BRH.

2.10 - Avoirs sur le FMI, engagements envers le FMI

La BRH est l'agent fiscal de l'Etat Haïtien auprès du Fonds Monétaire International (FMI). Elle est en même temps le dépositaire des Gourdes détenus par le FMI. En vertu de la loi du 19 septembre 1952, la Banque représente le Gouvernement Haïtien en toute négociation ou transactions avec le Fonds. Toutes les transactions entre le Gouvernement et le Fonds sont inscrites dans les livres de la BRH.

Les différences résultant des opérations de la BRH avec le Fonds sont supportées par le Gouvernement Haïtien et sont comptabilisées au bilan dans le compte « Avance différence de change FMI ».

Les opérations avec le FMI sont libellées dans la monnaie du FMI, à savoir le Droit de Tirage Spécial (DTS).

Les opérations et transactions de l'Etat Haïtien avec le FMI concernent le compte de Droit de Tirage Spécial (DTS), le compte de ressources générales et les comptes administrés.

La position de réserve au FMI est la différence entre les quotes-parts de l'Etat et sa souscription en monnaie nationale, compte non tenu des tirages au titre des ressources générales (avoirs exclus ou recours aux crédits du FMI).

Les tirages effectués par l'Etat auprès du FMI sont reçus et enregistrés dans les comptes dépôt à vue de la BRH à la Federal Reserve Bank en dollars, d'une part, et dans les comptes d'engagements envers le FMI en DTS, d'autre part. Au moment des tirages, les différences entre les montants versés à l'Etat et la dette vis-à-vis du FMI sont portées directement au compte « Avance Différence de change FMI ».

Les avoirs du FMI en monnaie nationale (comptes FMI n° 1, FMI n° 2 et FMI compte titres) font l'objet d'une réévaluation annuelle le 30 avril de chaque année, sur la base du cours représentatif du DTS communiqué par le FMI. Les gains et pertes de réévaluation sont inscrits dans le compte « Avance différence de change FMI ».

A la clôture de chaque période mensuelle, les avoirs du FMI en DTS sont réévalués sur la base du cours du DTS/Gourdes de fin de mois.

Les DTS détenus, les tirages sur les comptes administrés et les allocations de DTS sont convertis en Gourdes sur la base du cours de change en vigueur lors des transactions. Les différences résultant de réévaluations périodiques sont portées au compte « Avance différence de change FMI ».

2.11 - Participations, contributions et engagements dans les autres organismes financiers internationaux

Conformément à l'article 2, alinéa 10, et l'article 61, alinéa 2 de la loi du 17 août 1979, la BRH enregistre dans ses livres les participations de la République d'Haïti dans les différents organismes internationaux. Le Gouvernement Haïtien a souscrit au capital de différents organismes financiers internationaux. Les montants payés à titre de capital sont reflétés comme des contributions, et les montants non encore versés sont reflétés comme des engagements. Ces transactions sont gérées par la BRH à titre de fiduciaire et sont réévaluées aux taux de change de la fin de l'exercice. L'effet de change résultant de la réévaluation des actifs et passifs de l'Etat Haïtien est enregistré au bilan dans le compte « Réserves de réévaluation de change ».

2.12 - Placements à la Télécommunication d'Haïti (TELECO)

La BRH détient 97 % des actions de la TELECO et le Gouverneur de la BRH est le président du Conseil d'Administration de cette institution. Les titres de participation détenus sur la TELECO ont été initialement comptabilisés à leur coût d'acquisition. La valeur comptable de ces titres est ajustée en y incluant la quote-part de la BRH dans les résultats annuels enregistrés par la TELECO. Depuis 2001, en l'absence d'états financiers audités de la TELECO, la valeur comptable du placement à la TELECO n'a pas connu d'évolution.

2.13 - Avoirs en monnaies étrangères

Les réserves de change de la BRH sont investies en comptes à vue, en comptes à terme et dans des actifs obligataires.

2.13.1 - Portefeuille titres

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion de son portefeuille, la BRH détient des valeurs mobilières de placement. La BRH a choisi un système de gestion par administrateurs externes de portefeuille (gestion déléguée). Les gérants de portefeuille peuvent bénéficier de pouvoirs discrétionnaires ou peuvent être sujets à des limitations strictes, concernant la sélection des placements.

Ces placements sont disponibles à la vente.

• *Actifs financiers disponibles à la vente*

Ce sont des actifs financiers détenus dans le but d'avoir des liquidités disponibles. Ils sont enregistrés initialement en comptabilité à leur coût d'acquisition, coupons courus et frais d'acquisition inclus, et sont évalués ultérieurement à leur juste valeur. La variation de juste valeur est constatée directement en capitaux propres dans le compte « Réserve de réévaluation de change ».

2.14 - Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités

Les crédits à l'Etat Haïtien représentent un financement au Secteur Public ainsi que les prêts et avances en comptes courants au Gouvernement, aux collectivités locales et aux entreprises publiques. Ils sont évalués au coût. La BRH n'enregistre pas de perte de valeur sur les crédits à l'Etat Haïtien et aux entreprises publiques à moins de désaccords spécifiques. Les revenus d'intérêts sur ces prêts, avances et placements sont comptabilisés sur une base d'exercice.

2.15 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, avec possibilité de réévaluation.

Les réévaluations sont effectuées par des experts en évaluation.

L'écart de réévaluation est imputé aux capitaux propres sous une rubrique séparée en contrepartie des comptes d'immobilisations.

Suite au séisme du 12 janvier 2010, les pertes sur les immeubles de la Banque qui ont subi des dommages ont été évaluées et enregistrées dans les livres de la BRH.

A l'exception des terrains, des constructions en cours, les Immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie utile.

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

Immobilisations	Durées de vie utile (en mois)
Terrains	Non amortissable
Bâtisses	240
Mobilier et matériel de bureau	48
Matériel informatique	60
Logiciel informatique	12
Matériel roulant	48
Équipements	60
Installations	60
Aménagements, Extensions, Agrandissements	60

Les immobilisations entièrement amorties demeurent inscrites au bilan dans un compte distinct « Biens totalement amortis » aussi longtemps qu'elles subsistent. Les immobilisations figurent au bilan à leurs valeurs nettes.

2.16 - Stocks de billets neufs en transit

A l'achat, les signes monétaires sont comptabilisés en engagements hors bilan au prix d'achat, auquel viennent s'ajouter les frais de transport.

A l'émission, les quantités de signes monétaires émises sont valorisées selon la méthode FIFO et comptabilisées au bilan. A la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non émis sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés selon la méthode FIFO.

Les réévaluations sont effectuées par des experts en évaluation.

L'écart de réévaluation est imputé aux capitaux propres sous une rubrique séparée en contrepartie des comptes d'immobilisations.

Suite au séisme du 12 janvier 2010, les pertes sur les immeubles de la Banque qui ont subi des dommages ont été évaluées et enregistrées dans les livres de la BRH.

A l'exception des terrains, des constructions en cours, les Immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie utile.

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

Immobilisations	Durées de vie utile (en mois)
Terrains	Non amortissable
Bâtisses	240
Mobilier et matériel de bureau	48
Matériel informatique	60
Logiciel informatique	12
Matériel roulant	48
Équipements	60
Installations	60
Aménagements, Extensions, Agrandissements	60

Les immobilisations entièrement amorties demeurent inscrites au bilan dans un compte distinct « Biens totalement amortis » aussi longtemps qu'elles subsistent. Les immobilisations figurent au bilan à leurs valeurs nettes.

2.16 - Stocks de billets neufs en transit

A l'achat, les signes monétaires sont comptabilisés en engagements hors bilan au prix d'achat, auquel viennent s'ajouter les frais de transport.

A l'émission, les quantités de signes monétaires émises sont valorisées selon la méthode FIFO et comptabilisées au bilan. A la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non émis sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés selon la méthode FIFO.

2.17 - Billets et monnaies en circulation

Les billets et pièces de monnaie en circulation sont analysés comme des dettes envers les détenteurs. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur faciale ou valeur nominale.

2.18 - Comptes d'engagements

Les comptes à vue (dettes à vue) et les dépôts auprès de la BRH sont inscrits au bilan à leur valeur nominale et ne sont pas rémunérés.

2.19 - Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée lorsque la BRH a une obligation réglementaire, implicite ou juridique qui résulte d'un événement passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Conformément au principe de prudence, des provisions sont aussi constituées pour tous les risques potentiels liés à certains comptes d'actif (actifs non performants).

2.20 - Fonds de retraite et prime de séparation

La dépense annuelle pour le fond de retraite et primes de séparation est établie en fonction d'un taux de contribution fixé par la Banque de la République d'Haïti.

2.21 - Réserve de réévaluation de change

L'article 56 de la loi organique de la BRH précise que les gains et les pertes, qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or, doivent être comptabilisés à un compte dénommé "Réserve de réévaluation" présenté au bilan au niveau du capital et réserves.

2.22 - Réserve pour réévaluation d'immeubles

Le solde de ce poste sera viré à la réserve spéciale quand les immeubles seront comptabilisés. Toute moins-value résultant de la réévaluation est enregistrée directement comme une dépense à l'état des résultats à moins qu'elle ne soit relative à une plus-value existante pour un même immeuble déjà réévalué. Le cas échéant, cette moins-value sera affectée préalablement au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles.

2.23 - Réserves générales

Ce poste enregistre les pertes et gains latents qui résultent des réévaluations périodiques du portefeuille de titres de la BRH.

2.24 - Distribution des profits nets

Selon l'article 59 de la loi régissant la BRH, les résultats nets doivent être distribués de la manière suivante : 25 % au Trésor Public, 10 % à la réserve légale et le solde à des réserves spéciales destinées aux fins d'investissements, de placements, d'agrandissement et autres, tel que fixé par le Conseil d'Administration. En 2010 et 2009, le Conseil d'Administration a convenu avec le Ministère de l'Economie et des Finances de ne pas effectuer de distribution à l'Etat en vue d'éponger les pertes antérieures et de constituer les réserves nécessaires à la recapitalisation de la BRH, tel que prévu dans le cadre d'accords avec les partenaires internationaux.

2.25 - Gestion des risques

La BRH est exposée à des risques variés qui sont les suivants :

- **Risque de marché** : risque de perte due aux changements dans les prix et aux taux de marché (cours de l'or, cours de change et taux d'intérêt) ;
- **Risque de contrepartie** : risque de perte due à l'incapacité des contreparties de la Banque de faire face à leurs obligations financières ;
- **Risque opérationnel** : risque de perte résultant de l'inadaptation ou de la défaillance des procédures, des personnes, des systèmes internes ou d'événements extérieurs.

La gestion des risques est centrée sur le caractère imprévisible de l'environnement financier et a pour objet d'en minimiser les conséquences négatives potentielles sur les performances de la BRH.

2.26 - Reconnaissance des produits et des charges

La reconnaissance des produits et des charges est effectuée selon les règles suivantes :

- les produits et les charges sont pris en compte au cours de l'exercice pendant lequel ils sont réalisés, acquis ou dus ;
- les produits et les charges en monnaies étrangères sont convertis au cours de change de la date de transaction ;

- les plus-values et moins-values latentes sur les instruments financiers liées aux taux d'intérêt et aux prix du marché, sont comptabilisées au bilan dans le compte « Réserves générales » ;
- les écarts de conversion sur les devises étrangères sont comptabilisés au bilan dans le compte « Réserves de réévaluation de change ».

2.27 - Evénements postérieurs à la date de clôture

Les événements significatifs ayant un lien prépondérant et direct avec une situation qui existait à la date de clôture des comptes, donnent lieu à un ajustement des montants comptabilisés dans les états financiers. A cet égard, les actifs et les passifs font l'objet d'un ajustement pour tenir compte d'événements significatifs survenus entre la date de clôture et la date d'approbation des états financiers. Ceux concernant des situations apparues postérieurement à la date de clôture, sont mentionnés dans les notes annexes, avec une estimation de leur incidence financière.

2.28 - Changement de méthodes, d'estimations comptables

Aucun changement de méthode ou d'estimation comptables n'est intervenu durant l'exercice 2013-2014.

Note 3 - Cours des monnaies étrangères et prix de l'Or

Monnaies étrangères et or	30/09/2014 (en Gourdes)	30/09/2013 (en Gourdes)
1 Dollar des Etats-Unis (USD)	45,5577	43,7429
1 Euro (EUR)	57,5439	59,1710
1 Droit de Tirage Spécial (DTS)	67,5438	67,1051
1 Once d'or	55 420,94	58 024,95

Informations sur le bilan

Bilan - Actif

Note 4 - Avoirs en or

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014		30/09/2013		Variation
	En once	En milliers de Gourdes	En once	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
Or en dépôt chez Morgan Stanley Smith Barney	1 308	72 643	1 308	75 870	(3 227)
Or en dépôt à la Federal Reserve Bank	56 918	3 124 557	56 918	3 272 950	(148 393)
Total	58 226	3 197 200	58 226	3 348 820	(151 620)

Cette rubrique enregistre les avoir en or détenus par la BRH à la Federal Reserve Bank of New York (1 308 Oz) et chez Morgan Stanley (56 918 Oz).

Le stock d'or est réévalué mensuellement sur la base du cours de l'once d'or affiché sur le site Bloomberg. L'écart entre la valeur réévaluée du stock et sa valeur comptable est enregistré au capital dans les comptes "533000 Réserve de réévaluation or" pour l'or détenu à la Federal Reserve et "538400 Réserve de plus-value non réalisée sur placement" pour l'or détenu à la Morgan Stanley. L'évolution du solde par rapport à l'exercice précédent résulte de la dépréciation de l'once d'or qui est passé de G. 58 024 au 30 septembre 2013 à G. 55 421 au 30 septembre 2014.

Note 5 - Avoirs sur le Fonds Monétaire International (FMI)

La rubrique « Avoirs sur le Fonds Monétaire International » comprend la position de réserve et les avoirs en DTS et se détaille comme suit :

	30/09/2014		30/09/2013		Variation
	En DTS	En milliers de Gourdes	En DTS	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
Position de réserve	68 047	4 596	68 047	4 566	30
Avoirs en droits de Tirages Spéciaux	68 810 090	4 647 698	68 820 267	4 617 840	29 858
Total	68 878 137	4 652 294	68 888 314	4 622 406	29 888

- **Position de réserve**

Constitué en 1945, le FMI a été investi par ses textes fondateurs de la mission statutaire de restaurer la stabilité du système monétaire international. Les opérations de l'Etat Haïtien avec le FMI (le Fonds) sont régies par l'article VIII des statuts du FMI.

Les souscriptions des pays membres constituent l'origine normale des ressources du Fonds. A chaque pays est assignée une quote-part. Les quotes-parts souscrites sont libérées en devises par les Etats membres à concurrence de 25 %, et en monnaie nationale à concurrence de 75 %.

La position de réserve d'un pays auprès du FMI est égale à la différence entre sa quote-part et la souscription versée en monnaie nationale.

La position de réserve de la République d'Haïti auprès du FMI s'analyse comme suit :

	30/09/2014		30/09/2013		Variation
	En DTS	En milliers de Gourdes	En DTS	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
Quota FMI	81 900 000	5 531 841	81 900 000	5 495 490	36 351
FMI, Compte no 1	(36 290 445)	(2 451 196)	(36 290 445)	(2 435 089)	(16 107)
FMI, Compte titres	(45 541 508)	(3 076 049)	(45 541 508)	(3 055 835)	(20 214)
Total	68 047	4 596	68 047	4 566	30

- Quota FMI

Le quota FMI correspond à la quote-part exprimée en DTS et attribuée à l'Etat Haïtien dans le cadre de sa souscription lors de son admission au Fonds. Il représente un actif de la République d'Haïti. Comme sur les exercices précédents, le quota FMI est resté stable en l'absence de décision par le Conseil d'Administration du FMI d'une augmentation de la quote-part de l'Etat Haïtien.

- Compte FMI n° 1 et compte de titres

Le compte FMI n° 1 et le compte de titres correspondent à la quote-part réglée en monnaie nationale ou sous forme de titres par l'Etat Haïtien. En qualité de dépositaire, la BRH tient ces comptes enregistrant les avoirs du FMI en Gourdes. Ces comptes constituent des engagements de la BRH vis-à-vis du Fonds.

Au 30 septembre 2014, le compte FMI n° 1 et le compte de titres présentent respectivement des soldes créditeurs de G.2.451 millions et G.3.076 millions. En l'absence d'évolution des soldes en DTS de ces comptes, les variations respectives constatées de G.16 millions et G.20 millions, résultent exclusivement de l'appréciation du cours du DTS qui est passé de G.67,1 au 30 septembre 2013 à G.67,5438 au 30 septembre 2014.

- Avoirs en droits de tirages spéciaux

Les DTS détenus ont évolué ainsi qu'il suit :

	En DTS
Solde au 30/09/2013	68 820 267
Acquisitions	-
Cessions	-
Rémunérations perçues	68 582
Commissions payées	(78 759)
Solde au 30/09/2014	68 810 090

Les rémunérations perçues correspondent aux intérêts payés par le FMI sur les avoirs en DTS. Les commissions payées correspondent essentiellement aux intérêts versés au FMI et calculés sur la base du stock de DTS alloués à l'Etat Haïtien.

Note 6 - Avoirs en monnaies étrangères

Cette rubrique comprend l'encaisse, les dépôts à vue et de garantie à l'étranger, les valeurs en transit et les placements en devises étrangères. Elle se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Billets, pièces de monnaie et chèques	1 494 006	900 183	593 823
Avoirs dans les banques non résidentes	4 962 502	7 921 375	(2 958 873)
Valeurs en transit sur l'étranger	24 501	24 604	(103)
Remises en transit en devises sur le pays	19 039	203 074	(184 035)
Collatéral	596 015	570 452	25 563
Placements en devises étrangères	69 523 627	83 941 112	(14 417 485)
Total	76 619 690	93 560 800	(16 941 110)

- Billets, pièces de monnaie et chèques en USD

Les billets, pièces de monnaie et chèques en devise, essentiellement en dollars, sont constitués par les encaisses détenues au Siège et au Cap Haïtien. Ces encaisses s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Billets devises guichets	7 780	5 611	2 169
Billets devises non triés	466 306	128 395	337 911
Billets devises caveau	726 736	735 887	(9 151)
Pièces devises caveau	275	265	10
Sous-total Siège	1 201 097	870 158	330 939
Billets devises Cap Haïtien	292 909	30 025	262 884
Total	1 494 006	900 183	593 823

- Avoirs dans les banques non résidentes

Les avoirs dans les banques non résidentes sont essentiellement constitués des dépôts à vue et se décomposent comme suit :

Banque	30/09/2014		30/09/2013		Variation
	En devise	En milliers de Gourdes	En devise	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
Correspondants USD					
Citibank NY	21 667 694	987 130	68 408 814	2 992 400	(2 005 270)
Fédéral Reserve	81 612 264	3 718 067	99 853 250	4 367 871	(649 804)
Citibank Collatéral	307 172	13 994	307 139	13 435	559
Citibank IDA	14 157	645	14 900	651	(6)
Bladex	2 695 514	122 801	2 694 331	117 858	4 943
Bladex collatéral	864 684	39 393	709 026	31 015	8 378
Correspondant EUR					
Banque de France	1 398 437	80 472	6 728 825	398 145	(317 673)
Total		4 962 502		7 921 375	(2 958 873)

- **Collatéral**

Ce compte enregistre les dépôts de garantie constitués auprès de la Citibank New-York pour la mise en place de lettre de crédit, sur demande du Ministère de l'Economie et des Finances haïtien.

- **Placements non-résidents**

Les placements non-résidents sont constitués par un portefeuille de liquidité, en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille aux Etats-Unis. Ils se décomposent comme suit par gestionnaire :

Note 7 – Participation dans les organismes internationaux

Cette rubrique comprend les participations de l'Etat Haïtien dans le capital des organismes financiers internationaux. Elle s'analyse comme suit au 30 septembre 2014 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	2 116 512	1 944 076	172 436
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	245 610	302 511	(56 901)
Banque Caraïbienne de Développement (BCD)	150 210	144 227	5 983
Association Internationale de Développement (IDA)	50 451	48 455	1 995
Société Interaméricaine d'Investissement (SI)	143 051	137 353	5 698
Fonds Multilatéral d'Investissement	13 667	13 123	544
Société Internationale de Financement (IFC)	37 449	35 957	1 492
Agence de Garantie des Investissements Multilatéraux (MIGA)	7 394	7 099	295
Total	2 764 344	2 632 801	131 543

Ces participations sont souscrites en devise ou en monnaie nationale pour le compte de la République d'Haïti.

Note 8 - Placements locaux

Cette rubrique comprend des avances de fonds accordées à la Banque Nationale de Crédit et des obligations du Trésor Haïtien souscrites par la BRH.

Elle s'analyse comme suit, au 30 septembre 2014 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Avances BNC	2 75 000	275 000	-
Obligations du Trésor Haïtien	2.868.750	-	2.868.750
Total	3.143 750	275 000	2.868.750

- **Avances BNC**

Ce poste enregistre exclusivement des avances de fonds accordées à la Banque Nationale de Crédit (BNC) par la République d'Haïti en 2009.

Ces avances ont été converties en obligations subordonnées conformément au protocole d'accord signé en date du 29 septembre 2010 entre la BRH et la BNC. Ce protocole fixe la durée des remboursements à 20 ans avec un taux d'intérêt de 1 % l'an.

- **Obligations du Trésor Haïtien**

En date du 12 septembre 2014, la BRH a signé avec le Ministère de l'Economie et des Finances, un protocole d'accord par lequel la BRH accepte de faire l'acquisition d'Obligations du Trésor pour une valeur de 2.868.750 milliers de gourdes. Ces obligations sont dématérialisées et sont au nombre de trente (30), remboursables au taux de 7 % l'an sur une période allant de 1 à 60 mois.

Ces obligations ont été émises par l'Etat Haïtien dans le but de liquider les arriérés de paiement du Gouvernement au titre des travaux d'infrastructure entamés à la suite du passage sur le pays de la catastrophe Sandy.

Il convient de noter que des obligations d'égal montant ont été souscrites par les banques commerciales.

Note 9 - Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités

Cette rubrique comprend les créances détenues sur l'Etat Haïtien et les intérêts à recevoir. Elle s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Frais différés bons BRH	24 298	20 827	3 471
Autres prêts et avances au Gouvernement	46 337 890	46 319 505	18 385
Intérêts à recevoir sur prêts et avances au Gouvernement	274 962	91 654	183 308
Total	46 637 150	46 431 986	205 164

- **Autres prêts et avances au Gouvernement**

Le solde se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Avances différence de change FMI	1 497 177	1 478 793	18 384
Avances à consolider	44 840 713	44 840 712	1
Total	46 337 890	46 319 505	18 385

- *Avances différence de change FMI*

Ce poste est constitué des écarts de changes constatés lors des réévaluations mensuelles des comptes qui enregistrent les opérations avec le FMI et qui sont libellés en DTS.

Conformément à l'article 12 du décret du 1er octobre 1952 autorisant le Gouvernement de la République d'Haïti à devenir membre du Fonds Monétaire International, à la fin de chaque année fiscale, toute différence résultant des opérations avec le FMI est supportée par le Gouvernement Haïtien.

- *Avances à consolider*

Ce poste enregistre les créances de la BRH sur l'Etat Haïtien, qui ont fait l'objet de consolidation et/ou de protocole d'accord signés entre les deux parties. Il s'analyse comme suit au 30 septembre 2014 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014
Dettes consolidées de l'Etat Haïtien envers la BRH au 30/09/2013 (1)	42 865 239
Dettes des institutions publiques envers la TELECO au 31/12/2009 (2)	1 023 479
Billet à ordre du 11 octobre 2007 (2)	951 995
Total	44 840 713

- (1) Ce montant correspond à hauteur de G.42.865.025 milliers aux créances de la BRH sur l'Etat Haïtien qui ont fait l'objet d'une évaluation contradictoire entre les deux parties et d'un rapport de consolidation signé par le Ministère de l'Economie et des Finances et la BRH au 30 septembre 2009.

Il se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

Description	Montant
Titres du Gouvernement	1 217 103
Déficit cumulé du Trésor au 30/09/2009	28 655 885
Déficit cumulé du Trésor 2010 et 2011	6 084 602
Arriérés d'intérêts	12 435
Autres avances	158 444
Avances à consolider 2007-2008	6 736 556
Total	42 865 025

- (2) Ces créances ont fait l'objet d'un protocole d'accord tripartite en date du 29 septembre 2010 entre le Ministère de l'Economie et des Finances, la BRH et la TELECO. Les termes de ce protocole prévoient :

- le paiement à la BRH d'une créance de la TELECO sur l'administration publique pour G.1.023 millions en vue de l'apurement des créances de la BRH vis-à-vis de la TELECO ;
- le remboursement d'un billet à ordre d'un montant de G.952 millions, datant du 11 octobre 2007 et resté sans couverture. Ce billet à ordre avait été émis par l'Etat Haïtien en faveur de la BRH et correspond au montant décaissé par la BRH pour le compte de l'Etat afin de combler le déficit de la SOCABANK.

- Intérêts à recevoir

Dans l'attente de la formalisation des modalités de remboursement des sommes dues à la BRH, l'Etat Haïtien s'est engagé à verser un montant annuel de G.1.1 milliard au titre d'intérêts sur sa dette interne vis-à-vis de la Banque.

Sur l'exercice 2014, ce montant a fait régulièrement l'objet de paiement mensuel.

Le solde à la clôture correspond au paiement des mois de juillet, août et septembre 2014.

Note 10 - Prêts et avances aux particuliers et aux autres institutions

Cette rubrique enregistre essentiellement les prêts et avances accordés par la Banque au personnel et à une entreprise publique. Le solde se détaille comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Prêts et avances de la Banque Centrale aux entreprises publiques	21 140	21 140	-
Prêts et avances au personnel	3 086 953	2 791 834	295 119
Intérêt à recevoir sur prêts au personnel	6 078	5 273	805
Provisions pour créances douteuses	(380 422)	(354 241)	(26 181)
Total	2 733 749	2 464 006	269 743

Les prêts et avances au personnel se détaillent comme suit au 30 septembre 2014 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Avances au personnel	1 228 190	1 198 378	29 812
Avances spéciales	461 918	360 557	101 361
Effets escomptés au personnel	12 959	14 968	(2 009)
Prêts hypothécaires	1 352 709	1 191 211	161 498
Assurance hypothécaire	31 177	26 720	4 457
Total	3 086 953	2 791 834	295 119

Note 11 - Prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires

Cette rubrique enregistre les prêts et avances aux institutions financières monétaires, non monétaires et les créances rattachées. Le solde se détaille comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires bancaires	714 644	527 342	187 303
Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires non bancaires	80 898	80 682	216
Intérêts à recevoir sur prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires	11 234	12 779	(1 545)
Total	806 776	620 803	185 973

- Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires bancaires

Au 30 septembre 2014, le solde correspond à l'encours de trois (3) prêts consentis à la BNC (G.505 millions), la BPH (G.9 millions) et la BUH (G.200 millions).

- Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires non bancaires

Ce poste correspond aux prêts accordés à la Société Haïtienne d'Épargne (SHEC). Cette institution étant en faillite, la BRH a pris l'option de déprécier la totalité de cette créance.

Note 12 - Immobilisations

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Immobilisations financières	2 084 859	2 049 524	35 335
Immobilisations incorporelles	2 270	428	1 842
Immobilisations corporelles	2 642 096	2 181 966	460 130
Total	4 729 225	4 231 918	497 307

- Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Titres TELECO	1 923 381	1 923 381	-
Titres BLADDEX	161 478	126 143	35 335
Total	2 084 859	2 049 524	35 335

- Titres de participation TELECO

Comme sur les exercices précédents, la valeur des titres de participation à la TELECO n'a pas connu de variation et s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

Description	Montant
Valeur au coût d'acquisition des titres	13 600
Quote-part des profits nets de la TELECO	1 909 781
Total	1 923 381

Les titres de participation détenus sur la TELECO ont été initialement comptabilisés à leur coût d'acquisition. Conformément à la méthode de la « mise en équivalence », la BRH a ajusté la valeur comptable de ces titres en y incluant sa quote-part des résultats annuels enregistrés par la TELECO. Cette quote-part a été comptabilisée de 1997 à 2000 sur la base d'états financiers internes de la TELECO non vérifiés. A partir de l'exercice 2001, en raison de l'absence de fiabilité récurrente des états financiers transmis par la TELECO, la BRH a cessé de comptabiliser cette quote part.

- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les éléments suivants :

(En milliers de Gourdes)

	Valeurs nettes comptables 30/09/2014	Valeurs nettes comptables 30/09/2013	Variation
Terrains	397 824	397 824	-
Immeubles	868 616	938 243	(69 627)
Matériels et mobilier	15 980	14 409	1 571
Matériel Informatique	11 507	16 636	(5 129)
Matériels roulants	25 123	29 245	(4 122)
Equipements	51 025	82 750	(31 725)
Installations	7 127	9 155	(2 028)
Aménagement Ext & Agr	24 358	33 097	(8 739)
Immobilisations en cours	1 240 536	660 607	579 929
Total	2 642 096	2 181 966	460 130

Les mouvements de l'exercice 2014 se détaillent comme suit :

- *Valeurs brutes*

(En milliers de Gourdes)

Description	Valeur brute au 30/09/2013	Acquisition	Cessions	Autres mouvements (reclassements/ régularisations)	Valeur brute au 30/09/2014
Terrains	397 824				397 824
Immeubles	1 392 253				1 392 253
Matériels et mobilier	22 570	9 236		(30)	31 776
Matériel informatique	260 818	15 339		(1 794)	274 363
Matériels roulants	57 643	11 279		(7 285)	61 633
Equipements	163 874	12 118			175 992
Installations	14 665	2 212			16 877
Aménagement Ext & Agr	46 321	9 010			55 331
Immobilisations en cours	660 607	1 076 230		(496 300)	1 240 537
Total	3 016 576	1 135 424		(505 414)	3 646 586

- *Cumul des amortissements*

(En milliers de Gourdes)

Description	Cumul amortissements et provisions 30/09/2013	Amortisse- ments de l'exercice	Amortisse- ments/ disposition	Autres mouvements (reclassements/ régularisations)	Cumul amortissements et provisions 30/09/2014
Immeubles	454 010	69 627			523 637
Matériels et mobilier	8 161	7 634			15 795
Matériel informatique	244 183	35 823		(17 149)	262 857
Matériels roulants	28 398	15 401		(7 290)	36 509
Equipements	81 124	43 802		41	124 967
Installations	5 510	4 241			9 751
Aménagement Ext & Agr	13 224	17 750			30 974
Total	834 610	194 278		(24 398)	1 004 490

- Valeur nette comptable

(En milliers de Gourdes)

	Valeurs nettes comptables 30/09/2014	Valeurs nettes comptables 30/09/2013	Variation
Terrains	397 824	397 824	-
Immeubles	868 616	938 243	(69 627)
Matériels et mobilier	15 981	14 409	1 571
Matériel informatique	11 506	16 636	(5 130)
Matériels roulants	25 124	29 245	(4 121)
Equipements	51 025	82 750	(31 725)
Installations	7 126	9 155	(2 029)
Aménagement Ext & Agr	24 357	33 097	(8 740)
Immobilisations en cours	1 240 537	660 607	579 930
			-
Total	2 642 096	2 181 966	460 130

Note 13 - Autres actifs

Les autres actifs se détaillent comme suit :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Comptes à recevoir	178 303	172 992	5 311
Contrats SWAP	-	963 732	(963 732)
Remises en transit sur le pays	144 975	164 229	(19 254)
Stock de fournitures de bureau	9 344	10 587	(1 243)
Stock de billets neufs en transit	575 226	380 164	195 062
Frais payés d'avances	253 183	121 627	131 556
Dépôts de cautionnements	470	470	-
Intérêts à payer sur Contrats Swap	-	-	-
Dividendes à recevoir Bladex	-	-	-
Autres	1 186 477	375 992	810 485
Total	2 347 978	2 189 793	158 185

- **Comptes à recevoir**

Les recettes fiscales et douanières de l'Etat sont collectées par la BRH qui joue le rôle de caissier de l'Etat. Lorsque la BRH ne dispose pas de succursale dans les lieux de collecte, la Banque Nationale de Crédit (BNC) se charge de la collecte et reverse mensuellement les montants à la BRH.

Le solde de ce poste correspond principalement aux recettes du Trésor Public du mois de septembre 2014, collectées par la BNC et non encore reversées à la BRH. Le solde s'apure sur la période subséquente.

- **Remises en transit sur le pays**

Les remises en transit représentent le solde des opérations de compensation à la BRH et retracent les chèques qui y sont présentés ou reçus. Le règlement intervient avec un jour de décalage. Le solde s'apure sur la période subséquente.

- **Stock de billets neufs en transit**

Ce poste est constitué des billets et monnaies neufs non encore émis à la clôture de l'exercice.

A l'achat, les signes monétaires sont comptabilisés en engagements hors bilan au prix d'achat, auquel viennent s'ajouter les frais de transport.

A l'émission, les quantités de signes monétaires émises sont valorisées selon la méthode FIFO et comptabilisées au bilan. A la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non émis sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés selon la méthode FIFO.

Le stock de signes monétaires non émis se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013
Stock de billets neufs	338 429	175 861
Stock de pièces de monnaies	236 797	204 303
Total	575 226	380 164

• **Autres**

Ce poste se décompose comme suit, au 30 septembre 2014 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Encaisse métallique or et argent	11 488	10 164	1 324
Dépôt à terme fonds CERA	12 000	12 000	-
Collection pièces or et argent	766	55	711
Objets d'art	22 696	19 368	3 328
Musée numismatique	18 160	18 160	-
Valeurs à régulariser par service	599 695	33 354	566 341
Avances sur commande	379 794	133 934	245 860
Autres comptes à recevoir	90 701	94 329	(3 628)
Cpte/rec. dessaisissement des banques	1 673	1 673	-
Avances sur quinzaine	228	294	(66)
Véhicule de fonction/BRH	49 276	52 661	(3 385)
Total	1 186 477	375 992	810 485

Le solde est essentiellement constitué des avances sur commande et des valeurs à régulariser par service qui s'établissent respectivement à G.599 millions et G.379 millions au 30 septembre 2014.

Le poste « Autres comptes à recevoir » est constitué à hauteur d'un montant de G.53 millions représentant des indemnités à recevoir de l'assureur GFA suite au séisme.

Bilan - Passif

Note 14 - Billets et monnaies en circulation

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Billets émis	33 204 190	29 154 190	4 050 000
Encaisse	(5 935 173)	(5 071 785)	(863 388)
Total	27 269 017	24 082 405	3 186 612

Au 30 septembre 2014, la situation comptable des billets en circulation correspond à la différence entre le solde du compte billets émis et la situation de l'encaisse.

La situation détaillée des soldes de l'encaisse est la suivante :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Petite caisse	80	40	40
Gulchets	1 381 221	1 343 358	37 863
Retrait	2 058 298	414 352	1 643 946
Caveau	2 495 574	3 314 035	(818 461)
Total	5 935 173	5 071 785	863 388

Note 15 - Comptes d'engagements

Cette rubrique comprend les comptes de dépôts en devises et en gourdes du Gouvernement Haïtien, des institutions financières monétaires bancaires, des institutions bancaires résidentes et non résidentes, des entreprises publiques et les bons BRH émis. Elle s'analyse comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Engagement en devises	36 618 528	48 259 469	(11 640 941)
Engagement en monnaie locale	22 323 366	26 082 572	(3 759 206)
Engagement envers le Gouvernement Central	30 853 858	30 350 830	503 028
Bons BRH	4 857 000	6 221 000	(1 364 000)
Total	94 652 752	110 913 871	(16 261 119)

Les comptes d'engagement sont des comptes de dépôts à vue ouverts à la BRH. Ils sont libellés en Gourdes et en devises. Conformément à l'article 38 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH, les comptes courants ne sont pas productifs d'intérêt. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les bons BRH sont des titres non matérialisés émis par la BRH. Ils ont comme objectif principal, le contrôle de la liquidité bancaire en permettant soit de fournir des liquidités, ou de réduire des liquidités excédentaires.

- Engagements en devises

Les comptes engagements en devises de la BRH se décomposent comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Engagements envers les autres institutions non résidentes	773 084	13 727 534	(12 954 450)
Engagements envers les institutions bancaires résidentes	33 497 231	31 163 756	2 333 475
Engagements envers les entreprises publiques	2 254 924	3 264 952	(1 010 028)
Chèques certifiés et comptes spéciaux Dollars	7 597	20 810	(13 213)
Engagements envers EximBank	83 637	80 305	3 332
Engagements en Dollars	36 616 473	48 257 357	(11 640 884)
Institutions financières monétaires bancaire Euro	2 018	2 075	(57)
Engagements en Euro	2 018	2 075	(57)
Compte FMI n° 2	37	37	0
Engagements en DTS	37	37	0
Total	36 618 528	48 259 469	(11 640 941)

Ces engagements en devises n'incluent pas ceux du Gouvernement Central.

Ils sont essentiellement constitués d'engagements libellés en dollars et envers les institutions bancaires résidentes qui ont évolué comme suit au 30 septembre 2014 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Socebank - Compte clearing US	9 462 262	7 933 490	1 528 772
Socebel - Compte clearing US	445 437	345 585	99 852
Unibank- Compte clearing US	12 623 692	11 667 466	956 226
Banque Nationale de Crédit - Compte clearing US	4 478 873	4 494 220	(15 355)
Banque de l' Union Haïtienne - Compte clearing US	830 990	1 277 713	(446 723)
Citibank NA, - Compte clearing US	1 218 262	1 635 097	(416 835)
Banque of Nova Scotia - Compte clearing US	1 192 403	946 068	246 335
Capital Bank - Compte clearing US	2 432 392	2 147 718	284 674
Banque Populaire Haïtienne - Compte clearing US	595 495	373 232	222 263
Banque Haïtienne de Développement S.A	(489)	(469)	(20)
B.I.C.H. - Compte clearing US	16	15	1
Banque de l'Union Haïtienne - Compte Escrow	-	-	-
Banque de l'Union Haïtienne -Escrow account/1	-	-	-
Solihdes	300	3 172	(2 872)
Fonds de développement Industriel - FDI	195 778	340 441	(144 663)
FDI/FGPC/2416/GR-HA Fonds de garantie partielle de	-	-	-
FDI /Fonds de garantie partielle de crédit FGPC 2416	-	-	-
Le Levêir	21 820	-	21 820
Total	33 497 231	31 163 756	2 333 475

- Engagements en monnaie locale

Les comptes engagements en monnaie locale de la BRH se décomposent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Dépôts des institutions financières	21 035 941	23 338 703	(2 302 762)
Dépôts entreprises publiques	905 928	2 360 463	(1 454 535)
Autres dépôts	381 497	383 406	(1 909)
Total	22 323 366	26 082 572	(3 759 206)

Les engagements en Gourdes n'incluent pas ceux du Gouvernement Central. Ils sont pour l'essentiel constitués des dépôts des institutions financières qui ont évolué comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Soqebank - Compte clearing Gourdes	3 353 811	4 599 371	(1 245 560)
Soqebel - Compte clearing Gourdes	76 316	7 320	68 996
Unibank S.A - Compte clearing Gourdes	5 467 080	5 431 109	35 971
Banque Nationale de Crédit - Compte clearing Gourdes	6 894 483	8 628 014	(1 733 531)
Banque de l' Union Haïtienne - Compte clearing Gourdes	686 255	413 190	273 065
Cilibank NA - Compte clearing Gourdes	1 908 082	1 378 217	529 865
Banque of Nova Scotia - Compte clearing Gourdes	995 662	1 063 671	(68 009)
Capital Bank - Compte clearing Gourdes	1 309 932	1 023 180	286 752
Banque Populaire Haïtienne - Compte clearing Gourdes	337 089	445 627	(108 538)
Autres institutions financières	7 231	349 004	(341 772)
Total	21 035 941	23 338 703	(2 302 762)

- **Engagements envers le Gouvernement Central**

Les comptes d'engagements envers le Gouvernement central sont constitués de comptes de dépôts, de comptes spéciaux et du déficit du Trésor Public qui s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Dépôts Gouvernement Central (Dollar)	9 899 250	15 212 047	(5 312 787)
Dépôts Gouvernement Central (Euro)	93 142	36 980	56 162
Dépôts Gouvernement Central (Gourde)	14 370 415	14 134 769	235 646
Dépôts collectivités locales (Gourde)	76 350	79 459	(3 099)
Sous-total Dépôts	24 439 177	29 463 255	(5 024 078)
Comptes spéciaux (Gourde)	6 905 768	1 582 329	5 323 439
Déficit budgétaire du Trésor Public (Gourde)	(491 087)	(694 754)	203 667
Total	30 853 858	30 350 830	503 028

- **Comptes de dépôts**

Ce poste enregistre les opérations courantes du Gouvernement Central (dépôts, retraits et virements).

• **Comptes spéciaux**

Le soide se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Comptes spéciaux Trésor pension civile	1 754 167	1 434 751	319 416
Trésor Public fonds en fidéicommiss	110 884	124 318	(13 434)
TP CPTÉ SPEC - OBLIGATION/INVEST PUB	5 000 000	-	5 000 000
Fonds spécial dette externe	40 125	22 792	17 333
Autres mairies du Nord	592	468	124
Total	6 905 768	1 582 329	5 323 439

- **Compte spécial Trésor Pension Civile**

Ce compte enregistre les prélèvements effectués, sur ordre du Trésor Public, sur les recettes collectées pour le compte de l'Etat par la BRH. Ces prélèvements sont destinés aux fonds de pension des fonctionnaires de l'Etat.

- **Trésor Public, fonds en fidéicommiss**

Ce compte enregistre les fonds du Trésor Public placés en fidéicommiss. Ce compte est alimenté par les prélèvements effectués sur les recettes collectées pour le compte de l'Etat par la BRH.

- **Trésor Compte spécial - Obligations sur investissements publics**

Ce compte enregistre les fonds issus de l'émission des bons du Trésor Public dans le cadre du règlement des arriérés des sociétés de constructions ;

• **Déficit Trésor Public**

Ce poste s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013
Déficit cumulé non consolidé au 30/09/2013	(694 744)	(1 320 460)
Dépenses de fonctionnement du Trésor Public	(39 706 227)	(40 948 820)
Recettes publiques	47 103 170	44 636 432
Fonds de financement du Trésor Public	(7 193 286)	(3 061 906)
Déficit cumulé 2014	(491 087)	(694 744)

L'article 2 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH précise que la Banque pour objet « d'exercer toutes les activités de Banquier de l'Etat, d'agent financier et fiscal pour toutes ses opérations de caisse et de crédit ».

A cet effet, les recettes douanières, les recettes internes (recettes perçues par la Direction Générale des Impôts) et les recettes diverses (frais payés à l'immigration pour les passeports, les prélèvements effectués sur les salaires des employés pour les assurances du secteur public, frais de visa, permis de séjour,...) sont collectées dans les différents guichets de la BRH pour le compte de l'Etat.

Les dépenses budgétaires du personnel, de fonctionnement et les subventions de l'Etat sont effectuées par la BRH sur ordre de l'Etat.

Le déficit budgétaire correspond à la différence entre les recettes collectées par la BRH et les dépenses effectuées par la BRH, pour le compte de l'Etat.

Dans le cadre de la restructuration des actifs de la BRH, les créances de la BRH sur l'Etat y compris les déficits budgétaires cumulés antérieurs à l'exercice 2012 avaient fait l'objet d'une consolidation au 30 septembre 2013 et ont été reclassés dans un compte d'attente « Avances à consolider »

• Bons BRH

Les bons BRH émis se décomposent comme suit au 30 septembre 2014, par soumissionnaire :

Soumissionnaires	(En milliers de Gourdes)	
	30/09/2014	30/09/2013
BNC	2 384 000	5 670 000
Sogebank	1 900 000	100 000
Citibank	250 000	-
Capital Bank	75 000	175 000
Le Levier	141 000	261 000
BPH	100 000	-
KOTELAM	-	6 000
LE Garant	3 000	3 000
Caisse Ste Anne	4 000	6 000
Total	4 857 000	6 221 000

Les bons BRH sont émis par adjudication à des échéances de 7 ou 28 ou 91 jours. Les intérêts sont précomptés et calculés au prorata temporis.

A la date de communication des résultats de l'adjudication, une dette constituée par la valeur totale des bons attribués, est constatée dans les comptes de la BRH en contrepartie :

- des comptes courants des soumissionnaires pour le montant net ;
- d'un compte de charge constatée d'avance (« Frais différés bons BRH ») pour le montant des intérêts précomptés.

A l'échéance, la dette constatée lors de l'adjudication est soldée par le compte courant du soumissionnaire et les intérêts débiteurs précomptés sont enregistrés en charge.

Le solde a évolué comme suit, par échéance :

(En milliers de Gourdes)

Echéance	30/09/2014	30/09/2013
7 jours	60 000	100 000
28 jours	975 000	7 000
91 jours	3 822 000	6 114 000
Total	4 857 000	6 221 000

Toutes ces opérations se sont apurées à échéance sur la période subséquente.

Note 16 - Engagements envers le FMI

Cette rubrique s'analyse comme suit :

	(En milliers de Gourdes)				
	30/09/2014		30/09/2013		Variation
	En DTS	En milliers de Gourdes	En DTS	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
DTS alloués	78 507 957	5 302 729	78 507 957	5 267 884	34 845
Facilité Élargie de Crédit	39 312 000	2 655 284	37 674 346	2 527 949	127 335
Total	117 819 957	7 958 013	116 182 303	7 795 833	162 180

- **DTS alloués**

Ce sont des DTS alloués aux pays membres du FMI au prorata de leur quote-part.

- **Facilité élargie de crédit**

Au 30 septembre 2014, ce poste est constitué des tirages au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) accordée à l'Etat haïtien.

En tant qu'intermédiaire entre le FMI et l'Etat, la BRH reçoit les tirages en devises effectués par la République d'Haïti auprès du FMI et règle en devises les échéances. La contre-valeur en Gourdes des tirages est reversée à l'Etat.

Au 30 septembre 2014, les variations de l'exercice ont porté sur les opérations ci-après :

	En DTS
Solde au 30/09/2013	37 674 346
Annulation (-)	
Régularisation Tirages (2014)	
Tirage (2014)	1 637 654
Remboursement (-)	
Solde au 30/09/2014	39 312 000

En mars 2014, dans le cadre du programme ECF, des tirages de DTS 1.637.654 ont été reçus par la BRH pour le compte de l'Etat Haïtien.

Note 17 – Contributions et engagements de l'Etat Haïtien sur participation au capital des organismes financiers internationaux

Cette rubrique correspond essentiellement à la contrepartie au passif des participations de l'Etat Haïtien dans le capital des organismes financiers internationaux. Elle s'analyse comme suit au 30 septembre 2014 :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	2 116 512	1 944 076	172 436
Banque Internationale pour la reconstruction et le Développement (BIRD)	245 610	302 511	(56 901)
Banque Caraïbienne de Développement (BCD)	150 210	144 227	5 983
Association Internationale de Développement (IDA)	50 451	48 455	1 996
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)	143 051	137 353	5 698
Société Internationale de Financement (SFI)	37 449	35 957	1 492
Agence de Garantie des Investissement Multilatéraux (MIGA)	21 061	20 222	839
Sous-total	2 764 344	2 632 801	131 543
Dépôts des organismes internationaux	801 236	790 264	10 972
Total	3 565 580	3 423 065	142 515

Les comptes de dépôts des autres organismes concernent exclusivement les comptes courants de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ouverts dans les livres de la BRH.

Note 18 - Autres passifs

La situation dans les livres de la Banque au 30 septembre 2014 se présente comme suit :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Provisions pour boni	95 296	83 959	11 337
Provisions pour vérificateurs externes	6 252	4 703	1 549
Provisions pour prime des caissiers	12 729	10 473	2 256
Provisions pour prime état de service, état de séparation et pension spéciale	995 072	866 837	128 235
Salaires à payer	18 476	24 499	(6 023)
Compte à payer	1 15 935	101 938	13 997
Chèque de direction	209 269	53 623	155 646
Fonds non sujets à emploi	332 940	345 085	(13 145)
Divers crédateurs	994 710	1 225 716	(232 006)
DEPOTS ET CONSIGNATIONS	595	595	-
Allègement dette FMI après catastrophe	7 429 778	8 498 477	(1 068 699)
Compte transit exercice fiscal/ chèques en circulation	737 500	445 962	291 538
Autres	166 039	127 265	38 774
Total	11 114 591	11 791 132	(676 541)

- **Provisions pour boni**

Ce compte enregistre la provision pour boni à payer au personnel de la banque.

Conformément à l'article 154 du Code du Travail de la République d'Haïti, ce boni est payé lors de la deuxième quinzaine de mois de décembre et représente 1/12 du salaire et autres avantages reçus par l'employé au cours de l'année. Le boni est grevé d'une retenue à la source libératoire de 10 % qui est versée à la Direction Générale des Impôts dans la quinzaine qui suit le prélèvement.

- **Provisions pour prime état de service, état de séparation et pension spéciale**

Ce poste est constitué essentiellement de la provision pour obligation de fin de service et s'analyse comme suit au 30 septembre 2014 :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Provisions pour obligation fin de service	987 506	857 553	129 953
Provisions spéciales	7 566	9 284	(1 718)
Total	995 072	866 837	128 235

- Provisions pour obligations de fin de service

Cette provision est octroyée au personnel qui part à la retraite. Selon les textes, cette provision est dotée mensuellement à hauteur de 1 % des salaires. Par ailleurs, cette dotation a été renforcée, à la demande du Conseil d'Administration, d'une alimentation forfaitaire de G.300 millions pour l'exercice 2012-2013 et de G.150 millions pour l'exercice 2013-2014.

Les provisions pour obligation fin de service peuvent s'analyser comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	Solde au 30/09/2013	Dotations	Paiement aux employés	Solde au 30/09/2014
Provisions pour obligation fin de service	857 553	156 059	26 106	987 506

- Compte à payer

Ce poste enregistre les sommes dues par la BRH au titre des dettes fournisseurs et des provisions diverses constituées par le service des ressources humaines. Il s'analyse comme suit au 30 septembre 2014 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Cautionnement	8 832	9 037	(205)
Fournisseurs	-	42 460	(42 460)
Retenues de garantie	41 057	21 855	19 202
Provisions dettes estimatives	28 367	-	28 367
Provisions diverses ressources humaines	37 679	28 586	9 093
Intérêts à payer	-	-	-
Total	115 935	101 938	13 997

- Fonds non sujets à emploi

Le poste « Fonds non sujets à emploi » se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Chèques certifiés BRH non réclamés	64 411	64 999	(588)
Chèques de direction BRH - non réclamés	17 710	12 134	5 576
Fonds délaissés	226 059	245 330	(19 271)
Chèques en devises BRH en circ. Plus d'un an	24 382	23 262	1 120
Valeurs saisies	378	360	18
Total	332 940	346 085	(13 145)

Ce poste enregistre essentiellement :

- des chèques (chèques certifiés, chèques de direction et chèques en devises) non réclamés par leurs bénéficiaires pour G.82 millions.
- les fonds délaissés pour G. 226 millions et qui sont relatifs aux comptes non movimentés dans les banques commerciales. Ces fonds sont transférés à la BRH qui est chargée de les conserver dans l'attente d'une éventuelle réclamation des titulaires de comptes.

• Divers créditeurs

Le poste « Divers créditeurs » se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Prélèvement assurance	7	7	-
Prélèvement retenue boni	534	342	192
Prélèvement impôt sur le revenu	11	-	11
Prélèvement sécurité sociale	409	398	11
Dépôts reçus en garantie lettres de crédit	-	110 550	(110 550)
Fonds de pension BRH	743 210	446 715	296 495
Intérêts sur titres DNA/Douane	640	1 037	(397)
Fonds de pension ex-BNDAI	377	377	-
Recettes ex BNDAI	45 215	37 348	7 867
Dépôt à terme fonds ex-BNDAI	12 000	12 000	-
Valeurs à régulariser par service	107 901	359 297	(251 396)
MEF Compte spécial lettres de crédit	-	154 981	(154 981)
Fonds divers USD	54 582	11 493	43 089
Valeurs à régulariser par Services USD	29 824	92 171	(62 347)
Total	994 710	1 226 716	(232 006)

• Fonds de pension BRH

Ce compte enregistre les contributions de la BRH et de ses employés au titre du plan de pension des agents assujettis au Fonds. Des prélèvements sont effectués sur les salaires et primes des employés actifs assujettis au Fonds de pension, auxquels s'ajoute la contribution de la Banque représentant 15% du salaire de l'employé, conformément aux règles prévues par le Fonds de pension.

Cette provision alimente le Fonds en vue de procurer une rente mensuelle aux employés qui sont retraités selon les prescrits du Fonds de pension de la BRH.

Sur les exercices précédents, la BRH participait conjointement à ce Fonds avec la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire de Haïti (BPH). Depuis le mois d'avril 2011, la BRH s'est retiré du fonds commun de retraite et a pris la décision de constituer son propre fonds.

Le solde du compte a évolué sur l'exercice 2014 :

	(En milliers de Gourdes)	
	30/09/2014	30/09/2013
Solde au 30/09/2013	446 715	1 644 589
Augmentation (+)	3 964 101	5 524 295
Diminution (-)	3 867 606	6 722 169
Solde au 30/09/2014	743 210	446 715

Les augmentations enregistrées par le Fonds sont essentiellement constituées à hauteur de :

- G.3.300 millions par les remboursements en capital et intérêts des montants investis par le Fonds dans l'acquisition de certificats de Trésorerie émis par le Ministère de l'Economie et des Finances,
- G.400 millions par une alimentation du Fonds suite à la résolution n°11-14 du Conseil d'Administration de la BRH,
- G.231 millions par les cotisations des employés et la quote-part de la BRH,
- G.33 millions par un versement effectué dans le cadre de la finalisation du processus de liquidation du Fonds de Pension BRH-BNC-BPH.

Les diminutions enregistrées par le Fonds sont essentiellement constituées à hauteur de :

- G.2.930 millions par le montant net des souscriptions du Fonds à des certificats de trésorerie de l'Etat Haïtien,
- G.666 millions par des achats de dollars en vue de constituer un fonds d'investissement,
- G.71 millions par les paiements de rentes aux pensionnaires,
- Valeurs à régulariser service

Le compte « Valeurs à régulariser service » enregistre des opérations initiées par un service et pour lesquelles un traitement définitif est en attente.

- Fonds divers USD

Ce compte enregistre principalement les commissions sur transferts internationaux prélevées par les banques commerciales et les sociétés financières pour le compte de l'Etat haïtien. Ces commissions sont transférées dans ce compte dans l'attente de leur reversement à l'Etat Haïtien sur une base mensuelle.

- Allègement dette FMI après catastrophe

Ce montant correspond principalement à l'annulation de la dette du FMI dont a bénéficié l'Etat Haïtien en 2010 au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance.

Le 21 juillet 2010, le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI) a décidé l'annulation totale de l'encours des engagements d'Haïti envers le FMI, pour un montant de 178 millions de DTS, soit 268 millions de dollars.

A ce titre un compte bloqué intitulé « Allègement de dette du FMI après catastrophe » a été ouvert dans les livres de la BRH au nom du Gouvernement Haïtien.

Ce compte est destiné à financer des projets de reconstruction de bâtiments administratifs, de logements sociaux et de mise en place de fonds d'aide (fonds de garantie, fonds de stabilisation des taux d'intérêts sur prêts au logement).

Sur l'exercice 2013-2014, la baisse de 6.1068 millions constatée sur l'année s'explique essentiellement par des prélèvements effectués sur ordre du Ministère de l'Economie et des Finances pour le financement de projets de reconstructions.

- Compte transit exercice fiscal/Chèques en circulation

Ce solde correspond à des prélèvements d'égal montant effectués sur le compte « Fonds de financement du Trésor Public », à la demande du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF).

- Autres

Le poste « Autres » est essentiellement constitué des comptes de dépôts des employés de la BRH et se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Autres comptes à payer - Caution El Rancho	250	250	-
Autres assurances véhicules	122	122	-
Dépôt employés BRH Conseil d'Administration	7 436	4 247	3 189
Dépôt employés Cadre direction	117 188	91 634	25 554
Dépôt employés Cadre exécution	28 501	21 417	7 084
Dépôt employés Cadre de support	589	507	82
Dépôt employés Hors cadres	4 190	2 263	1 927
Dépôt pensionnaires BRH	1 426	736	690
Personnel, avances et autres	6 337	6 089	248
Total	166 039	127 265	38 774

Note 19 - Réserve de réévaluation de change

La réserve de réévaluation de change enregistre les bénéfices ou les pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs ou des engagements de la BRH, comme stipulé dans l'article 56 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH.

Elle s'élève à G.6.351 millions au 30 septembre 2014, contre G.5.404 millions au 30 septembre 2013, soit une hausse de G. 947 millions. Cette variation correspond à la différence de réévaluation nette des comptes en devises sur l'exercice 2014, à l'exception des comptes libellés en DTS.

Note 20 - Réserves générales

Ce poste enregistre les pertes et les gains latents qui résultent des réévaluations périodiques du portefeuille de titres de la BRH.

La situation dans les livres de la BRH au 30 septembre 2014 s'analyse comme suit (en milliers de gourdes) :

(a)	(b)	(c)	(d)=(c)+(a)	(e)	(f)	(g)=(d)+(e)+(f)
Solde au 30/09/2013	Gains latents	Pertes latentes	Résultat net latent	Ecart de réévaluation	Régularisations	Solde au 30/09/2014
2 533 885	- 7 813 195	8 766 424	953 229	168 199	1 736	3 657 049

- **Résultat net latent**

Les gains et pertes latents constatés résultent de l'évaluation mensuelle à la juste valeur des titres détenus dans le portefeuille de la BRH placés en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille. Conformément aux règles et méthodes comptables en vigueur, la BRH ne constate pas au résultat ces gains et pertes.

- **Ecart de réévaluation net**

Le compte de « réserves générales » est libellé en USD et fait l'objet de réévaluations mensuelles. Ce montant correspond à l'écart net de réévaluation des soldes mensuels.

Note 21 – Réserve de réévaluation de l'or

Les avoirs en or sont réévalués mensuellement à leur juste valeur, sur la base du cours de l'once d'or issu de Bloomberg et converti en Gourdes au cours indicatif du Dollar US du dernier jour du mois écoulé.

La situation dans les livres de la Banque Centrale au 30 septembre 2014 se présente comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	Solde au 30/09/2013	Plus-Values	Moins-Value	Encours au 30/09/2014
Réserve de réévaluation or	105 297	275 448	134 356	246 389

Note 22 – Réserve allocation spéciale retraite

La situation dans les livres de la Banque au 30 septembre 2014 se présente comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Réserve allocation spéciale retraite	367 674	272 933	94 741
Total	367 674	272 933	94 741

Cette réserve fait l'objet d'une dotation mensuelle qui équivaut à 5 % du profit mensuel de la Banque.

Note 23 - Capital et réserves

Le capital et les réserves sont restés stables et s'analysent comme suit :

	(En milliers de Gourdes)
	30/09/2014
Capital	50 000
Réserve légale	74 454
Réserves spéciales	412 825
Réserve pour réévaluation d'immeubles	719 004
Total	1 256 282

- **Capital social**

Conformément à l'article 3 de la loi du 17 août 1979 créant la Banque de la République d'Haïti, le capital social autorisé de la BRH est fixé à G.50 millions. Il peut être augmenté selon les besoins de l'Institution.

- **Réserve légale**

La réserve légale est dotée à hauteur de 10 % des profits nets.

- **Réserves spéciales**

Les réserves spéciales sont destinées à des fins d'investissement, de placement et d'extension etc. Elles sont dotées à hauteur de 65 % des profits nets.

- **Réserves pour réévaluation d'immeubles**

Les réserves pour réévaluation d'immeubles correspondent aux surplus nets de réévaluation :

- des immeubles en 2006 et suite au séisme en 2010,
- des terrains en 2010,

Le solde se décompose comme suit (en milliers de Gourdes) :

Description	30/09/2014
Immeubles	704 557
Terrains	14 447
	<hr/>
	719 004
	<hr/>

Note 24 - Résultat des exercices antérieurs

Cette rubrique enregistre essentiellement les résultats cumulés des exercices antérieurs à l'exercice 2014. Elle a évolué comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	Solde au 30/09/13	Résultat de l'exercice précédent	Ajustements	Solde au 30/09/14
Résultat des exercices antérieurs	(2 761 758)	628 694	8	(2 126 556)

Informations sur le compte de pertes et profits

Note 25 - Résultat net d'intérêts

Le résultat net d'intérêts se décompose comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Produits d'intérêts	3 960 600	3 828 603	131 997
Produits sur les avoirs dans les banques résidentes	7 319	16 221	(8 902)
Revenus sur avoirs en devises étrangères	7 319	16 221	(8 902)
Produits sur portefeuille en titres	2 727 836	2 599 901	127 935
Produits sur opérations de crédit	1 225 445	1 212 481	12 964
Intérêts sur prêts au gouvernement	1 099 847	1 099 834	13
Intérêts sur avances au gouvernement	43	9	35
Intérêts sur prêts aux collectivités	0	1	(1)
Intérêts sur créances aux institutions financières monétaires	13 227	8 740	4 487
Intérêts sur prêts aux institutions financières monétaires	-	-	-
Intérêts sur opérations SWAP / Banques locales	7 499	1 611	5 888
Intérêts sur avances aux entreprises publiques	-	-	-
Intérêts sur prêts aux entreprises publiques	-	-	-
Intérêts sur prise en pension bons BRH	1 462	1 460	2
Intérêts acquis/perçus sur prêts au personnel	56 075	54 251	1 824
Intérêts acquis/perçus sur effets escomptés	791	870	(79)
Intérêts acquis/perçus sur effets hypothécaires	46 501	45 706	795
Charges d'intérêts	319 726	588 422	(268 696)
Charges sur opérations de crédit	319 726	588 422	(268 696)
Intérêts débiteurs payés sur bons BRH	162 585	119 618	42 967
Intérêts envers Inst. Financières Monétaires & Non Monét.	44 058	144 075	(100 017)
Ajustement Evaluation de change versée	113 083	199 360	(86 277)
Autres dépenses d'intérêts	-	125 369	(125 369)
Total	3 640 874	3 240 181	400 693

Note 26 – Résultat sur ventes de valeurs mobilières

Le résultat sur ventes de valeurs mobilières s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

Résultats sur ventes de valeurs mobilières	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Gains sur ventes de valeurs mobilières	1 168 762	593 377	575 385
Pertes sur ventes de valeurs mobilières	(668 377)	(2 470)	(665 907)
Total	500 385	590 907	(90 522)

Ce poste enregistre les gains et les pertes résultants des ventes des titres détenus dans le portefeuille de la BRH en gestion déléguée.

Au 30 septembre 2014, le résultat sur les ventes de valeurs mobilières est un gain qui s'élève à G.500 millions, contre un gain de G. 591 millions au 30 septembre 2013.

Note 27 - Autres produits

Les autres produits comprennent essentiellement les frais de virement perçus de la clientèle, les commissions et agios sur les chèques, sur les transferts et sur les lettres de crédit. Ils ont évolué comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
FRAIS DE SERVICE/COM& AGIO	241	151	90
COM. AGIOS CHEQUES & TRANSFERTS	52 843	42 448	10 395
COM.AGIOS LETTRES DE CREDIT	7 560	14 189	(6 629)
REVENUS SUR VIR. BANCAIRE SPIH	45 474	38 613	6 861
PENALITES PR INSUFFISANCE DE RESERVE	-	10 135	(10 135)
PENALITES PR RETARD EXPED. RAPPORTS	654	863	(209)
PENALITES PR POSITION DE CHGE.N/REG	43	208	(165)
DCNS & CONTRIBUTIONS	-	-	-
REV/DIVERS/VENTES D'ACTIFS	91	429	(338)
REV/DIVERS/PRETS ET AVANCES AU PERS	-	-	-
VENTES DE CARNETS DE CHEQUES	1 697	2 161	(464)
CAFETERIA/REVENU	1 685	1 602	83
AMENDES	854	587	267
LOCATIONS DE VOITURES BLINDEES	1 349	2 171	(822)
REVENUS DIVERS- AUTRES	98 448	117 693	(19 245)
REVENUS GAGNES VSAT	-	1 077	(1 077)
Total	210 939	232 327	(21 388)

Note 28- Charges d'exploitation générale

Les charges d'exploitation générale ont évolué comme suit :

	(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2014	30/09/2013	Variation	
			Valeur	%
Charges d'exploitation générale				
Coûts de fabrication des billets et des pièces de monnaie	301 390	263 578	37 812	14%
Rémunérations et charges sociales	2 520 255	2 350 724	169 531	7%
Dépenses administratives	552 029	522 005	30 024	6%
Dotations aux amortissements	196 638	180 617	16 021	9%
Perte	-	108	(108)	-100%
Dépenses relatives à la gestion des actifs	69 663	60 682	8 981	15%
Dons	57 752	46 439	11 313	24%
Dépenses Extraordinaires	-	4 354	(4 354)	-100%
Dotations pour mauvaises créances	27 113	12 097	15 016	124%
Dotations pour risques et charges	-	438	(438)	-100%
Total	3 724 840	3 441 042	283 798	8%

• Rémunérations et charges sociales

Les rémunérations et charges sociales se détaillent comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Salaires et autres compensations	1 451 269	1 201 671	249 598
Bénéfices sociaux	266 437	218 906	47 531
Contributions - Fonds de retraite	536 519	517 334	19 185
Formation	106 700	89 404	17 296
Autres	159 330	323 409	(164 079)
Total	2 520 255	2 350 724	169 531

• Salaires et autres compensations

Ce poste enregistre les salaires de base, les heures supplémentaires et autres gratifications.

- **Contributions - Fonds de retraite**

Ce compte enregistre la part employeur des contributions au fonds de pension des agents de la BRH. Cette contribution s'établit à 15 % du salaire de l'employé, conformément aux règles prévues par le Fonds de Pension.

- **Autres**

Ce poste enregistre essentiellement les congés payés aux agents partis en congés durant la période et la dotation de l'obligation de fin de service.

Ce compte a été approvisionné, sur résolution n° 10-14 du Conseil d'Administration, au titre de l'obligation de fin de service d'un montant de G. 150 millions.

• **Dépenses administratives**

Les dépenses administratives se détaillent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2014	30/09/2013	Variation
Communication intérieure	14 005	10 352	3 653
Communication extérieure	19 927	20 022	(95)
Communication poste	4 152	4 565	(413)
Papeterie et fournitures de bureau	11 865	9 513	2 352
Carburant & Lubrifiant	55 914	36 208	19 706
Honoraires professionnels	84 707	69 462	15 245
Electricité	41 301	36 205	5 096
Eau	1 060	772	288
Dép. Adm. Meubles et Matériels de bureau	373	573	(200)
Dép. Adm. Frais Légaux	518	92	426
Dép. Adm. Frais de services	7 130	155	6 975
Dép. Adm. Frais de gestion	0	642	(642)
Collation d'Haïti aux diverses institutions	934	1 701	(767)
Autres frais généraux	44 472	32 676	11 596
Transport de fonds	13 636	6 068	7 568
Locations diverses	7 511	4 246	3 265
Allocations spéciales	22 600	22 243	557
Indemnité spéciale retraite	94 741	74 611	20 130
Allocation BNC	18 000	18 000	-
Appui Financier aux Institutions & Organismes	4 458	100 000	(95 542)
Sport & loisirs	1 692	327	1 365
Assistance au Personnel Funérailles	100	94	6
R.P. Anniversaire	165	103	62
R.P. Fête fin d'année	6 426	2 577	3 849
Réception et collation	3 102	2 966	136
Publicité	13 809	13 402	407
Livres/Périodiques/ Journaux	10 627	2 456	8 371
Relations publiques	4 715	2 738	1 977
Promotion et vulgarisation	29 183	17 874	11 309
Cafétéria	11 039	10 455	583
Utilisation véhiculaire de fonction	23 468	20 507	2 961
Total	552 029	522 005	30 024

• **Dotaton pour mauvaises créances**

Ce poste accuse au 30 septembre 2014 un solde G.27 millions représentant la dotaton pour mauvaises créances sur les prêts aux employés et créanciers divers de la banque.

Divers

Note 29 - Opérations avec les parties liées

La BRH désigne comme parties liées les membres du Conseil d'Administration, l'Etat Haïtien, ainsi que le personnel de direction comprenant le Gouverneur, le Gouverneur-Adjoint, le Directeur Général et les autres hauts responsables de direction de la Banque.

La BRH est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

Le Conseil est composé :

- du Gouverneur, qui remplit la fonction de Président du Conseil,
- du Gouverneur-Adjoint, qui remplit la fonction de Vice-président du Conseil,
- de trois (3) membres, dont l'un exerce la fonction de Directeur Général.

Les transactions effectuées avec les membres du Conseil d'Administration sont essentiellement des prêts et avances. Les membres du Conseil d'Administration ne bénéficient pas de prêts ou avances qui ne soient pas accessibles aux autres membres du personnel. Ces prêts et avances ont évolué comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	2014	2013
Avances	41 430	18 218
Prêts hypothécaires	24 350	25 025
Total	65 780	43 243

Note 30- Procédure judiciaire

Néant.

Note 31 - Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

LISTE

DES CIRCULAIRES

Date de parution	Objet	Date d'entrée en vigueur
	2013-2014	
28 novembre 2013	<p data-bbox="764 268 915 296">Circulaire 105</p> <p data-bbox="399 306 1252 401">Relative à la transmission d'informations sur les crédits octroyés aux clients des Institutions Financières au Bureau d'information sur le crédit (BIC).</p>	9 décembre 2013

ANNEXE

JURIDIQUE

CONSEILS D'ADMINISTRATION

BANQUE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI (BNRH)

MONITEUR # 84 DU 25 SEPTEMBRE 1947

Arrêté du 25 septembre 1947 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1947 :

Gaston Margron
C.E. Van Waterschoodt
Emmanuel Thézan *
Christian Aimé *
A.M. Herres

MONITEUR # 27 DU 21 MARS 1949

Arrêté du 21 mars 1949 nommant M. Victor M. Coicou*, membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par la mise à la retraite de M. Chs. Van Waterschoodt.

MONITEUR # 22 DU 4 MARS 1952

Arrêté du 3 mars 1952 nommant M. Arsène E. Magloire Membre du Conseil d'Administration de la BNRH pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par le décès de M. Gaston Margron.

MONITEUR # 93 DU 29 SEPTEMBRE 1952

Arrêté du 29 septembre 1952 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1952 :

Christian F. Aimé *
Arthur M. Herres
Victor M. Coicou *
Arsène E. Magloire
J. Frédéric Magny *

MONITEUR # 23 DU 11 MARS 1957

Arrêté du 11 mars 1957 nommant pour 5 ans à partir du 11 mars 1957 :

Silvère Pilié *
Maurice Télémaque *
François Auguste *
Jean Méhu
Robert Bonhomme

MONITEUR # 114 DU 17 OCTOBRE 1957

Arrêté nommant M. Benjamin Prophète, Membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti en remplacement de M. Robert Bonhomme, démissionnaire.

MONITEUR # 2 DU 4 JANVIER 1958

Arrêté du 31 décembre 1957 nommant pour 5 ans :

Maurice Télémaque *
Antonio André *
François Auguste *
Marcel Vaval
Jean Pierre Mompont

MONITEUR # 8 DU 23 JANVIER 1960

Arrêté du 23 janvier 1960 nommant pour 5 ans :

Antonio André *
Joseph Chatelain *
Louis Smith *
Vilfort Beauvoir
Lebert Jean Pierre

MONITEUR # 113 DU 27 NOVEMBRE 1960

Arrêté du 26 novembre 1960 nommant pour 5 ans :

Antonio André*
Vilfort Beauvoir
François Murat *
Noé Fourcand
Jean Magloire

MONITEUR # 110 DU 26 NOVEMBRE 1965

Arrêté du 26 novembre 1965 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président et Directeur Général
Vilfort Beauvoir, Vice-Président et Directeur
François Murat *, Membre et Directeur Commercial
Noé Fourcand, Membre
Jean Magloire, Membre

MONITEUR # 82 DU 5 OCTOBRE 1970

Arrêté du 4 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

Antonio André *
Léon Mirambeau
René Adrien *
Noé Fourcand
Jean Magloire

MONITEUR # 75 DU 30 OCTOBRE 1975

Arrêté du 3 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

François Murat *
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Léon Mirambeau
Donasson Alphonse

MONITEUR # 69-A DU 9 SEPTEMBRE 1976

Arrêté du 8 septembre 1976 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président-Directeur Général
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Donasson Alphonse
Léon Mirambeau

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

(BRH)

MONITEUR # 76-B DU 27 SEPTEMBRE 1979

Arrêté du 26 septembre 1979 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *
Edouard Racine, Gouverneur Adjoint *
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

MONITEUR # 42 DU 21 JUILLET 1980

Arrêté du 18 juillet 1980 nommant pour 3 ans :

Gérard Martineau, Gouverneur *
Raoul Berret, Gouverneur Adjoint
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

MONITEUR # 12 DU 8 FÉVRIER 1982

Arrêté du 8 février 1982 nommant pour 3 ans :

Marcel Léger, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 51 DU 14 JUILLET 1982

Arrêté du 12 juillet 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 87-A DU 16 DÉCEMBRE 1982

Arrêté du 14 décembre 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
André Josaphat, Membre *

MONITEUR # 26 DU 18 AVRIL 1983

Arrêté du 6 avril 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *
Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
André Josaphat, Membre *
Stanley Théard, Membre

MONITEUR # 70 DU 6 OCTOBRE 1983

Arrêté du 31 août 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *
Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
André Josaphat, Membre *
Gérard Pierre-Louis, Membre

MONITEUR # 43 DU 20 JUIN 1985

Arrêté du 11 juin 1985 nommant pour 3 ans :

Jean Claude Sanon, Gouverneur *
Jacques Joubert, Gouverneur Adjoint *
Félix Gaston, Directeur Général *
Stanley Théard, Membre
Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 19 DU 27 FÉVRIER 1986

Arrêté du 27 février 1986 nommant pour 3 ans :

Onill Millet, Gouverneur *
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Sully Belancourt, Directeur Général *
Joseph Lagroue, Membre *
Guy A. Douyon, Membre

MONITEUR # 57 DU 30 JUIN 1988

Arrêté du 23 juin 1988 nommant :

Hubert Cameau *, Membre du Conseil d'Administration en remplacement de Guy A. Douyon, démissionnaire.

MONITEUR # 71-A DU 11 AOÛT 1988

Arrêté du 3 août 1988 nommant :

Joseph Lagroue *, Directeur Général en remplacement de Sully Belancourt, démissionnaire et
M. Gérard Noël *, Membre.

MONITEUR # 85-A DU 29 SEPTEMBRE 1988

Arrêté du 26 septembre 1988 nommant pour 3 ans :

Ernest Ricot, Gouverneur

Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Eddy V. Etienne, Directeur Général *
Yvon Guirand, Membre
Ernst Nicolas, Membre *

MONITEUR # 48 DU 26 JUIN 1989

Arrêté du 22 juin 1989 nommant pour 3 ans :

Jacques Vilgrain, Gouverneur
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Charles Beaulieu, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
Fritz Laurenceau, Membre *

MONITEUR # 30 DU 29 MARS 1990

Arrêté du 26 mars 1990 nommant Serge Pothel, Gouverneur

MONITEUR # 68-A DU 6 AOÛT 1990

Arrêté du 3 août 1990 nommant :
Charles Beaulieu, Gouverneur *
Fritz Laurenceau, Gouverneur Adjoint *
Joachim Noel, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
René Durand, Membre *

MONITEUR # 28-A DU 1 ER AVRIL 1991

Arrêté du 21 mars 1991 nommant :
Roger Pérodin, Gouverneur *
Dumas Benjamin, Gouverneur Adjoint *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Venel Joseph, Membre *

MONITEUR # 94-A DU 2 DÉCEMBRE 1991

Arrêté du 25 novembre 1991
Bonivert Claude, Gouverneur *
Fritzner Beauzile, Vice Président *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Serge Pérodin, Membre *

MONITEUR D'OCTOBRE 1994

Arrêté d'Octobre 1994 nommant la Commission Provisoire de Gestion de la Banque de la République d'Haiti :

Roger Pérodin, Président *
Bonivert Claude, Membre *
Monique Ph. Thébaud, Membre *
Venel Joseph, Membre *

Dumas Benjamin, Membre *

MONITEUR # 99 DU 15 DÉCEMBRE 1994

Arrêté du 8 décembre 1994 nommant :

Leslie Delatour, Gouverneur
Fred Joseph, Vice-Gouverneur
Roland Pierre, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Henry Cassion, Membre

MONITEUR # 9 DU 31 JANVIER 1996

Arrêté du 16 janvier 1996 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur Adjoint en remplacement de Fred Joseph.

MONITEUR # 12 DU 12 FÉVRIER 1998

Arrêté du 9 février 1998 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur
Roland Pierre, Gouverneur Adjoint
Henry Cassion, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Max Etienne, Membre *

MONITEUR # 71 DU 30 AOÛT 2001

Arrêté du 16 août 2001 nommant:

Venel Joseph, Gouverneur*
Hancy Pierre-Louis, Gouverneur Adjoint*
Réginald Mondésir, Directeur Général
Gladys Péan, Membre
Yvon Guirand, Membre

MONITEUR # 22 DU 27 AVRIL 2004

Arrêté du 31 mars 2004 nommant:

Raymond Magloire, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Charles Castel, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Georges Henry Fils, Membre

MONITEUR # 86 DU 30 SEPTEMBRE 2007

Arrêté du 20 septembre 2007 nommant:

Charles Castel, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Marc Hébert Ignace, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Fritz Duroseau, Membre

MONITEUR # 162 DU 16 NOVEMBRE 2011

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:

Charles Castel, Gouverneur*

Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint

Jean Baden Dubois, Directeur Général*

Fritz Duroseau, Membre*

Georgette Jean-Louis, Membre

* Cadre de la BNRH ou de la BRH



ANNEXE

STATISTIQUE

Tableau I.1 Produit intérieur brut par branche d'activité économique (en millions de gourdes de 1986-87)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{3/}	2014 ^{3/}
Secteur primaire	3,187.4	3,270.0	3,317.0	3,393.0	3,141.0	3,317.0	3,315.0	3,282.0	3,237.0	3,378.0	3,330.0
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	3,174.0	3,256.0	3,302.0	3,378.0	3,125.0	3,300.0	3,298.0	3,262.0	3,220.0	3,360.0	3,311.0
Industries extractives	13.4	14.0	15.0	15.0	16.0	17.0	17.0	20.0	17.0	18.0	19.0
Secteur secondaire	1,996.8	2,046.0	2,080.0	2,118.0	2,166.0	2,265.0	2,151.0	2,440.0	2,564.0	2,714.0	2,857.0
Industries manufacturières	977.8	994.0	1,017.0	1,030.0	1,029.0	1,075	912.0	1,074.0	1,150.0	1,175	1,201
Electricité, gaz et eau	70.0	75.0	58.0	57.0	52.0	67.0	70.0	91.0	69.0	69.0	70.0
Bâtiments et travaux publics	949.0	977.0	1,005.0	1,031.0	1,085.0	1,123.0	1,169.0	1,275.0	1,345.0	1,470.0	1,586.0
Secteur tertiaire	6,449.5	6,533.0	6,713.0	6,997.0	7,286.0	7,389.0	6,801.0	7,208.0	7,446.0	7,718.0	7,997.0
Commerce, Restaurants et hôtels	3,305.0	3,350.0	3,451.0	3,561.0	3,868.0	3,913.0	3,601.0	3,765.0	3,954.0	4,147.0	4,322.0
Transport et communications	781.4	806.0	842.0	910.0	967.0	992	963.0	1,092.0	1,078.0	1,117	1,158
Autres services marchands	1,522.4	1,542.0	1,573.0	1,602.0	1,653.0	1,654.0	1,536.0	1,577.0	1,638.0	1,692.0	1,779.0
Services non marchands	1,335.8	1,358.0	1,379.0	1,443.0	1,514.0	1,519.0	1,540.0	1,584.0	1,629.0	1,671.0	1,705.0
Branche fictive*	-495.0	-523.0	-532.0	-619.0	-716.0	-689.0	-839.0	-810.0	-853.0	-909.0	-967.0
Valeur ajoutée brute totale	11,633.8	11,849.0	12,110.0	12,508.0	12,593.0	12,971.0	12,267.0	12,930.0	13,247.0	13,810.0	14,184.0
Impôts moins subventions sur les produits	924.0	934.0	961.0	1,000.0	1,029.0	1,071.0	1,003.0	1,073.0	1,161.0	1,209.0	1,248.0
Produit intérieur brut	12,557.8	12,783.0	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,042.0	13,270.0	14,003.0	14,408.0	15,019.0	15,432.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN | 993)

Tableau I.1a Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel (en pourcentage)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{3/}	2014 ^{3/}
Secteur primaire	25.4	25.6	25.4	25.1	23.1	23.6	25.0	23.4	22.5	22.5	21.6
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	25.3	25.5	25.3	25.0	22.9	23.5	24.9	23.3	22.3	22.4	21.5
Industries extractives	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Secteur secondaire	15.9	16.0	15.9	15.7	15.9	16.1	16.2	17.4	17.8	18.1	18.5
Industries manufacturières	7.8	7.8	7.8	7.6	7.6	7.7	6.9	7.7	8.0	7.8	7.8
Electricité, gaz et eau	0.6	0.6	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5
Bâtiments et travaux publics	7.6	7.6	7.7	7.6	8.0	8.0	8.8	9.1	9.3	9.8	10.3
Secteur tertiaire	51.4	51.1	51.4	51.8	53.5	52.6	51.3	51.5	51.7	51.4	51.8
Commerce, Restaurants et hôtels	26.3	26.2	26.4	27.1	28.4	27.9	27.1	26.9	27.4	27.6	28.0
Transport et communications	6.2	6.3	6.4	6.7	7.1	7.1	7.3	7.8	7.5	7.4	7.5
Autres services marchands	12.1	12.1	12.0	11.9	12.1	11.8	11.6	11.3	11.4	11.3	11.5
Services non marchands	10.6	10.6	10.6	10.7	11.1	10.8	11.6	11.3	11.3	11.1	11.0
Branche fictive*	-3.9	-4.1	-4.1	-4.6	-5.3	-4.9	-6.3	-5.8	-5.9	-6.1	-6.3
Valeur ajoutée brute totale	92.6	92.7	92.6	92.6	92.4	92.4	92.4	92.3	91.9	92.0	91.9
Impôts moins subventions sur les produits	7.4	7.3	7.4	7.4	7.6	7.6	7.6	7.7	8.1	8.0	8.1
Produit intérieur brut	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : IHSI

1 / Semi-définitif

2 / Provisoire

3 / Estimation

* / Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau 1.1b Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{3/}	2014 ^{3/}
Secteur primaire	-4.8	2.6	1.4	2.3	-7.4	5.6	-0.1	-1.0	-1.4	4.4	-1.4
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	-4.8	2.6	1.4	2.3	-7.5	5.6	-0.1	-1.1	-1.3	4.3	-1.5
Industries extractives	-4.6	4.2	7.1	0.0	6.7	6.3	0.0	17.6	-15.0	5.9	5.6
Secteur secondaire	-2.2	2.5	1.7	1.8	2.3	4.6	-5.0	13.4	5.1	5.9	5.3
Industries manufacturières	-2.6	1.7	2.3	1.3	-0.1	4.5	-15.2	17.8	7.1	2.2	2.2
Electricité, gaz et eau	11.2	7.1	-22.7	-1.7	-8.8	28.8	4.5	30.0	-24.2	0.0	1.4
Bâtiments et travaux publics	-2.7	3.0	2.9	2.6	5.2	3.5	4.1	9.1	5.5	9.3	7.9
Secteur tertiaire	-3.8	1.3	2.8	4.2	4.1	1.4	-8.0	6.0	3.3	3.7	3.6
Commerce, Restaurants et hôtels	-6.4	1.4	3.0	6.1	5.7	1.2	-8.0	4.6	5.0	4.9	4.2
Transport et communications	0.9	3.2	4.5	8.1	6.3	2.6	-2.9	13.4	-1.3	3.6	3.7
Autres services marchands	-0.8	1.3	2.0	1.8	3.2	0.1	-7.1	2.7	3.9	3.3	5.1
Services non marchands	-3.2	1.7	1.5	4.6	4.9	0.3	1.4	2.9	2.8	2.6	2.0
Branche fictive*	-4.0	5.7	1.7	16.4	15.7	-3.8	2.1.8	-3.5	5.3	6.6	6.4
Valeur ajoutée brute totale	-3.8	1.8	2.2	3.3	0.7	3.0	-5.4	5.4	2.5	4.3	2.7
Impôts moins subventions sur les produits	0.3	1.1	2.9	4.1	2.9	4.1	-6.3	7.0	8.2	4.1	3.2
Produit intérieur brut	-3.5	1.8	2.3	3.3	0.8	3.1	-5.5	5.5	2.9	4.2	2.8

Source : IHSI

1 / Semi-définitif

2 / Provisoire

3 / Estimation

* / Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN | 1993)

Tableau 1.2 Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{3/}	2014 ^{3/}
PIB	140,387.0	168,035.0	197,138.0	220,110.0	250,590.0	267,880.0	266,952.0	302,854.0	328,061.0	364,526.0	388,809.0
Importations	61,784.0	72,154.0	88,769.0	85,715.0	110,739.0	114,048.0	172,849.0	178,605.0	174,400.0	192,900.0	206,520.0
Ressources	202,171.0	240,189.0	285,907.0	305,825.0	361,329.0	381,928.0	439,801.0	481,459.0	502,461.0	557,426.0	595,329.0
Consommation	142,230.0	170,525.0	199,482.0	209,590.0	257,145.0	266,197.0	331,020.0	344,247.0	350,070.0	381,296.0	401,596.0
Investissement	38,386.0	46,072.0	57,861.0	67,092.0	72,281.0	73,647.0	67,825.0	84,364.0	96,925.0	109,586.0	121,212.0
Exportations	21,255.0	23,592.0	28,563.0	29,142.0	31,903.0	42,084.0	40,956.0	52,848.0	55,466.0	66,544.0	72,521.0
Emplois	202,171.0	240,189.0	285,907.0	305,825.0	361,329.0	381,928.0	439,801.0	481,459.0	502,461.0	557,426.0	595,329.0

Source : IHSI

1 / Semi-définitif

2 / Provisoire

3 / Estimation

Tableau 1.2a Structure du PIB nominal (en millions de gourdes à prix courants)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{3/}	2014 ^{3/}
PIB	140,387.0	168,035.0	197,138.0	220,110.0	250,590.0	267,880.0	266,952.0	302,854.0	328,061.0	364,526.0	388,809.0
Demande intérieure	180,616.0	216,597.0	257,343.0	276,682.0	329,426.0	339,844.0	398,845.0	428,611.0	446,995.0	490,882.0	522,808.0
Consommation	142,230.0	170,525.0	199,482.0	209,590.0	257,145.0	266,197.0	331,020.0	344,247.0	350,070.0	381,296.0	401,596.0
Investissement	38,386.0	46,072.0	57,861.0	67,092.0	72,281.0	73,647.0	67,825.0	84,364.0	96,925.0	109,586.0	121,212.0
Solde extérieur	-40,529.0	-48,562.0	-60,206.0	-56,573.0	-78,836.0	-71,964.0	-131,893.0	-125,757.0	-118,934.0	-126,356.0	-133,999.0
Exportations	21,255.0	23,592.0	28,563.0	29,142.0	31,903.0	42,084.0	40,956.0	52,848.0	55,466.0	66,544.0	72,521.0
Importations	61,784.0	72,154.0	88,769.0	85,715.0	110,739.0	114,048.0	172,849.0	178,605.0	174,400.0	192,900.0	206,520.0

Source : IHSI

1 / Semi-définitif

2 / Provisoire

3 / Estimation

Tableau I.3 Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 1986/1987)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{3/}	2014 ^{3/}
PIB	12,557.0	12,783.0	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,042.0	13,270.0	14,003.0	14,407.0	15,019.0	15,432.0
Importations	15,063.0	16,062.0	16,365.0	16,440.0	17,307.0	18,318.0	22,117.0	22,140.0	20,883.0	21,553.0	22,122.0
Ressources	27,620.0	28,845.0	29,436.0	29,948.0	30,929.0	32,360.0	35,387.0	36,143.0	35,290.0	36,572.0	37,554.0
Consommation	19,921.0	21,082.0	21,337.0	21,814.0	22,194.0	22,581.0	25,687.0	24,971.0	23,677.0	24,320.0	24,889.0
Investissement	4,381.0	4,444.0	4,541.0	4,680.0	4,811.0	4,982.0	4,657.0	5,103.0	5,417.0	5,747.0	5,865.0
Exportations	3,318.0	3,319.0	3,558.0	3,454.0	3,924.0	4,797.0	5,043.0	6,069.0	6,196.0	6,505.0	6,800.0
Emplois	27,620.0	28,845.0	29,436.0	29,948.0	30,929.0	32,360.0	35,387.0	36,143.0	35,290.0	36,572.0	37,554.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3a Structure du PIB réel (en millions de gourdes de 1986/1987)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{3/}	2014 ^{3/}
PIB	12,557.0	12,783.0	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,042.0	13,270.0	14,003.0	14,407.0	15,019.0	15,432.0
Demande intérieure	24,302.0	25,526.0	25,878.0	26,494.0	27,005.0	27,563.0	30,344.0	30,074.0	29,094.0	30,067.0	30,754.0
Consommation	19,921.0	21,082.0	21,337.0	21,814.0	22,194.0	22,581.0	25,687.0	24,971.0	23,677.0	24,320.0	24,889.0
Investissement	4,381.0	4,444.0	4,541.0	4,680.0	4,811.0	4,982.0	4,657.0	5,103.0	5,417.0	5,747.0	5,865.0
Solde extérieur	-11,745.0	-12,743.0	-12,807.0	-12,986.0	-13,383.0	-13,521.0	-17,074.0	-16,071.0	-14,687.0	-15,048.0	-15,322.0
Exportations	3,318.0	3,319.0	3,558.0	3,454.0	3,924.0	4,797.0	5,043.0	6,069.0	6,196.0	6,505.0	6,800.0
Importations	15,063.0	16,062.0	16,365.0	16,440.0	17,307.0	18,318.0	22,117.0	22,140.0	20,883.0	21,553.0	22,122.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau 1.3b Compte du produit intérieur brut (variations en pourcentage)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{3/}	2014 ^{3/}
PIB	- 3.5	1.8	2.3	3.3	0.8	3.1	- 5.5	5.5	2.9	4.2	2.7
Importations	- 1.1	6.6	1.9	0.5	5.3	5.8	20.7	0.1	- 5.7	3.2	2.6
Ressources	- 2.2	4.4	2.0	1.7	3.3	4.6	9.4	2.1	- 2.4	3.6	2.7
Consommation	- 3.7	5.8	1.2	2.2	1.7	1.7	13.8	- 2.8	- 5.2	2.7	2.3
Investissement	- 3.2	1.4	2.2	3.1	2.8	3.6	- 6.5	9.6	6.2	6.1	2.1
Exportations	9.8	0.0	7.2	- 2.9	13.6	22.2	5.1	20.3	2.1	5.0	4.5
Emplois	- 2.2	4.4	2.0	1.7	3.3	4.6	9.4	2.1	- 2.4	3.6	2.7

Source : IHSI

1 / Semi-définiitif

2 / Provisoire

3 / Estimation

Tableau 1.3c Structure de la croissance du PIB réel (en pourcentage)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{3/}	2014 ^{3/}
PIB	- 3.5	1.8	2.3	3.3	0.8	3.1	- 5.5	5.5	2.9	4.2	2.7
Demande intérieure	- 3.6	5.0	1.4	2.4	1.9	2.1	10.1	- 0.9	- 3.3	3.3	2.3
Consommation	- 3.7	5.8	1.2	2.2	1.7	1.7	13.8	- 2.8	- 5.2	2.7	2.3
Investissement	- 3.2	1.4	2.2	3.1	2.8	3.6	- 6.5	9.6	6.2	6.1	2.1
Solde extérieur	- 3.8	8.5	0.5	1.4	3.1	1.0	26.3	- 5.9	- 8.6	2.5	1.8
Exportations	9.8	0.0	7.2	- 2.9	13.6	22.2	5.1	20.3	2.1	5.0	4.5
Importations	- 1.1	6.6	1.9	0.5	5.3	5.8	20.7	0.1	- 5.7	3.2	2.6

Source : IHSI

1 / Semi-définiitif

2 / Provisoire

3 / Estimation

Tableau I.3d Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{3/}	2014 ^{3/}
PIB	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Demande intérieure	193.5	199.7	198.0	196.1	198.2	196.3	228.7	214.8	201.9	200.2	199.3
Consommation	158.6	164.9	163.2	161.5	162.9	160.8	193.6	178.3	164.3	161.9	161.3
Investissement	34.9	34.8	34.7	34.6	35.3	35.5	35.1	36.4	37.6	38.3	38.0
Solde extérieur	-93.5	-99.7	-98.0	-96.1	-98.2	-96.3	-128.7	-114.8	-101.9	-100.2	-99.3
Exportations	26.4	26.0	27.2	25.6	28.8	34.2	38.0	43.3	43.0	43.3	44.1
Importations	120.0	125.7	125.2	121.7	127.1	130.5	166.7	158.1	145.0	143.5	143.4

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.4 Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (Base Août 2004 = 100)

	Pondération	Octobre 2013	Novembre 2013	Décembre 2013	Janvier 2014	Février 2014	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014
Indice général	100,00%	210.10	210.30	211.10	211.60	212.20	213.50	214.70	215.90	217.30	218.90	220.00	220.80
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	218.40	218.50	219.50	220.10	220.80	222.30	224.00	224.90	226.10	227.70	228.80	228.50
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	202.30	202.80	203.70	204.50	205.40	206.70	208.00	211.20	214.00	217.50	222.10	223.10
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	247.30	247.40	247.90	248.50	248.80	251.00	251.10	253.80	254.90	256.90	258.10	258.90
Aménagement et entretien du logement	4.70%	214.40	215.00	215.70	216.10	216.40	217.10	218.10	218.90	221.10	222.40	223.30	223.60
Santé	2.90%	215.10	215.20	218.00	218.50	220.10	221.00	224.40	225.20	231.60	234.90	236.50	238.10
Transport	13.74%	157.50	157.50	157.60	157.60	157.60	158.00	158.30	158.80	158.80	159.10	159.30	159.50
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	223.30	223.40	223.60	223.70	224.00	224.20	224.70	225.20	225.90	226.20	226.70	236.90
Autres biens et services	4.56%	174.80	175.20	176.20	176.80	178.00	179.30	180.50	182.30	185.30	188.20	188.60	190.80

Source : IHSI

Tableau I.4a Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (Base Août 2004 = 100)

	Pondération	Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2010	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2013	Septembre 2014
Indice général		170.9	162.9	170.5	188.2	200.5	209.6	220.8
Alimentation, boisson et tabac	100.00%	182.4	164.4	172.60	194.8	208.80	218.60	228.50
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	153.7	162.1	167.10	179.1	191.60	201.20	223.10
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	177.5	173.3	194.60	220.2	234.70	245.00	258.90
Aménagement et entretien du logement	4.70%	165.4	181.5	187.90	197.7	206.50	213.90	223.60
Santé	2.90%	157.0	167.0	172.90	192.0	207.10	214.60	238.10
Transport	13.74%	147.6	141.1	141.30	149.1	154.50	157.40	159.50
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	171.3	182.3	183.20	187.7	200.10	218.40	236.90
Autres biens et services	4.56%	137.5	142.1	145.90	158.3	167.00	174.10	190.80

Source : IHSI

Tableau I.5 Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage)

	Octobre 2013		Novembre 2013		Décembre 2013		Janvier 2014		Février 2014		Mars 2014	
	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel
Indice général	0.2	4.2	0.1	3.4	0.4	3.4	0.2	3.4	0.3	3.2	0.6	3.2
Alimentation, boisson et tabac	-0.1	4.2	0.0	2.9	0.5	2.9	0.3	2.9	0.3	2.5	0.7	2.4
Habillement, tissus et chaussures	0.5	5.5	0.2	5.7	0.4	5.9	0.4	5.4	0.4	5.5	0.6	6.0
Loyer du logement, énergie, eau	0.9	5.3	0.0	5.0	0.2	4.7	0.2	4.5	0.1	4.5	0.9	4.8
Aménagement et entretien du logement	0.2	3.7	0.3	3.7	0.3	3.5	0.2	3.5	0.1	3.4	0.3	3.5
Santé	0.2	3.6	0.0	3.7	1.3	4.2	0.2	4.1	0.7	4.6	0.4	5.0
Transport	0.1	1.7	0.0	1.7	0.1	1.7	0.0	1.6	0.0	1.6	0.3	1.7
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	2.2	4.4	0.0	4.3	0.1	4.2	0.0	4.2	0.1	4.2	0.1	4.1
Autres biens et services	0.4	4.5	0.2	4.3	0.6	4.8	0.3	5.1	0.7	5.3	0.7	5.7

Source : IHSI

Tableau I.5 suite Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage)

	Avril 2014		Mai 2014		Juin 2014		Juillet 2014		Août 2014		Septembre 2014	
	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel
Indice général	0.6	3.5	0.6	3.5	0.6	4.2	0.7	4.8	0.5	5.1	0.4	5.3
Alimentation, boisson et tabac	0.8	2.7	0.4	2.6	0.5	3.2	0.7	4.0	0.5	4.6	-0.1	4.5
Habillement, tissus et chaussures	0.6	6.2	1.5	7.2	1.3	8.1	1.6	9.5	2.1	11.0	0.5	10.9
Loyer du logement, énergie, eau	0.0	4.8	1.1	5.6	0.4	5.9	0.8	5.9	0.5	5.6	0.3	5.7
Aménagement et entretien du logement	0.5	3.8	0.4	3.3	1.0	4.1	0.6	4.5	0.4	4.6	0.1	4.5
Santé	1.5	6.4	0.4	6.5	2.8	9.3	1.4	10.6	0.7	11.1	0.7	11.0
Transport	0.2	1.9	0.3	1.3	0.0	1.2	0.2	1.3	0.1	1.3	0.1	1.3
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	0.2	4.3	0.2	4.4	0.3	4.7	0.1	4.8	0.2	3.8	4.5	8.5
Autres biens et services	0.7	5.9	1.0	6.3	1.6	7.9	1.6	9.3	0.2	8.5	1.2	9.6

Sources : IHSI, BRH

Tableau I.5a Taux d'inflation (variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage)

	Pondération	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
		Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre
Indice général	100.00%	7.9	19.8	-4.7	4.7	10.4	6.5	4.5	5.3
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	7.5	26.8	-9.9	5.0	12.9	7.2	4.7	4.5
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	9.1	11.4	5.5	3.1	7.2	7.0	5.0	10.9
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	15.3	12.9	-2.4	12.3	13.2	6.6	4.4	5.7
Aménagement et entretien du logement	4.70%	12.4	13.0	9.7	3.5	5.2	4.5	3.6	4.5
Santé	2.90%	10.9	12.0	6.4	3.5	11.0	7.9	3.6	11.0
Transport	13.74%	-0.2	16.3	-4.4	0.1	5.5	3.6	1.9	1.3
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	10.1	7.3	6.4	0.5	2.5	6.6	9.1	8.5
Autres biens et services	4.56%	5.8	11.9	3.3	2.7	8.5	5.5	4.3	9.6

Source : IHSI

Tableau I.6 Taux de change à Port-au-Prince (gourdes/dollar EU)

	Octobre 2013	Novembre 2013	Décembre 2013	Janvier 2014	Février 2014	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014
Marché informel ^{1/}												
À l'achat	43.7413	43.7508	43.7904	43.8255	44.0657	44.4056	44.6348	45.0528	45.2554	45.2548	45.2698	45.3603
À la vente	43.8947	43.8980	44.0179	44.1233	44.3623	44.6594	45.0463	45.4395	45.6198	45.6338	45.6646	45.7823
Marché bancaire ^{1/}												
À l'achat	43.7970	43.8499	43.9533	43.9760	44.2306	44.6205	44.9987	45.3176	45.3710	45.3661	45.425	45.5854
À la vente	43.8878	43.9810	44.1049	44.1577	44.5522	44.9976	45.4065	45.6291	45.6561	45.6553	45.7284	45.9218
Taux de référence												
Moyen	43.7744	43.8056	43.8863	43.8994	44.1484	44.5122	44.8428	45.1939	45.3264	45.3206	45.3619	45.4867
Fin de période	43.8080	43.8496	43.8820	44.0151	44.3479	44.7062	45.2483	45.5410	45.6412	45.6453	45.7078	45.8565

Source : BRH

^{1/} moyenne arithmétique de la période

Tableau I.7 Composantes et contreparties de l'agrégat M3 (en millions de gourdes)

Composantes	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{1/}	2013 ^{1/}	2014 ^{1/}
Agrégat M3	64,365.69	68,428.88	75,278.45	78,850.61	92,754.00	103,011.45	126,421.40	139,086.35	149,640.26	159,168.35	175,118.75
Agrégat M2	42,113.53	38,977.80	42,879.24	44,730.94	50,254.36	54,846.81	66,066.29	70,326.82	75,866.42	81,991.22	89,242.83
Agrégat M1	23,510.79	19,138.22	19,749.14	21,448.47	25,139.46	28,959.38	37,455.80	40,987.97	46,387.96	48,266.15	53,345.73
Monnaie en circulation	16,150.07	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,231.50	21,362.07	23,939.77
Dépôts à vue	7,360.72	8,591.63	8,590.55	9,878.07	12,109.46	15,511.64	20,173.36	22,586.77	26,156.46	26,904.08	29,405.95
Quasi-monnaie	18,602.75	19,839.58	23,130.10	23,282.47	25,114.90	25,887.44	28,610.48	29,338.85	29,478.46	33,725.07	35,897.10
Dépôts d'épargne	10,629.86	12,510.64	13,443.86	13,997.24	16,522.68	17,799.76	21,345.99	23,036.67	23,625.37	24,152.98	25,395.19
Dépôts à terme et autres	7,972.89	7,328.94	9,686.24	9,285.23	8,592.22	8,087.67	7,264.49	6,302.18	5,853.09	5,572.10	10,501.92
Dépôts en dollars ÉU	22,252.16	29,451.08	32,399.21	34,119.67	42,499.64	48,164.64	60,355.11	68,759.52	73,773.84	77,177.13	85,875.93
Dépôts à vue	6,620.71	9,179.76	10,317.76	10,820.01	15,198.08	18,592.91	28,606.84	32,480.49	34,881.05	36,959.69	41,718.40
Dépôts d'épargne	7,452.99	9,832.82	10,295.64	11,071.21	14,435.46	16,830.41	20,501.51	24,483.50	26,269.56	27,322.24	29,212.68
Dépôts à terme et autres	8,178.46	10,438.50	11,785.81	12,228.45	12,866.10	12,741.32	11,246.76	11,795.53	12,623.23	12,895.20	14,944.85
Contreparties											
Réserves nettes de change du système bancaire	12,683.10	18,485.57	23,616.87	28,106.42	39,116.13	40,538.65	92,250.60	104,580.57	115,976.94	101,094.08	95,710.82
Avois extérieurs du système bancaire	17,371.92	23,938.15	28,953.34	34,305.71	50,683.46	61,359.57	104,303.83	117,504.81	129,715.74	131,586.13	116,800.73
Engagements extérieurs du système bancaire	4,688.82	5,452.58	5,336.47	6,199.29	11,567.34	20,820.92	12,053.23	12,924.24	13,738.80	30,492.05	21,089.91
Réserve nettes de change BRH	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	21,040.71	24,001.43	64,168.79	72,469.47	87,436.22	78,455.77	74,335.30
Avois extérieurs BRH	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,324.74	42,510.68	73,773.50	84,065.35	99,269.94	104,291.00	87,433.16
Engagements extérieurs BRH	2,889.41	3,915.78	4,268.05	4,829.52	9,284.03	18,509.25	9,604.71	11,595.88	11,833.72	25,835.24	13,097.85
Réserves de change banques commerciales	6,119.10	10,403.77	12,723.75	11,257.61	18,075.41	16,537.21	28,081.80	32,111.10	28,540.72	22,638.31	21,375.52
Avois extérieurs banques commerciales	7,918.51	11,940.57	13,792.16	12,627.38	20,358.72	18,848.89	30,530.33	33,439.46	30,445.80	27,295.13	29,367.57
Engagements extérieurs banques commerciales	1,799.41	1,536.80	1,068.42	1,369.77	2,283.31	2,311.67	2,448.52	1,328.36	1,905.08	4,656.82	7,992.05
Crédit intérieur net	41,941.57	46,499.72	47,174.55	48,314.35	49,980.35	58,875.10	36,321.01	37,654.18	47,578.25	71,156.31	92,334.48
Crédit au secteur public	20,939.64	21,029.63	20,155.85	18,368.15	12,483.94	15,873.45	-4,264.08	-12,871.46	-17,994.45	-5,035.57	7,451.29
Crédit à l'État	21,242.75	21,192.96	20,607.81	18,946.89	12,436.96	17,323.53	-1,502.93	-8,842.34	-12,523.95	957.22	11,041.94
Crédit aux collectivités locales	-57.18	-61.19	-244.58	-397.26	-208.65	-222.09	-155.10	-121.43	-155.09	-95.06	-101.83
Crédit aux entreprises publiques	-245.93	-102.14	-207.38	-181.49	255.63	-1,227.99	-2,606.04	-3,907.70	-5,315.41	-5,897.72	-3,488.81
Crédit au secteur privé	21,001.93	25,470.09	27,018.70	29,946.20	37,496.41	43,001.64	40,585.08	50,525.64	65,572.70	76,191.87	84,883.18
Autres postes nets I /	9,741.02	3,443.59	4,487.03	2,429.83	3,657.53	3,597.71	-2,150.20	-3,148.41	-13,914.93	-1,038.04	-12,926.54

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).
I / Ce poste regroupe les «créances interbancaires», «comptes de capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.8 Base monétaire et ses sources (en millions de gourdes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{2/}	2014 ^{3/}
Base monétaire	35,287.44	33,574.11	38,536.95	42,887.25	49,467.26	56,612.23	81,423.24	88,221.55	97,306.54	96,144.89	96,678.81
Monnaie en circulation	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,301.10	21,362.07	23,939.77
Réserves des banques	21,252.77	22,093.31	25,979.24	28,933.98	33,793.25	38,343.17	57,407.67	60,024.50	64,075.57	62,477.82	62,348.88
Réserves/dépôts des banques	11,594.67	9,543.46	10,185.42	11,763.40	13,478.65	15,533.19	21,127.03	21,907.05	18,736.93	23,839.51	21,029.28
Encaisses des banques et autres	6,112.98	7,048.85	7,984.82	8,157.28	10,713.60	13,257.98	27,070.64	31,789.45	39,596.64	32,693.31	36,610.60
Bons BRH émis	3,545.12	5,501.00	7,809.00	9,013.29	9,601.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00	5,945.00	4,709.00
Autres Dépôts	5,349.51	934.22	1,399.12	2,382.87	2,644.01	4,821.32	6,733.12	9,795.84	12,929.88	12,305.00	10,390.16
Dépôts des collectivités locales	57.18	61.19	110.02	204.03	208.65	222.09	155.10	121.43	155.09	95.06	83.47
Dépôts des entreprises publiques	338.84	267.18	368.61	645.58	575.00	2,008.69	2,683.31	3,968.45	5,155.74	5,706.19	3,219.33
Dépôts du secteur privé	139.82	139.16	187.61	186.90	174.35	217.53	545.40	952.66	2,203.10	1,097.38	1,412.34
Bons BRH détenus par les IFNB					7.00	141.00	241.00	315.00	314.00	276.00	148.00
Dépôts des inst. financières non bancaires (IFNB)	4,813.67	466.70	732.88	1,346.37	1,679.00	2,232.00	3,108.31	4,438.31	5,101.94	5,130.36	5,527.02
Sources	35,287.44	33,574.11	38,536.95	42,887.25	49,467.26	56,612.23	81,423.24	88,221.55	97,306.54	96,144.89	96,678.81
Avoirs extérieurs nets	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	21,040.71	24,001.43	64,168.79	72,470.09	87,474.28	78,455.77	74,335.30
Avoirs extérieurs BRH	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,324.74	42,510.68	73,773.50	84,065.97	99,308.00	104,291.00	87,433.16
Engagements extérieurs BRH	-2,889.41	-3,915.78	-4,268.05	-4,829.52	-9,284.03	-18,509.25	-9,604.71	-11,595.88	-11,833.72	-25,835.24	-13,097.85
Créances nettes sur le secteur public	21,896.15	22,014.31	21,698.61	20,590.94	20,789.75	23,128.20	11,988.25	9,079.45	8,628.10	11,037.39	16,328.18
Créances nettes sur le gouvernement central	21,578.94	21,721.78	21,393.83	20,050.35	19,913.97	22,314.78	11,819.73	8,891.54	8,465.47	10,882.88	16,126.22
Créances nettes sur les Organismes autonomes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur les collectivités locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur les entreprises publiques	317.21	292.52	304.79	540.59	875.78	813.42	168.52	187.91	162.63	154.52	201.97
Créances sur institutions financières monétaires	62.95	142.28	2,025.08	538.36	783.30	593.37	761.06	388.14	510.42	1,867.65	1,080.70
Autres postes nets I /	6,764.34	3,335.73	3,920.13	4,909.13	6,853.49	8,889.23	4,505.13	6,283.86	693.73	4,784.08	4,934.62

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

I / Ce poste regroupe les comptes «capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.9 Bilan de la BRH (en millions de gourdes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{3/}	2014 ^{3/}
Avoirs extérieurs nets	6.564,00	8.081,80	10.893,13	16.848,81	21.040,71	24.001,43	64.168,79	72.470,09	87.474,28	78.455,77	74.335,30
Avoirs extérieurs	9.453,41	11.997,58	15.161,18	21.678,33	30.324,74	42.510,68	73.773,50	84.065,97	99.308,00	104.291,00	87.433,16
Engagements extérieurs	-2.889,41	-3,915,78	-4,268,05	-4,829,52	-9,284,03	-18,509,25	-9,604,71	-11,595,88	-11,833,72	-25,835,24	-13,097,85
Avoirs intérieurs nets	23.373,93	24,558,10	26,244,70	23,655,56	25,782,54	27,789,48	10,521,32	5,955,61	-3,097,62	5,384,13	11,953,34
Créances nettes sur l'État	21,578,94	21,721,78	21,393,83	20,050,35	19,913,97	22,314,78	11,819,73	8,891,54	8,465,47	10,882,88	16,126,22
Créances internes	24,800,38	25,297,65	24,927,17	29,308,16	32,653,33	36,783,99	43,927,65	44,841,46	46,252,86	45,627,15	49,263,09
Dépôts du gouvernement	-3,221,44	-3,575,86	-3,533,34	-9,257,81	-12,739,35	-14,469,21	-32,107,92	-35,949,92	-37,787,39	-34,744,27	-33,136,88
Créances nettes sur collectivités locales	-57,18	-61,19	-11,002	-204,03	-208,65	-222,09	-155,10	-121,43	-155,09	-95,06	-83,47
Créances internes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts des collectivités locales	-57,18	-61,19	-11,002	-204,03	-208,65	-222,09	-155,10	-121,43	-155,09	-95,06	-83,47
Créances nettes sur les entreprises publiques	-2,162	25,35	-63,82	-104,99	300,78	-1,195,27	-2,514,79	-3,780,54	-4,993,11	-5,551,67	-3,017,36
Créances internes	317,21	292,52	304,79	540,59	875,78	813,42	168,52	187,91	162,63	154,52	201,97
Dépôts des entreprises publiques	-338,84	-267,18	-368,61	-645,58	-575,00	-2,008,69	-2,683,31	-3,968,45	-5,155,74	-5,706,19	-3,219,33
Créances nettes sur les particuliers	763,26	935,76	1,050,43	1,354,73	1,568,35	1,771,75	1,612,90	1,343,92	383,95	1,694,75	1,674,84
Créances sur les institutions financières monétaires	62,95	142,28	2,025,08	538,36	783,30	593,37	761,06	388,14	510,42	1,867,65	1,080,70
Créances nettes sur autres institutions bancaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances nettes sur les institutions financières non banc.	-504,49	-466,26	-732,88	-1,311,37	-1,602,62	-2,268,74	-3,145,95	-4,652,28	-5,335,26	-5,325,68	-5,594,12
Comptes de capital	-2,472,76	-2,061,37	-1,004,06	-30,89	-595,15	-409,65	-1,136,30	-808,95	-5,051,28	-201,065	-8,349,74
Autres postes non classés	4,024,83	4,321,74	3,686,15	3,363,39	5,622,56	7,205,33	3,279,77	4,695,20	3,077,28	3,921,92	10,116,29
Actif = Passif	29,937,93	32,639,90	37,137,83	40,504,37	46,823,25	51,790,91	74,690,12	78,425,70	84,376,66	83,839,90	86,288,65
Engagements envers insi. financières monétaires	21,252,77	22,093,31	25,979,24	28,933,98	33,793,25	38,343,17	57,407,67	60,024,50	64,075,57	62,477,82	62,348,88
Dépôts Cdes des institutions financières monétaires	11,594,67	9,543,46	10,185,42	11,763,40	13,478,65	15,533,19	21,127,03	21,907,05	18,736,93	23,839,51	21,029,28
Encaissements des institutions financières monétaires	1,557,58	1,875,97	1,827,55	1,595,80	1,883,15	2,098,74	2,373,48	2,926,93	2,602,99	2,720,33	3,329,24
Autres Engagements env. insi. financières monétaires	0,01	-	0,21	-	0,19	-	0,15	-	-	-	-
Dépôts devises des institutions financières monétaires	4,555,40	5,172,89	6,156,95	6,561,48	8,830,27	11,159,24	24,697,01	28,862,52	36,993,64	29,972,98	33,281,35
Bons BRH émis	3,545,12	5,501,00	7,809,00	9,013,29	9,601,00	9,552,00	9,210,00	6,328,00	5,742,00	5,945,00	4,709,00
Engagements envers secteur privé	8,695,16	10,546,58	11,158,59	11,570,40	13,030,00	13,447,74	17,282,44	18,401,20	20,301,10	21,362,07	23,939,77
Monnaie fiduciaire en circulation	8,685,16	10,546,58	11,158,59	11,570,40	13,030,00	13,447,74	17,282,44	18,401,20	20,301,10	21,362,07	23,939,77
Monnaie hors BRH	10,242,74	12,422,55	12,986,25	13,166,20	14,913,15	15,546,48	19,655,93	21,328,13	22,904,09	24,082,41	27,269,02
Encaissements des institutions financières monétaires	-1,557,58	-1,875,97	-1,827,65	-1,595,80	-1,883,15	-2,098,74	-2,373,48	-2,926,93	-2,602,99	-2,720,33	-3,329,24
Allocations de DTS 1/	-740,90	-854,54	-791,26	-775,70	-852,18	-	-	-	-	-	-

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Suite à une révision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

Tableau I.10 Bilan consolidé des banques commerciales I / (en millions de gourdes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{2/}	2014 ^{2/}
Avoirs extérieurs nets	6,119.10	10,403.77	12,723.75	11,257.61	18,075.41	16,537.21	28,081.80	32,111.10	28,540.72	22,638.31	21,375.52
Réserves	21,047.17	21,887.68	25,552.78	28,481.17	33,518.06	38,308.26	56,755.50	60,005.12	63,086.86	60,766.45	62,985.57
Dépôts à la Banque Centrale	15,945.82	14,484.61	15,916.13	17,872.04	22,041.91	26,657.52	45,172.02	50,750.20	54,741.87	52,101.12	54,956.12
Encaisses en monnaie nationale	1,557.58	1,875.97	1,827.65	1,595.84	1,883.15	2,098.74	2,373.48	2,926.93	2,602.99	2,720.33	3,365.46
Bons BRH	3,543.78	5,527.10	7,809.00	9,013.29	9,593.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00	5,945.00	4,664.00
Portefeuille de crédit	20,238.67	24,534.33	25,953.34	28,404.57	35,753.71	41,012.36	38,426.78	48,229.06	62,985.65	76,274.74	88,271.29
Crédit au secteur public	-	-	172.69	-	-	-	-	-	-	-	6,475.29
Crédit au secteur privé	20,238.67	24,534.33	25,780.66	28,404.57	35,753.71	41,012.36	38,426.78	48,229.06	62,985.65	73,399.74	81,796.00
Comptes de capital	-4,402.69	-5,067.98	-6,670.77	-8,612.65	-9,160.79	-10,025.45	-10,723.68	-11,753.22	-13,560.63	-15,099.94	-17,340.54
Autres postes non classés	5,698.12	6,567.40	7,590.91	9,219.66	9,109.22	8,983.90	9,482.51	9,829.18	8,915.31	5,774.80	6,630.41
Total actif	48,700.37	58,325.20	65,150.01	68,750.37	87,295.61	94,816.29	125,022.91	138,421.25	149,967.90	150,354.35	161,922.25
Engagements envers la BRH	3.00	3.00	3.00	278.00	278.00	278.00	3.00	3.00	137.34	872.02	213.30
Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires	61.08	64.14	108.02	142.13	104.56	171.00	142.36	138.60	227.89	440.09	546.29
Engagements envers le secteur privé	48,075.80	57,743.14	63,932.24	67,093.31	79,549.65	89,346.18	108,593.56	120,648.23	128,431.88	136,708.89	149,766.64
Dépôts en gourdes	25,823.64	28,292.06	31,533.04	32,873.64	37,050.01	41,181.54	48,238.44	51,888.71	54,658.04	59,531.77	63,890.71
Dépôts en dollars	22,252.16	29,451.08	32,399.21	34,119.67	42,498.64	48,164.64	60,355.11	68,759.52	73,773.84	77,177.13	85,875.93
Engagements envers le secteur public	560.49	514.92	1,106.75	1,236.93	7,363.40	5,021.11	13,284.00	17,631.42	21,170.80	12,333.36	11,396.02
Total passif	48,700.37	58,325.20	65,150.01	68,750.37	87,295.61	94,816.29	125,022.91	149,967.90	150,354.35	150,354.35	161,922.25

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).

I / Suite à une révision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

Tableau I.1 Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes)

	Octobre 2013	Novembre 2013	Décembre 2013	Janvier 2014	Février 2014	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014
Avois extérieurs nets	20,732.78	20,265.91	21,793.47	21,949.12	22,433.75	24,070.81	24,120.98	24,811.87	25,190.79	22,932.89	21,181.47	21,375.52
Réserves	59,366.94	58,790.24	58,993.61	62,026.76	61,066.21	59,836.39	59,946.35	56,114.91	57,995.30	59,932.75	60,419.38	62,985.57
Dépôts à la BRH	49,840.80	48,085.43	48,238.42	51,979.74	54,690.62	52,097.16	54,270.31	50,308.58	52,044.32	51,295.35	52,839.03	54,956.12
Encaisses en monnaie nationale	3,221.13	3,300.81	3,896.18	3,578.02	2,855.59	2,949.22	3,276.04	3,286.33	3,850.97	4,066.40	3,716.35	3,365.46
Bons BRH	6,305.00	7,404.00	6,859.00	6,469.00	3,520.00	4,790.00	2,400.00	2,520.00	2,100.00	4,571.00	3,864.00	4,664.00
Portefeuille de crédit	76,380.31	77,539.76	78,069.67	78,691.33	80,079.29	79,983.05	81,352.38	82,130.24	82,022.69	82,945.54	84,090.18	88,271.29
Crédit au secteur public	2,875.00	2,875.00	2,875.00	3,875.00	3,875.00	3,875.00	3,875.00	3,875.00	3,875.00	3,875.00	3,875.00	6,475.29
Crédit au secteur privé	73,505.31	74,664.76	75,194.67	74,816.33	76,204.29	76,108.05	77,477.38	78,255.24	78,147.69	79,070.54	80,215.18	81,796.00
Comptes de capital	-15,333.21	-15,626.00	-15,872.94	-16,023.26	-15,906.05	-16,137.83	-15,682.82	-16,018.43	-16,455.02	-16,672.54	-16,974.49	-17,340.54
Autres postes non classés	5,227.83	5,680.55	5,853.42	5,951.55	5,413.06	6,806.81	5,498.93	6,180.24	5,912.19	6,977.56	7,331.08	6,630.41
Total actif	146,374.64	146,650.45	148,837.23	152,595.51	153,086.25	154,559.24	155,235.82	153,218.83	154,665.95	156,116.20	156,047.62	161,922.25
Engagements envers la BRH	621.23	340.24	369.64	1885	1885	1806	1806	1647	1568	1489	1410	213.30
Engagements envers Inst. Fin. Non-Banc.	456.61	433.78	417.22	460.72	452.60	448.33	565.58	552.43	512.98	488.62	591.16	546.29
Engagements envers le secteur privé	136,089.23	135,541.43	136,113.38	139,894.55	140,275.69	143,899.37	144,748.80	144,072.94	143,879.84	145,051.50	145,990.44	149,766.64
Dépôts en gourdes	60,287.10	60,517.40	59,096.54	62,687.32	60,804.57	62,132.68	61,877.11	60,354.12	60,282.88	60,673.46	62,573.80	63,890.71
Dépôts en dollars	75,802.14	75,024.03	77,016.85	77,207.23	79,471.13	81,766.69	82,871.69	83,718.82	83,596.96	84,378.04	83,416.64	85,875.93
Engagements envers le secteur public	9,207.57	10,335.01	11,936.98	12,221.38	12,339.11	10,193.48	9,903.39	8,576.99	10,257.44	10,561.19	9,451.92	11,396.02
Total passif	146,374.64	146,650.45	148,837.23	152,595.51	153,086.25	154,559.24	155,235.82	153,218.83	154,665.95	156,116.20	156,047.62	161,922.25

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

Tableau I.12 Résumé des Opérations Financières de l'Administration Centrale I / (en millions de gourdes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{2/}	2014 ^{2/}
Recettes Totales	12,473,90	16,252,90	19,912,49	23,667,08	26,961,75	31,303,60	31,445,30	38,932,55	42,313,15	44,751,38	47,103,00
Recettes Courantes	12,473,90	16,252,90	19,912,49	23,667,08	26,961,75	31,303,60	31,445,30	38,932,55	42,313,15	44,751,38	47,103,00
Recettes Internes	8,778,00	10,901,30	13,144,70	15,656,91	18,025,51	19,948,14	19,489,64	24,613,13	28,330,67	29,412,58	32,443,00
Dont: Impôt sur le revenu et les bénéfices	2,779,20	3,796,90	4,083,70	4,361,16	5,111,12	5,449,09	5,991,36	6,867,16	9,912,13	9,449,14	11,278,00
Taxe sur le chiffre d'affaires	3,458,20	4,038,30	5,893,80	6,844,00	8,206,74	9,105,13	8,477,02	10,329,20	11,974,81	13,435,51	13,148,00
Droits d'accises	1,231,70	1,246,10	1,278,20	1,784,45	1,284,09	1,979,94	1,454,54	952,78	1,120,61	911,56	868,80
Recettes douanières	3,527,60	4,437,80	6,240,56	6,923,90	7,917,12	9,013,28	11,493,80	13,764,87	13,843,21	14,290,17	14,109,50
Dont: Droits de douanes	1,767,00	2,324,70	3,274,50	3,527,40	4,058,00	4,809,68	7,089,06	7,635,23	8,162,89	8,534,28	8,397,00
Frais de vérification	1,464,30	1,769,00	2,578,00	2,768,10	3,181,85	3,562,03	3,234,95	4,339,94	4,852,63	4,896,09	4,621,00
Autres recettes 2/	168,30	913,80	527,23	1,086,27	1,019,12	2,342,18	461,86	554,55	139,27	1,048,63	550,50
Transferts des Entreprises Publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses Totales	16,838,30	19,247,30	21,203,80	28,369,05	30,346,07	35,554,56	37,966,90	43,709,00	52,092,94	60,583,00	70,378,30
Dépenses Courantes	12,910,60	17,320,30	19,366,80	22,326,05	27,019,07	29,605,48	28,258,90	35,826,00	39,804,94	47,133,20	62,974,30
Dépenses sur biens et services	11,321,10	13,860,70	14,655,20	20,212,02	24,662,64	25,999,55	24,617,00	32,190,70	35,438,57	42,254,20	56,786,50
Traitements et salaires	4,142,60	5,953,00	6,871,20	8,830,82	12,855,63	14,464,95	13,437,30	15,474,10	18,847,52	21,185,58	22,140,00
Autres achats de biens et services	7,178,50	8,007,70	7,794,00	11,381,20	11,807,01	11,534,60	11,180,00	16,716,60	16,591,05	21,185,80	34,646,50
Paiements d'intérêts	930,30	1,607,90	2,318,90	750,78	730,21	1,336,44	1,408,00	848,00	983,29	21,068,40	864,10
Dette Interne	480,00	400,00	1,540,00	-	827,51	1,100,40	1,100,40	825,20	916,50	1,059,10	641,70
Dette externe	450,30	1,207,90	778,90	750,78	730,21	508,93	307,60	22,80	66,79	917,60	222,40
Subventions et transferts courants	398,20	1,322,60	1,840,40	1,363,24	1,626,22	2,269,50	2,233,70	2,787,30	3,383,08	141,50	5,323,70
Autres dépenses	261,00	429,10	542,30	-	-	-	-	-	-	3,819,90	-
Dont: Dépenses exécutées antérieures	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	3,927,70	2,027,00	1,837,00	6,043,00	3,327,00	5,949,08	9,708,00	6,883,00	12,288,00	13,449,00	7,404,00
(Financées sur fonds locaux)											
Salde Courant	-4,367,00	-967,40	545,69	1,341,03	-57,32	1,698,12	3,186,30	3,106,50	2,508,26	-2,381,80	-15,871,30
Ajustement	-2,601,90	-3,684,80	-2,681,42	-5,837,55	-51,890,22	-1,944,81	-1,641,00	-4,918,00	-9,832,62	-12,552,70	-7,693,07
Salde Global	-1,765,50	-690,40	1,390,10	1,033,19	1,804,70	-2,306,16	-4,880,60	1,141,40	-502,22	-3,278,10	-15,582,23
Financement Total	1,762,50	-690,40	-1,390,10	-1,033,19	-1,804,70	2,306,16	4,880,60	-1,141,40	502,22	3,278,10	15,582,23
Financement Externe	-948,90	-587,50	-828,60	252,81	-781,09	-1,293,55	9,765,40	3,414,30	1,112,60	1,638,90	4,335,10
Dons externes au comptant	21,00	2,140,60	766,50	1,235,70	361,10	900,23	9,904,40	3,498,80	1,137,60	1,774,80	5,061,30
Prêts nets	-969,90	-2,728,10	-1,595,10	-982,89	-1,142,19	-1,029,78	-13,900,00	-84,50	-25,00	-135,00	-726,20
Tirages	-	-	-	-	-	-	93,80	-	-	-	-
Amortissement	-969,90	-2,728,10	-1,595,10	-982,89	-1,142,19	-1,029,78	-232,80	-84,50	-25,00	-135,00	-726,20
Financement Interne	2,711,40	-1,029,90	-561,50	-1,286,00	-1,023,61	2,435,71	-4,884,80	-4,555,80	-610,38	1,639,30	11,247,13
Système bancaire	2,688,90	-84,20	-560,60	-1,274,80	-1,023,61	2,435,71	-4,884,80	-4,555,80	-610,38	1,639,30	9,247,13
Dont: Autorités monétaires(BRH)	2,820,10	-21,20	-344,00	-949,00	-665,74	2,515,11	-90,40	-2,910,20	-268,80	2,269,80	5,299,00
Autres sources	22,50	-18,70	-0,90	-1,120	-	-	-	-	-	-	2,000,00
Dont: Intérêts de paiements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pour mémoire : (en pourcentage du PIB)											
Recettes courantes	8,89	9,67	10,10	10,75	10,76	11,69	11,78	12,86	12,90	12,28	12,11
Dépenses courantes	9,20	10,25	9,82	10,14	10,78	11,05	10,59	11,83	12,13	12,93	16,20
Dépenses d'investissement	2,80	1,21	0,93	2,75	1,33	2,22	3,64	2,27	3,75	3,69	1,90
Salde courant	-0,31	-0,58	0,28	0,61	-0,02	0,63	1,19	1,03	0,76	-0,65	-4,08
Salde global	-1,25	0,41	0,71	0,47	0,72	-0,86	-1,83	0,44	-0,15	-0,90	-4,01
Dons	0,01	1,27	0,39	0,56	0,14	0,34	3,71	1,16	0,35	0,49	1,30
Financement externe	-0,68	-0,35	-0,42	0,11	-0,31	-0,05	3,66	1,13	0,34	0,45	1,11
Financement BRH	2,01	-0,01	-0,17	-0,43	-0,27	0,94	-0,03	-1,02	-0,08	0,62	1,36
PIB nominal	140,387,00	168,035,00	197,138,00	220,110,00	250,590,00	267,880,00	266,952,00	302,854,00	328,061,00	364,226,00	388,809,00

Sources : BRH, MEF
 1/ Opérations du Budget de Fonctionnement de l'Administration Centrale, enregistrées sur la base des encaissements et des décaissements.
 2/ Cette rubrique regroupe les recettes non identifiées au niveau des recettes internes et douanières ainsi que les recouvrements de dette.

Tableau I.13 Résumé des opérations financières des administrations publiques I / (en millions de gourdes)

	1er trimestre 2014			2e trimestre 2014			3e trimestre 2014			4e trimestre 2014			
	Octobre 2013	Novembre 2013	Décembre 2013	Janvier 2014	Février 2014	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Jun 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	Octobre 2013- Septembre 2014
Receites totales (incluant les dons)	4,052.40	3,653.50	4,349.70	4,195.30	3,922.80	3,835.40	3,895.70	3,940.60	5,892.40	3,872.90	6,059.90	4,493.70	52,164.30
Receites totales	4,052.40	3,653.50	4,349.70	4,195.30	3,922.80	3,835.40	3,895.70	3,940.60	3,795.20	3,872.90	3,883.40	3,706.10	47,103.00
Receites courantes	4,052.40	3,653.50	4,349.70	4,195.30	3,922.80	3,835.40	3,895.70	3,940.60	3,795.20	3,872.90	3,883.40	3,706.10	47,103.00
Receites inérites	2,969.10	2,304.30	2,960.20	2,970.20	2,831.40	2,680.40	2,632.30	2,601.90	2,673.40	2,759.60	2,732.10	2,328.10	32,443.00
Receites douanières	1,034.00	1,331.70	1,359.00	1,209.50	1,085.90	1,146.60	1,194.40	1,287.00	1,079.50	1,094.70	1,148.00	1,139.20	14,109.50
Receites non classées ^{1/}	49.30	17.50	30.50	15.60	5.50	8.40	69.00	51.70	42.30	18.60	3.30	238.80	550.50
Transferts des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dons externes au comptant	-	-	-	-	-	-	-	-	2,097.20	-	2,176.50	787.60	5,061.30
Dépenses totales	7,899.80	4,362.10	6,045.80	4,617.20	6,390.70	5,458.60	4,133.70	4,028.60	5,145.50	5,643.50	8,093.90	8,538.90	70,378.30
Dépenses courantes	7,752.80	3,963.10	5,374.80	3,764.20	6,328.70	5,139.60	3,768.70	3,569.60	4,418.50	5,181.50	7,444.90	6,267.90	62,974.30
Dépenses sur biens et services	7,219.00	3,232.80	5,021.80	3,114.40	5,895.00	4,979.40	3,590.00	3,056.30	3,994.50	4,580.70	6,969.60	5,133.00	56,786.50
Traitements et salaires	1,868.40	1,660.00	3,131.30	1,660.30	1,316.10	1,728.10	1,679.70	1,613.70	2,502.80	1,126.40	2,252.30	1,600.90	22,140.00
Dépenses de fonctionn. / Achats de b & s	5,350.60	1,572.80	1,890.50	1,454.10	4,578.90	3,251.30	1,910.30	1,442.60	1,491.70	3,454.30	4,717.30	3,532.10	34,646.50
Paiements d'intérêts	7.80	193.30	0.00	115.70	113.30	4.50	0.80	195.50	0.00	189.10	35.00	9.10	864.10
Subventions	526.00	537.00	353.00	534.10	320.40	155.70	177.90	317.80	424.00	411.70	440.30	1,125.80	5,323.70
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	147.00	419.00	671.00	853.00	62.00	319.00	365.00	459.00	727.00	462.00	649.00	2271.00	7,404.00
Solde courant	-3,700.40	-309.60	-1,025.10	431.10	-2,405.90	-1,304.20	127.00	371.00	-623.30	-1,308.60	-3,561.50	-2,561.80	-15,871.30
Ajustement ^{2/}	313.10	-627.10	419.60	1,552.33	-883.30	1,765.40	-212.40	-1,683.80	-449.30	-3,369.00	-729.20	-3,789.40	-7,693.07
Solde global ^{3/}	-4,160.50	-101.50	-2,115.70	-1,974.23	-1,584.60	-3,388.60	-25.60	1,595.80	-901.00	1,598.40	-3,481.30	-1,043.40	-15,582.23
Financement total	4,160.50	101.50	2,115.70	1,974.23	1,584.60	3,388.60	25.60	-1,595.80	901.00	-1,598.40	3,481.30	1,043.40	15,582.23
Financement externe	-27.20	-38.70	-	-51.60	-86.10	-0.20	-	-	2,097.20	-365.20	2,036.10	770.80	4,335.10
Prêts concessionnels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements	-27.20	-38.70	-	-51.60	-86.10	-0.20	-	0.00	0.00	-365.20	-140.40	-16.80	-726.20
Financement interne	4,187.70	140.20	2,115.70	2,025.83	1,670.70	3,388.80	25.60	-1,595.80	-1,196.20	-1,233.20	1,445.20	272.60	11,247.13
Financement BRH ^{4/}	1,844.50	1,033.60	2,756.00	923.90	-1,289.00	494.80	465.20	-974.70	-1,083.50	-606.50	930.20	804.50	5,299.00
Financement BNC	2,348.70	-902.60	-638.30	1,099.93	969.30	2,894.50	-442.70	-606.00	-593.10	-628.50	525.70	-523.20	3,503.73
Autres Banques commerciales	-5.50	9.20	-2.00	2.00	-9.60	-0.50	3.10	-15.10	480.40	1.80	-10.70	-8.70	444.40
Autres sources ^{5/}	-	-	-	-	2,000.00	-	-	-	-	-	-	-	2,000.00

Sources : Direction du Contrôle du Crédit, BRH; Ministère de l'Économie et des Finances.

1/ Base : encaissements-décaissements.

2/ Le poste «ajustement» permet de rétablir l'équilibre comptable entre la balance globale et le financement.

3/ Le solde global est déterminé à partir des opérations considérées comme les moyens de son financement.

4/ Exclut les comptes STABEX, PL-480, Feine Canada et Don Japonais.

5/ Incluant les dépôts du gouvernement dans les banques commerciales publiques et privées.

Tableau I.4 Résumé de la Balance des Paiements d'Haïti (en millions de dollars ÉU)

	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{2/}	2013 ^{3/}	2014 ^{3/}
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES							
Biens et Services							
Crédit	1936.59	1770.19	1018.83	326.37	463.21	535.62	602.64
Débit	917.20	2804.19	1016.38	1311.69	1323.61	1569.00	1651.52
Biens							
Crédit	1617.55	1481.11	2466.67	2545.92	2308.65	2411.89	2532.22
Débit	490.20	551.00	563.38	774.61	917.32	950.33	950.33
Services							
Crédit	2107.76	2032.11	3010.05	3314.00	3083.26	3329.21	3482.55
Débit	319.04	289.08	824.26	575.38	567.01	439.05	374.13
Crédit	427.00	483.00	453.00	543.60	549.00	652.00	701.19
Débit	746.04	772.08	1127.26	1118.98	1116.01	1091.05	1075.32
Revenus							
Crédit	5.55	12.80	22.28	41.00	54.54	32.02	12.28
Débit	28.03	31.13	32.70	41.04	58.50	45.35	27.08
Transferts courants							
Crédit	1726.21	1635.22	3146.83	2757.13	2367.91	2283.30	2291.43
Débit	1843.29	1770.05	3313.80	2997.37	2599.84	2530.99	2540.03
Dons officiels							
Crédit	473.54	394.50	1840.00	1446.00	987.51	750.00	563.00
Débit	1369.75	1375.55	1473.80	1551.37	1612.33	1780.99	1977.03
B. COMPTE DE CAPITAL							
Crédit	0.00	893.39	1470.98	726.38	75.69	20.00	25.90
Débit	0.00	893.39	1470.98	726.38	75.69	20.00	25.90
C. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES							
Investissements directs	308.23	453.02	754.46	1431.3	600.05	611.77	618.79
Autres Investissements	298.0	55.47	178.00	119.00	156.00	160.38	99.00
Admin. publiques	278.43	508.49	932.46	262.13	444.05	451.39	519.79
Décaissements	284.11	706.86	529.73	221.44	368.72	393.30	350.70
Amortissements	333.87	224.81	291.41	341.43	374.71	404.18	375.34
Dont annulation de dette	49.76	931.67	821.14	562.87	5.99	10.88	24.64
Secteur bancaire (net)	-141.67	56.54	-307.21	-82.98	111.24	156.57	69.46
Secteur non bancaire (net)	86.00	19.00	-52.00	1.00	-	1.00	-
Autres avoirs et engagements (nets)	49.99	122.82	-43.52	41.29	-35.91	-99.48	98.63
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES							
BALANCE GLOBALE	-13.02	-167.73	128.14	-70.73	29.95	-455.52	-141.51
E. FINANCEMENT							
Avoir de réserve 1/	90.38	150.47	742.83	186.15	252.49	359.37	49.46
Utilisation des crédits et prêts du FMI	-90.38	-150.47	-742.83	-186.15	-252.49	-359.37	-49.46
Autres Engagements 2/	-163.28	-239.89	-844.89	-209.30	-284.58	-58.29	4792.1
Variation des actifs de paiement 3/	49.20	64.84	96.86	12.45	22.42	98.0	2.98
Remise de dette	0.71	3.09	-0.08	3.20	4.06	396.47	-394.98
Variation des actifs de paiement 3/	0.00	-	-	-	-	-0.65	0.94
Réachèvement obtenu	18.66	17.87	3.07	4.49	1.96	5.28	5.24
Pour mémoire	4.33	3.63	2.21	3.01	3.66	6.76	6.07
Assistance externe							
Dons officiels 4/	806.85	-247.52	1407.13	1237.01	1378.65	1153.09	916.68
Prêts nets	473.54	394.50	1840.00	1446.00	987.51	750.00	563.00
En pourcentage du PIB							
Crédit	333.31	-642.02	-432.87	-208.99	391.14	403.10	353.66
Débit	-31.3	-1.86	-1.54	-4.34	-5.68	-6.33	-6.35
Compte de transactions courantes (incluant dons officiels)							
Crédit	-10.36	-7.89	-29.32	-18.19	-23.58	-15.20	-12.81
Débit	14.01	15.78	15.35	17.45	16.79	18.57	19.02
Exportations de biens et services							
Crédit	-43.58	-42.80	-64.74	-53.17	-58.97	-52.29	-51.81
Débit	1.38	2.30	11.22	2.48	3.20	-4.25	-1.14

Sources: Service Economie Internationale/ Direction Affaires Internationales/BRH

(P) : Données provisoires

1/ Variation des avoirs de réserve bruts

2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales

3/ Sans signe = accumulation; (-) = remboursement

N.B. : 1/

Tableau I.15 Position Extérieure Globale d'Haïti I (en millions de dollars É.U.)

	2007	2008	2009	2010	2011 ^{1/}	2012 ^{1/}	2013 ^{1/}	2014 ^{1/}
AVOIRS	963.18	1,226.82	1,297.80	2,298.12	2,464.86	3,262.26	2,733.99	2,568.42
Investissements directs haïtiens à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres investissements	706.58	938.52	881.98	1,201.71	1,287.33	1,255.43	1,006.99	999.63
Secteur bancaire	348.39	509.61	451.21	764.40	818.59	719.38	623.99	641.00
Secteur non bancaire	308.00	379.00	362.00	385.00	414.00	476.00	327.00	297.00
Autres	50.19	49.91	68.77	52.31	54.74	60.05	56.00	61.63
Avais de réserve nets des autorités monétaires	256.60	288.30	415.82	1,096.41	1,177.54	2,006.83	1,727.00	1,568.79
ENGAGEMENTS	2,140.26	2,505.55	1,920.59	1,707.22	1,501.05	2,058.75	2,735.46	3,243.05
Investissements directs étrangers en Haïti	362.24	391.68	447.10	624.84	743.67	899.67	1,085.67	1,159.53
Autres investissements	1,778.02	2,113.87	1,473.49	1,082.38	757.38	1,159.08	1,649.79	2,083.52
Secteur Public	1,541.20	1,884.72	1,247.15	863.08	657.30	1,049.20	1,474.12	1,829.50
Secteur bancaire	37.65	57.15	55.34	61.30	32.52	45.01	106.46	175.43
Secteur non bancaire	122.00	107.00	109.00	91.00	65.00	62.00	66.00	75.00
Autres	77.17	65.00	62.00	67.00	256	2.87	3.21	3.59
POSITION EXTÉRIEURE NETTE	-1,177.08	-1,278.73	-622.79	590.89	963.82	1,203.51	-1.47	-674.63

Sources : Service Economie Internationale/ Direction Affaires Internationales/BRH
Banque des Règlements Internationaux (BRI)

(P) Données provisoires

1/ La position est calculée au terme de l'exercice se terminant le 30 Septembre

Tableau I.16 Exportations d'Haïti par produits (en millions de dollars É.U.)

Période	Café	Cacao	Huiles essentielles	Mangues	Langoustes	Autres produits Primaires	Pétrole Industrie	Articles manufacturés/	Autres produits Industriels	Déchets métalliques et plastiques	Ajustements pour évaluation	Total 2/	Ajustements pour classification	Total Exportation 3/ (FOB)
2010	1.34	9.05	13.94	7.61	3.60	1.08	3.11	195.95	0.96	-	20.25	256.90	306.48	563.38
2011	7.00	6.87	16.37	10.56	5.85	1.51	4.18	267.81	1.52	-	27.53	349.21	418.88	768.09
2012 (P)	4.72	9.25	8.63	10.06	5.75	1.86	4.23	273.69	1.38	-	28.14	347.71	428.09	775.80
2013 (P)	3.04	4.88	15.71	12.45	4.83	1.28	4.79	314.42	5.72	27.51	31.02	425.64	491.78	917.42
2014 (P)	1.03	10.15	17.11	12.50	3.15	1.34	5.03	325.02	2.56	31.93	32.14	441.96	508.37	950.33
2010														
1er Trimestre	0.25	3.30	1.66	0.01	1.24	0.24	0.82	51.30	0.24	-	5.06	64.13	80.24	144.37
2e Trimestre	0.05	0.19	4.53	-	0.71	0.05	0.48	29.79	0.09	-	3.07	38.96	46.59	85.55
3e Trimestre	0.51	4.62	4.70	5.50	0.59	0.56	0.86	55.41	0.33	-	6.26	79.34	86.67	166.01
4e Trimestre	0.51	0.93	3.06	2.10	1.06	0.23	0.94	59.45	0.31	-	5.87	74.47	92.98	167.44
2011														
1er Trimestre	0.73	2.15	2.48	0.04	1.58	0.23	0.92	57.62	0.35	-	5.66	71.76	90.13	161.89
2e Trimestre	2.01	1.94	7.71	0.07	1.20	0.26	0.93	58.56	0.24	-	6.24	79.17	91.59	170.76
3e Trimestre	1.87	1.97	4.51	8.66	1.28	0.69	1.13	71.35	0.39	-	7.86	99.71	111.60	211.30
4e Trimestre	2.39	0.81	1.67	1.79	1.79	0.34	1.21	80.28	0.54	-	7.77	98.58	125.56	224.14
2012 (P)														
1er Trimestre	1.09	1.60	1.70	0.24	2.09	0.36	0.99	64.06	0.46	-	6.35	78.94	100.20	179.14
2e Trimestre	1.46	2.30	1.86	0.26	1.45	0.37	0.85	55.44	0.18	-	5.62	69.79	86.71	156.50
3e Trimestre	1.21	2.98	3.43	7.86	1.09	0.76	1.15	75.00	0.40	-	8.17	102.05	117.31	219.36
4e Trimestre	0.96	2.37	1.64	1.70	1.12	0.39	1.24	79.19	0.34	-	8.00	96.95	123.87	220.82
2013 (P)														
1er Trimestre	0.78	0.51	4.06	-	1.39	0.14	1.19	76.66	1.18	4.64	7.28	97.82	119.90	217.72
2e Trimestre	0.80	0.08	3.61	0.87	1.01	0.14	1.03	68.38	1.37	5.17	6.53	88.99	106.95	195.94
3e Trimestre	0.99	3.55	4.03	10.34	1.27	0.81	1.26	82.47	1.27	9.87	8.97	124.84	129.00	253.83
4e Trimestre	0.47	0.74	4.00	1.24	1.17	0.19	1.30	86.91	1.90	7.83	8.24	113.99	135.93	249.93
2014 (P)														
1er Trimestre	0.06	3.05	1.84	0.02	0.89	0.20	1.19	78.23	0.68	7.80	7.37	101.34	122.36	223.70
2e Trimestre	0.16	1.53	5.67	0.07	0.89	0.13	1.06	68.98	0.57	7.17	6.77	92.99	107.89	200.88
3e Trimestre	0.42	2.81	4.42	11.54	0.63	0.77	1.24	81.29	0.96	9.13	8.91	122.12	127.14	249.26
4e Trimestre	0.39	2.75	5.19	0.87	0.73	0.24	1.54	96.53	0.35	7.83	9.10	125.51	150.98	276.49
2014 (P)														
Octobre	0.02	0.65	0.22	0.01	0.24	0.05	0.42	28.51	0.18	2.44	2.59	35.32	44.60	79.91
Novembre	0.01	1.36	0.65	0.01	0.34	0.09	0.38	25.03	0.30	1.69	2.41	32.27	39.15	71.43
Décembre	0.04	1.04	0.97	0.01	0.31	0.07	0.38	24.68	0.21	3.67	2.37	33.75	38.61	72.36
Janvier	0.11	0.60	1.70	0.01	0.29	0.05	0.24	16.38	0.04	1.90	1.66	22.99	25.62	48.62
Février	0.01	0.02	1.72	0.02	0.24	0.01	0.42	27.30	0.38	2.22	2.58	34.92	42.70	77.62
Mars	0.04	0.91	2.25	0.05	0.36	0.07	0.39	25.29	0.15	3.05	2.52	35.08	39.56	74.64
Avril	0.09	0.62	1.52	4.02	0.23	0.25	0.38	24.91	0.32	2.83	2.77	37.94	38.96	76.90
Mai	0.17	1.69	1.70	4.37	0.25	0.32	0.43	27.09	0.15	3.56	3.10	42.82	42.37	85.19
Juin	0.16	0.50	1.21	3.14	0.15	0.20	0.44	29.29	0.49	2.74	3.05	41.37	45.81	87.18
Juillet	0.20	0.51	2.58	0.87	0.16	0.09	0.47	28.62	0.15	2.14	2.75	38.53	44.77	83.30
Août	0.18	0.78	1.33	-	0.33	0.06	0.54	34.11	-	2.24	3.24	42.82	53.35	96.17
Septembre	0.00	1.47	1.27	-	0.24	0.09	0.53	33.80	0.20	3.45	3.10	44.16	52.86	97.02

Sources : Service Économie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
MCI, ACD - Sites Internet: Dci du Commerce américain et StatCan - Base de données OCDE

1/ Produits des industries d'assemblage.

2/ Exportations totales tenant compte de la valeur ajoutée des industries d'assemblage.

3/ Exportations brutes.

(P) : Données provisoires

Tableau 1.17 Exportations aux U.S.A à base de matières premières locales (F.O.B) (en milliers de dollars É.U)

Période	Articles manufacturiers en cuir	Articles manufacturiers en bois pour meubles	Vêtements & autres ouvrages Produits textiles	Tapis & Accessoires Couverture	Objets de collection Travaux d'art Antiquités	Balais Brosses Ficelles	Articles déclarés & non déclarés	Autres: Articles en verre & en céramique.	Sous-total	Marchandises retournées	Total
2010	-	35.73	3 010.26	1.20	-	-	34.39	122.53	3 204.11	-96.11	3 108.00
2011	8.00	39.68	4 110.41	-	-	-	70.41	80.67	4 309.17	-129.28	4 179.90
2012 (P)	6.12	42.53	4 190.97	0.86	-	24.05	40.31	65.21	4 370.05	-131.10	4 238.95
2013 (P)	2.10	35.21	4 796.19	-	-	48.15	29.37	25.88	4 936.90	-148.11	4 788.79
2014 (P)	-	17.22	4 952.02	-	-	63.41	43.57	104.65	5 180.87	-155.43	5 025.44
2010											
1er Trimestre	-	15.62	786.73	-	-	-	4.13	43.86	850.34	-25.50	824.84
2e Trimestre	-	10.23	457.34	-	-	-	7.06	19.95	494.58	-14.84	479.74
3e Trimestre	-	3.69	852.55	1.20	-	-	11.84	18.05	887.33	-26.61	860.72
4e Trimestre	-	6.19	913.64	-	-	-	11.36	40.67	971.86	-29.16	942.70
2011											
1er Trimestre	0.34	8.84	883.54	-	-	-	9.37	43.61	945.70	-28.37	917.33
2e Trimestre	7.66	11.75	899.91	-	-	-	23.05	11.77	954.14	-28.62	925.51
3e Trimestre	-	14.17	1 095.18	-	-	-	32.18	25.29	1 166.82	-35.00	1 131.81
4e Trimestre	-	4.92	1 231.78	-	-	-	5.82	-	1 242.52	-37.28	1 205.24
2012 (P)											
1er Trimestre	4.38	2.02	981.97	-	-	-	7.61	18.70	1 014.68	-30.44	984.24
2e Trimestre	1.74	20.29	849.40	-	-	-	9.11	-	880.54	-26.42	854.12
3e Trimestre	-	2.65	1 148.45	0.35	-	-	21.51	19.63	1 192.59	-35.78	1 156.81
4e Trimestre	-	17.57	1 211.15	0.51	-	24.05	2.08	26.88	1 282.24	-38.47	1 243.77
2013 (P)											
1er Trimestre	-	15.72	1 171.09	-	-	11.89	4.22	25.88	1 228.80	-36.86	1 191.93
2e Trimestre	-	3.75	1 043.63	-	-	11.63	7.44	-	1 066.43	-31.99	1 034.44
3e Trimestre	2.10	15.74	1 254.83	-	-	14.96	14.96	-	1 302.59	-39.08	1 263.51
4e Trimestre	-	-	1 326.64	-	-	9.68	2.76	-	1 339.08	-40.17	1 298.90
2014 (P)											
1er Trimestre	-	4.72	1 194.86	-	-	19.46	-	2.90	1 221.94	-36.66	1 185.28
2e Trimestre	-	3.09	1 049.23	-	-	14.62	5.65	17.10	1 089.69	-32.69	1 057.00
3e Trimestre	-	-	1 237.87	-	-	15.60	17.37	11.06	1 281.90	-38.46	1 243.44
4e Trimestre	-	9.40	1 470.06	-	-	13.73	20.56	73.59	1 587.33	-47.62	1 539.71
2014 (P)											
Octobre	-	2.70	435.02	-	-	-	-	-	437.72	-13.13	424.58
Novembre	-	-	382.54	-	-	7.97	-	2.90	393.41	-11.80	381.61
Décembre	-	2.02	377.30	-	-	11.49	-	-	390.82	-11.72	379.09
Janvier	-	-	249.39	-	-	0.00	-	-	249.39	-7.48	241.91
Février	-	-	415.89	-	-	14.62	5.65	-	436.15	-13.08	423.07
Mars	-	3.09	383.95	-	-	-	0.00	17.10	404.14	-12.12	392.02
Avril	-	-	379.63	-	-	-	7.21	7.06	393.90	-11.82	382.08
Mai	-	-	412.18	-	-	15.60	7.44	4.00	439.21	-13.18	426.04
Juin	-	-	446.06	-	-	-	2.73	-	448.79	-13.46	435.32
Juillet	-	2.21	435.58	-	-	0.80	18.41	24.90	481.91	-14.46	467.45
Août	-	2.84	520.04	-	-	12.93	2.14	19.66	557.61	-16.73	540.88
Septembre	-	4.36	514.43	-	-	-	-	29.03	547.82	-16.43	531.38

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH

Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

1/ Ce total sert de base pour le calcul de la rubrique "Pelle Industrie" du tableau des X'toi.

P. : Données provisoires

Tableau 1.18 Exportations des industries d'assemblage aux USA (F.O.B) A base de matières premières importées

Période	Tuiles, Dentelles Rubans, Ouvrages Brodés	Appareils (1) & Matériels électroniques & électroniques	Machinerie & Accessoires	Art. de voyage Sacs à main (Bijouterie)	Vêtements & Art. pour vêtements	Chaussures	Ornements, Jouets & Articles de sport	Articles manufacturier en caoutchouc et en plastique	Autres Appareils optiques à enregistrer et à reproduire les sons	Total
2010	112.05	3.135.49	-	1.693.68	500.686.38	0.50	433.32	50.19	26.76	506.138.37
2011	135.58	2.911.99	-	1.876.75	680.958.66	3.62	314.05	67.50	3.05	686.271.19
2012 (P)	106.61	3.121.85	4.00	1.364.19	699.348.16	475.00	1.022.80	486.46	94.02	706.023.09
2013 (P)	30.64	2.429.24	2.06	1.436.17	794.569.19	2.276.55	1.683.48	454.97	65.83	802.948.13
2014 (P)	4.87	1.944.27	-	1.525.81	820.383.90	5.63	1.264.13	918.14	12.41	826.059.14
2010										
1er Trimestre	63.93	838.85	-	510.05	132.321.78	-	152.77	9.51	23.76	133.920.65
2e Trimestre	2.98	424.66	-	205.59	75.766.06	-	109.67	-	-	76.508.96
3e Trimestre	14.99	984.70	-	493.37	141.239.21	0.50	101.01	14.80	-	142.848.58
4e Trimestre	30.15	887.28	-	484.67	151.359.33	-	69.87	25.88	3.00	152.860.18
2011										
1er Trimestre	54.70	580.87	-	507.39	146.374.86	3.08	83.83	17.72	-	147.622.45
2e Trimestre	22.58	663.69	-	576.37	149.085.01	-	87.21	2.32	-	150.437.18
3e Trimestre	24.08	724.89	-	420.84	181.434.19	0.54	93.35	43.89	-	182.741.78
4e Trimestre	34.23	942.54	-	372.15	204.064.60	-	49.66	3.57	3.05	205.469.79
2012 (P)										
1er Trimestre	38.55	747.66	-	305.41	165.736.58	0.98	84.67	106.40	10.30	167.030.55
2e Trimestre	21.55	868.41	-	344.50	142.704.56	-	135.13	42.79	61.65	144.178.59
3e Trimestre	21.10	749.04	4.00	375.65	190.259.18	67.13	351.68	143.95	14.07	191.985.80
4e Trimestre	25.41	756.74	-	338.63	200.647.84	406.89	451.32	193.32	8.00	202.828.15
2013 (P)										
1er Trimestre	30.27	676.71	2.06	326.51	194.010.65	551.27	377.49	96.16	10.37	196.081.49
2e Trimestre	0.37	744.68	-	309.09	172.893.93	468.20	379.06	38.96	20.00	174.854.29
3e Trimestre	-	602.92	-	341.60	207.883.79	874.03	648.87	233.72	22.02	210.606.95
4e Trimestre	-	404.93	-	458.97	219.780.82	383.05	278.06	86.13	13.44	221.405.40
2014 (P)										
1er Trimestre	4.54	61.16	-	345.86	197.948.25	-	327.26	89.46	-	198.776.53
2e Trimestre	-	574.78	-	287.76	173.821.91	1.57	213.63	254.71	9.41	175.163.76
3e Trimestre	0.33	659.91	-	397.46	205.073.85	3.69	318.65	322.24	3.00	206.779.12
4e Trimestre	-	648.42	-	494.73	243.539.89	0.37	404.59	251.73	-	245.339.73
2014 (P)										
Octobre	-	34.81	-	132.63	72.067.67	-	105.50	25.44	-	72.366.05
Novembre	-	26.35	-	105.70	63.374.19	-	120.37	25.35	-	63.651.96
Décembre	4.54	0.00	-	107.53	62.506.39	-	101.39	38.67	-	62.758.52
Janvier	-	51.91	-	106.79	41.316.40	1.00	28.67	201.91	2.91	41.709.58
Février	-	179.84	-	103.37	68.898.31	-	49.61	0.00	-	69.231.13
Mars	-	343.03	-	77.60	63.607.20	0.57	135.35	52.80	6.50	64.223.05
Avril	0.33	295.55	-	147.40	62.892.43	1.04	60.47	11.971	-	63.516.92
Mai	-	210.74	-	120.08	68.284.54	0.52	107.95	147.44	3.00	68.874.27
Juin	-	153.61	-	129.98	73.896.88	2.14	150.23	55.09	-	74.387.93
Juillet	-	187.97	-	127.72	72.161.79	0.37	145.52	108.42	-	72.731.79
Août	-	162.77	-	174.85	86.153.76	-	120.80	81.17	-	86.693.35
Septembre	-	297.68	-	192.16	85.224.34	-	138.27	62.14	-	85.914.59

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH

Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

(1) : Cette rubrique regroupe: les équipements de distribution, les récepteurs de radio et accessoires, les appareils électriques et accessoires, les circuits électroniques, les transformateurs et Interopieurs.

P/ Données provisoires

Tableau I.19 Importations totales d'Haïti par catégories de produits, (en millions de dollars EU)

Période	Produits Alimentaires	Boissons & Tabacs	Matières brutes non comestibles	Combustibles Minéraux	Huiles & Graisses	Produits Chimiques	Articles manufacturés	Machines & matériels de Transport	Articles divers n.d.s.	Total (C.I.F)	Ajustements/ ^{1/}	Total Export (F.O.B)
2010	624,68	48,67	43,38	545,67	76,83	102,03	637,86	744,03	403,25	3,236,63	226,56	3,010,07
2011	534,30	30,94	42,17	770,38	55,76	129,62	793,04	688,25	502,32	3,563,93	249,48	3,314,46
2012 (P)	523,06	31,85	26,34	820,47	24,91	106,55	673,04	654,43	434,31	3,311,11	231,78	3,079,33
2013 (P)	622,44	69,24	49,56	950,97	55,16	220,43	643,23	543,69	410,85	3,579,79	250,59	3,329,21
2014 (P)	732,67	48,31	48,38	1,081,78	85,46	233,48	636,58	578,97	291,59	3,744,68	262,13	3,482,55
2010												
1er Trimestre	97,80	8,77	4,93	131,50	16,52	24,47	117,80	111,96	70,50	586,72	41,07	545,65
2e Trimestre	92,52	6,59	7,57	95,11	23,69	15,93	103,55	185,82	47,60	580,82	40,66	540,16
3e Trimestre	176,35	16,39	16,19	172,71	25,60	31,24	195,06	178,56	151,52	966,42	67,65	898,77
4e Trimestre	258,01	14,92	14,69	146,36	11,02	30,39	221,45	267,69	133,64	1,102,68	77,19	1,025,49
2011												
1er Trimestre	129,90	6,50	10,01	120,98	13,99	36,49	207,69	229,83	167,19	928,72	65,01	863,71
2e Trimestre	113,36	7,28	9,07	224,23	14,41	29,41	199,21	181,90	115,12	898,30	62,88	835,42
3e Trimestre	117,14	11,87	11,20	216,46	20,50	30,29	176,75	145,29	110,73	843,19	59,02	784,16
4e Trimestre	173,90	5,29	11,89	208,70	6,86	33,43	209,39	131,23	109,28	893,72	62,56	831,16
2012 (P)												
1er Trimestre	172,66	7,19	7,76	207,88	5,85	24,52	184,39	213,96	139,85	966,73	67,67	899,06
2e Trimestre	133,65	9,34	5,10	225,65	1,02	25,24	177,53	156,44	87,70	830,01	58,10	771,91
3e Trimestre	106,92	8,16	6,30	186,25	6,46	31,98	142,51	150,33	80,86	722,28	50,56	671,72
4e Trimestre	109,84	7,16	7,18	200,69	11,59	24,82	168,60	133,70	125,90	792,09	55,45	736,65
2013 (P)												
1er Trimestre	134,23	21,39	12,58	281,21	16,39	42,89	159,65	135,33	111,83	918,25	64,28	853,97
2e Trimestre	203,74	20,00	11,85	217,16	16,98	70,33	155,68	113,64	118,24	930,74	65,15	865,59
3e Trimestre	162,83	19,74	17,64	214,10	14,48	78,66	159,73	189,23	92,52	951,11	66,58	884,53
4e Trimestre	121,64	8,11	7,49	238,50	7,31	28,56	168,17	105,49	88,25	779,70	54,58	725,12
2014 (P)												
1er Trimestre	187,26	14,58	12,08	269,53	25,10	43,78	160,46	163,27	55,50	933,55	65,35	868,20
2e Trimestre	217,77	10,30	13,34	244,31	21,65	56,59	140,34	128,81	86,74	921,44	64,50	856,94
3e Trimestre	158,67	11,35	11,38	268,67	20,69	65,45	171,72	142,96	81,27	934,13	65,39	868,74
4e Trimestre	168,97	12,08	11,59	299,27	18,02	67,65	164,06	143,92	68,08	955,56	66,89	888,67
2014 (P)												
Octobre	83,75	3,21	3,55	98,05	8,79	15,14	63,28	53,17	13,60	343,34	24,03	319,31
Novembre	54,28	5,27	4,13	63,57	7,49	13,85	47,97	53,42	19,80	270,36	18,93	251,43
Décembre	49,23	6,10	4,39	107,91	8,82	14,79	49,21	56,68	22,10	319,84	22,39	297,46
Janvier	79,10	3,30	4,12	72,03	6,54	26,78	45,70	46,82	36,19	321,22	22,49	298,73
Février	62,40	4,09	5,01	96,50	8,31	15,87	50,92	38,28	28,25	310,13	21,71	288,42
Mars	76,26	2,91	4,20	75,78	6,80	13,94	43,71	43,72	22,31	290,09	20,31	269,78
Avril	50,58	4,33	4,46	89,06	9,61	20,98	67,57	48,67	26,94	322,67	22,59	300,08
Mai	57,60	4,24	3,43	107,07	5,11	22,13	58,12	47,90	24,52	330,50	23,13	307,36
Juin	50,50	2,77	3,49	72,54	5,97	22,34	46,03	46,40	29,81	280,96	19,67	261,30
Juillet	44,36	4,13	3,83	131,03	5,61	23,87	52,02	48,12	18,19	332,03	23,24	308,78
Août	55,16	4,06	4,40	72,92	5,94	22,65	45,99	46,24	15,93	273,65	19,16	254,50
Septembre	69,45	3,89	3,36	95,32	6,48	21,13	66,05	49,55	33,96	349,88	24,49	325,38

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
 ACD, Département du commerce des Etats-Unis
 1/ Ajustement pour Assurances et Fret
 (P) : Données provisoires

Tableau I.20 Importations de produits pétroliers (En Milliers de Barils et en Milliers de Dollars EU)

Période	Gazoline		Kérosène		Gasoil		Fuel oil (Mazout)		Lubrifiants & autres		Bilume		Gaz de pétrole liquéfié		Total	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
2010	1.031,75	95,643,04	648,48	60,507,70	3.334,19	304,854,05	105,90	7,815,90	8,14	622,05	24,100	23,104,00	118,75	94,725,58	5,488,21	502,019,32
2011	1.106,47	133,556,12	574,34	72,376,34	3.334,69	407,340,15	611,67	60,559,24	12,82	1,365,11	269,41	24,630,00	101,60	89,183,32	6,011,00	708,745,28
2012 (P)	1.291,81	168,999,53	534,62	71,868,33	3.369,48	443,777,52	391,95	40,929,08	35,06	3,890,09	182,14	17,736,00	150,08	11,519,98	5,955,14	758,720,53
2013 (P)	1.503,60	199,095,75	520,14	68,964,18	3.688,43	484,397,02	580,63	58,381,28	30,26	3,190,25	564,39	58,157,00	173,41	14,030,10	7,066,87	886,205,58
2014 (P)	1.516,67	197,056,93	492,85	64,164,68	3.952,89	513,742,12	539,13	51,441,74	67,16	7,201,11	1,280,09	145,991,00	192,60	16,004,15	8,041,40	995,601,74
2010																
1er Trimestre	252,07	22,067,85	148,91	13,264,30	897,75	79,766,10	-	-	-	-	37,98	2,609,00	37,95	3,273,58	1,374,66	120,980,83
2e Trimestre	199,04	18,694,85	126,76	11,653,51	584,85	53,404,78	-	-	-	-	33,36	2,309,00	22,30	1,436,70	966,31	87,498,84
3e Trimestre	300,11	29,298,59	190,28	18,479,15	954,28	89,382,04	65,60	4,668,70	-	-	124,59	14,725,00	29,40	2,335,70	1,664,26	158,889,18
4e Trimestre	280,53	25,581,75	182,53	17,110,74	897,31	82,301,13	40,30	3,147,20	8,14	622,05	45,07	3,461,00	29,10	2,426,60	1,482,98	134,650,47
2011																
1er Trimestre	207,49	20,568,32	120,06	12,352,77	621,35	62,684,70	111,85	8,961,42	1,94	168,81	50,41	4,162,00	23,69	2,404,57	1,136,79	111,302,59
2e Trimestre	330,23	37,747,19	176,61	21,941,06	1,096,94	131,095,75	97,14	8,971,56	6,19	649,08	51,06	4,075,00	26,22	1,813,88	1,784,39	206,293,52
3e Trimestre	263,22	35,350,63	152,95	21,367,42	836,54	112,063,92	204,52	21,750,00	4,38	513,12	49,61	5,107,00	28,68	2,990,38	1,539,90	199,142,47
4e Trimestre	305,53	39,889,98	124,72	16,715,09	773,86	101,495,78	198,16	20,876,26	0,30	34,10	118,33	11,286,00	23,01	1,709,49	1,549,91	195,006,70
2012 (P)																
1er Trimestre	322,09	38,544,39	152,29	19,815,45	890,28	115,201,85	109,29	11,237,34	11,31	1,236,64	46,26	3,806,00	36,54	2,641,03	1,568,06	192,482,70
2e Trimestre	331,40	44,780,62	143,66	20,116,73	91,665	126,121,50	90,07	10,044,74	6,08	720,42	42,04	3,422,00	33,42	3,110,37	1,566,32	208,316,38
3e Trimestre	322,79	43,590,00	114,37	15,454,80	716,95	94,044,35	79,19	8,173,55	9,47	1,031,10	51,94	6,170,00	46,97	3,920,77	1,341,68	172,384,57
4e Trimestre	315,53	42,084,52	124,30	16,481,35	842,60	108,409,82	113,40	11,473,45	8,20	901,93	41,90	4,338,00	33,15	1,847,81	1,479,08	185,536,88
2013 (P)																
1er Trimestre	404,22	50,552,96	119,66	16,223,92	1,012,75	136,162,81	315,34	32,054,89	1,21	133,97	210,32	20,524,00	42,31	3,195,99	2,105,81	258,848,54
2e Trimestre	288,92	39,378,30	130,10	17,912,13	890,63	121,179,78	139,18	14,335,79	1,60	180,06	39,40	3,899,00	43,71	3,080,49	1,533,53	199,965,55
3e Trimestre	405,35	53,909,79	119,62	14,828,91	811,50	99,186,29	81,98	7,829,69	20,54	2,116,17	159,15	17,424,00	48,89	3,795,31	1,647,04	199,090,16
4e Trimestre	405,10	55,244,70	150,76	19,999,22	973,56	127,868,14	44,13	4,160,91	6,90	760,05	155,53	16,310,00	44,50	3,958,31	1,780,48	228,301,33
2014 (P)																
1er Trimestre	339,10	41,510,93	100,26	13,128,76	1,123,24	148,990,80	133,62	12,681,60	3,33	364,65	251,03	26,790,00	58,77	4,863,57	2,009,35	248,330,31
2e Trimestre	404,59	51,291,17	120,37	15,916,44	838,07	109,033,96	81,09	7,669,58	19,75	2,142,79	324,57	34,451,00	40,65	4,259,43	1,829,10	224,764,37
3e Trimestre	375,66	51,285,52	134,03	17,545,38	893,32	117,265,25	284,05	27,311,60	35,74	3,857,34	220,89	25,870,00	53,13	4,044,09	2,002,81	247,179,18
4e Trimestre	397,32	52,969,31	138,19	17,574,10	1,092,26	138,452,11	40,38	3,778,96	8,34	836,32	483,60	58,880,00	40,05	2,837,06	2,200,14	275,327,87
2014 (P)																
Octobre	110,56	13,594,04	35,14	4,581,67	379,73	50,665,67	72,08	6,921,89	0,30	33,14	124,03	13,309,00	16,02	1,133,64	737,86	90,239,05
Novembre	103,50	11,862,77	31,19	3,945,28	272,47	34,349,60	61,54	5,759,71	1,48	159,68	76,3	810,00	23,96	1,753,50	501,77	58,640,54
Décembre	125,04	16,054,12	33,93	4,601,81	471,04	63,975,53	-	-	1,55	171,84	119,37	12,671,00	18,79	1,976,43	769,72	99,450,73
Janvier	144,15	17,983,44	37,66	4,941,72	252,35	32,575,71	-	-	5,22	561,35	77,69	8,246,00	15,95	1,957,64	533,01	66,265,86
Février	132,39	16,730,76	38,19	5,017,22	359,03	47,039,89	29,96	2,889,30	14,42	1,568,58	140,01	14,861,00	8,03	675,29	722,03	86,782,04
Mars	128,05	16,576,97	44,52	5,957,50	226,69	29,418,36	51,13	4,780,28	0,12	1,285	106,87	11,344,00	16,68	1,626,50	574,06	69,716,46
Avril	123,64	16,654,03	46,05	6,120,58	328,60	42,934,76	104,82	9,928,13	35,14	3,791,01	12,08	1,421,00	16,04	1,087,19	666,37	81,936,70
Mai	116,30	15,552,12	44,32	5,724,42	352,54	45,981,04	134,66	12,958,41	0,28	31,09	147,15	17,310,00	14,41	945,20	809,66	98,502,28
Juin	135,72	19,079,37	43,66	5,700,38	218,18	28,349,45	44,57	4,425,06	0,32	35,25	61,66	7,139,00	22,68	2,011,70	526,78	66,740,21
Juillet	135,00	18,541,54	46,11	5,856,23	491,05	63,497,36	-	-	0,65	69,81	271,20	32,033,00	8,46	551,92	952,47	120,549,86
Août	130,54	17,240,32	46,19	5,924,90	251,75	31,553,27	40,38	3,778,96	4,05	412,38	58,11	7,144,00	16,07	1,032,19	547,08	67,086,01
Septembre	131,78	17,187,45	45,89	5,792,97	349,46	43,401,48	-	-	3,64	354,13	154,30	19,703,00	15,53	1,252,96	700,59	87,692,00

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
 ACD, Département du commerce des Etats-Unis
 I / Ajustement pour Assurances et Fret
 (P) Données provisoires

Tableau I.21 Dette externe totale du secteur public (en millions de dollars ÉU)

	Septembre 2005	Septembre 2006	Septembre 2007	Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2010	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2013	Septembre 2014
Dette externe totale	1,336.30	1,419.25	1,541.30	1,884.72	1,247.15	863.08	657.34	1,049.10	1,474.90	1,829.50
Dette à long terme	1,336.30	1,419.25	1,541.30	1,884.72	1,247.15	863.08	657.34	1,049.10	1,474.90	1,829.50
Créanciers bilatéraux	222.70	221.70	214.80	387.73	506.94	249.29	549.66	915.30	1,326.60	1,674.70
Dont États Unis	7.10	6.80	6.30	5.67	-	-	-	-	-	-
France	52.30	58.90	65.20	30.89	30.58	28.67	-	-	-	-
Espagne	38.60	39.60	39.70	33.36	33.20	-	-	-	-	-
Italie	68.90	70.90	59.60	58.71	58.33	-	-	-	-	-
Chine Taipei	45.70	45.50	43.90	91.80	89.67	86.70	83.79	81.60	77.50	71.70
Canada	3.30	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L/C BRH	6.80	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vénézuela/PDVSA	-	-	0.10	167.30	295.16	133.92	461.89	823.30	1,235.00	1,576.30
Vénézuela/BANDES	-	-	-	-	-	-	3.99	10.40	14.10	26.70
ECC/IDA administered	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créanciers Multilatéraux	1,097.80	1,178.65	1,306.60	1,434.89	680.71	569.10	102.43	126.40	135.90	137.20
DONT BIRD/IDA	507.10	515.60	528.40	512.78	38.75	-	-	-	-	-
FIDA	31.70	33.20	37.40	39.46	48.30	62.40	66.10	66.30	64.50	61.0
FMI	21.40	33.20	55.60	104.77	169.56	12.70	25.58	48.0	57.8	58.3
BID	533.90	593.45	682.10	774.82	417.50	485.70	-	0.10	0.10	0.10
OPEC	3.70	3.20	3.10	3.06	6.60	8.30	10.75	12.0	13.5	17.9
Dette réaménagée	15.80	18.90	19.90	62.10	59.50	44.69	5.25	7.50	12.40	17.60
Chine Taipei	-	-	-	-	-	2.20	5.25	7.50	12.40	17.60
France	-	-	-	-	-	42.49	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arriérés	36.50	45.00	-	-	-	0.10	0.06	-	-	3.70

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.

Tableau I.22 Décaissement effectué sur les prêts (en millions de dollars EU)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Bilatéral	3.50	1.50	0.10	217.18	126.98	201.30	331.95	367.84	401.58	369.40
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	3.50	1.50	-	50.00	-	-	-	-	-	-
PDVSA	-	-	0.10	167.18	126.98	201.30	327.97	361.45	397.88	356.80
BANDES	-	-	-	-	-	-	3.99	6.39	3.70	12.60
Multilatéral	110.21	97.71	151.47	167.77	157.72	216.40	22.41	29.46	12.50	8.30
IDA/BIRD	27.92	8.64	-	-	-	-	-	-	-	-
BID	63.61	71.96	93.26	111.99	84.26	72.20	-	-	-	-
FMI	15.60	14.70	54.10	51.09	59.90	126.29	12.93	22.58	9.90	2.50
OPEC	-	-	0.79	0.85	4.39	3.41	4.36	3.85	1.70	4.50
FIDA	3.07	2.42	3.32	3.85	9.17	14.49	5.12	3.03	0.90	1.30
Total	113.71	99.21	151.58	384.95	284.70	417.70	354.37	397.29	414.08	377.70

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.

Tableau I.23 Paiement du service de la dette (en millions de dollars ÉU)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Intérêts	31.32	16.88	16.66	19.28	11.91	7.18	0.74	0.36	1.70	8.06
Bilatéral	1.31	1.76	1.12	1.79	2.38	1.08	-	0.15	1.41	7.72
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	0.47	0.36	0.06	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	0.84	1.40	1.06	1.79	2.38	1.08	-	0.15	1.41	7.72
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Multilatéral	30.01	15.12	15.54	17.49	9.53	6.10	0.74	0.22	0.29	0.34
IDA/BIRD	19.89	3.52	3.84	3.98	2.42	0.15	-	-	-	-
BID	8.79	9.92	11.14	12.20	6.21	5.41	-	-	-	-
FMI	0.66	0.98	0.06	0.86	0.37	0.42	0.43	-	-	-
OPEC	0.16	0.16	0.08	0.09	0.16	0.11	0.31	0.22	0.29	0.34
FIDA	0.51	0.54	0.42	0.37	0.37	-	-	-	-	-
EXIMBANK (Chine TAPEI)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements	69.98	40.14	58.11	29.96	23.99	5.83	1.92	0.58	4.66	12.61
Bilatéral	1.21	2.66	1.63	2.13	2.13	0.76	-	-	3.96	12.09
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	0.57	0.58	-	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	0.64	2.08	1.63	2.13	2.13	0.76	-	-	3.96	12.09
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Multilatéral	68.77	37.48	56.48	27.83	21.86	5.08	1.92	0.58	0.70	0.52
IDA/BIRD	49.55	13.81	11.08	13.77	10.98	-	-	-	-	-
BID	12.79	16.95	9.70	12.09	8.88	3.78	0.03	0.01	0.01	0.01
FMI	4.57	4.89	33.90	-	-	-	-	-	-	-
OPEC	0.91	0.91	0.89	0.95	0.85	1.29	1.89	0.57	0.69	0.51
FIDA	0.96	0.92	0.91	1.03	1.15	-	-	-	-	-
EXIMBANK (Chine TAPEI)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	101.30	57.03	74.77	49.24	35.91	13.01	2.66	0.94	6.36	20.67

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.

Tableau II.1 Chiffres clés du bilan par banque (En milliards de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogetbank	Unibank	Sous-Total	Sogetel	Sous-Total	CBMA	Scoliabank	Sous-Total	Total
AU 30 SEPTEMBRE 2014													
Actif	44.677.768,6	3.064.829,3	4.984.964,2	11.982.488,0	52.053.383,6	59.077.362,7	175.840.796,5	5.665.677,7	5.665.677,7	7.089.895,0	5.905.326,0	12.995.221,0	194.501.695,1
Bons BR.H.	2.334.000,0	100.000,0	-	74.992,0	1.950.000,0	-	4.458.992,0	-	-	49.563,0	-	49.563,0	4.508.555,0
Prêts	11.264.488,0	958.681,8	2.277.488,0	5.416.947,0	19.001.042,8	22.477.640,6	61.396.288,2	3.180.507,2	3.180.507,2	1.447.270,0	2.154.182,0	3.601.452,0	66.178.247,4
Dépôts	35.961.593,2	2.755.867,0	4.083.025,8	10.146.098,0	41.458.042,8	48.486.999,6	142.891.626,4	4.094.458,1	4.094.458,1	5.538.270,0	5.024.768,0	10.563.038,0	157.549.122,5
Avoir des Actionnaires	3.036.675,8	129.300,9	269.271,0	1.009.190,0	3.767.440,1	5.455.890,1	13.667.567,9	466.175,8	466.175,8	369.508,0	247.234,0	616.742,0	14.750.485,7
AU 30 SEPTEMBRE 2013													
Actif	42.562.735,0	2.715.118,3	4.047.813,4	10.321.926,0	47.242.844,2	53.646.035,6	160.536.472,5	4.229.765,2	4.229.765,2	5.336.958,0	5.828.831,0	11.165.789,0	175.932.026,7
Bons BR.H.	5.670.000,0	-	-	174.985,0	100.000,0	-	5.944.985,0	-	-	-	-	-	5.944.985,0
Prêts	10.111.946,5	1.091.817,4	1.419.069,3	4.719.462,0	18.747.203,5	20.039.270,1	56.128.768,8	2.524.913,2	2.524.913,2	1.310.583,0	2.201.715,0	3.512.298,0	62.165.980,1
Dépôts	34.943.125,0	2.322.339,1	3.559.859,3	8.746.876,0	38.659.805,5	45.712.814,6	133.944.481,95	2.798.809,8	2.798.809,8	4.182.263,0	4.709.054,0	8.901.317,0	145.645.946,3
Avoir des Actionnaires	2.684.078,6	195.472,9	153.820,5	872.747,0	3.475.330,0	4.743.946,9	12.125.195,9	442.944,7	442.944,7	237.813,0	257.960,0	495.773,0	13.063.913,6
AU 30 SEPTEMBRE 2012													
Actif	41.606.303,9	2.101.182,5	3.274.511,2	9.427.750,0	45.856.428,8	53.453.044,0	155.719.220,3	4.310.791,7	4.310.791,7	5.575.930,0	4.949.763,0	10.525.693,0	170.555.705,1
Bons BR.H.	3.397.881,0	-	-	80.000,0	599.999,6	1.791.680,1	5.869.560,7	-	-	399.899,0	-	399.899,0	6.269.459,7
Prêts	6.347.999,1	871.518,5	1.384.145,0	4.108.729,0	16.211.855,8	17.174.851,7	46.099.099,1	2.089.734,9	2.089.734,9	1.584.777,0	2.086.555,0	3.671.332,0	51.860.166,0
Dépôts	36.616.740,0	1.832.506,3	3.227.936,2	7.914.769,0	38.599.405,9	46.470.397,2	134.661.754,6	3.271.676,3	3.271.676,3	4.736.603,0	4.168.061,0	8.904.664,0	146.838.094,9
Avoir des Actionnaires	2.191.393,1	6.936,7	(227.510,4)	747.194,0	2.890.988,8	4.351.425,3	10.060.427,4	419.892,2	419.892,2	232.986,0	203.901,0	436.887,0	10.917.206,6
AU 30 SEPTEMBRE 2011													
Actif	36.189.769,4	1.554.701,0	3.391.930,7	8.072.990,0	43.011.332,6	48.044.439,7	140.265.163,4	4.015.789,9	4.015.789,9	5.130.227,0	4.584.124,0	9.714.351,0	153.995.304,4
Bons BR.H.	3.847.999,5	170.000,0	-	-	1.425.000,0	350.000,0	5.792.999,5	-	-	384.920,0	150.000,0	534.920,0	6.327.919,5
Prêts	3.751.142,6	425.797,3	1.123.957,0	3.304.691,0	11.647.178,8	13.143.530,4	33.396.297,2	1.717.204,3	1.717.204,3	1.759.910,0	1.823.893,0	3.583.803,0	38.697.304,5
Dépôts	31.781.844,8	1.446.227,4	3.306.628,4	6.821.834,0	38.368.342,1	42.763.330,0	124.588.206,7	3.058.020,4	3.058.020,4	4.136.629,0	3.786.140,0	7.902.769,0	135.548.986,1
Avoir des Actionnaires	1.866.186,4	3.885,2	(182.804,4)	628.467,0	2.597.959,3	3.753.797,4	8.667.491,0	406.399,4	406.399,4	215.001,0	215.543,0	430.544,0	9.504.434,4
AU 30 SEPTEMBRE 2010													
Actif	30.442.293,0	1.493.401,9	3.342.079,4	6.789.127,0	42.050.872,9	41.289.789,9	125.407.564,0	3.800.416,4	3.800.416,4	4.563.342,0	4.166.063,0	8.729.405,0	137.937.385,4
Bons BR.H.	3.073.222,0	190.000,0	287.324,3	280.000,0	3.389.453,2	1.790.000,0	9.003.999,5	11,000,0	11,000,0	22,166,80	17,391,0	239,059,0	9,260,058,5
Prêts	3.910.773,0	518,141,6	877,441,6	2.418,322,0	9.256.907,3	8.037,522,2	25,019,107,7	1,376,395,3	1,376,395,3	1,302,778,0	1,732,436,0	3,035,214,0	29,430,717,0
Dépôts	26.088.606,0	1.339,316,9	3.044.964,9	5.682,152,0	36.471,880,3	36.426,798,5	109,053,718,7	2,876,630,4	2,876,630,4	3,903,981,0	3,418,412,0	7,322,393,0	119,252,742,2
Avoir des Actionnaires	1.638.725,0	47,160,8	-188,448,3	487,506,0	2,362,275,8	3,290,862,6	7,807,685,4	401,799,1	401,799,1	212,131,0	195,501,0	407,632,0	8,617,116,5
AU 30 SEPTEMBRE 2009													
Actif	20.244.798,0	1.465.176,2	2.948.853,6	5.379.489,0	34.002.394,5	32.806.251,3	96,846,962,6	3,697,881,6	3,697,881,6	3,990,387,0	3,377,863,0	7,368,250,0	107,913,094,2
Bons BR.H.	3.714.000,0	182.000,0	147,133,3	146,067,0	3,312,799,8	1,800,000,0	9,302,000,1	-	-	1,999,922,0	50,000,0	249,922,0	9,551,922,1
Prêts	4,615,691,0	548,095,4	1,061,071,8	2,176,819,0	10,349,723,6	9,580,512,9	28,331,913,7	1,550,589,1	1,550,589,1	1,695,694,0	1,736,987,0	3,432,681,0	33,315,183,8
Dépôts	16,404,652,0	1,269,640,8	2,806,327,4	4,511,866,0	31,042,274,7	27,924,285,6	83,959,046,5	2,784,058,2	2,784,058,2	3,059,008,0	2,658,299,0	5,717,307,0	92,460,411,7
Avoir des Actionnaires	1,463,347,0	91,349,2	(25,585,4)	440,411,0	1,956,857,1	2,517,474,0	6,443,852,9	351,402,4	351,402,4	241,908,0	207,642,0	449,550,0	7,244,805,3

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mai 1999.

Tableau II.2 Chiffres clés des résultats par banque (En milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNCD)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogetbank	Unibank	Sous-Total	Sogetel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
2014 (oct. 13 - sept. 14)													
Revenus nets d'intérêt	1,114,026.7	105,949.1	224,731.4	61,574.80	1,450,429.2	1,393,583.3	4,904,467.7	179,830.7	179,830.7	132,157.0	188,296.0	320,453.0	5,404,751.4
Autres revenus	530,621.9	52,373.8	160,245.3	454,753.0	1,559,918.6	2,250,690.1	5,008,602.8	43,700.5	43,700.5	278,969.0	93,348.0	372,317.0	5,424,620.3
Dot. à la prov. pr créances dout.	121,852.9	37,844.6	111,747.3	32,740.0	409,789.0	54,988.8	645,468.0	10,906.3	10,906.3	116,722.0	642.3	116,079.7	640,294.6
Frais d'exploitation	1,112,652.2	126,009.0	387,155.7	745,748.0	2,045,741.4	1,919,967.3	6,337,273.5	135,823.4	135,823.4	227,831.0	276,336.0	504,167.0	6,977,263.9
Bénéfice net (Perte nette)	410,143.6	55,307.1	9,568.4	235,056.0	453,687.5	1,562,106.8	2,665,031.5	56,065.2	56,065.2	138,798.0	7,862.9	130,935.1	2,852,031.8
2013 (oct. 12 - sept. 13)													
Revenus nets d'intérêt	983,620.9	122,304.6	190,071.5	520,307.0	1,280,187.7	1,239,308.1	4,335,799.9	185,458.6	185,458.6	127,654.0	223,387.0	351,041.0	4,872,299.5
Autres revenus	507,962.9	62,359.7	186,130.9	395,756.0	1,399,670.4	1,903,588.6	4,455,468.5	41,375.6	41,375.6	133,270.0	106,836.0	240,106.0	4,736,950.1
Dot. à la prov. pr créances dout.	65,000.0	32,047.0	16,709.3	28,694.0	291,595.7	40,653.5	451,280.9	33,904.9	33,904.9	19,485.0	85,822.9	115,309.9	418,847.9
Frais d'exploitation	990,195.8	121,551.4	344,031.0	644,337.0	1,768,694.4	1,743,169.5	5,611,979.2	117,119.5	117,119.5	242,770.0	279,677.0	522,447.0	6,251,545.7
Bénéfice net (Perte nette)	436,388.0	31,065.9	38,880.7	194,425.0	499,628.8	1,286,905.3	2,487,293.6	55,341.1	55,341.1	11,455.0	79,484.6	78,029.6	2,620,664.3
2012 (oct. 11 - sept. 12)													
Revenus nets d'intérêt	673,434.9	114,758.2	172,170.9	471,781.0	1,047,791.4	1,014,250.4	3,494,186.9	161,307.3	161,307.3	128,679.0	203,218.0	331,897.0	3,987,391.2
Autres revenus	549,210.6	45,648.3	97,566.5	343,796.0	1,280,282.3	1,556,216.6	3,972,720.3	26,012.0	26,012.0	138,026.0	106,723.0	244,749.0	4,243,481.3
Dot. à la prov. pr créances dout.	15,544.2	32,213.3	15,204.4	17,499.0	229,840.1	-	310,301.0	19,745.2	19,745.2	32,539.0	29,180.0	61,719.0	391,765.1
Frais d'exploitation	806,290.5	102,724.7	278,195.5	571,252.0	1,636,377.1	1,564,767.3	4,959,607.1	97,513.5	97,513.5	216,458.0	218,218.0	434,676.0	5,491,796.6
Bénéfice net (Perte nette)	400,810.9	25,468.6	23,662.5	181,461.0	388,468.4	1,166,306.9	2,138,853.3	51,144.2	51,144.2	12,456.0	37,019.1	49,475.1	2,239,472.6
2011 (oct. 10 - sept. 11)													
Revenus nets d'intérêt	587,664.2	93,811.1	196,331.3	378,464.0	866,119.5	882,339.3	3,004,729.4	147,972.2	147,972.2	135,231.0	205,069.0	340,300.0	3,493,001.6
Autres revenus	430,812.8	36,950.6	128,607.2	308,986.0	1,206,546.3	1,669,064.0	3,780,966.8	28,966.8	28,966.8	141,034.0	104,339.0	245,373.0	4,055,306.6
Dot. à la prov. pr créances dout.	35,304.1	11,267.4	12,400.0	15,722.0	170,883.2	110,000.0	235,576.7	14,409.2	14,409.2	42,882.0	19,600.6	23,281.4	226,704.5
Frais d'exploitation	743,506.6	99,157.4	309,218.2	494,858.0	1,501,824.7	1,444,805.5	4,593,370.5	109,460.1	109,460.1	215,375.9	195,876.0	411,251.9	5,114,082.5
Bénéfice net (Perte nette)	239,666.3	20,336.9	3,320.2	176,670.0	335,803.6	1,054,347.0	1,830,343.9	38,740.9	38,740.9	73,788.1	65,137.1	138,865.2	2,007,950.1
2010 (oct. 09 - sept. 10)													
Revenus nets d'intérêt	598,652.3	87,869.4	195,243.0	349,319.0	898,511.3	871,667.9	3,001,263.0	144,316.1	144,316.1	141,609.0	187,150.0	328,759.0	3,474,338.1
Autres revenus	561,606.9	22,768.5	87,876.1	217,080.0	993,296.2	1,490,081.4	3,372,709.1	24,660.5	24,660.5	132,717.0	78,304.0	211,021.0	3,608,390.5
Dot. à la prov. pr créances dout.	95,941.2	28,118.1	7,360.0	52,568.0	225,045.5	70,000.0	479,032.9	41,114.4	41,114.4	61,590.0	62,730.7	124,320.7	644,468.0
Frais d'exploitation	817,819.0	107,568.3	278,896.4	461,245.0	1,413,619.7	1,290,890.4	4,370,038.8	86,413.5	86,413.5	247,161.0	198,021.0	445,182.0	4,901,634.3
Bénéfice net (Perte nette)	246,499.1	25,048.5	13,137.4	52,586.0	212,576.7	976,784.9	1,460,260.7	31,935.2	31,935.2	118,708.0	110,735.1	229,443.1	1,462,752.8
2009 (oct. 08 - sept. 09)													
Revenus nets d'intérêt	845,543.2	99,834.2	275,688.0	375,289.0	1,201,055.8	1,148,014.8	3,945,425.0	230,890.7	230,890.7	272,629.0	249,079.0	521,708.0	4,698,023.7
Autres revenus	285,258.5	34,967.3	115,654.1	165,476.0	982,082.7	1,080,080.9	2,663,519.5	19,746.6	19,746.6	99,885.0	67,838.0	167,723.0	2,850,989.1
Dot. à la prov. pr créances dout.	571,390.0	54,193.3	26,638.9	15,327.0	141,850.7	-	246,974.9	21,597.6	21,597.6	28,485.0	2,405.8	30,890.8	299,463.3
Frais d'exploitation	810,719.8	106,909.8	316,940.9	418,096.0	1,443,913.3	1,423,745.1	4,520,324.9	88,469.7	88,469.7	171,005.0	195,363.0	366,368.0	4,975,162.6
Bénéfice net (Perte nette)	146,027.4	13,157.8	32,079.1	59,752.0	329,448.9	530,866.7	1,047,133.7	52,784.3	52,784.3	112,825.0	97,233.3	210,058.3	1,309,976.3

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mai 1999.

Tableau II.3 Ratios financiers par banque

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Totiel	Sogebel	Sous-Totiel	CBNA	Scotiabank	Sous-Totiel	Total
Au 30 septembre 2014	6.80%	4.22%	5.40%	8.42%	7.24%	9.23%	7.77%	8.23%	8.23%	5.21%	4.19%	4.75%	7.58%
Au 30 septembre 2013	6.31%	7.2%	3.8%	8.5%	7.4%	8.8%	7.6%	10.5%	10.5%	4.5%	4.4%	4.4%	7.4%
Au 30 septembre 2012	5.27%	0.3%	-6.9%	7.9%	6.5%	8.1%	6.5%	9.7%	9.7%	4.2%	4.1%	4.2%	6.4%
Au 30 septembre 2011	5.16%	0.2%	-5.4%	7.8%	6.0%	7.8%	6.2%	10.1%	10.1%	4.2%	4.7%	4.4%	6.2%
Au 30 septembre 2010	5.38%	3.2%	-0.6%	7.2%	5.6%	8.0%	6.2%	10.6%	10.6%	4.6%	4.7%	4.7%	6.2%
Dépôts en % de l'actif													
Au 30 septembre 2014	80.49%	89.92%	81.91%	84.67%	79.65%	82.07%	81.26%	72.27%	72.27%	78.11%	85.09%	81.28%	81.0%
Au 30 septembre 2013	82.10%	85.53%	87.95%	84.74%	81.83%	85.21%	83.44%	66.19%	66.19%	78.55%	80.79%	79.72%	82.8%
Au 30 septembre 2012	88.01%	87.21%	98.58%	83.95%	84.17%	86.94%	86.48%	75.90%	75.90%	84.95%	84.21%	84.60%	86.09%
Au 30 septembre 2011	87.82%	93.02%	97.49%	85.74%	89.21%	89.01%	88.82%	76.15%	76.15%	80.63%	82.16%	81.35%	88.02%
Au 30 septembre 2010	85.70%	89.68%	91.11%	83.69%	86.73%	88.22%	86.96%	75.69%	75.69%	85.55%	82.05%	83.88%	86.45%
QUALITÉ DE L'ACTIF													
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts													
Au 30 septembre 2014	4.52%	37.45%	2.17%	0.59%	2.58%	0.07%	2.61%	9.34%	9.34%	0.04%	6.63%	4.04%	3.00%
Au 30 septembre 2013	2.11%	33.98%	14.98%	0.69%	0.85%	0.18%	2.01%	6.97%	6.97%	2.14%	8.09%	5.90%	2.43%
Au 30 septembre 2012	2.25%	30.63%	2.67%	0.60%	1.51%	0.26%	1.85%	5.81%	5.81%	-	12.75%	7.43%	2.42%
Au 30 septembre 2011	9.48%	45.87%	7.07%	0.70%	1.45%	0.44%	3.04%	6.58%	6.58%	0.00%	15.88%	8.30%	3.69%
Au 30 septembre 2010	10.74%	41.38%	16.82%	0.97%	2.80%	0.61%	4.86%	12.34%	12.34%	0.29%	15.78%	9.18%	5.66%
Provision pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts													
Au 30 septembre 2014	49.47%	80.12%	47.72%	97.20%	102.76%	687.60%	82.63%	22.49%	22.49%	0.00%	57.52%	57.40%	72.08%
Au 30 septembre 2013	68.48%	68.45%	7.01%	85.44%	191.24%	267.09%	81.13%	39.66%	39.66%	91.42%	45.63%	51.76%	72.19%
Au 30 septembre 2012	131.30%	89.33%	128.85%	116.24%	123.22%	127.61%	110.57%	58.73%	58.73%	-	58.81%	71.11%	96.66%
Au 30 septembre 2011	100.00%	83.09%	99.56%	161.37%	162.23%	90.36%	105.99%	67.35%	67.35%	-	47.13%	59.64%	93.10%
Au 30 septembre 2010	87.45%	69.43%	65.91%	193.55%	122.88%	192.26%	93.96%	36.99%	36.99%	6.90	42.99%	69.91%	84.07%
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires													
Au 30 septembre 2014	8.66%	78.86%	9.70%	0.09%	-0.37%	-1.72%	2.08%	50.47%	50.47%	0.11%	25.51%	10.29%	3.95%
Au 30 septembre 2013	2.55%	78.02%	130.07%	0.55%	-4.23%	-1.31%	1.78%	24.65%	24.65%	1.03%	38.99%	20.78%	3.28%
Au 30 septembre 2012	-2.10%	565.12%	4.85%	-0.54%	-1.93%	-0.28%	-0.92%	12.35%	12.35%	-13.97%	56.76%	19.04%	0.39%
Au 30 septembre 2011	0.00%	1,373.90%	-0.21%	-2.29%	-4.15%	0.15%	-0.73%	9.49%	9.49%	-18.21%	76.79%	29.35%	1.07%
Au 30 septembre 2010	3.55%	195.02%	-300.30%	-4.60%	-2.60%	-1.40%	0.98%	27.91%	27.91%	-36.60%	85.53%	21.98%	3.23%

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire
* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.4 Ratios financiers par banque - Ratios de rentabilité

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebef	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
ROA (rendement de l'actif)													
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	0,94%	-0,19%	0,21%	2,11%	0,91%	2,77%	1,58%	1,13%	1,13%	2,23%	-0,13%	1,08%	1,54%
2013 (oct. 13 - sept. 2014)	1,04%	1,29%	1,06%	1,97%	1,07%	2,40%	1,57%	1,30%	1,30%	-0,03%	1,47%	0,72%	1,51%
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	1,03%	1,39%	-0,71%	2,07%	0,87%	2,30%	1,45%	1,23%	1,23%	0,23%	0,78%	0,49%	1,38%
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	0,72%	1,33%	0,10%	2,38%	0,79%	2,36%	1,38%	0,99%	0,99%	1,52%	1,49%	1,51%	1,38%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	0,97%	-1,69%	-0,10%	0,86%	0,56%	2,64%	1,31%	0,85%	0,85%	-0,44%	-0,28	-0,37%	1,19%
ROE (rendement de l'avoir des actionnaires)													
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	14,34%	-3,41%	4,53%	24,98%	12,53%	30,63%	20,66%	12,33%	12,33%	45,71%	-3,11%	23,54%	20,51%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	17,90%	30,70%	-105,24%	24,00%	15,45%	28,30%	22,42%	12,83%	12,83%	-0,62%	34,42%	16,73%	21,86%
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	19,76%	470,69%	11,53%	26,38%	13,90%	28,78%	22,84%	12,38%	12,38%	5,56%	17,55%	11,41%	21,93%
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	13,68%	79,68%	-3,29%	31,70%	13,54%	29,93%	22,22%	9,59%	9,59%	34,52%	31,69%	33,14%	22,16%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	15,89%	-36,17%	14,12%	11,33%	9,84%	33,63%	20,49%	8,48%	8,48%	-8,24%	-5,33%	-6,87%	18,44%
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt													
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	93,47%	90,98%	94,60%	92,06%	87,76%	88,15%	90,02%	63,43%	63,43%	91,19%	98,16%	95,16%	89,06%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	96,02%	93,69%	95,74%	93,87%	90,74%	93,78%	93,44%	78,62%	78,62%	92,86%	97,92%	96,02%	92,96%
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	94,42%	95,83%	95,52%	95,04%	89,78%	94,12%	93,07%	77,17%	77,17%	92,07%	96,56%	94,77%	92,44%
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	94,71%	95,86%	95,67%	95,70%	86,86%	92,90%	92,00%	75,78%	75,78%	96,56%	92,26%	93,92%	91,36%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	92,48%	92,26%	95,38%	92,57%	83,84%	45,73%	87,93%	73,52%	73,52%	91,65%	88,78%	89,99%	87,41%
Rendement moyen des prêts													
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	7,39%	8,01%	12,70%	12,75%	7,22%	7,12%	7,88%	8,26%	8,26%	10,18%	8,30%	9,02%	7,96%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	8,86%	9,66%	13,47%	12,12%	6,36%	6,38%	7,54%	8,85%	8,85%	8,70%	9,85%	9,40%	7,71%
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	11,59%	12,60%	13,58%	12,90%	5,80%	6,69%	7,95%	8,80%	8,80%	8,04%	9,75%	8,98%	8,07%
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	13,69%	13,56%	18,53%	13,29%	6,22%	7,49%	9,00%	10,02%	10,02%	8,57%	11,42%	10,13%	9,15%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	11,16%	12,75%	17,56%	15,63%	7,57%	9,55%	10,02%	10,40%	10,40%	9,68%	11,28%	10,55%	10,09%
Rémunération moyenne des dépôts													
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	0,22%	0,41%	0,34%	0,56%	0,50%	0,40%	0,39%	3,01%	3,01%	0,26%	0,07%	0,17%	0,44%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	0,11%	0,40%	0,25%	0,41%	0,34%	0,18%	0,23%	1,66%	1,66%	0,22%	0,11%	0,16%	0,25%
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	0,12%	0,30%	0,25%	0,33%	0,31%	0,14%	0,20%	1,51%	1,51%	0,25%	0,18%	0,22%	0,23%
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	0,11%	0,29%	0,28%	0,27%	0,35%	0,17%	0,22%	1,59%	1,59%	0,12%	0,48%	0,29%	0,26%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	0,23%	0,57%	0,32%	0,55%	0,51%	0,45%	0,43%	1,84%	1,84%	0,37%	0,78%	0,56%	0,47%
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire (marge nette d'intérêt + autres revenus)													
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	67,65%	79,59%	100,57%	69,66%	67,96%	52,68%	63,93%	60,76%	60,76%	55,42%	98,12%	72,78%	64,43%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	66,39%	65,82%	91,45%	70,34%	66,00%	55,46%	63,84%	51,63%	51,63%	93,04%	84,69%	86,38%	65,06%
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	65,95%	64,04%	103,14%	70,04%	70,29%	58,60%	66,42%	52,06%	52,06%	81,16%	70,41%	75,38%	66,72%
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	73,00%	75,83%	95,16%	71,98%	72,46%	56,63%	67,69%	61,86%	61,86%	77,96%	63,31%	70,22%	67,75%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	70,49%	97,23%	98,51%	81,43%	74,72%	54,66%	68,56%	51,14%	51,14%	90,10%	74,60%	82,47%	69,21%
Productivité par employé (000)													
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	2,67640	1,06975	1,92971	2,08269	2,15487	3,39792	2,51250	3,54812	3,54812	1,17464	3,12938	5,54216	2,61990
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	2,69970	1,29589	1,78718	1,89661	2,05984	3,03368	2,35976	3,91093	3,91093	6,95797	3,71037	4,67310	2,45761
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	2,39500	1,17946	1,19618	1,78268	1,93362	2,69336	2,11827	3,50130	3,50130	6,92740	3,64636	4,66920	2,22336
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	2,06588	1,04193	1,33445	1,73380	1,83584	2,76126	2,04913	3,50374	3,50374	7,17571	3,72781	4,82035	2,16687
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	2,19746	857,65	1,09102	1,56033	1,58975	2,35000	1,83450	3,04462	3,04462	6,69088	3,08667	4,25024	1,93676

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire.

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mai 1999.

** La Sociabank, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

Tableau III.5 Système Bancaire - Sommaire financier détaillé - Bilan par banque (divises et gourdes) en milliers de gourdes

ACTIF	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBMA	Scotiabank	Sous-Total	Système
Disponibilités													
Encaisse	4.498.486,6	67.921,3	359.366,7	262.016,0	2.000.036,4	614.391,0	7.802.218,0	39.733,3	39.733,3	71.110,0	84.224,0	155.334,0	7.997.285,3
Avois à le BRH	11.369.006,6	965.698,5	1.593.311,2	3.747.700,0	13.181.626,3	18.117.745,0	48.975.087,6	517.756,4	517.756,4	3.543.883,0	2.114.692,0	5.658.575,0	55.151.419,0
Avois à l'étranger	1.227.438,7	626.036,6	178.291,5	541.052,0	635.408,4	1.199.310,4	4.407.537,7	6.869,2	6.869,2	1.399.943,0	1.444.586,0	2.844.529,0	7.258.935,9
Avois dans les banques locales	-	-	128.014,0	16.413,0	19.547,3	15,3	163.989,7	1.507.063,3	1.507.063,3	-	-	-	1.671.053,0
Autres liquidités	1.460.187	67.240,5	1.401,1	141.939,0	109.906,8	594.105,9	1.060.612,2	33.895,6	33.895,6	99.625,0	51.527,0	151.152,0	1.245.656,8
Bons B&H.	17.240.950,6	1.726.897,0	2.260.384,7	4.709.120,0	15.946.525,3	20.525.567,7	62.409.445,2	2.105.314,8	2.105.314,8	5.114.561,0	3.695.029,0	8.809.590,0	73.324.350,0
Bons B&H.	2.334.000,0	100.000,0	-	74.992,0	1.950.000,0	-	4.458.992,0	-	-	49.563,0	-	49.563,0	4.508.555,0
Autres Placements	6.714.311,1	67.806,9	1.393.313	1.081.518,0	10.954.576,0	13.846.183,7	32.803.727,1	56.237,5	56.237,5	-	-	-	32.959.964,6
Portefeuille net	11.264.488,0	958.698,1	2.277.488,0	5.416.947,0	19.001.042,8	22.477.840,6	61.396.288,2	3.180.507,2	3.180.507,2	1.447.270,0	2.154.182,0	3.601.452,0	68.178.247,4
Immobilisations	1.342.663,3	184.690,5	254.813,4	297.986,0	2.153.614,5	1.429.239,1	5.663.026,9	179.157,2	179.157,2	360.539,0	47.824,0	408.363,0	6.250.547,1
Autres actifs	1.906.335,6	267.530	52.846,8	401.925,0	2.047.625,1	798.731,7	5.234.317,0	144.461,0	144.461,0	117.962,0	8.291,0	126.253,0	5.505.031,0
PASSIF	44.677.768,6	3.064.829,3	4.984.964,2	11.982.488,0	52.053.383,6	59.077.362,7	175.840.796,5	5.665.677,7	5.665.677,7	7.089.895,0	5.905.326,0	12.995.221,0	194.501.695,1
Dépôts													
À vue	22.151.320,7	1.349.236,2	1.369.420,8	5.375.280,0	13.783.045,5	22.840.458,2	66.868.761,5	1.096.034,0	1.096.034,0	4.815.765,0	3.067.361,0	7.883.126,0	75.847.921,5
Épargne	9.774.711,9	538.863,7	1.710.134,4	2.579.050,0	18.532.338,5	19.790.756,4	52.935.854,9	511.316,7	511.316,7	291.515,0	1.522.098,0	1.813.613,0	55.250.784,6
À terme	4.035.560,6	867.767,1	1.003.470,6	2.191.768,0	9.142.658,8	5.855.785,0	23.097.010,0	2.487.107,4	2.487.107,4	430.990,0	435.309,0	866.299,0	26.450.416,4
Obligations à vue	35.961.593,2	2.755.867,0	4.083.025,8	10.146.098,0	41.458.042,8	48.486.998,6	142.891.626,4	4.094.458,1	4.094.458,1	5.538.270,0	5.024.768,0	10.563.038,0	157.549.125,5
Banques locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	300.000,0	-	300.000,0	300.000,0
Banques à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1.476.534,4	162.367,2	222.978,3	313.866,0	1.670.570,4	2.202.766,6	6.049.083,0	110.293,9	110.293,9	663.613,0	219.650,0	883.263,0	7.042.639,9
Obligations à terme	1.476.534,4	162.367,2	222.978,3	313.866,0	1.670.570,4	2.202.766,6	6.049.083,0	110.293,9	110.293,9	963.613,0	219.650,0	1.183.263,0	7.342.639,9
Banques locales	3.000,0	9.510,0	200.000,0	-	-	600.000,0	812.510,0	855.000,0	855.000,0	-	-	-	1.667.510,0
Banques à l'étranger	-	-	-	-	2.785.806,6	1.457.846,4	4.243.653,0	-	-	-	-	-	4.243.653,0
Autres	3.322.967,8	7.297,9	7.049,5	88.007,0	571.012,7	3.725.295,5	4.366.864,5	62.887,5	62.887,5	115.374,0	32.145,0	147.519,0	4.579.271,0
Autres passifs	3.325.967,8	16.807,9	207.049,5	88.007,0	3.396.819,3	2.430.375,9	9.425.027,5	917.887,5	917.887,5	115.374,0	32.145,0	147.519,0	10.490.434,0
Autres passifs	876.997,4	486,2	202.639,5	425.327,0	1.800.511,0	501.530,6	3.807.491,6	76.862,4	76.862,4	103.130,0	381.529,0	484.659,0	4.369.013,0
	41.641.092,8	2.935.528,3	4.715.693,2	10.973.298,0	48.285.943,5	53.621.672,7	162.173.228,5	5.199.501,9	5.199.501,9	6.720.387,0	5.658.092,0	12.378.479,0	179.751.209,4
AVOIR DES ACTIONNAIRES	1.500.000,0	165.000,0	448.651,0	270.000,0	1.200.000,0	2.092.704,0	5.676.355,0	150.000,0	150.000,0	103.837,0	94.373,0	198.210,0	6.024.555,0
Capital versé	352.614,4	87.983,0	34.306,2	204.148,0	1.048.734,6	867.190,4	2.594.976,6	155.712,1	155.712,1	70.114,0	73.658,0	143.772,0	2.894.460,6
Réserves	-	14.325,0	93.847,2	1.384,0	98.479,5	-	208.035,7	-	-	-	-	-	208.035,7
Surplus d'apport	1.148.061,4	(1.380,0)	(307.533,4)	533.658,0	1.420.226,0	2.495.795,7	5.188.200,7	160.463,7	160.463,7	195.557,0	79.203,0	274.760,0	5.623.424,4
BMR	3.036.675,9	129.300,9	269.271,0	1.009.190,0	3.767.440,1	5.455.690,1	13.667.567,9	466.175,8	466.175,8	369.508,0	247.234,0	616.742,0	14.750.485,7
	44.677.768,6	3.064.829,3	4.984.964,2	11.982.488,0	52.053.383,6	59.077.362,7	175.840.796,4	5.665.677,7	5.665.677,7	7.089.895,0	5.905.326,0	12.995.221,0	194.501.695,1
Hors-bilan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effets à l'encaissement	-	-	-	-	94.679,4	743,6	95.423,0	-	-	-	-	-	95.423,0
Crédit documentaire	1.366.731,1	-	-	-	714.772,2	733.540,5	1.584.985,8	-	-	68.176,0	81.071,0	149.247,0	1.734.232,8
Autres	294.443,2	219.300,8	2.427,9	160.556,0	3.240.235,9	559.775,2	4.476.738,9	608.384,1	608.384,1	5.921.460,0	1.475.592,0	7.397.052,0	12.483.174,9
Portefeuille brut	11.521.904,3	1.369.610,8	2.301.326,8	5.447.996,0	19.519.215,0	22.587.458,6	62.747.511,5	3.248.793,2	3.248.793,2	1.447.380,0	2.239.595,0	3.686.975,0	69.663.279,7
Provisions pour créances douteuses	257,416,3	410.928,9	23.838,8	31.049,0	518.172,3	109.818,0	1.351.223,2	68.286,1	68.286,1	109,0	85.413,0	85.522,0	1.505.031,3
Portefeuille de crédit improductif	520.366,7	512.899,1	49.958,0	31.942,0	504.231,0	1.571,2	1.635.368,0	303.586,0	303.586,0	511,0	148.481,0	148.995,0	2.087.945,9

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mai 1999.

Tableau II.6 Système Bancaire - Sommaire financier détaillé - Résultats cumulatifs par banque (en milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogetbank	Unibank	Sous-Total	Sogetel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Système
Cumul 2014 (octobre 2013 - septembre 2014)													
REVENUS NETS D'INTÉRÊT													
Revenus d'intérêt													
Prêts	804,680.4	1 118,949	237,223.0	649,997.0	1,392,850.2	1,522,102.3	4,718,687.8	241,293.5	241,293.5	141,745.0	187,817.0	329,562.0	5,289,543.3
Intérêts sur Bons B.R.H.	120,121.9	4,034.6	190.8	5,568.0	21,001.8	1,028.5	151,945.6	-	-	2,586.0	-	2,586.0	154,531.6
Autres	267,068.1	582.1	140.9	13,320.0	238,804.0	57,746.3	577,661.5	42,197.5	42,197.5	590.0	4,017.0	4,607.0	624,466.0
Dépenses d'intérêt	1,191,870.4	116,451.7	237,554.7	668,885.0	1,652,656.0	1,580,877.1	5,448,294.9	283,491.0	283,491.0	144,921.0	191,834.0	336,755.0	6,068,541.0
	77,843.7	10,502.5	12,823.3	53,137.0	202,226.8	187,293.9	543,827.2	103,660.3	103,660.3	12,764.0	3,538.0	16,302.0	663,789.5
	1,114,026.7	105,949.1	224,731.4	615,748.0	1,450,429.2	1,393,583.3	4,904,467.7	179,830.7	179,830.7	132,157.0	188,296.0	320,453.0	5,404,751.4
Autres revenus													
Commissions	404,585.8	314,146	92,197.7	354,526.0	937,699.0	989,452.1	2,809,875.2	23,680.7	23,680.7	65,705.0	72,645.0	138,350.0	2,971,905.9
Gains sur change	77,214.0	14,269.8	35,360.1	84,929.0	225,991.8	306,158.4	743,923.0	12,315.0	12,315.0	125,792.0	32,917.0	158,709.0	914,947.1
Autres	48,822.2	6,689.4	32,687.6	15,298.0	396,227.8	955,079.6	1,454,804.5	7,704.8	7,704.8	87,472.0	112,214.0	75,258.0	1,537,767.3
Produit net bancaire	530,621.9	52,373.8	160,245.3	454,753.0	1,559,918.6	2,250,690.1	5,008,602.8	43,700.5	43,700.5	278,969.0	93,348.0	372,317.0	5,424,620.3
	1,644,648.6	159,322.9	384,976.7	1,070,501.0	3,010,347.9	3,644,273.3	9,913,070.5	223,531.3	223,531.3	411,126.0	281,644.0	692,770.0	10,829,371.8
	121,852.9	37,844.6	111,747.3	32,740.0	409,789.0	54,988.8	645,468.0	10,906.3	10,906.3	116,722.0	642.3	116,079.7	640,294.6
Bénéfice avant dépenses d'exploitation et imôts sur le revenu	1,522,795.7	120,478.4	396,724.0	1,037,761.0	2,600,558.9	3,589,284.5	9,267,602.5	212,625.0	212,625.0	427,848.0	281,001.7	708,849.7	10,189,077.2
DÉPENSES D'EXPLOITATION													
Salaire et avantages sociaux	604,526.5	72,007.7	156,820.2	269,819.0	898,655.9	807,703.6	2,809,533.0	53,135.3	53,135.3	97,621.0	90,029.0	187,650.0	3,050,318.3
Frais de locaux	71,935.9	6,134.1	65,110.6	85,739.0	84,172.9	86,875.4	399,967.9	22,373.4	22,373.4	23,057.0	20,798.0	43,855.0	466,196.3
Amortissement	67,496.3	6,637.7	26,639.7	46,276.0	158,630.6	178,484.7	484,165.1	10,619.6	10,619.6	24,690.0	50,150.0	29,705.0	524,489.7
Autres dépenses d'exploitation	368,693.4	41,229.5	138,585.1	343,914.0	904,281.9	846,903.6	2,643,607.6	49,695.0	49,695.0	82,463.0	160,494.0	242,957.0	2,936,259.6
	1,112,652.2	126,009.0	387,155.7	745,748.0	2,045,741.4	1,919,967.3	6,337,273.5	135,823.4	135,823.4	227,831.0	276,336.0	504,167.0	6,977,263.9
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LE REVENU	410,143.6	15,307.1	9,568.4	292,013.0	554,817.5	1,669,317.3	2,930,329.0	76,801.6	76,801.6	200,017.0	4,665.7	204,682.7	3,211,813.3
Impôts sur le revenu	-	-	-	56,957.0	101,130.0	107,210.5	265,297.5	20,736.4	20,736.4	61,219.0	12,528.6	73,747.6	359,781.5
BÉNÉFICE NET (IPERTE NETTE)	410,143.6	15,307.1	9,568.4	235,056.0	453,687.5	1,562,106.8	2,665,031.5	56,065.2	56,065.2	138,798.0	17,862.9	130,935.1	2,852,031.8

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mai 1999.

** La Socobal, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

LISTE

DES SIGLES

AGD	Administration Générale des Douanes
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BRH	Banque de la République d'Haïti
BRI	Banque des Règlements Internationaux
CNSA	Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire
DGI	Direction Générale des Impôts
DIGCP	Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaire
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
ED'H	Électricité d'Haïti
ÉU	États-Unis d'Amérique
FED	Réserve Fédérale Américaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FDI	Fonds de Développement industriel
IFBC	Institut de Formation de la Banque Centrale
IPC	Indice des Prix à la Consommation
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MD ÉU	Millions de dollars américain
MG	Millions de Gourdes
MMG	Milliards de Gourdes
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OFATMA	Office d'Assurance-Accidents du Travail, Maladie et Marternité
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire
TCA	Taxe sur le Chiffre d'Affaires
UAI	Unité audit Interne
UGCF	Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal
UGB	Unité de Gestion des Bâtiments
UMN	Unité du Musée Numismatique
UOM	Unité Organisation et Methode
USAID	l'Agence Américaine pour le Développement International

PHOTO DE COUVERTURE

10 Gourdes Toussaint Louverture

AVERS

Au centre : Toussaint Louverture à cheval ; à droite: 1745/1803 ;

AUTOUR :

REPUBLIQUE D'HAÏTI GENERAL TOUSSAINT LOUVERTURE

REVERS :

Au centre : Au centre : les Armoiries de la République d'Haïti ;

AUTOUR :

LIBERTE EGALITE FRATERNITE
10 / GOURDES / 1968

GRAVEUR :

Inconnu

FABRICANT :

Gori & Zucchi Mint/Italcambio (Italie)

POIDS :

46.56 g

DIAMÈTRE :

40.08 mm

MÉTAL :

Argent

TRANCHE :

Striée

REMARQUES :

* Au revers de la pièce de 1970, il a été ajouté une griffe « AR » à gauche de IC.

Dépôt légal: 3ème trimestre 2016

No.16-08-535

Bibliothèque Nationale d'Haïti

Conception et Mise en page :

Unité Graphique, Impression et Publication de la BRH

Banque de la République d'Haïti

Achévé d'imprimer: Août 2016

Imprimeur : Protech Inc., Canada

Pour toutes informations, s'adresser à :

Banque de la République d'Haïti

Direction Monnaie et Analyse Économique

Port-au-Prince, Haïti

Boîte postale : (BP) 1570

Téléphone : (509) 2299-1200 / (509) 22.99.12.51

Télécopieur : (Fax) (509) 22.99.11.49

Internet : <http://www.brh.net>

E-mail : brh_mae@brh.net

ISSN 0257 4349